



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/51/178
27 juin 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/ARABE/ESPAGNOL/
FRANÇAIS/RUSSE

Cinquante et unième session
Point 17 a) de la liste préliminaire*

ÉLECTIONS AUX SIÈGES DEVENUS VACANTS DANS LES ORGANES SUBSIDIAIRES ET AUTRES ÉLECTIONS

ÉLECTIONS DES MEMBRES DE LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL

Note du Secrétaire général

1. Dans une note verbale datée du 1er novembre 1995, adressée aux Représentants permanents des États Membres de l'Organisation des Nations Unies, le Secrétaire général a invité les gouvernements à lui communiquer les noms des candidats qu'ils avaient l'intention de présenter en vue de l'élection des membres de la Commission pour le prochain mandat de cinq ans, qui commence le 1er janvier 1997, ainsi que les notices biographiques de ces candidats.
2. Les noms des personnes dont la candidature a été présentée en vue de l'élection des membres de la Commission figurent dans le document A/51/177.
3. Les notices biographiques des candidats communiquées par les gouvernements sont reproduites en annexe à la présente note.

* A/51/50.

ANNEXE

Notices biographiques des candidats

ADDO, Emmanuel Akwei

(Ghana)

[Original : anglais]

Né le 10 septembre 1943.
Marié, père de trois enfants.

Établissements d'enseignement fréquentés

Accra Academy (Accra), 1958-1962.
École MFANTSIPIIM, Cape Coast, 1962-1964.
Université du Ghana, Legon, 1965-1969.
Emmanuel College, Cambridge (Royaume-Uni), 1977-1978.
Institut international du droit du développement, Rome (Italie),
novembre-décembre 1986.
Institut de droit international, Washington (États-Unis), du 6 au 31 mars 1989.

Diplômes universitaires et professionnels

Licence en droit avec mention (Ghana), 1968.
Certificat juridique d'aptitude pratique, 1969.
Inscription au barreau, octobre 1969.
Procureur et avocat, Tribunal supérieur (Ghana), octobre 1969.
Maîtrise en droit international (Cambridge), 1978.

Matières étudiées

1. Droit international de la paix.
2. Droit des conflits armés et du recours à la force, y compris le maintien de la paix et le règlement des différends.
3. Droit des institutions internationales.
4. Droit de la mer.

Certificat en techniques financières du développement, Institut international du droit du développement, Rome, 1986.
Certificat en techniques de négociation des investissements étrangers, Institut du droit international, Washington, 1989.

Expérience professionnelle

Emploi actuel

Directeur du Bureau des affaires juridiques et consulaires du Ministère des affaires étrangères et Directeur du Département des affaires juridiques internationales du Bureau du Procureur général (Ministère de la justice)

Postes occupés au Ghana

Avocat dans un cabinet privé, Junior Partner – MM. Opoku-Acheampong and Co., Accra, octobre 1969-mai 1970.

A gravi, au Bureau du Procureur général, les échelons suivants : Procureur adjoint, Procureur de l'État, Procureur confirmé, Procureur principal et Procureur en chef. Actuellement Directeur du Département des affaires juridiques internationales (Ministère de la justice). A travaillé dans divers services du Département et représenté le Ghana, à des tribunaux supérieurs, dans diverses affaires qui ont fait date.

A rempli, au Bureau du Procureur général et au Ministère de la justice les fonctions suivantes :

1. A rédigé des opinions juridiques sur tous les aspects du droit, y compris le droit international et les transactions internationales.
2. A fourni des conseils d'ordre général sur des affaires pénales et dressé le réquisitoire d'affaires graves, par exemple, atteintes à la sécurité de l'État, meurtre, homicide involontaire, viol, etc.
3. A aidé le Procureur général à établir des directives concernant les fonctions du Procureur général en matière de poursuites pénales.
4. A examiné et rédigé des contrats et accords pour le Gouvernement ghanéen.
5. A représenté le Gouvernement dans des négociations industrielles ou commerciales.
6. A pris en charge des affaires civiles et constitutionnelles auxquelles l'État était partie. A dirigé l'équipe composée de cinq procureurs qui a dressé en cour d'appel le réquisitoire de l'affaire type concernant le braconnage des éléphants au parc national Mole, et fait ainsi annuler une décision, 1986.
7. A fourni des services au Comité (d'examen) des accords publics qui revoit tous les accords publics du Ghana. A dirigé l'équipe qui a négocié et signé un accord entre le Gouvernement ghanéen et Stanley Associates Engineering Ltd., société multinationale basée à Edmonton (Alberta, Canada), avril 1988.
8. De 1973 à 1977, en tant que substitut du Procureur général de la Volta ghanéenne, avec rang de procureur confirmé, a rempli toutes les fonctions du procureur général de la région, donné des conseils juridiques à tous ses organismes gouvernementaux et représenté le ministère public dans des affaires surtout pénales mais aussi civiles.
9. De mai 1979 à mai 1989, en tant que substitut du Procureur général du nord du Ghana, avec rang de procureur principal, a rempli toutes les fonctions du procureur général de la région et notamment donné des

/...

avis juridiques à l'administration régionale et à d'autres organismes publics de la région. Réquisitoire contre des crimes graves devant les cours d'assises de la région et poursuite d'affaires civiles et constitutionnelles auprès des mêmes tribunaux. Suivi et contrôle des poursuites engagées par la police dans différentes affaires criminelles; fourniture à la police d'avis d'ordre général pour des affaires criminelles; procédures engagées dans le cadre d'affaires criminelles sur la base de rapports des commissions d'enquête.

10. Représentant du ministère public à la Haute Cour, à la Cour d'appel et à la Cour suprême dans des affaires civiles ou constitutionnelles.
11. Promu Procureur en chef et détaché auprès du Ministère des affaires étrangères en tant que Directeur du Bureau des affaires juridiques et consulaires (Conseiller juridique), juin 1989 à ce jour.

Directeur du Bureau des affaires juridiques et consulaires, Ministère des affaires étrangères, du 15 juin 1989 à ce jour. À ce titre, le candidat :

- a) Conseille le Ministère des affaires étrangères et les divers bureaux du Ministère sur des questions juridiques ayant trait aux activités du Ministère;
- b) Donne des avis sur des points de droit international ayant trait à des traités, conventions et accords internationaux ainsi qu'aux organisations internationales, l'ONU notamment;
- c) En tant que conseiller juridique du Ministère des affaires étrangères, il exerce une influence décisive sur les positions et les mesures prises par le Gouvernement ghanéen en droit international.

Directeur du Département des affaires juridiques internationales du Bureau du Procureur général (Ministère de la justice) depuis le 2 janvier 1995. À ce titre, responsable de toutes les questions de droit international, des accords internationaux, de l'arbitrage international ainsi que des litiges internationaux et transnationaux auxquels le Ghana est partie.

Membre de la délégation ghanéenne auprès de la Commission mixte de démarcation créée par les Gouvernements ghanéen et togolais pour régler les conflits frontaliers au sud-est du Ghana.

Commission pour la réforme juridique (1974) : préparation d'un projet de loi portant réforme juridique, pour examen par le Gouvernement.

Conférencier à la faculté de droit de l'Université du Ghana, Legon, de février à avril 1979. Cours de maîtrise sur le droit des institutions internationales et le droit de la mer.

Membre de la Commission d'enquête sur les affrontements entre les policiers des frontières et la population civile à Bolgatanga (Haut-Ghana), 1980.

Procureur-conseil auprès de la Commission d'enquête sur les troubles survenus entre les tribus Nanumba et Konkomba dans le nord du Ghana, 1981.

Membre du Comité de la police régionale, région nord, de 1983 à mai 1989.

Membre du Comité de médiation dans l'affaire Yendi Skin (conflit d'autorité) créé par le Conseil provisoire de défense nationale en application de la décision de la Cour suprême concernant l'affaire Yendi Skin, 1987.

Membre du Conseil d'administration de la Ghana Milled Rice Production Company, juin 1979-1983.

Affiliation à des organisations professionnelles

Membre du barreau ghanéen, d'octobre 1969 à ce jour. Comité disciplinaire de l'Association locale du barreau, de 1973 à 1975.

Membre du club de droit international de l'Université de Cambridge, 1977-1978 (époque à laquelle le candidat préparait sa maîtrise).

Membre de l'Association internationale du barreau (Section de la pratique générale et du droit des affaires ainsi que du Groupe de travail des juristes travaillant pour des gouvernements).

Membre du Groupe national du Ghana, chargé de proposer des candidats pour la Cour internationale de Justice.

Membre de l'American Society of International Law.

Expérience internationale

Membre de la délégation ghanéenne à la vingt-huitième session du Comité consultatif juridique afro-asiatique, Nairobi (suppléant du chef de délégation), février 1989.

Chef de la délégation ghanéenne à la septième session de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins du Tribunal international du droit de la mer, tenue à New York en août et septembre 1989. Président du Groupe africain.

Chef de la délégation ghanéenne à la huitième session de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer, tenue à Kingston (Jamaïque) en mars 1990. Président du Groupe africain.

Du 12 au 15 juin 1990, expert ghanéen à la première réunion du Groupe d'experts de la zone de coopération et de paix de l'Atlantique Sud sur le droit de la mer qui s'est tenue à Brazzaville, sous l'égide du Bureau des affaires maritimes et du droit de la mer de l'ONU.

Chef de la délégation ghanéenne à la huitième session (d'été) de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer, tenue à New York du 13 au 31 août 1990.

Chef de la délégation ghanéenne à la neuvième session (de printemps) de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer, tenue à Kingston (Jamaïque), du 25 février au 22 mars 1991.

Chef de la délégation ghanéenne à la neuvième session (d'été) de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer, tenue à New York en août 1991.

Chef de la délégation ghanéenne à la dixième session (de printemps) de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer, tenue à Kingston (Jamaïque), en février-mars 1992.

Chef de la délégation ghanéenne à la dixième session (d'été) de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer, tenue à New York, du 10 au 21 août 1992.

Juillet 1993, a participé en qualité d'expert ghanéen à la réunion d'experts sur l'application et l'efficacité de la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, qui s'est tenue à La Haye du 5 au 7 juillet 1993.

Chef de la délégation ghanéenne à la onzième session (de printemps) de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer, février 1993.

Voyage aux États-Unis en octobre 1993, parrainé par la United States Information Agency, pour étudier directement les systèmes juridiques et judiciaires de ce pays.

Chef de la délégation ghanéenne à la douzième session (de printemps) de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer, Kingston (Jamaïque) du 7 au 11 février 1994.

En tant que l'un des 10 experts mondiaux sur le sujet, invité par le Gouvernement néerlandais à participer en février 1994, à Lauswolt (Pays-Bas), à l'examen de certaines dispositions de la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé (La Haye, 1954) et à la rédaction de projets de dispositions, à la lumière de l'expérience acquise lors des conflits survenus en ex-Yougoslavie et entre l'Iraq et le Koweït.

Chef de la délégation ghanéenne à la douzième session (d'été) de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer, New York, août 1994.

Invité en septembre 1994 par la Société africaine de droit international et de droit comparé à participer à sa sixième réunion tenue à Kampala.

Invité par l'UNESCO, à titre personnel, en tant qu'expert en droit international, à participer à la réunion d'experts organisée au siège de l'UNESCO pour examiner et rédiger un protocole à la Convention de La Haye de 1954 du 28 novembre au 2 décembre 1994 sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé.

Représentant du Ghana au Congrès des Nations Unies sur le droit international public tenu au Siège des Nations Unies, à New York, du 13 au 17 mars 1995.

Invité en mars 1995 par la Cour permanente d'arbitrage (La Haye) à participer en tant qu'observateur à la réunion du Comité directeur composé de 30 juristes internationaux, dont huit juges de la Cour internationale de Justice.

En septembre 1995, a représenté le Gouvernement ghanéen à une réunion d'experts gouvernementaux tenue au Cap (Afrique du Sud) pour étudier la création d'une cour africaine des droits de l'homme; la réunion a abouti à la rédaction d'un projet de protocole additionnel à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples concernant la création d'une cour africaine des droits de l'homme.

Invité en février 1996 à être juge dans une compétition internationale de tribunaux fictifs organisée par l'Université à la Buffalo School of Law (New York). Seule compétition mondiale de tribunaux fictifs de droit international, elle attire des représentants de plus de 400 facultés de droit de plus de 50 pays.

Publications

"Marine Legislation and Institutional Arrangements for Marine Policy with Emphasis on National Priorities". Communication présentée à la réunion du Groupe d'experts de la zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud sur le droit de la mer tenue à Brazzaville et publiée par le Bureau des Nations Unies pour les affaires maritimes et le droit de la mer.

"Africa in the Twenty-First Century". Communication présentée au Armed Forces Staff College.

AL-BAHARNA, Husain M.

(Bahreïn)

[Original : anglais]

Études et qualifications professionnelles

Licencié en droit (1953), faculté de droit de l'Université de Bagdad.

Maîtrise en droit, Université de Londres (1956).

Certificat de l'Académie de droit international de La Haye (1960).

Doctorat de droit international public, Université de Cambridge (Royaume-Uni) (1961).

Inscrit au barreau, Lincoln's Inn, Londres.

Inscrit au barreau de Bahreïn.

Carrière

Conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères, État du Koweït, 1962-1964.

Conseiller juridique et analyse des questions relatives au Golfe pour l'Arabian-American Oil Company, Arabie saoudite, 1965-1968.

Conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères de l'État de Bahreïn, 1969-1970.

Président de la Commission juridique du Conseil d'État de Bahreïn, 1970-1971.

Conseiller juridique de l'État de Bahreïn et membre du Conseil d'État de Bahreïn, 1970-1971.

Agent et conseil de l'État de Bahreïn dans l'affaire concernant la délimitation maritime et les questions territoriales entre le Qatar et Bahreïn (Qatar c. Bahreïn) auprès de la Cour internationale de Justice, depuis 1991.

Postes officiels

Ministre d'État chargé des questions juridiques, État de Bahreïn, depuis 1971.

Membre de la Commission du droit international de l'ONU, depuis 1987; Rapporteur de la quarante-troisième session, 1991.

Activités officielles et autres

Membre du Comité de rédaction de l'Arab Law Quarterly, publié par la Société de droit arabe international et comparé, Londres.

/...

Membre du Comité consultatif d'experts de l'Euro-Arab Arbitration Congress, Paris.

Membre honoraire de l'Euro-Arab Forum for Arbitration and Business Law, Paris.

Membre du Conseil du Center for Islamic and Middle East Law (School of Oriental and African Studies, Université de Londres), 1990.

Membre du Comité consultatif du Journal of the Gulf and Arabian Peninsula Studies, publié par l'Université de Koweït.

Membre du Comité consultatif de l'Arab Journal for Information, documentation publiée par le Gulf International Documentation Centre.

Membre du Comité d'experts pour la lutte contre la criminalité internationale et transfrontière et pour la création d'un tribunal pénal international, organisé par l'Institut supérieur international des sciences criminelles (ISISC), qui s'est réuni à Syracuse (Italie) du 24 au 28 juin 1990 et a adopté un projet de statut pour le tribunal pénal international.

Vice-Président chargé de l'arbitrage international à la Cour arabe d'arbitrage créée par l'Association arabe pour l'arbitrage international, Paris, 1991.

Membre de la Cour euro-arabe pour le règlement des différends commerciaux survenus à la suite de la guerre du Golfe, Paris.

Membre depuis mai 1993 du Groupe pour l'arbitrage arabe de la Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale, Paris.

Membre depuis avril 1994 du Groupe d'arbitres et d'experts du Centre régional du Caire pour l'arbitrage commercial international.

Membre depuis 1994 de l'Association internationale de droit pénal, France.

Membre du Conseil international pour l'arbitrage commercial.

Activités internationales

A. Participation à des conférences intergouvernementales

Conseiller juridique et membre de la délégation de Bahreïn aux négociations relatives au règlement du différend entre ce pays et la République islamique d'Iran, 1969-1970.

Membre du Comité de rédaction créé par les dirigeants des pays du Golfe aux fins de l'élaboration de la Constitution de la Fédération des États arabes du Golfe, 1969-1971.

Conseiller juridique et membre de la délégation de Bahreïn à la Conférence des dirigeants des pays du Golfe sur le projet de fédération des États arabes du Golfe, 1969-1971.

Membre et conseiller juridique de la délégation de Bahreïn au Sommet des chefs d'État de pays arabes, tenu au Caire, 1977.

Membre et conseiller juridique de la délégation de Bahreïn au Sommet des chefs d'État de pays arabes, tenu à Rabat, 1987.

Membre et conseiller juridique de la délégation de Bahreïn au huitième Sommet des chefs d'État des pays membres du Conseil de coopération du Golfe, tenu à Riyad, 1987.

Membre de la délégation bahreïnite à la sixième Conférence au sommet islamique, tenue à Dakar les 9 et 10 décembre 1991.

Conseiller juridique et membre de la délégation bahreïnite à la douzième Conférence au sommet des chefs d'État du Conseil de coopération du Golfe, tenue au Koweït en décembre 1991.

Conseiller juridique et membre de la délégation bahreïnite à la treizième Conférence au sommet des chefs d'État du Conseil de coopération du Golfe, tenue à Abu Dhabi en décembre 1992.

Conseiller juridique et membre de la délégation bahreïnite à la quatorzième Conférence au sommet des chefs d'État du Conseil de coopération du Golfe, tenue à Riyad en décembre 1993.

Membre de la délégation bahreïnite à la dixième Conférence des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Jakarta du 1er au 6 septembre 1992.

B. Participation aux sessions de l'Assemblée générale et à des conférences juridiques de l'ONU

Membre et conseiller juridique de la délégation bahreïnite aux sessions de l'Assemblée générale en 1970, 1971, 1986, et de 1988 à 1994.

Représentant du Gouvernement bahreïnite à la Sixième Commission (questions juridiques) de l'Assemblée générale, de 1986 à 1994.

Chef de la délégation bahreïnite à la troisième Conférence sur le droit de la mer, de 1978 à 1982.

Chef de la délégation bahreïnite à la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer, depuis 1983.

Chef de la délégation bahreïnite à la réunion spéciale que le Conseil de sécurité de l'ONU a consacrée à la situation du peuple palestinien, tenue à Genève les 25 et 26 mai 1990.

Missions spéciales

Envoyé extraordinaire de la Ligue des États arabes auprès des États d'Amérique du Nord et du Japon, chargé d'expliquer aux gouvernements et peuples de ces pays la position des pays arabes sur la question de Palestine et la crise pétrolière au Moyen-Orient, 15-31 décembre 1974.

Représentant de Bahreïn à plusieurs conférences intergouvernementales.

C. Participation à des séminaires internationaux

Présentation du document "Treaty-making power of protected States" au Séminaire sur le droit des traités, organisé en août 1960 par le Centre de recherche de l'Académie de droit international de La Haye.

Présentation du document "Legal framework for foreign business and investment in Bahrain, Qatar and the United Arab Emirates" au séminaire intitulé "Legal Environment for Business in Arabian States", tenu à New York le 30 mai 1973.

Présentation du document "Legal framework for development of natural and living resources in the Arabian Gulf" au séminaire sur l'importance de la péninsule arabe dans les domaines historique, politique, juridique et économique, qui a été organisé du 20 au 25 novembre 1979 sous les auspices du Centre de documentation et de recherche du Ministère des affaires étrangères des Émirats arabes unis, 20-25 novembre 1979.

Présentation du document "The Importance of Cooperation among Gulf States in the Political, Legal and Economic Fields" au séminaire sur la portée des transformations économiques et sociales dans les États arabes du Golfe, organisé par l'Université de Bagdad, 25-27 février 1980.

Participation au Séminaire sur les droits de l'homme dans l'Islam, organisé au Koweït, en décembre 1980, par la Commission internationale des juristes.

Présentation des documents intitulés "New international economic order" et "Exclusive economic zone" à la Conférence biennale de l'Association du droit international à Paris, août 1984.

Participation au Séminaire sur l'unification du droit privé dans les pays du golfe Arabique, patronné par l'Université de Koweït, 21-25 février 1987.

Présentation à ce séminaire d'un document intitulé "The effects of the Agreement of Economic Unity of the Gulf Cooperation Council on private law legislations in member States".

Présidence de la session consacrée aux règles d'arbitrage du deuxième Euro-Arab Arbitration Congress, tenue à Bahreïn, 26-28 octobre 1987.

Présidence de la Conférence de la deuxième Arab-International Bar Association, Bahreïn, 5-8 mars 1989.

Présentation à cette conférence d'un document intitulé "Enforcement of foreign judgments in the Arab Gulf States".

Présidence de la session consacrée à l'arbitrage dans le monde arabe du troisième Euro-Arab Arbitration Congress, Amman, 23-25 octobre 1989.

Participation à la réunion "Experts Meeting on Arbitrators" consacrée au rôle du droit comparé dans l'arbitrage international, tenue par la Chambre d'arbitrage national et international de Milan, Milan, 5-6 février 1990.

Participation au Séminaire du Comité d'experts de la politique pénale internationale pour la prévention de la criminalité internationale et la lutte contre ce phénomène et création d'un tribunal pénal international, organisé par l'Institut international de hautes études en science criminelle, Syracuse (Italie), 24-28 juin 1990.

Présentation d'un document intitulé "The International Law Commission in Perspectives: Legal and Historical Developments" au Séminaire de droit international organisé par l'Office des Nations Unies à Genève au cours de la quarante-deuxième session de la Commission du droit international, Palais des Nations, Genève, mai-juillet 1990.

Présentation du document intitulé "Codification and development of international law in the perspective of developing countries" au Colloque sur les pays en développement et le droit international, organisé à Beijing par le Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine, 24-26 août 1992.

Participation à la Conférence sur l'arbitrage organisée au Caire et à Alexandrie par le Centre régional du Caire pour l'arbitrage commercial international et l'Association arabe pour l'arbitrage international, Paris, 11-15 octobre 1992.

Conférence intitulée "The legal analysis of the basic regulations and the Economic Unity Agreement of the Council of the Arab States of the Gulf", prononcée à l'Université Sultan Qaboss, Oman, 13 décembre 1992.

Conférence intitulée "The international community within the framework of the machinery of the United Nations and its specialized agencies, prononcée à la Société bahreïnite pour la santé maternelle et infantile, 16 janvier 1993.

Discours intitulé "International commercial arbitration in a changing world", prononcé à la Conférence de 1993 du Conseil international pour l'arbitrage commercial organisée à Bahreïn, 14-16 février 1993.

Présidence de la session sur les négociations internationales et présentation d'un document intitulé "Background of the Iraq-Kuwait Boundary Dispute and the Role of the United Nations Iraq-Kuwait Boundary Demarcation Commission in the Matter" à un séminaire organisé du 13 au 16 février 1993 à Riyad par le Ministère saoudien des affaires étrangères.

Présentation d'une communication intitulée "Background of and need for the establishment of an Arab Court for International Commercial Arbitration" au

Séminaire sur l'arbitrage international organisé par le Ministère de la justice du Koweït, 18-20 février 1993.

Présentation d'une communication intitulée "Legal implications of maritime boundary disputes" à la Conference on Commercial Law in the Middle East: Next Decade of Law and Legal Change, organisée les 24 et 25 juin 1993 à Londres sous les auspices du Centre for Islamic and Middle Eastern Law of the School of Oriental and African Studies.

Présentation d'une communication intitulée "Procurement rules in Bahrain" et présidence d'une des sessions de la Conférence internationale sur la réforme et la modernisation des règles d'achat dans les pays en développement organisée au Caire, du 29 au 31 janvier 1994, par le Centre régional du Caire sur l'arbitrage commercial international.

Participation à la réunion tenue en mai 1994 par le Groupe d'arbitrage arabe de la Cour internationale d'arbitrage ainsi qu'au Séminaire sur l'arbitrage commercial international tenu à Casablanca du 31 mai au 2 juin 1994.

D. Conférences prononcées devant des organes professionnels

Série de conférences sur le thème "Constitutional and legal developments in the Arabian Gulf States", 1971-1990.

Conférences sur le thème "The constitutional and legal position and international relations of the Gulf States" au cours des deuxième et troisième sessions diplomatiques organisées à Koweït par le Ministère koweïtien des affaires étrangères pour le personnel diplomatique arabe dans les pays du Golfe, 1973-1974.

Conférence sur le thème "The modern political and constitutional trends in the Arab Gulf region", organisée par la Société koweïtienne de sociologie, Koweït, 29 avril 1974.

Conférence sur le thème "Regional cooperation among Gulf States in the exploitation of natural and living resources of the Arabian Gulf within the framework of the proposed Convention on the Law of the Sea", prononcée devant la Société des juristes arabes, Bagdad, 27 février 1980.

Conférence sur le thème "Principles of international law and the law of the sea", prononcée devant la Société des juristes de Bahreïn, juin 1980.

Publications

A. Ouvrages

Thèse de doctorat sur les problèmes juridiques des États du Golfe (non publiée), University Library, Cambridge, 1961.

The legal status of the Arabian Gulf States, Manchester University Press, 1968.

The Arabian Gulf States: their legal and political status and their international problems, deuxième édition révisée, Librairie du Liban, Beyrouth, 1975; nouvelle édition, 1978.

Legal and constitutional systems of the Arabian Gulf States (en arabe), Beyrouth, 1974.

The legal position of Iraq's claim to sovereignty over Koweit (en arabe), Bahreïn, 1991.

B. Articles

"The Kuwait-Saudi Arabian Neutral Zone Agreement of July 7, 1965, on the partition of the zone", International and Comparative Law Quarterly (juillet 1968).

"Judicial system is put on a sounder footing", The Times (Londres, 16 décembre 1971).

"Évolution juridique et constitutionnelle dans les États du Golfe" (en arabe), dans la Revue égyptienne de droit international, vol. 28 (1972).

"The settlement of the Bahrain-Iran dispute, May 1970", International and Comparative Law Quarterly (juillet 1973), p. 541.

Présentation par pays des systèmes juridiques et constitutionnels des États arabes du Golfe dans l'International Encyclopaedia of Comparative Law, vol. I (Hambourg, 1973).

"The consequences of Britain's exclusive treaties: A Gulf view", dans The Arab Gulf and the West, éd. (B. R. Pridham, Londres, 1985), p. 15 à 38.

"International commercial arbitration in perspective", dans Arab Law Quarterly, partie I (Londres, 1988).

"The enforcement of foreign judgments and arbitral awards in the Gulf Cooperation Council countries with particular reference to Bahrain", dans Arab Law Quarterly, partie IV (Londres, 1989), p. 332,

"International commercial arbitration in a changing world", Arab Law Quarterly (mai 1994).

Affiliation à des sociétés savantes

British Institute of International and Comparative Law (Londres).

American Society of International Law (Washington).

International Law Association (Londres).

Egyptian Society of International Law (Le Caire).

Membre associé de la Commission internationale de juristes (Genève).

Décorations

Arab Historian Medal, décernée par l'Union des historiens arabes (1986).

Notices biographiques publiées dans les ouvrages suivants :

- a) Who's Who of Intellectuals, vol. III, 1980;
- b) Who's Who in the World (4e éd.), 1978/79;
- c) Men of Achievements, vol. 7, 1980.

AL-KHASAWNEH, Awn Shawkat

(Jordanie)

[Original : anglais]

Awn Shawkat Al-Khasawneh est né le 22 février 1950 à Amman. Il a suivi ses études primaires et secondaires au Collège islamique d'Amman et ses études supérieures à l'Université de Cambridge (Queens' College) où il a obtenu une licence d'histoire et une licence de droit, puis une maîtrise de droit et une autre de droit international.

Il est entré en 1975 dans la diplomatie jordanienne et a occupé de 1976 à 1980 les postes de Deuxième, puis de Premier Secrétaire à la Mission permanente de la Jordanie auprès de l'Organisation des Nations Unies (New York). De 1980 à 1985, il a été responsable des organisations internationales et du droit international au Ministère des affaires étrangères. De 1985 à 1990, il a dirigé le Département juridique du Ministère des affaires étrangères. Détaché en 1990 auprès de la Cour royale, il est devenu le Conseiller juridique de S. A. R. le Prince héritier El-Hassan bin Talal. Le rang d'ambassadeur lui a été conféré en 1992 et il a été nommé en 1996 Conseiller de S. M. le roi et Conseiller d'État pour le droit international, avec rang de Ministre. En 1996, il a été nommé directeur de la Cour royale, l'un des postes les plus importants de Jordanie.

Depuis 1976, M. Al-Khasawneh a représenté la Jordanie à 18 sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies (Sixième Commission, Questions juridiques). Il a également été le suppléant en 1981 et 1982 du représentant de la Jordanie au Conseil de sécurité. Il a fait partie de la plupart des délégations jordanienes aux réunions tenues de 1980 à 1988 par la Ligue des États arabes, le Mouvement des pays non alignés et la Conférence des États islamiques. Il a été membre et conseiller juridique de la délégation jordanienne aux pourparlers pour la paix au Moyen-Orient de 1991 à 1994.

Dans le domaine de la codification et du développement progressif du droit international, M. Al-Khasawneh a représenté la Jordanie aux conférences et comités suivants :

Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre la prise d'otages, 1977-1980.

Conférence des Nations Unies sur la succession d'États en matière de traités, deuxième session, Vienne, 1978.

Conférence des Nations Unies sur la succession d'États en matière de biens, archives et dettes d'État, Vienne, 1982.

Conférence des Nations Unies sur les traités entre États et organisations internationales ou entre organisations internationales, Vienne, 1986; élu à la présidence du Comité de rédaction.

/...

Conférence de Rome sur l'élaboration d'une Convention sur la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime, 1988.

Mandats électifs divers

Membre de la Commission arabe du droit international (1982); réélu trois fois.

Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (ONU), 1984-1993.

Présidence de la Sous-Commission, 1993.

Rapporteur spécial du débat sur les transferts de population considérés sous l'angle des droits de l'homme.

Président de la Commission IV de la Conférence générale de l'UNESCO, 1993.

Membre depuis 1986 de la Commission du droit international des Nations Unies.

Membre de la Commission royale de Jordanie sur la réforme juridique et administrative, 1994.

Publications

Rapport sur les transferts de population considérés sous l'angle des droits de l'homme, avec R. Hatano, 1993, (E/CN.4/Sub.2/1993/17).

Rapport intérimaire sur les transferts de population envisagés sous l'angle des droits de l'homme (E/CN.4/Sub.2/1994/18).

General principles and methods for executing a new convention, dans : Environmental protection and the law of war, Glen Plant, ed., 1992.

"The International Law Commission and Middle East waters", dans : Waters in the Middle East: legal, political and commercial implications, J. A. Allan et Chibli Mallat, ed., 1995.

"Analogy in the development of international law" (À paraître en 1996 dans le cadre de la contribution de la Commission du droit international à la Décennie des Nations Unies pour le droit international).

Activités scientifiques

Membre de l'International Law Association, 1994, Committee on Maritime Neutrality.

Membre du Comité de rédaction du Palestine Yearbook of International Law.

Enseignement et participation à des séminaires dans des universités jordaniennes, britanniques, suisses et américaines.

Distinctions

Ordre jordanien de l'Istiqlal (première classe).

AL NAUIMI, Najeeb Mohammed

(Qatar)

[Original : anglais et arabe]

Né le 21 mars 1954 à Doha (Qatar)

Études

Licence en droit de l'Université d'Alexandrie (Égypte), 1981.

Diplôme en droit du pétrole, 1983.

Doctorat en droit international de l'Université de Dundee (Royaume-Uni), 1987.

Expérience

De 1973 à 1977, opérateur pour NGL, QPC (QGPC) et étude des affaires techniques pétrolières.

De 1977 à 1981, licence en droit de l'Université d'Alexandrie (Égypte).

De 1981 à 1988, conseiller juridique de QGPC.

De 1988 à 1992, conseiller juridique chez Diwan Amiri.

De 1992 au 26 juin 1995, nommé conseiller juridique au Bureau de S. A. le Prince héritier et Ministre de la défense (devenu le 27 juin 1995 S. A. l'Émir du Qatar).

Professeur de droit international public à la faculté de droit et de charia de l'Université du Qatar.

Nommé le 11 juillet 1995 ministre de la justice de l'État du Qatar.

Contributions culturelles

Membre honoraire du Center for Petroleum and Mineral Law and Policy, Université de Dundee.

Conférence sur la prévention des conflits par des moyens pacifiques prononcée à l'Université de Beijing, du 26 au 29 septembre 1994.

Conférence intitulée "Boundary disputes relating to petroleum common reservoir" prononcée lors des Séminaires des experts invités du Centre for Petroleum and Mineral Law and Policy de l'Université de Dundee, le 11 novembre 1994.

Discours sur la prévention de la guerre et des dommages écologiques prononcé lors de la vingt-neuvième Conférence annuelle de l'Institut du droit de la mer, à Denpasar (Indonésie) du 19 au 22 juin 1995.

Autres fonctions

Agent et conseil du Gouvernement qatarien auprès de la Cour internationale de Justice dans l'affaire concernant la délimitation maritime et les questions territoriales entre le Qatar et Bahreïn (dans les deux cas lors des phases de l'établissement de la compétence et de la recevabilité ainsi que de l'examen sur le fonds).

Représentant du Qatar devant la Cour internationale de Justice sur la légalité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires (demande d'avis consultatif).

Chef de la délégation qatarienne au Comité pour la délimitation des frontières entre le Qatar et l'Arabie saoudite.

Juge spécial du Comité judiciaire pour le règlement des différends (organe de l'Organisation régionale pour la protection du milieu marin), pour un mandat de cinq ans.

À partir de 1989, arbitre partie pour QGPC dans le différend commercial entre QGPC et Hyundai.

Conseil juridique et membre du Conseil d'administration de la Qatar National Hotels Co.

Président du Comité d'experts juridiques arabes sur le droit de la mer de la Ligue arabe.

Président du Comité scientifique de la Qatar International Law Conference, mars 1993-mars 1994.

Vice-Président du Comité consultatif juridique afro-asiatique (1994-1995).

Président du Comité consultatif juridique afro-asiatique (1995-1996).

Président de l'Association mondiale des juristes au Qatar.

Chef de l'équipe juridique de la partie qatarienne dans l'arbitrage de la Chambre de commerce internationale avec Westland ainsi que dans diverses affaires en Europe.

Élu Président de la Qatar International Law Conference tenue du 22 au 25 mars 1994 à Doha (Qatar). Conférence sur les questions juridiques soulevées par la Décennie des Nations Unies pour le droit international :

- Président du Groupe sur le droit de/à l'intervention humanitaire;
- Participation à la table ronde sur la Décennie des Nations Unies pour le droit international.

Membre du Groupe de travail sur la responsabilité et la compensation pour les dommages écologiques résultant des activités militaires irakiennes contre le Koweït organisé par le Programme des Nations Unies pour l'environnement pour

aider la Commission des réparations créée par la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Élu Vice-Président du Groupe de travail de la première réunion tenue à Londres du 27 février au 2 mars 1995.

Membre de la délégation qatarienne présidée par Son Altesse l'Émir lors de voyages officiels et de conférences aux sommets :

Conseil de coopération du Golfe

Arabie saoudite	Décembre 1987
Bahreïn	Décembre 1988
Oman	Décembre 1989
Qatar	Décembre 1990
Koweït	Décembre 1991
Émirats arabes unis	Décembre 1992
Arabie saoudite	Décembre 1993
Bahreïn	Décembre 1994

Voyage officiel

Arabie saoudite	Décembre 1992
-----------------	---------------

Membre de la délégation qatarienne présidée par Son Altesse le prince héritier lors de voyages officiels et de conférences aux sommets :

Conférences

Conférence au Sommet du Mouvement des pays non alignés, Belgrade, 4-7 novembre 1989.

Conférence au Sommet islamique, Sénégal, décembre 1991.

Voyages officiels

République islamique d'Iran, 7-10 novembre 1991.

Chef de délégation

Chef de la délégation qatarienne au Comité des juristes de la Ligue arabe spécialistes du droit de la mer, Le Caire, 6-10 juin 1992. Élu à la présidence du Comité.

Chef de la délégation qatarienne à la trente-deuxième session du Comité consultatif juridique afro-asiatique, Kampala, 1er-6 février 1993.

Chef de la délégation qatarienne à la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer, Kingston (Jamaïque), 21 mars-2 avril 1993.

Chef de la délégation qatarienne à la trente-troisième session du Comité consultatif juridique afro-asiatique, Tokyo, 17-21 janvier 1994. Élu à la Vice-Présidence du Comité pour cette session.

Chef de la délégation qatarienne au Congrès des Nations Unies sur le droit international public, New York, 13-17 mars 1995.

Participation aux travaux d'institutions et organisations internationales

Participation à divers séminaires concernant le droit international et les affaires pétrolières et minières.

Participation à la dix-neuvième table ronde sur le droit international humanitaire organisé par l'Institut international du droit humanitaire à San Remo (Italie), 28 août-2 septembre 1994, et au groupe sur la prévention des conflits et la promotion du droit international humanitaire.

Participation au séminaire sur le Tribunal pénal international organisé par le Comité consultatif juridique afro-asiatique en collaboration avec la Société indienne de droit international et tenu à New Delhi le 12 janvier 1995; présidence de la séance de l'après-midi.

Participation à la vingt-neuvième Conférence annuelle de l'Institut du droit de la mer tenue à Denpasar (Indonésie) du 19 au 22 juin 1995 et discours sur la prévention des guerres et des dommages écologiques.

Participation à la dix-septième Conférence biennale de l'Association mondiale des juristes tenue à Montréal (Canada) du 13 au 18 août 1995.

Appartenance à des associations juridiques

International Bar Association, Londres.

International Law Association, Londres.

British Institute of International and Comparative Law, Londres.

American Society of International Law, Washington.

World Jurist Association.

Petroleum and Mineral Law Society, Université de Dundee (Royaume-Uni).

The Indian Society of International Law, New Delhi (Inde).

Conseil d'administration de l'Institut international de l'océan, Halifax.

Membre du Conseil du Centre of Islamic and Middle Eastern Law, Université de Londres (Royaume-Uni).

Membre du Comité de rédaction du Journal of Energy and Natural Resources Law de la International Bar Association

Membre et arbitre international du Centre régional du Caire pour l'arbitrage commercial international, Le Caire (Égypte).

Élu membre de la World Commission on the Oceans le 30 juin 1995.

Publications

A. Livres et articles

- "A Comparison between UK Law and Islamic Law relating to the ownership of petroleum and minerals" (Ouvrage non publié disponible au Centre for Petroleum and Mineral Law and Policy de l'Université de Dundee, Royaume-Uni, 1983).
- Thèse intitulée "The legal Regime for Marine Resources in the Arabian Gulf", 1987.
- Public International Law, 1995.
- Coauteur de International Legal Issues Arising Under the United Nations Decade of International Law (Martinus Nijhoff Publishers, 1995).
- "Legal Aspects of Taxation System in Qatar", 1994.
- Commentateur politique du Daily Gulf Times et autres journaux à Doha.

B. Articles juridiques publiés en arabe

- "La décision prise par le Conseil de sécurité de recourir à la force militaire contre l'Irak est-elle valide?"
- "La protection juridique des prisonniers de guerre".
- "Système juridique dans lequel s'inscrit le jugement des criminels de guerre au Koweït".
- "Examen, sous l'angle du droit international, de la responsabilité du régime iraquien dans la pollution du Golfe par le pétrole".
- "Théorie et pratique de la politique étrangère de la République islamique d'Iran".

BAENA SOARES, João Clemente

(Brésil)

[Original : anglais]

Ancien Secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), élu à l'unanimité pour deux mandats consécutifs (1984-1994).

Principales activités à l'Organisation des États américains

1. M. Baena Soares a coordonné les activités habituelles de l'OEA. Il a en outre été :

1.1 Membre de la Commission créée par le Conseil permanent en juin 1985 pour enquêter sur les incidents survenus à la frontière entre le Costa Rica et le Nicaragua.

1.2 Membre de la mission de paix en Amérique centrale, créée en janvier 1987 et composée du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et des ministres des affaires étrangères des pays membres du Groupe de Contadora et du Groupe d'Apoio.

1.3 Témoin - désigné par les parties au conflit - de l'accord de cessez-le-feu signé à Sapoa (Nicaragua), en mars 1988, entre le Gouvernement nicaraguayen et l'opposition.

1.4 Membre de la Commission créée par la Réunion de consultation des ministres des affaires étrangères sur la crise du Panama, en mai 1989.

1.5 Chef de la mission de paix en El Salvador, en novembre 1989 (mandaté par l'Assemblée générale).

1.6 Membre de la mission des ministres des affaires étrangères en Haïti en 1991 et 1992; signataire du protocole d'accord conclu entre le Président Aristide et René Theodore, nommé Premier Ministre au siège de l'OEA (février 1992), visant à apporter une solution constitutionnelle à la crise en Haïti.

1.7 Membre de la mission envoyée par les ministres des affaires étrangères en avril 1992 pour promouvoir le dialogue entre le Gouvernement et les groupes politiques du Pérou.

1.8 Chef de la mission d'enquête créée par le Conseil permanent le 25 mai 1993 pour informer la Réunion spéciale des ministres des affaires étrangères de l'évolution de la crise constitutionnelle au Guatemala.

1.9 Chef de la mission créée par la Réunion spéciale des ministres des affaires étrangères pour appuyer les efforts visant à rétablir l'ordre constitutionnel au Guatemala.

/...

1.10 Chef des missions d'observation créées dans le contexte des élections au Nicaragua, au Guatemala, en Haïti, au Suriname, au Pérou et au Paraguay.

2. Par ailleurs, M. Baena Soares a participé aux réunions annuelles suivantes :

2.1 Réunion des chefs de gouvernement et des ministres des affaires étrangères de la Communauté des Caraïbes (CARICOM).

2.2 Réunion des chefs de gouvernement et des ministres des affaires étrangères des pays d'Amérique centrale.

2.3 Réunion des présidents et des ministres des affaires étrangères du Groupe de Rio.

2.4 Première, deuxième, troisième et quatrième réunions du Sommet ibéro-américain des chefs d'État et de gouvernement.

3. Dans le cadre de ses fonctions, M. Baena Soares a participé à l'élaboration des réformes de la Charte de l'OEA approuvées à Cartagena, Managua et Washington.

Parcours professionnel

1. Secrétaire général au Ministère des relations extérieures, Gouvernement brésilien (1979-1984); Ministre par intérim à plusieurs reprises.

2. Secrétaire spécial pour les questions politiques et économiques (1977-1979) et Chef du Département des organismes internationaux (1974-1977).

3. Nommé Ambassadeur en septembre 1976.

4. A été en poste à Asunción, à Lisbonne, à Bruxelles, à Florence, à Guatemala et à la Mission permanente du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York.

5. Organisations internationales, réunions et organes nationaux et internationaux :

5.1 Membre de la délégation brésilienne aux vingtième, vingt-deuxième, vingt-quatrième, vingt-sixième, vingt-neuvième, trentième, trente et unième et trente-deuxième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies.

5.2 Membre de la délégation brésilienne à la première session de la CNUCED (1964) et à la quarante-septième session du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies (1970).

5.3 Représentant adjoint du Brésil au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (1968).

5.4 Représentant du Brésil à la Conférence des ministres des relations extérieures des pays non alignés, à Lima (1975) et à Belgrade (1978).

5.5 Représentant du Brésil à la Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays non alignés, à Colombo (1976).

5.6 Membre de la délégation brésilienne à la vingtième Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

5.7 Chef de la délégation brésilienne aux neuvième, onzième et douzième sessions ordinaires de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains.

5.8 Chef de la délégation brésilienne à la première réunion de la Commission spéciale de coordination Brésil-Chili (1979).

5.9 Chef de la délégation brésilienne à la Réunion des ministres des relations extérieures d'Amérique qui a commémoré le 450e anniversaire de la fondation de Cartagena.

5.10 Représentant du Ministère des relations extérieures de la Commission interministérielle pour les ressources de la mer au Conseil directeur de la Commission nationale de la Croix-Rouge, au Conseil consultatif de l'environnement et à la Commission brésilienne des activités spatiales.

Divers

1. Né à Bélem, État de Pará (Brésil).
2. Diplômé de l'Institut Rio Branco (Académie diplomatique brésilienne), 1953. A suivi le cours de perfectionnement des diplomates (1955). Bachelier en droit de l'Université catholique de Rio de Janeiro.
3. A suivi un cours de doctorat de droit public à la faculté de droit de Rio de Janeiro (1962).
4. Est Doctor Honoris Causa de l'Université de Québec, de l'Université de Pará, de l'Université fédérale de Pelotas et de l'Université autonome de Bucaramanga (Colombie).

Centres d'études et de recherche

1. Membre de l'Aspen-Italy Counselor Institute (Rome); Vice-Président du Center for the Study of the Global South de l'American University (Washington).
2. Membre de l'Analysis and Research Center for the Solution of Conflicts de l'Université George Mason de Virginie (États-Unis).

Publications

1. Profile of a Mandate (Washington, 1994).
2. Plusieurs articles et interviews parus dans la presse nationale et étrangère et publications consacrées à des questions juridiques et à des questions liées au commerce international.
3. Plusieurs conférences dans des universités et des instituts de recherche internationaux.

BENNOUNA, Mohamed

(Maroc)

[Original : anglais/français]

Date et lieu de naissance

29 avril 1943, à Marrakech (Maroc).

Études et diplômes

Études juridiques à la faculté de droit de l'Université de Nancy (France).

Diplômé de l'Académie de droit international de La Haye, 1970.

Docteur en droit international à l'Université de Nancy, 1972.

Agrégé de droit public et sciences politiques, Paris, décembre 1972.

Activités professionnelles

Assistant à la faculté de droit de l'Université de Nancy, 1967-1972.

Professeur à la faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de l'Université Mohamed V à Rabat, depuis 1972.

Membre de différentes délégations marocaines à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, depuis 1974.

Membre de la délégation marocaine à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, 1974-1982.

Doyen de la faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de l'Université Mohamed V à Rabat, 1975-1979.

Fondateur de la Revue juridique, politique et économique du Maroc, 1976.

Professeur associé à l'Université de Nice, 1980-1983.

Conseiller technique principal du Programme des Nations Unies pour le développement pour le projet de code du droit maritime marocain et d'assistance à la formation maritime, 1983-1985.

Ambassadeur, Représentant permanent adjoint du Maroc auprès de l'Organisation des Nations Unies, 1985-1989.

Membre de l'Institut de droit international, depuis 1986.

Membre de la Commission du droit international des Nations Unies depuis 1986.

Consultant du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales (New York) : révision du Code des pêches de la République de Guinée, 1989.

Directeur général de l'Institut du monde arabe (Paris), depuis 1991.

Publications

Ouvrages et cours

Le consentement à l'ingérence militaire dans les conflits internes (préface du professeur Chaumont) (Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1974).

Le droit international relatif aux matières premières (Académie de droit international de La Haye – tome 177, 1982).

Le droit international du développement (Éditions Berger-Levrault, Paris, 1983).

La spécificité du monde arabe (Casablanca, Fondation du Roi Abdul-Aziz, 1990).

Articles

"Stabilité politique et intervention sollicitée à propos de l'affaire tchadienne", dans Les problèmes actuels de l'unité africaine (Alger, 1973).

"Le Maghreb entre le mythe et la réalité", Intégration, No 1, 1974.

"Le fond des mers : de l'héritage commun à la querelle des héritiers", Revue iranienne des relations internationales, No 5, 1975.

"L'affaire du Sahara occidental devant la Cour internationale de Justice", Revue juridique, politique et économique du Maroc, No 1, 1976.

"Le nouvel ordre économique international et la doctrine juridique", Revue juridique, politique et économique du Maroc, décembre 1977.

"Le fond des mers et des océans au-delà des limites des juridictions nationales : l'imagination juridique et ses limites", Thésaurus Acrosium "The law of the sea" (Thessalonique, 1977).

Rapport introductif au colloque sur "Le Maroc et le droit de la mer", Revue juridique, politique et économique du Maroc, No 6, 1979, et revue Maghreb-Machrek, No 81, 1979.

"Tiers monde et autodétermination", dans Le droit à l'autodétermination (ouvrage collectif) (Presses d'Europe, 1980).

"Les droits d'exploitation des ressources minérales des océans", Revue générale de droit international public, Paris, No 1, 1980.

"Les garanties en matière de contrats internationaux de coopération industrielle", dans Les contrats internationaux de coopération industrielle

(ouvrage collectif, publié sous la direction de J. Touscoz) (Presses universitaires, Paris, 1980).

"L'admission d'un nouveau membre à l'Organisation de l'unité africaine", Annuaire français de droit international, 1980.

"Rapport sur la genèse et l'évolution du concept du nouvel ordre économique international", Colloque d'Addis-Abeba sur l'Afrique et le nouvel ordre économique international, 1981.

"La limite extérieure du plateau continental et la gestion des ressources pour l'humanité", dans Colloque de l'Académie de droit international sur la gestion des ressources pour l'humanité - le droit de la mer (Éditions Martinus Nijhoff, 1982).

"Les droits d'exploitation des ressources minérales des océans", dans Le nouveau droit international de la mer (Pédone, Paris, 1983).

"La souveraineté et les droits d'exploitation des ressources naturelles", dans Potentialités économiques et souveraineté diplomatique (publications de l'Académie du Royaume du Maroc, 1983).

"De Gaulle et la question du Moyen-Orient", dans De Gaulle et le tiers monde (Pédone, Paris, 1984).

"Défi du développement et volontarisme normatif", dans La formation des normes en droit international du développement (publié sous la direction de M. Flory) (Paris, CNRS, 1984).

"Réalité et imaginaire en droit international du développement", dans Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, méthodes d'analyse du droit international (mélanges offerts à Charles Chaumont) (Pédone, Paris, 1984).

"Le caractère pluridimensionnel du nouveau droit de la mer", dans Traité du nouveau droit de la mer, publié sous la direction de René-Jean Dupuy et D. Vignes (Economica-Bruylant, 1985).

"La zone économique exclusive marocaine" dans Le parlement et la pratique législative au Maroc (Éditions Toubkal, Casablanca, 1985).

"L'Islam et les relations internationales", dans Renouveau des études sur l'Islam et le monde arabe (Casablanca, 1987).

"La délimitation des espaces maritimes en Méditerranée", dans Le droit de la mer (mélanges en l'honneur de J. Carroz) (FAO, Rome, 1987).

"La Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant", Annuaire français de droit international, 1989.

"Quelle sécurité pour quelle Méditerranée?" dans La Méditerranée en question (ouvrage collectif) (Paris, CNRS, 1990).

"La création d'une juridiction pénale internationale et la souveraineté des États", Annuaire français de droit international, 1990.

"International law and development", dans International law: achievements and prospects, publié sous la direction de M. Bedjaoui (Éditions Martinus Nijhoff, UNESCO, 1991).

"L'après-guerre froide et les nouveaux enjeux des relations internationales", dans Les Nations Unies (Publications de l'Académie du Royaume du Maroc, Casablanca, 1991).

"La dimension géopolitique du Maroc méditerranéen", dans Le Maroc méditerranéen, (Éditions "Le Fennec", Casablanca, 1992).

"L'obligation juridique dans le monde de l'après-guerre froide", Annuaire français de droit international, 1993.

"Le règlement des différends peut-il limiter le droit de se faire justice à soi-même?", Journal européen de droit international, vol. 5, No 1, 1994.

BROWNLIE, Ian

(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

[Original : anglais]

Né le 19 septembre 1932

Activité professionnelle

Inscrit au barreau (Gray's Inn), 1958.

A commencé d'exercer en 1967.

Cabinet sis à 2 Hare Court, Temple.

Nommé Conseiller de la Reine (en titre, 1979).

Membre de l'Ordre des avocats de Gray's Inn, 1988.

Ordre de Bernardo O'Higgins (Chili), 1986 (pour services d'arbitrage et de médiation).

C. B. E. (Commandeur de l'Ordre de l'Empire britannique) pour sa contribution à l'édification du droit international, Queen's Birthday Honours, 1993.

Commandeur de l'Ordre du mérite de la couronne norvégienne, 1993 (pour sa contribution aux travaux de la Cour internationale de Justice).

Expérience professionnelle

1. Arbitrage :

Arbitre désigné par les parties dans Wintershall AG et consorts c. Qatar (1986-1988).

Président de la Commission d'arbitrage dans Occidental of Pakistan, Inc. c. République islamique du Pakistan (1988-1989).

Arbitre désigné par les parties dans Scimitar Exploration Ltd. c. République populaire du Bangladesh (1993-1994).

Arbitre désigné par les parties dans Saipem S.P.A. c. Bangladesh Oil Gas and Mineral Corporation (1994).

2. Membre de la Commission d'arbitrage et de la Commission de conciliation du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (Banque mondiale).

3. Juge du Tribunal européen de l'énergie nucléaire (1995). Élu Président du Tribunal en 1996.

/...

4. Arbitrage international :

Conseiller :

Affaire du Canal Beagle (Argentine/Chili), 1974-1977.

Stichting Greenpeace Council c. France, 1986-1987 (indemnisation pour l'attaque lancée contre le Rainbow Warrior).

5. Cour internationale de Justice :

Conseiller :

Affaire du Golfe du Maine (Canada c. États-Unis d'Amérique), 1982-1984.

Affaire du Plateau continental Malte/Libye, 1982-1985.

Intervention de l'Italie dans l'affaire Malte/Libye, 1983-1984.

Nicaragua c. États-Unis d'Amérique, demande de mesures conservatoires, 1984.

Affaire Nicaragua c. États-Unis d'Amérique (compétence et recevabilité), 1984.

Déclaration d'intervention en El Salvador, 1984.

Affaire Nicaragua c. États-Unis d'Amérique (fond), 1984-1986.

Affaire Nicaragua c. États-Unis d'Amérique (réparation), 1986-1991.

Nicaragua c. Costa Rica (demande du 28 juillet 1986).

Nicaragua c. Honduras (compétence et recevabilité), 1986-1988.

Nicaragua c. Honduras (fond, 1988-1991).

Nauru c. Australie (fond), 1989-1990, 1992-1993.

Nauru c. Australie (compétence et recevabilité), 1990-1992.

Affaire de la frontière maritime (Danemark c. Norvège), 1989-1993.

Requête du Nicaragua à fins d'intervention (affaire El Salvador-Honduras), 1989-1990.

Affaire du tracé de la frontière (El Salvador c. Honduras), intervention du Nicaragua, 1990-1992.

Libye c. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et États-Unis d'Amérique (demande de mesures conservatoires), 1992.

Libye c. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et États-Unis d'Amérique (fond), 1992.

Iran c. États-Unis d'Amérique (objections préliminaires), 1994.

Cameroun c. Nigéria (fond), 1994.

Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie (fond), 1995.

6. Médiation :

Conseiller du Chili dans :

Médiation de sa Sainteté le Pape dans l'affaire de la région du Sud
(Argentine/Chili), 1979-1985.

7. Chef de la délégation botswanaise et Coprésident de l'Équipe mixte d'experts techniques sur la frontière entre le Botswana et la Namibie, 1992-1995.

8. Commission européenne des droits de l'homme :

Conseiller :

Litiges entre États : demande 8007/77 (Chypre c. Turquie), recevabilité (1978); fond (1983); demande 25781/94 (Chypre c. Turquie).

Nombreuses demandes pour le compte de particuliers, notamment décisions de principe en matière de compétence et de recevabilité (par exemple, Metropolitite Chrysostome, Évêque de Kitium c. Turquie).

9. Cour européenne des droits de l'homme.

Conseiller :

Affaire Loizidou c. Turquie (objections préliminaires) (1994).

Affaire Loizidou c. Turquie (fond) (depuis 1995).

10. Commission des communautés européennes :

Conseiller :

Commission c. IBM, 1982-1984.

Affaire Polypropylène, 1984.

11. Tribunal chargé d'examiner les demandes d'indemnisation adressées à l'Iran par les États-Unis d'Amérique : Conseiller dans plusieurs affaires.

12. Expert juridique international pour le Lesotho Highlands Water Project, 1983-1987.

13. Travaux juridiques pour au moins 35 États.

Fonctions actuelles

Professeur de droit public international (titulaire de la chaire Chichele),
Université d'Oxford (depuis 1980).

Directeur de la publication associé, British Year Book International Law, 1973;
Directeur de la publication (depuis 1982).

DCL (Oxon) (1976).

Associé de l'Institut de droit international (1977-1985).

Membre de l'Institut de droit international (depuis 1985).

Membre de la British Academy (depuis 1979).

Membre de l'All Souls College, Oxford (depuis 1980).

Directeur de travaux, Association de droit international (1982-1991).

Membre du Conseil d'administration de l'Association de droit international
(depuis 1991).

Membre du Conseil d'administration du British Institute of International Law,
(depuis 1983).

Délégué, University Press, Oxford (1984-1994).

Membre du Comité financier de l'University Press (1984-1994).

Directeur de la publication, Oxford Monographs on International Law.

Professional Distinction Award, Oxford University (1989).

Président de la Commission disciplinaire de l'Université d'Oxford (depuis 1989).

Principales publications

1. International law and the use of force by states (Oxford, 1963), six
réimpressions.

2. Principles of Public International Law

Première édition : Oxford, 1966.

Troisième édition : 1979 (cinq réimpressions).

Quatrième édition : 1990 (huit réimpressions).

Version russe de la deuxième édition, 1977.

Version japonaise de la troisième édition, 1989.

Version portugaise à paraître.

La deuxième édition de cet ouvrage a reçu le Certificate of Merit of
the American Society of International Law en 1976.

3. African Boundaries: a legal and diplomatic encyclopedia (Londres, 1979).
4. System of the law of nations: state responsibility, première partie (Oxford, 1983).
5. Basic documents in international law

Première édition : Oxford, 1967.
Quatrième édition : 1995.
6. Basic documents on human rights

Première édition : Oxford, 1971.
Deuxième édition : 1981.
Troisième édition : 1992.

Académie de droit international de La Haye : Invité à donner la série de cours généraux de droit public international en 1995 (à l'occasion du cinquantième de l'Organisation des Nations Unies).

Institut de droit international : Rapporteur sur le sujet Jurisdictional Immunities of States, 1982-1991.

CAMARA, Sikhe

(Guinée)

[Original : français]

Né à Boké (Guinée) le 10 septembre 1921.

Scolarité à Conakry, à Dakar et à l'École normale William Ponty, de Sébikhotane (Sénégal).

1947 : Après le bouleversement de la guerre, baccalauréat 1re et 2e parties.

Formation universitaire

- 1949 Diplôme de l'Institut des sciences politiques de Paris (France).
- 1950 Licencié en droit de l'Université de Paris.
- 1950 Faculté des lettres, Sorbonne, Paris. Certificat d'histoire moderne et contemporaine.
- 1951 Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA) à Paris.
- 1951 Diplôme d'études supérieures (DES) de droit privé.
- 1951 Certificats de criminologie et de sciences criminalistiques à la faculté de droit, Paris.
- 1952 Diplôme d'études supérieures (DES) de droit public, Docteur en droit.

Activités professionnelles, diplomatiques et gouvernementales

- 1951-1953 Avocat stagiaire, puis inscrit à la Cour de Paris.
- 1952-1953 Secrétaire de colonne du Conseil de l'ordre des avocats de Paris.
- 1953-1958 Avocat-défenseur, installé à Abidjan (Côte d'Ivoire).
- 1958-1961 Nommé Président du Tribunal de première instance de Conakry, le premier magistrat nommé après le référendum du 28 septembre 1958.
- 1961-1962 Nommé Procureur général de la République, chef du Service judiciaire de la République de Guinée.
- 1962-1965 Nommé Ambassadeur de la République de Guinée auprès de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, à Belgrade, le premier à ouvrir la mission diplomatique.
- 1965 Nommé Ambassadeur de la République de Guinée auprès de l'Union des républiques socialistes et soviétiques à Moscou.

/...

- 1965-1967 (JORG No 1965)
- 1967-1968 Nommé Ambassadeur de la République de Guinée auprès de la République fédérale d'Allemagne à Bonn.
- 1968 Nommé Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire auprès de la République du Sénégal à Dakar
- 1968-1971 Nommé Procureur général, chef du Service judiciaire de la République de Guinée.
- 1969-1971 Désigné pour dispenser des cours à l'Institut polytechnique de Guinée-Conakry.
- 1971-1972 Nommé Secrétaire d'État à la justice.
- 1972 Nommé Ministre de la justice.
- 1972 Nommé Ministre de la recherche scientifique et de la documentation.
- 1974 Nommé par décret No 57/74/PRG du 19 mars 1974, Ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de télé-enseignement.
- 1978 Le grade de "Docteur d'État" avec mention "très honorable" est conféré au camarade Sikhe Camara qui a soutenu sa thèse avec succès au cours de la séance du vendredi 6 janvier 1978.
- 1979-1984 Nommé Ministre de la justice (JORG 1979).
- 1987-1989 Le Ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat donne l'agrément en qualité de Directeur général du Cabinet du Conseil international de relations publiques (CCIRP) à Conakry.
- 1989 Le Ministre de l'intérieur et de la sécurité donne l'agrément pour l'Association guinéenne des consultants dont le Dr Sikhe Camara, Directeur général du CCIRP, est le Président. Ce mandat a été renouvelé pour deux ans en 1990.
- 1990 Élu Président de l'Association des cabinets de consultants étrangers et guinéens en République de Guinée.
- 1991 Le Ministre de la justice, Garde des sceaux, donne à nouveau l'agrément au Dr Sikhe Camara en qualité d'avocat à la Cour.
- 1992 Élu Vice-Président de l'Association guinéenne des anciens diplomates.
- 1993-1995 Élu membre du Conseil de l'ordre et désigné comme Secrétaire général de l'Ordre du barreau de Guinée, depuis le 5 février 1993 jusqu'en 1995.

Sollicité par le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, a été membre du Collège arbitral de sept magistrats en activité pour l'examen des recours en annulation des premier et deuxième tours des élections au Congo, les 3 mai et 6 octobre 1993.

Ledit Collège arbitral international a été constitué par l'Accord de Libreville du 4 août 1993 conclu contre la Mouvance présidentielle et la Coalition URDPCT et apparentée sur la résolution de la crise politique congolaise, conformément au même texte, le Collège arbitral du contentieux électoral a été institué par le décret No 93-433 du 11 septembre 1993 du Président de la République du Congo. En application des dispositions du même texte, les sept (7) magistrats ont été respectivement désignés : deux par l'OUA - dont M. Sikhe Camara et un Béninois; deux par la CEE : un Belge et une Portugaise; deux par la France; un par le Gabon. Les sept (7) personnes titulaires ont été nommées par le Président de la République du Congo. M. Sikhe Camara a été déclaré "Doyen", "Président" et "Porte-parole" du Collège arbitral international durant la mission du 5 novembre 1993 au 5 février 1994. Il a lui-même, en présence du Président Omar Bongo à Libreville, proclamé le 31 janvier 1994 les 56 sentences élaborées par le Collège arbitral international.

Suivant la résolution 857 (1993) du Conseil de sécurité du 20 août 1993, sur la base des résolutions 808 (1993) et 827 (1993), a été présélectionné dans la liste des 23 candidats proposés par les gouvernements, liste dans laquelle 11 sont à élire par l'Assemblée générale lors de sa quarante-huitième session ordinaire de 1993.

Proposé par le Gouvernement guinéen en tant que candidat à la Cour de La Haye, comme membre du Tribunal international devant juger les personnes présumées responsables des violations graves du droit humanitaire international commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie.

Actuellement premier Vice-Président :

De l'Association guinéenne des anciens diplomates (AGAD);

Du Conseil guinéen de paix, d'amitié et de solidarité (CGPAS);

et Président de l'Association des anciens de l'École normale William Ponty de Gorée et Sébikhotane (Sénégal) (AWIPO).

Désigné Président de la Commission nationale créée au terme de la Journée sur le Protocole du 18 janvier 1995, organisée pour l'élaboration du "Guide du Protocole de la République de Guinée". Mission ayant abouti à l'adoption officielle et publique de ce document de 50 pages traitant de 335 points énumérés, le 22 mai 1995, avec la participation, non seulement des cadres concernés des départements ministériels et des secteurs préfectoraux de l'intérieur du pays, mais aussi de ceux de l'AGAD, sous la présidence du Ministre à la présidence chargé des affaires étrangères.

A participé au dix-huitième Sommet de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à Accra, du 28 au 29 juillet 1995, dans la délégation du Président de la République, en tant que Vice-Président du Comité

de réflexion, ce qui lui a permis, non seulement de prendre part aux débats de la session du sommet africain, mais aussi de s'entretenir avec les secteurs chargés des problèmes du Libéria et de Sierra Leone.

Dans le cadre de son intervention souhaitée par l'Autorité guinéenne sur le Sahara occidental, a été récemment envoyé en mission spéciale à Rabat, suivant l'ordre de mission de la Présidence de la République.

Récemment nommé Vice-Président du Comité national de réflexion sur la crise libérienne et ses incidences, notamment en Sierra Leone, au terme du Conseil des ministres du mardi 31 janvier 1995.

Dans ce cadre, vient d'effectuer du 4 au 11 novembre 1995 un long périple officiel suivant l'ordre de mission de la Présidence de la République, pour remise des messages, auprès du Président de la République du Mali, du 4 au 8 novembre 1995 et, auprès du Président de la République du Burkina Faso, du 9 au 11 novembre, des missions importantes sur les événements du Libéria et de Sierra Leone.

Nommé à la Présidence de la République, Conseiller spécial, chargé des relations avec l'Assemblée nationale et la Cour suprême.

Proposé par l'Autorité en tant que candidat de la République de Guinée par correspondance officielle datée du 14 novembre 1995 pour siéger, à partir de fin 1996, parmi les 34 membres de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies.

Élu membre de la Commission d'arbitrage de l'OUA au troisième Sommet d'Accra en 1965, était pressenti pour en être le Secrétaire général, si l'organisme interafricain avait pu fonctionner.

1965 Les circonstances du moment n'ont pas favorisé les actions de la Commission.

1964-1965 A également collaboré à la rédaction du Code pénal guinéen.

1965-1966 Bien que se trouvant alors à l'extérieur, a participé activement à l'élaboration du code de procédure pénale adopté par la loi 64 An 66 du 21 septembre 1966 de la République de Guinée, malgré la distance et la mission diplomatique.

Étant à nouveau Ministre de la justice, de 1979 à 1984, il a pris l'initiative et dirigé activement avec une réelle participation scientifique à l'élaboration du code de procédure civile et commerciale.

1969-1976 Professeur de droit à l'Université Gamal Abdel Nasser de Conakry sur la matière du droit international public et privé, cumulativement avec ses fonctions ou ses responsabilités.

1969-1982 Membre du Comité scientifique ayant dirigé l'élaboration des 10 volumes de l'Encyclopédie juridique de l'Afrique, relative aux 17 pays francophones d'Afrique noire.

A dirigé particulièrement le volume II de la collection publiée aux nouvelles éditions africaines et portant comme titre : Droit international et relations internationales. Cette codirection a été menée en étroite collaboration avec M. Joseph Owona, de nationalité camerounaise, professeur agrégé de droit, alors Directeur de l'Institut des relations internationales du Cameroun.

1981 Collection prestigieuse dont le bilan juridique a été proclamé et consacré à Abidjan au cours d'une assemblée générale des animateurs, auteurs et dirigeants.

Alors Ministre de la justice, a été l'Avocat-Conseiller pour la République de Guinée, dans le litige maritime qui l'avait opposée à la République de Guinée-Bissau pendant plusieurs années avant la solution arbitrale.

Oeuvres littéraires, historiques et juridiques

1967 Poème de combat et vérité (poésie, Recueil publié aux Éditions Pierre Jean Oswald, 16, rue des capucins-14 Honfleur, Paris.

1973 Clairière dans le ciel. Recueil publié par Éditions présence africaine, 25 bis, rue des écoles, Paris 5e.

5 novembre 1976 À l'occasion de la Semaine de solidarité palestino-guinéenne : Conférence du Ministre de l'enseignement supérieur, M. Sikhe Camara.

29 novembre 1978 Discours prononcé par le Docteur Sikhe Camara, Ministre de l'enseignement supérieur, à l'occasion de la Journée mondiale de la Palestine à Conakry.

1978 De l'empire au référendum gaulliste de 1958 (ouvrage historique publié à Conakry).

1980 L'Université guinéenne (Conakry, février).

Somme de la poésie guinéenne de combat (poésie, Casablanca, Éditions Eddar El Boida, février).

Réflexions juridiques et historiques sur chacun des départements ministériels des gouvernements depuis le 3 avril 1984, dont la publication commencera d'ici quelques semaines en 1996 pour se poursuivre par la suite.

Indépendance guinéenne et mutation (ouvrage historique en préparation très avancée dont la publication est envisagée, au plus tard, d'ici à fin 1996).

1958-1984 Activités dans le cadre de conférences internationales

Membre de très nombreuses délégations guinéennes aux sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies depuis l'indépendance de la Guinée.

1960-1984 Chef de délégation de la Guinée à différentes conférences internationales dans divers pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, notamment celles de l'OIT et l'UNESCO.

A assisté aux assises suivantes du sommet de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) :

1974 La deuxième, de Lahore (Pakistan).
1980 La quatrième, de Taïef (Arabie saoudite).
1984 La cinquième, de Casablanca (Maroc).

A fait partie des hautes délégations des pays non alignés :

1961 Au premier sommet, à Belgrade, en septembre.
1964 Au deuxième sommet, au Caire.
1967 Au troisième sommet, à Kampala.
1972 Au quatrième sommet, à Alger.
1976 Au cinquième sommet, à Sri Lanka.
1979 Au sixième sommet, à Cuba.
1982 Au septième sommet, à New Delhi.

A participé à la majorité des sessions de l'organisation de l'OUA, de sa création, le 25 mai 1963, à 1983.

A participé à de nombreuses rencontres et missions de travail des délégations gouvernementales.

Il y a lieu de rappeler qu'en 1995, il aura participé à plusieurs missions gouvernementales soit en tant que chef de délégation, soit en qualité de membre desdites missions :

Du 28 au 29 juillet 1995 : Au dix-huitième sommet de la CEDEAO à Accra.

À partir du 14 août 1995 : À la session sur le Sahara occidental à Rabat.

Du 4 au 11 novembre 1995 : À Bamako et à Bobo Dioulasso (Burkina Faso).

A accompli plus d'une fois d'importantes et intéressantes missions de conférence, soit seul, soit à la tête de délégations nationales, pour exécuter des charges gouvernementales, techniques ou politiques, soit encore pour honorer des directives personnelles du chef de l'État.

CANDIOTI, Enrique J. A.

(Argentine)

[Original : anglais/espagnol]

Né à Santa Fe (Argentine) le 23 mai 1936. Marié, deux enfants.

Licencié en droit de l'Université de Buenos Aires, 1960.

Chargé de cours de droit public international à la faculté de droit de l'Université de Buenos Aires (1969-1970).

A participé au Séminaire de la Commission du droit international à Genève, en 1970.

Langues étrangères : allemand, anglais, français, italien, russe.

1955	Entre dans les services diplomatiques argentins en tant qu'attaché.
1959	Secrétaire.
1969	Conseiller.
1972	Ministre.
1980	Ambassadeur.

Activités diplomatiques

1956-1960	Fonctionnaire au Ministère des affaires étrangères, Directeur général du Département des affaires politiques.
1961-1964	Secrétaire chargé des affaires juridiques et politiques à l'ambassade d'Argentine en Italie.
1965-1968	Secrétaire chargé des affaires juridiques à l'ambassade d'Argentine au Royaume-Uni.
1971-1972	Conseiller pour les affaires politiques à l'ambassade d'Argentine en République fédérale d'Allemagne.
1978-1980	Ministre, Directeur-adjoint de mission à l'ambassade d'Argentine en République fédérale d'Allemagne.
1983-1985	Ambassadeur en République démocratique d'Allemagne.
1986-1989	Ambassadeur aux États-Unis d'Amérique.
1992-1995	Ambassadeur (non résident) en Nouvelle-Zélande.

/...

1992 Ambassadeur en Australie (également accrédité à Fidji).

Activités juridiques

1965-1966 Secrétaire de la délégation argentine au tribunal d'arbitrage pour l'affaire du différend frontalier Argentine/Chili (fleuve Encuentro-Palena), Londres.

1968-1971 Conseiller juridique adjoint au Ministère argentin des affaires étrangères.

1972-1977 Conseiller puis Ministre; membre de la délégation argentine au tribunal d'arbitrage pour l'affaire du canal Beagle, Genève.

1977-1978 Conseiller juridique adjoint au Ministère argentin des affaires étrangères.

1982-1983 Conseiller juridique au Ministère argentin des affaires étrangères.

Autres postes de responsabilité au Ministère argentin des affaires étrangères

1981 Directeur général du Département des affaires politiques.

1990-1991 Directeur général de la sécurité internationale et des affaires nucléaires et spatiales.

1991 Directeur général du Département des affaires politiques.

Conférences et réunions internationales

1968 Représentant au Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale de l'Organisation des Nations Unies, Rio de Janeiro.

1969 Représentant au Comité spécial des principes du droit international de l'Organisation des Nations Unies, New York.

1969 Représentant à l'Assemblée générale des Nations Unies (Sixième Commission).

1970 Représentant à la Conférence latino-américaine sur le droit de la mer, Lima.

1981-1982 Représentant aux trente-sixième et trente-septième sessions de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies.

1982 Chef de délégation au Conseil de l'Organisation maritime internationale (OMI) et à son comité juridique, Londres.

1985 et 1987 Chef de délégation aux conférences de l'OMI.

- 1987-1991 Chef de délégation aux réunions consultatives bilatérales sur les affaires nucléaires et spatiales entre l'Argentine et les États-Unis d'Amérique, le Brésil, le Canada et l'Allemagne.
- 1990 Chef de délégation au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique de l'Organisation des Nations Unies et à son sous-comité juridique.
- 1990 Chef de délégation à la Conférence de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et aux Caraïbes (OPANAL) pour la réforme du Traité de Tlatelolco.
- 1990 Représentant à la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique, Vienne.
- 1994 Chef de délégation, membre du groupe d'experts de la Commission internationale de la chasse à la baleine pour la création d'une aire protégée pour les baleines dans l'océan austral, Norfolk Island (1994).

Participation à des négociations juridiques multilatérales et bilatérales

Négociations sur les frontières entre l'Argentine et le Chili concernant le fleuve Encuentro (1965) et le canal Beagle (1970-1971 et 1977) et entre l'Argentine et l'Uruguay au sujet du partage du Rio de la Plata (1968-1969).

- 1969 Convention des Nations Unies sur les missions spéciales.
- 1982 Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.
- 1984-1985 Membre de la délégation argentine durant la médiation du Vatican dans le différend entre l'Argentine et le Chili au sujet du canal Beagle et dans le cadre des négociations du Traité de paix et d'amitié entre l'Argentine et le Chili.
- 1988 Chef de la délégation argentine à la Conférence sur la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime, Rome.
- 1990-1991 Chef de la délégation argentine lors des négociations entre l'Argentine et le Brésil pour une politique nucléaire commune : Déclaration de Foz de Iguazu, accord de création de l'Agence nucléaire argentine-brésilienne et accord de garanties nucléaires entre l'Argentine, le Brésil et l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Diverses missions spéciales consacrées à des questions juridiques et politiques en Autriche, au Brésil, au Chili, au Costa Rica, en Équateur, en Espagne, aux États-Unis d'Amérique, en Norvège, aux Pays-Bas, en République fédérale d'Allemagne, au Saint-Siège et dans l'ancienne Union soviétique.

En sa qualité de conseiller juridique auprès du Ministère argentin des affaires étrangères, a rédigé des avis juridiques, des rapports, des mémorandums, des projets de traité, des conventions et d'autres documents sur les questions de droit international.

A participé à l'établissement des procédures écrites (mémoires, contre-mémoires et réponses), à la compilation et à la traduction d'annexes de documents écrits et cartographiques et à la préparation des procédures orales dans le cadre de la procédure d'arbitrage concernant l'affaire du différend frontalier entre l'Argentine et le Chili (1964-1966) et l'affaire du canal Beagle (1972-1977).

A animé des cours et séminaires sur le droit de la mer, le régime de l'Antarctique et les traités de désarmement et de non-prolifération au Conseil argentin des relations extérieures, à l'École de guerre et à l'Institut des services diplomatiques.

Membre de l'American Society of International Law, de l'Association argentine de droit international et du Conseil argentin des relations extérieures.

Distinctions honorifiques

- 1963 Commandeur, ordre de la Saint-Sylvestre (Saint-Siège).
- 1965 Chevalier, ordre du Mérite de la République (Italie).
- 1981 Grand-Croix, ordre du Mérite (République fédérale d'Allemagne).
- 1985 Grand-Croix, ordre de Pie (Saint-Siège).

CRAWFORD, James Richard

(Australie)

[Original : anglais]

Né à Adelaïde (Australie), le 14 novembre 1948.

Études supérieures

Licence (Université d'Adelaïde, 1971); licence en droit (mention "honorable", Université d'Adelaïde, 1971); titulaire d'une bourse Stow : D. Phil. (Oxon), 1977.

Carrière professionnelle

Avocat près la Haute Cour d'Australie et la Cour suprême de la Nouvelle-Galles du Sud (inscrit en 1987).

Membre d'un cabinet sis à 3 Gray's Inn Place, Londres.

Expérience professionnelle

Université de Cambridge : professeur de droit international (titulaire de la chaire Whewell) et Professorial Fellow du Jesus College (1992-); Codirecteur du Research Centre for International Law (depuis 1995).

A été professeur de droit et de droit international (titulaire de chaire) à l'Université d'Adelaïde (1983-1986) et à l'Université de Sydney (1986-1992).

Commission de réforme de la loi australienne. Commissaire à plein temps : 1982-1984; en détachement : 1984-1990.

Organismes gouvernementaux et associations professionnelles

Commission constitutionnelle australienne : membre du Comité consultatif sur le système judiciaire australien (1985-1987).

Institut de droit international : membre associé (élu en 1985); membre (1991).

Association de droit international (Londres) : Directeur d'études (depuis 1991).

Membre honoraire de l'Ordre des avocats de Gray's Inn (depuis 1991).

Commission nationale australienne pour l'UNESCO : membre (1984-1988).

Association des écoles de droit d'Australie et de Nouvelle-Zélande : Président (1985).

Nominations internationales

Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies : élu en novembre 1991 pour la période 1992-1996.

Juge au Tribunal administratif de l'Organisation de coopération et de développement économiques (nommé en janvier 1993 pour un mandat de trois ans; nommé pour un nouveau mandat en janvier 1996).

Autres activités professionnelles

Solide expérience en droit international (public et privé) ainsi qu'en droit constitutionnel et maritime. Conseiller dans de nombreuses affaires portées devant la Cour internationale de Justice et d'autres tribunaux.

Rapports

Australian Law Reform Commission, Rapport 24, Foreign State Immunity (AGPS, Canberra, 1984), i-xxiv, p. 1 à 168 (Commissioner in Charge). La loi proposée a été adoptée sous le nom de Foreign States Immunities Act 1985 (Cth); le texte est reproduit dans (1986) 25 ILM, p. 715 à 724.

Australian Law Reform Commission, Rapport 31, The Recognition of Aboriginal Customary Law (AGPS, Canberra, 1986), Summary volume : i-xvii, p. 1 à 104; vol. I : i-xxxix, p. 1 à 507; vol. 2 : i-xvi, p. 1 à 415 (Commissioner in Charge).

Australian Law Reform Commission, Rapport 33, Civil Admiralty Jurisdiction (AGPS, Canberra, 1986) (Commissioner in Charge), i-xxi, p. 1 à 393. La loi proposée a été adoptée sous le nom de Admiralty Act 1988 (Cth).

Australian Law Reform Commission, Rapport 48, Criminal Admiralty Jurisdiction and Prize (AGPS, Canberra, 1990) (Commissioner in Charge), i-xvi, p. 1 à 210.

Commission du droit international, Comité pour la création d'une cour criminelle internationale, Rapport du Groupe de travail (A/CN.4/L.491/Rev.2, Add.1 et 2, 1994) (Président).

Direction de publications

Directeur de la publication associé, British Yearbook on International Law (Oxford University Press) (depuis 1994).

Directeur de la publication associé, Cambridge Studies in International and Comparative Law (Cambridge University Press) (depuis 1994).

Publications

The Creation of States in International Law (Oxford, Clarendon Press, 1979), i-xxviii, p. 1 à 498 (a reçu l'International Law's Award for Pre-eminent contribution to creative scholarship de l'American Society of International Law en 1981).

Australian Courts of Law (Oxford University Press, Melbourne, 1982; 2e éd., 1988; 3e éd., 1993).

The Rights of Peoples (Directeur de la publication) (Oxford, Clarendon Press, 1988; réédition en livre de poche, 1992; réimpression, 1995), i-x, p. 1 à 236.

The Law of the Sea in the Asian-Pacific Region (Directeur de la publication associé) (Nijhoff, Dordrecht, 1995), i-x, p. 1 à 282.

Nouveaux articles sur le droit international, constitutionnel et maritime.

De RUYVER, Brice

(Belgique)

[Original : anglais]

Né le 23 octobre 1954 à Opbrakel [Flandre-Orientale (Belgique)].

Domicile : Kammerstraat, 7, B-9000 Gand, téléphone : 32(0)9/233 76 73.

Adresse : Université de Gand, Universiteitstraat, 4, B-9000 Gand

Téléphone : 32(0)9/264 69 37, télécopie : 32(0)9/264 69 88.

Diplômes universitaires

1978 : Université de Gand, maîtrise en droit avec mention.

1978 : Université de Gand, maîtrise en criminologie avec mention.

1986 : Université de Gand, doctorat en criminologie avec mention très honorable.

Sujet de la thèse (doctoraatsproefschrift) : "Politique en matière de criminalité des ministres socialistes de la justice : E. Vandervelde, P. Vermeylen, A. Vranckx".

Fonctions

1er octobre 1978-30 septembre 1987 : Assistant à plein temps, Département de médecine légale et de psychologie, sous la direction du professeur P. Ghysbrecht, Université de Gand.

1er octobre 1987 : Assistant principal, Département de médecine légale et de psychologie, sous la direction du professeur P. Ghysbrecht.

1er octobre 1991 : Maître de conférences, Département de médecine légale et de psychologie, sous la direction du professeur P. Ghysbrecht.

15 mai 1992 : Professeur à l'Université de Gand, Département de droit pénal.

15 mai 1992 : Directeur du Groupe de recherche sur la politique en matière de drogues, la politique en matière de criminalité et la criminalité au niveau international.

Cours donnés

À l'Université de Gand, 1995-1996 :

Droit pénal international.

Droit pénal : infractions pénales spécifiques.

Pénologie.

Droit médical.

Législation régissant les hôpitaux.
Législation en matière de sports.
Politique en matière de drogues.
Politique en matière de criminalité.
Étude approfondie et comparée du droit pénal.
Droit pénal.

Autres cours donnés

Avril-juin 1986 : Les principes de psychiatrie en médecine légale, dixième stage de formation des agents de police, centre de formation de la police, Gand.

Février 1987 : Les projets de prévention, dans le cadre d'un cours sur la prévention des délits organisé par la province de Flandre-Orientale.

1989-1993 : Les méthodes et techniques dans le contexte du droit, de la criminologie et de la police, dans le cadre d'un programme de formation à l'intention des agents de police organisé par l'école de police de Flandre-Occidentale en collaboration avec M. J. Goethals (K.U.L.).

1990-1993 : Criminologie, à l'école de criminologie et de statistiques criminelles du Ministère de la justice (niveau supérieur).

1989-1995 : Droit pénal, à l'école de police de Flandre-Orientale.

Conférences

8 mars 1983 : "Forensic welfare work", HRI Études sociales, Courtrai.

7 février 1985 : "Forensic welfare work", HRI Études sociales, Courtrai.

4 février 1989 : "Collocation", à l'invitation du professeur Dierkens dans le cadre d'un stage de formation à l'intention du personnel infirmier de l'hôpital universitaire de Gand.

14 avril 1989 : "The Belgian drug legislation and policy on Drugs", à l'invitation du professeur Dierkens, École de criminologie et de statistiques criminelles, Bruxelles.

5 décembre 1989 : "Approach of drug traffic in an international context", HISKWA, Bruxelles.

31 janvier 1990 : "Collocation", à l'invitation du professeur Dierkens, Gand.

15 mars 1990 et 22 mars 1990 : "Review of the criminological theories and their effect on Belgian criminal law", École de criminologie et de statistiques criminelles, Bruxelles.

20-22 mars 1990 : "Drugs as a social problem", Centre de formation de la police, Anvers.

19 novembre 1990 : "International evolution in drug policy", HISKWA, Bruxelles.

17 novembre 1991 : "Common grounds of law and medicine", à l'invitation du professeur Timperman dans le cadre du cours de déontologie offert en troisième année de médecine.

24 novembre 1991 : "The criminological and civilian liability of the physician", à l'invitation du professeur Timperman dans le cadre du cours de déontologie offert en troisième année de médecine.

17 février 1992 : "Police, social-economic and cultural aspects of the drug problem", École de police de Flandre-Occidentale.

8 mai 1993 : "Safety and police", dans le cadre du programme de formation "Maîtrise en études de police", Centre d'études supérieures du Limbourg.

31 mai 1995 : "Evaluation parliamentary Research Committee on Human Trade", UIA, Anvers.

Direction de thèses

A été directeur de thèse pour 35 étudiants, membre du jury chargé d'une vingtaine de thèses dans différentes disciplines : criminologie, sciences politiques et sociales.

Congrès et colloques organisés

8-9 mars 1990 : Colloque sur "L'utilisation judicieuse des médicaments chez les adolescents", UG, Gand.

27-30 mai 1991 : Seizième Congrès international de droit et de santé mentale, Louvain, responsable des sections loi et éthique.

11-12 octobre 1991 : Chef de la section "Éthique et législation en santé mentale" et participation à un débat avec d'éminents experts du droit pénal au Forum européen "Droit, éthique et psychiatrie" (CEDEP) à l'Assemblée nationale, Paris.

16-17 janvier 1992 : Colloque du Groupe de recherche européen sur la criminalité transfrontière, UG, Gand.

31 janvier 1992 : Colloque sur "Schengen, les aspects pratiques", UG, Gand.

11 et 18 décembre 1992 : Table ronde sur la coopération internationale dans les affaires criminelles, UG, Gand.

28-29 septembre 1993 : Président du congrès national sur la "Politique en matière de drogues à l'an 2000", ICC, Gand.

17 décembre 1993 : Colloque sur "Schengen, opération illimitée?", Parlement européen, Bruxelles.

14 octobre 1994 : Président du congrès national sur la "Politique en matière de drogues à l'an 2000", Flanders Expo, Gand.

5 mai 1995 : Président du colloque sur "La coopération internationale dans les affaires criminelles et la protection juridique", Parlement européen, Bruxelles.

19-20 octobre 1995 : Président du congrès national sur la "Politique en matière de drogues à l'an 2000", Flanders Expo, Gand.

Activités scientifiques

Conférence donnée le 24 avril 1986 à l'invitation du Comité de recherche sur les problèmes de la drogue dans la Communauté européenne. Cette conférence sur "La législation belge en matière de drogues et le contrôle des importations" a été intégrée au rapport du Comité de recherche. Rapport 04/07/86, E.P.106.715/A/Rev. Rapporteur : Sir Jack Stewart Clark.

1987-1988 : Membre du Comité consultatif interuniversitaire du Parlement flamand sur les problèmes qui se posent si une enquête parlementaire et une enquête pénale sont concomitantes.

1990-1991 : Membre du Comité consultatif sur les conseils aux toxicomanes, à l'invitation du Ministre de l'intérieur, Département de la police fédérale.

1990-1991 : Responsable de la campagne de prévention "Utilisation judicieuse des médicaments" organisée par le Comité provincial de prévention de la criminalité de Flandre-Orientale en coopération avec différents organismes sociaux.

Novembre 1990 : Membre du Comité international de lecture du rapport intitulé "Législation de santé mentale en Europe" par C. Louzoun, D. Abadi, M. A. Garbajosa, C. Heginbotham, M. Molinero et divers collaborateurs pour le compte du Ministère français de la santé et des affaires sociales.

Mars 1991-mars 1993 : Chargé de l'expérience scientifique "Proefzorg" menée en coopération avec le bureau du Procureur de la République à Gand et l'unité de l'hôpital universitaire psychiatrique de Gand. L'expérience porte sur la probation pour joueurs et toxicomanes.

De janvier 1992 à ce jour : Conseiller scientifique du Conseil de concertation sur les drogues de la ville de Gand.

Comité parlementaire de recherche sur la traite des êtres humains, 1er mars-1er février 1994.

Conférence d'experts sur la politique en matière de drogues en Europe, Atelier sur l'étude comparative des lois, Commission européenne, Parlement européen, Bruxelles, 7-8 décembre 1995.

Conférence d'experts sur la politique en matière de drogues en Europe, Atelier sur l'application de la législation nationale sur les drogues, Commission européenne, Parlement européen, Bruxelles, 25-26 mars 1996.

Conférences, colloques et séminaires

"Le rôle de l'expert psychiatre au regard des lois en vigueur en matière d'internement", conférence sur l'internement, Malte, 20 octobre 1982*.

"Histoire et analyse des lois sur les drogues et l'alcool", conférence faisant suite à la conférence sur l'alcool et la législation, Gand, 23 mars 1983*, Gand.

Conférence sur la politique en matière de drogues en Flandre, organisée à l'invitation des magistrats du tribunal de première instance de Bruges, 4 mai 1984.

Conférence sur la politique en matière de drogues en Flandre, Tronchiennes, 1er mars 1985.

Conférence sur la politique en matière de drogues en Flandre", UG, Gand, 26 avril 1985.

Conférence sur le transfert des valeurs et des normes chez les adolescents, Congrès de la jeunesse humaniste, Ostende, 13 avril 1987.

"La législation belge concernant la drogue et la toxicomanie" : Association lilloise de médecine légale et de criminologie, Législation et toxicomanie, Lille, 1987, 5 p.*.

Conférence sur l'internement forcé dans les services psychiatriques, à l'invitation de la Société belge de criminologie, Bruxelles, VUB, 6 juin 1989*.

Conférence sur la place du handicapé mental dans le droit pénal belge, à l'occasion du Congrès international sur les droits des handicapés mentaux, Bruxelles, 23 novembre 1989*.

Conférence sur la lutte internationale contre le trafic des drogues, HISKWA, Bruxelles, 5 décembre 1989.

Conférence sur le tabagisme chez les adolescents âgés de 14 à 19 ans dans la province de Flandre-Orientale, à l'invitation du Comité de coordination de la lutte contre le tabagisme, Bruxelles, JPC, 30 janvier 1990.

Conférence sur l'utilisation de médicaments chez les adolescents âgés de 14 à 19 ans dans la province de Flandre-Orientale, colloque sur l'utilisation judicieuse des médicaments par les jeunes, RUG, 8 mars 1990*.

Conférence sur l'utilisation des médicaments chez les adolescents âgés de 14 à 19 ans dans la province de Flandre-Orientale, colloque sur l'utilisation de stimulants par les jeunes gens, organisé par le Vlaamse Wetenschappelijke Vereniging voor Jeugdgezondheidszorg, Université d'Anvers, 14 mars 1990*.

* Publié dans les Actes du Colloque.

Conférence sur la politique en matière de prévention de la toxicomanie, à la suite d'une exposition, "RUG contre les drogues", 15 mars 1990.

Rapporteur du Colloque international sur l'extrême droite en Europe occidentale, UIA, 29 mars 1990*.

Président d'un colloque régional organisé par le Centre des études de la police sur les licenciements dans la police, Gand, 8 mai 1990, Gand.

Conférence : "Enquête concernant l'usage du tabac par les adolescents de 14 à 19 ans dans la province de Flandre-Orientale; quelques principes pour une prévention intégrée"; atelier : "Prévention et lutte contre le tabagisme chez les jeunes : stratégies et évaluations" organisé par le Secrétaire d'État à la santé publique, Huy, 31 mai 1990*.

Conférence sur les "Droits du malade mental : un forum de discussion", donnée à l'occasion de l'Assemblée générale du Comité européen droit, éthique et psychiatrie (CEDEP), Paris, 23 septembre 1990.

Résumé d'un colloque sur l'internement organisé par VDVO, Panopticon et la Ligue des droits de l'homme, Anvers, 5 octobre 1990.

Conférence sur la recherche et l'épidémiologie, atelier sur le thème "Illegal drug users in Flanders", organisé par le Vereniging voor Alcohol en andere Drugproblemen (VAD), Bilsen, 15 novembre 1990*.

Conférence sur l'évolution internationale de la politique en matière de drogues, donnée au HISKWA, Bruxelles, 9 novembre 1990.

Conférence sur l'usage de l'alcool parmi les jeunes, atelier sur l'usage de l'alcool parmi les jeunes et la prévention de l'abus, SHIPSS, Gand, 6 décembre 1990*.

Conférence sur l'intérêt d'une démarche prophylactique sociocriminelle moderne du problème des drogues, Congrès international "Prohibition and anti-prohibition on drugs", ULB, 16-19 janvier 1991*.

Conférence sur la coopération difficile entre le judiciaire et les services sociaux et psychiatriques, donnée à l'occasion du colloque "Substance use and substance users: problems for the judicature and the social and mental health care", organisé par les services sociaux du Ministère de la justice, Louvain, 22 avril 1991.

Conférence sur le thème "Interdiction ou légalisation des drogues?", donnée à l'occasion du dix-huitième Congrès international de droit et de santé mentale, Louvain, 28 mai 1991*.

Conférence sur l'évaluation des possibilités de prévention du crime en Flandre-Orientale, colloque du Comité provincial sur la prévention du crime en Flandre-Orientale, Gand, 24 juin 1991.

Conférence sur certaines formes de criminalité transfrontières en Belgique, donnée à l'occasion du colloque "International colloquium on cross-border crime in Europe" (30 septembre-1er octobre), La Haye, 30 septembre 1991*.

Conférence sur les "Adolescents et la toxicomanie", colloque sur "Problem behavior at school", centre d'études universitaires de Flandre-Occidentale, KUL, Courtrai, 2 octobre 1991(*).

Conférence sur "Le placement judiciaire : l'exemple de la nouvelle loi belge", à l'occasion du Forum européen : "Devoir d'État, éthique, droit des personnes et handicap" (11-12 octobre 1991) qui a eu lieu à l'Assemblée nationale, Paris, 11 octobre 1991(*).

Conférence sur la police et l'aide judiciaire. Compte rendu de la criminalité transfrontière dans le nord de la France, le sud de la Flandre-Occidentale et le sud du Hainaut, Courtrai, 30 octobre 1991(*).

Conférence sur la toxicomanie, colloque du service psychiatrique de l'hôpital universitaire de l'Université de Bruxelles, Jette, 7 novembre 1991(*).

Exposé général de la recherche sur l'usage de drogues illicites, de médicaments, de l'alcool et du tabac parmi les adolescents en Flandre-Occidentale à l'occasion d'un colloque sur "Substance abuse and adolescents".

Conférence sur les lois protégeant les malades mentaux, Courtrai, 19 novembre 1991(*).

Conférence sur le thème "Schengen et la coopération internationale de la police dans les affaires pénales, Lanaeken, 29 novembre 1991(*).

Conférence sur les liens entre l'absentéisme, la toxicomanie et les signes de comportement anormal, colloque sur "School and mental health", Bruxelles, 17 décembre 1991(*).

Conférence sur l'évaluation de la recherche concernant la criminalité transfrontière, colloque sur "Schengen and the practical consequences", UG, 31 janvier 1992.

Conférence sur la légalisation des drogues, une option possible?, colloque sur les problèmes de la drogue, SHISS, Gand, 25 février 1992.

Conférence sur la nouvelle loi protégeant les malades mentaux, Gand, 21 avril 1992.

Conférence sur les données épidémiologiques concernant la toxicomanie, IPSOC, Courtrai, 24 avril 1992.

Conférence sur la nouvelle législation concernant la collocation, Neerpelt, 19 mai 1992.

Séminaire sur les données relatives à la santé et l'épidémiologie dans la Communauté européenne, Bruxelles, Drugs Monitoring Centre EC, 21-23 septembre 1992.

Président de deux tables rondes sur la politique à l'égard des adolescents socialement vulnérables, Fondation Koning Boudewijn, Bruxelles, 23 septembre 1992 et 7 octobre 1992.

Conférence sur la relation entre la toxicomanie et le crime, colloque organisé par la Fondation Herman De Croo, Renoix, 24 octobre 1992.

Conférence sur le crime et la toxicomanie, colloque sur le thème "Drugs and the Media", Semaine de prévention de la toxicomanie en Europe, Bruxelles, 16 novembre 1992(*).

Conférence sur les blocages dans la coopération sectorielle dans la politique concernant les drogues, colloque "Relations between the police, the judicature and the social health care in view of crime prevention", Algemene Rijkspolitie, Ministère des affaires intérieures, Bruxelles, 17 novembre 1992.

Conférence sur "Schengen : une réponse à la criminalité transfrontière?", colloque du Parlement européen sur le thème "Europe 1993: Is Europe becoming (un)safer?", Bruxelles, 15 janvier 1993.

Conférence sur l'intérêt des programmes d'entretien à base de méthadone pour les toxicomanes lourds, colloque de la Société des neurologues flamands, Elewijt, 3 mars 1993.

Conférence sur la politique locale de prévention de la toxicomanie, Lommel, 25 mars 1993.

Conférence sur "Autre chose que les poursuites. Y a-t-il des limites à notre créativité?", colloque sur le thème "Punishment or Alternatives", UG, Gand, 26 mars 1993.

Conférence sur les aspects criminologiques de la toxicomanie, colloque sur la prévention de la toxicomanie, Tirlemont, 15 mai 1993.

Conférence-débat sur l'organisation de la prévention de la toxicomanie en Flandre, Gand, 24 mai 1993.

Conférence sur un plan de politique intégrée en matière de drogues à l'échelon local, UZ, Gand, 25 novembre 1993.

Conférence sur la relation entre la toxicomanie et le crime, Comité spécial d'assistance aux jeunes, Bruges, 3 décembre 1993.

Conférence sur Schengen et l'optimisation de la coopération judiciaire dans les affaires pénales, colloque d'évaluation sur le thème "Schengen, unlimited cooperation?", Parlement européen, Bruxelles, 17 décembre 1993.

Conférence sur "L'administration de la méthadone à l'étranger", CUNIC, Charleroi, 11 mars 1994.

Conférence sur les aspects multidimensionnels de la toxicomanie, Wetteren, 22 avril 1994.

Conférence sur la politique de développement et les possibilités des cultures de substitution, Sottegem, 23 avril 1994.

Conférence sur l'intérêt des cultures de substitution pour la réduction de la production de drogues illicites, Scholierenparlement, Sottegem, 23 avril 1994.

Conférence sur la crise de confiance de l'État de droit, Charta 91, Anvers, 23 avril 1994.

Conférence sur les formes structurelles de la criminalité transfrontière, au quarante-neuvième cours international de la Société internationale de criminologie, Louvain, 17 mai 1994(*).

Conférence sur l'évaluation de la Commission de recherche parlementaire sur la traite des êtres humains, UIA, Anvers, 31 mai 1994.

Conférence sur les options pour une politique pénale adaptée à la conduite en état d'ivresse, Institut belge de sécurité routière, colloque "Criminal policy in view of traffic offences", Bruxelles, 3 juin 1994.

Conférence sur la politique de la drogue dans une perspective nationale et internationale, Nazareth, 9 septembre 1994.

Conférence sur la notion de collecte de données interinstitutions sur la toxicomanie, Programme régional de lutte contre la toxicomanie dans les pays d'Europe centrale et orientale, Bruxelles, 21 septembre 1994.

Conférence sur une politique intégrée en matière de drogues en Belgique, deuxième congrès national sur le thème "Drug Policy 2000", Gand, 14 octobre 1994.

Membre du groupe chargé d'étudier la question de la prévention de la toxicomanie, "Drugactionday", EVO, Gand, 22 octobre 1994.

Conférence sur le rôle de l'Europe dans la politique de la Belgique en matière de drogues, VSPP, 24 octobre 1994.

Conférence sur le problème de la drogue en tant que problème de sécurité, Parlement belge, Bruxelles, 24 octobre 1994.

Conférence sur la médiation dans les affaires pénales, OSCRUG et Conférence du barreau flamand, Gand, 26 octobre 1994.

Conférence sur l'importance sociale du dépistage systématique des drogues, Congrès sur le thème "The European Drug Testing Environment", Syva, Séville, 9-12 novembre 1994.

Président de la Conférence du Benelux sur le tourisme de la drogue, Conseil du Benelux, Maastricht, 28 novembre 1994.

Président de la Conférence du millénaire sur la lutte contre la drogue, quelles sont les options?, Fondation du Roi Baudouin, Bruxelles, 5 décembre 1994.

Conférence sur les services de police unifiés, colloque, Deinze, 20 janvier 1995.

Conférence sur "Entre la loi et la réalité. Réflexions sur le maintien de la discipline et de l'ordre public", colloque sur le thème "Police and authority", Anvers, 24 janvier 1995.

Conférence sur la politique de la Belgique en matière de drogues, Bruxelles, 13 février 1995.

A également participé au débat qui s'en est suivi, Anvers, 26 janvier 1995.

Conférence sur le crime organisé en Belgique, Bruxelles, 13 février 1995.

Conférence sur le procès par jury, a également participé au débat, Gand, 14 février 1995.

Conférence sur le sens de responsabilité du public, Deinze, 20 février 1995.

Conférence sur la politique européenne en matière de drogues dans une perspective internationale, colloque de l'UFSIA sur le thème "Drug policy: onward to a dialogue between producing and consuming countries", Anvers, 22 mars 1995.

Conférence sur le caractère multidimensionnel du problème des drogues, Société des universitaires flamands, Courtrai, 20 avril 1995.

Conférence sur la traite des êtres humains, une approche multidisciplinaire, douzième Conférence des cadres européens de la police, Association internationale des commissaires de police, Gand, 24-25 avril 1995.

Conférence sur le plan d'action contre la drogue et quelques réflexions, HISKWA, Bruxelles, 26 avril 1995.

Conférence sur des constatations empiriques sur la coopération judiciaire en Belgique, colloque sur la coopération internationale dans les affaires pénales et la protection juridique, Parlement européen, Bruxelles, 5 mai 1995.

Conférence sur les drogues dans les écoles, Centre pédagogique d'éducation communautaire, Gand, 13 juin 1995.

Conférence sur un suivi adéquat dans le contexte de l'évolution de la criminalité au plan international, conférence sur le thème "Open borders and free movement of persons: more insecurity in Europe?" Elewijt, 17 juin 1995.

Conférence sur l'accès aux informations bancaires dans le pays et à l'étranger aux fins d'enquêtes officielles concernant des accusations de crime grave – une perspective belge, treizième Colloque international sur la criminalité dans le domaine économique, Jesus College, Cambridge, 10-16 septembre 1995.

Conférence sur une approche intégrée de la toxicomanie en milieu urbain, ouverture de voies de transit, Bruxelles, 18 septembre 1995.

Conférence sur le fonctionnement des tribunaux en Belgique, Ostende, 27 septembre 1995.

Conférence sur l'affectation au pénal à la veille du XXI^e siècle, ouverture de la conférence des jeunes membres du barreau, Oudenaarde, 6 octobre 1995.

Conférence sur les toxicomanes et la justice pénale, colloque sur le thème Vlaamse Vereniging Gezondheidstrecht, Gand, 27 octobre 1995.

Conférence sur la police des grandes villes à la veille du XXI^e siècle, session du Centre de formation de la police d'Anvers, 27 octobre 1995.

Conférence sur la relation entre les drogues et la criminalité, Cost-programme, Francfort, 4 novembre 1995.

Conférence sur l'évolution de la criminalité depuis le 1^{er} janvier 1996, Sint Martens Latem, 7 novembre 1995.

Conférence sur les drogues et l'aptitude à vivre en société, Wetteren-Kwatrecht, 25 novembre 1995.

Président de la table ronde sur le crime organisé, première Conférence mondiale sur les nouvelles orientations des enquêtes et de la règle de la preuve en matière de criminalité, La Haye, 1^{er}-5 décembre 1995.

Conférence sur la toxicomanie, Collège Sainte Barbara, Gand, 23 janvier 1996.

Conférence sur la justice en Belgique, Groupe d'étude socialiste, Gand, 23 janvier 1996.

Conférence "Vers une politique européenne en matière de drogues", Conférence de l'Agee, Amsterdam, 10 février 1996.

Conférence sur les incidences en criminologie et au pénal du trafic des hormones, Université d'Anvers, 24 février 1996.

Conférence sur les perspectives de politique européennes en matière de drogues, Parlement belge, Bruxelles, 26 février 1996.

Conférence sur les avantages et inconvénients de la légalisation; la procédure pénale ordinaire devrait-elle les aborder?, colloque sur le thème "Undercover policing and accountability from an international perspective", Maastricht, 11 avril 1996.

Conférence sur le thème "Schengen et les opérations d'infiltration : faudrait-il adapter les lois nationales?", colloque sur le thème "Undercover policing and accountability from an international perspective", Maastricht, 12 avril 1996.

Participation à des réseaux scientifiques internationaux

Directeur du Groupe de recherche sur la politique en matière de drogues et de criminalité et la criminalité au niveau international, participe aux réseaux internationaux suivants :

Le Groupe de recherche européen sur la criminalité transfrontière;

Le réseau européen de documentation et de recherche sur la criminalité transfrontière;

Cost A6 – Coopération européenne dans le domaine de la recherche sur les drogues;

Programme régional de lutte contre la toxicomanie dans les pays d'Europe centrale et orientale.

Travaux scientifiques : travaux de recherche et projets

1988-1989 : Responsable du projet relatif à l'enquête sur l'alcoolisme, le tabagisme et la toxicomanie chez les adolescents âgés de 14 à 18-19 ans dans la province de Flandre-Orientale (Belgique), travaux de recherche financés par le Fonds de recherche de l'Université de Gand.

1990-1991 : Coresponsable du projet de recherche sur la criminalité transfrontière dans la région du sud-ouest de la Flandre-Orientale, le sud du Hainaut et le nord de la France. Travaux de recherche financés par le Ministère de la justice.

Promoteur des projets suivants :

1990-1991 : "Inquiry into the use of alcohol, medicinal drugs, tobacco and illicit drugs among adolescents between 14 and 18-19 years old in the Province of West-Flanders". Projet financé par le Fonds de recherche de l'Université de Gand.

1991-1992 : "Research into the possibilities of optimizing the cooperation between the judiciary and the social and mental assistance for drug addicts. Scientific support to an experiment of diversion from prosecution". Projet financé par le Fonds de recherche de l'Université de Gand.

1991-1992 : "Research on the optimal cooperation between the judiciary and the social and mental health care for drug addicts". Projet financé par le Fonds de recherche de l'Université de Gand.

1992 : "A quantitative and qualitative research into the correlation (and possibly causal) relationship between the use of illicit drug use and criminal

behavior. Impact of deprivation on the developmental of a drug career". Projet financé par le Ministère de l'intérieur.

1992-1994 : "Inquiry into the possibilities of optimizing the legal position of suspect and victim, within the framework of the international cooperation in criminal matters. Analysis and evaluation of the Belgian police and judicial cooperation in criminal matters". Projet financé par les services chargés de définir une politique scientifique.

Programme de recherche "Civilian and Legal Protection".

1992-1993 : "Maintenance therapy for drug addicts: state of the art, disposal and quality of ancillary services, lines of reasoning and warnings. Comparative inquiry in Western Europe". Projet financé par le Ministère de la santé publique.

1993-1994 : "Research into the elaboration of punishment measures for drivers under the influence of alcohol and drugs". Projet financé par l'Institut belge de sécurité routière.

1993 : "Research into the current state of affairs concerning the organization of drugprevention in Flanders. Inventory of the initiatives, bottlenecks in the conglomerate of prevention, outreach projects and assistance. Policy proposals to optimize the organization of drug prevention". Projet financé par la Région.

1993-1994 : "Research on the elaboration of punishment measures for perpetrators of traffic offenses while intoxicated by alcohol and psychotropic substances. Bibliographic research on the epidemiology of driving while intoxicated, on the influence of psychotropic substances on driving proficiency, on the detection of psychotropic substances and on possible changes in driving behavior". Projet financé par B.I.V.V.

1993-1995 : "Descriptive research on the organization and functioning of the judicial system, including the procedure according to which traffic offenses are being dealt with". Projet financé par le Ministère des affaires intérieures.

1993-1995 : "Inquiry into the possibilities for scientific support to and development of local drug prevention projects, set up in cooperation with the Ministry of the Interior. Drug monitoring systems and their relevance to the Belgian situation, evaluation of consultation structures in major cities, development of a drug tourism prevention model, and evaluation of police training programmes in drug matters". Projet financé par le Ministère de l'intérieur et de la fonction publique.

1994 : "Overview of scientific and journalistic articles concerning alternatives for the struggle against drugs, considering information on drug production and trade, epidemiology, prevention, social and mental assistance and drug policies". Projet financé par la Fondation du Roi Baudouin.

1994-1995 : "Implementation and valorization of the results of the 1992-1994 inquiry into the possibilities of optimizing the legal position of suspect and victim, within the framework of the international cooperation in criminal

matters, by means of the development of a compendium of legal instruments relevant for the Belgian practice, organization of round-table-conferences and of a national symposium". Projet financé par le Service fédéral des affaires scientifiques, techniques et culturelles.

1994-1995 : "International research concerning cross-border crime and unsafety in the Euregion Scheldemond". Projet financé par la Region Police Zealand de Flandre-Orientale.

1994-1995 : "Outreach projects in Flanders. Formulating a theoretical concept of outreach work in view of intrinsic and methodological support to the workers and their employers". Projet financé par la Fondation du Roi Baudouin.

1995 : "Elaboration of a basic structure for public order maintenance, by means of an analysis of regulations and legislation. Analysis and evaluation of the possibilities for communication and information exchange between authorities and operational services. Recommendations to improve the current situation". Projet financé par le Ministère de l'intérieur et de la fonction publique.

1995 : "Drug policy in the European Union: possibilities of art. K 1.4 of the Maastricht Treaty". Projet financé par la Commission européenne.

1995-1996 : "Research on a multidisciplinary approach to the phenomenon of human trade in an international and national perspective: a pilot and case-study of the Philippine situation". Projet financé par le secrétariat d'État à la coopération et au développement.

1995-1996 : "Study on cross-border and international cooperation between police services". Projet financé par le Ministère de l'intérieur.

1996 : "Drug research in Belgium, a preliminary study. Preliminary study into the availability of epidemiological data concerning the use of illicit drugs in Belgium and in some neighbouring countries: the Netherlands, France and the United Kingdom". Projet financé par l'Office fédéral pour les affaires scientifiques, techniques et culturelles.

1996-1997 : "Judicial foundations for the maintenance of public order". Projet financé par le Ministère de l'intérieur.

Activités présentant un intérêt scientifique

Membre du Conseil d'administration d'un centre pour les jeunes "De Wip".

Membre du Conseil consultatif scientifique "De Kiem", communauté ayant pour objet de guérir les toxicomanes.

Président du Comité consultatif sur les "Droits du patient", Ligue des droits de l'homme.

Membre du Comité directeur "Droits du patient" de l'organisation flamande de santé mentale.

Membre de la Commission consultative interuniversitaire du Conseil flamand sur les questions qui se posent lorsqu'une enquête parlementaire et une enquête judiciaire sont menées simultanément.

Responsable du Conseil de concertation judiciaire et de santé mentale de Gand.

Conseiller pour la restructuration de la formation des policiers, école de police de Flandre-Orientale.

Membre du Comité directeur de l'organisation de lutte contre le vandalisme et "winternacht", 1989-1990.

Conseiller de l'Université de Gand.

Conseiller scientifique en ce qui concerne la politique en matière de drogues de la police fédérale, Département des affaires intérieures.

Conseiller scientifique auprès des tribunaux de première instance de Gand en ce qui concerne la toxicomanie compte tenu de la législation sur la détention préventive.

Membre du Comité directeur chargé de l'exposition sur l'action de l'Université de Gand contre la drogue, mars 1990.

Membre du Comité consultatif scientifique de "Quality disco" (groupe propriétaire de salles de danse qui lutte contre la toxicomanie et préconise l'adoption de mesures préventives).

Expert membre du Comité parlementaire de recherche sur la traite des êtres humains.

Président du Comité scientifique sur la réorganisation de la police de Gand.

Conseiller scientifique de VSPP.

Membre des sociétés scientifiques suivantes :

Conseil d'administration de RUG.

Conseil d'université du Département de droit RUG.

Conseil de l'école de criminologie RUG (jusqu'en 1992).

Vice-Président du Conseil d'administration "Comité européen droit, éthique et psychiatrie" (CEDEP), Paris.

Groupe d'experts sur l'épidémiologie, société pour la prévention de l'alcoolisme et de la toxicomanie

Groupe d'experts "Epidemiology ad hoc", mis en place par les gouvernements de la région.

Comité de recrutement de la magistrature.

Conseil de OPAC.

Conseil de l'école de criminologie, Ministère de la justice, représentant des professeurs.

Comité d'encadrement du projet de prévention de la criminalité transfrontière, Menen, 1993-1995, nommé par le Ministre des affaires intérieures.

Expert, membre de la Commission parlementaire de recherche sur la traite des êtres humains, 1er mars-1er octobre 1993.

Comité du projet de recherche "Mega-dancings", 1993-1995, nommé par le Ministère des affaires intérieures.

Comité directeur du groupe Vlastrov (Vlaams Straathoekwerk Overleg).

Comité provincial chargé de prévenir la criminalité en Flandre-Orientale.

Centre pour l'étude de l'application de la législation de la Communauté européenne en matière financière et criminelle.

Conseil d'administration de l'organisation à but non lucratif Politeia.

Comité national d'évaluation et d'encadrement (Plan de lutte contre la toxicomanie).

Conseil d'administration/Assemblée générale de l'organisation à but non lucratif "Drug Policy 2000".

Commission chargée d'évaluer les projets d'aide judiciaire aux toxicomanes au niveau du district judiciaire de Gand.

Membre du jury de deux doctorats de la Vrije Universiteit Amsterdam.

Conseiller scientifique du programme de consultations en matière de drogues.

Membre du Groupe européen de recherche sur la criminalité transfrontières.

Secrétaire de la faculté de droit.

Conseiller scientifique au Ministère des affaires sociales en ce qui concerne la méthadone.

Conseiller scientifique au Ministère de l'intérieur en ce qui concerne les questions liées à la drogue.

Conseiller scientifique au Ministère de la justice en ce qui concerne la coopération internationale en matière de criminalité.

Conseiller scientifique au Ministère de l'intérieur en ce qui concerne la coopération internationale en matière de criminalité.

Conseiller scientifique pour V.S.P.P.

Expert, membre du Groupe de travail chargé de la question de la toxicomanie à la Chambre des représentants.

Bibliographie

Rédaction

Rédacteur en chef "Politeia".

Membre du Conseil des rédacteurs en chef de "Panopticon, Tijdschrift voor strafrecht, criminologie en forensisch welzijnswerk".

Membre du Conseil d'administration de "European Journal on Criminal Policy and Research".

Membre du Conseil des rédacteurs en chef de "The Journal of Asset Protection and Financial Crime".

Membre du Conseil des rédacteurs de "Pretekst".

Ouvrages

Maes, K., Maertens, J., Carlier, F. and De Ruyver, B., De Witte Cirkel. Het drugbeleid in Vlaanderen, Antwerpen, Van Loghum Slaterus, 1984, 262 p.

In cooperation with: A. Alen, A. Beirlaen, A. Denauw, K. Rimanque, C. Vande Wyngaert, P. van Orshoven and R. Verstraeten, "Advies over de vraagstukken die rijzen in geval van samenloop van een parlementair en een gerechtelijk onderzoek", Parl. St., Vlaamse Raad, B.Z. 1988, nr. 126/1, 9 p.

De strafrechtelijke politiek gevoerd onder de socialistische Ministers van Justitie E. Vandervelde, P. Vermeulen en A. Vranckx, Antwerpen, Kluwer, 1988, 346 p.

De Ruyver, B., Bracke, P., Coolsaet, M., Röpcke, N., Onderzoek naar drug-, alcohol- en tabakgebruik bij adolescenten tussen 14 en 18-19 jaar in de provincie Oost-Vlaanderen, Gent, R.U.G., 1989, 260 p.

Bruggeman, W., De Ruyver, B., Dierkens, R. and Zanders, P., Grensoverschrijdende criminaliteit: fenomeenanalyse, internationale politieke en justieële samenwerking, justieële rechtshulp, Gent, R.U.G., 1991, 636 p.

De Ruyver, B., Van Daele, L. and Coolsaet, M., Onderzoek naar het gebruik van alcohol, medicatie, illegale drugs en tabak bij adolescenten tussen 14 en 18-19 jaar in de provincie West-Vlaanderen, Gent, Academia Press, 1991, 221 p.

De Ruyver, B., Casselman, J., Bobon, D. e.a. (eds.), *Law and Mental Health. Historical, Legal, Ethical, Diagnostic and Therapeutic Aspects*, Leuven, 1992, 452 p.

D'Haenens, J. and De Ruyver, B. (eds.), *Schengen en de Praktijk*, Gent, Mys & Breesch, 1992, 115 p.

De Ruyver, B., Vermeulen, G. Franck, P. and Van Daele, L., *Kansarmoede, druggebruik, criminaliteit, Onderzoeksgroep drugbeleid, strafrechtelijk beleid en internationale criminaliteit*, Univerciteit Gent, 1992, 410 p.

De Ruyver, B., De Moerloose, E. Balthazar, T. and Vermeulen, G., *Drugsubstitutiebehandelingen. Status questionis, psycho-sociale omkadering, denkpistes, aanbevelingen, Onderzoeksgroep drugbeleid, strafrechtelijk beleid en internationale criminaliteit*, Universiteit Gent, 1993, 143 p.

De Ruyver, B., De Moerloose, E. Balthazar, T. and Vermeulen, G., *Les traitements de substitution à la drogue : état de la question, encadrement psycho-médico-social, pistes de réflexion, mise en garde*, Fondation Roi Baudouin, Bruxelles, 1993, 142 p.

De Ruyver, B., Van Daele, L., Geirnaert, M. and Goyvaerts, G., *Instrumentele en organisatorische randvoorwaarden voor de optimalisering van de drugpreventie in Vlaanderen, Onderzoeksgroep drugbeleid, strafrechtelijk beleid en internationale criminaliteit*, Universiteit Gent, 1993, 158 p.

De Ruyver, B., Van Daele, L. Van Wemmel, M. and Mortier, S., *Rijden onder invloed. Opties inzake een aangepaste strafrechtelijke afhandeling, Onderzoeksgroep drugbeleid, strafrechtelijk beleid en internationale criminaliteit*, Universiteit Gent, 1993, 351 p.

De Ruyver, B., *Prostitutie en vrouwenhandel in Gent: een fenomeenanalyse*, Universiteit Gent, 1994, 107 p.; zie ook *Gedr. St., Kamer, B.Z., 1991/92, 673/7, 133-203*.

De Ruyver, B., and De Leenheer, A. (eds.), *Drugbeleid 2000. Gestion des Drogues en 2000*, Antwerpen, Maklu, 1994, 477 p.

De Ruyver, B., Van Bouchautte, J. and Balthazar, T., *Methadon: hulpmiddel of wondermiddel?* Leuven, Garant, 1994, 167 p.

De Ruyver, B., Van Daele, L. (ed.), *Welke alternatieven inzake drugsbeleid? Quelles politiques alternatives en matière de lutte contre la drogue? Drogenbekämpfung: Welche politischen Alternativen gibt es? The struggle against drugs: what are the alternatives? The Millennium Conference 1994*, Koning Boudewijnstichting, Programma Toekomstzorg, Brussel, 1994, 175 p.

Vermeulen G., Vander Beken, T., Zanders, P. and De Ruyver, B., *"Internationale samenwerking in strafzaken en rechtsbescherming"*, Brussel, Politeia, 1995, 386 p.

De Ruyver, B., Vermeulen, G., De Leenheer, A. and van der Straten Waillet (ed.), "Op weg naar een geïntegreerd drugbeleid in België? Vers une politique intégrée en matière de drogues en Belgique?", Antwerpen, Maklu, 1995, 310 p.

Vermeulen, G., Vanderbeken, T., De Ruyver, B., e.a., "Grensoverschrijdende (on)veiligheid in de Euregio Scheldemond", Universiteit Gent, Onderzoeksgroep Drugbeleid, Strafrechtelijk beleid, Internationale criminaliteit, Gent, 1995, 187 p., bijl. 227 p.

Van Daele, L., De Ruyver B., e.a., "Drugpreventie binnen preventie- en veiligheidscontracten", Onderzoek in opdracht van het Ministerie van Binnenlandse Zaken, Universiteit Gent, Onderzoeksgroep Drugbeleid, Strafrechtelijk beleid, Internationale criminaliteit, Gent, 1995, 150 p., bijl. 25 p.

De Ruyver, B., Van Daele, Vermeulen, G., Vander Beken, T. Soenens, A. and Serlippens, A., "Drug policy in the European Union. Possibilities offered by Article K.1(4) of the Union Treaty, European Commission, Brussels, 1995, 136 p.

Participation aux ouvrages scientifiques suivants :

"Het begrip zelfmoord". In: Standaard Encyclopedie voor Opvoeding en Onderwijs, Standaard Uitgeverij Antwerpen, 1982, 90 regels.

"De drugwetgeving in historisch en rechtsvergelijkend perspectief". In: Maes, K., Maertens, J., Carlier, F. and De Ruyver, B., De Witte Cirkel. Het Drugbeleid in Vlaanderen, Antwerpen, Van Loghum Slaterus, 1984, 51 à 90.

"Druggebruik en criminaliteit: een onvermijdelijke combinatie?". In: Maes, K., Maertens, J., Carlier, F. and De Ruyver. B., De Witte Cirkel. Het drugbeleid in Vlaanderen, Antwerpen, Van Loghum Slaterus, 1984, 137 à 154.

"Zin en onzin van de methadonverstrekking". In: Maes, K., Maertens, J., Carlier, F. and De Ruyver, B., De Witte Cirkel. Het drugbeleid in Vlaanderen, Antwerpen, Van Loghum Slaterus, 1984, 217 à 250.

"Enkele losse overwegingen ter afronding". In: Maes, K., Maertens, J., Carlier, F. and De Ruyver, B., De Witte Cirkel. Het drugbeleid in Vlaanderen, Antwerpen, Van Loghum Slaterus, 1984, 251 à 262.

"Morfologie en politieke psychologie van extreem-rechts". In: De Schampheleire, N., Thanassekos, Y., (eds.), Extreem rechts in West-Europa, Brussel, V.U.B. Press, 1991, 379 à 386.

"Le placement judiciaire : L'exemple de la nouvelle loi belge". In: C. Louzon en C. Heginbotham (ed.), Forum Européen : Devoir d'État, éthique, droit des personnes et handicap, Paris, 1991, 12 p.

"Algemene voorstelling van het onderzoek naar het gebruik van drugs, medicatie, alcohol en tabak bij jongeren in West-Vlaanderen". In: Druggebruik bij jongeren, Roeselare, 1991, 10 p.

De Cuyper, G., Jannes, C. and De Ruyver, B., "L'emploi de la motivation externe dans le traitement des alcooliques et des toxicomanes. Une collaboration entre la psychiatrie et la justice". In: De Ruyver, B., Casselman, J., Bobon, D. e.a. (eds.), Law and Mental Health. Historical, Legal, Ethical, Diagnostic and Therapeutic Aspects, Leuven, 1992, 270 à 274.

"Prohibition or legalization on drugs? A middle of the road policy: A strategy of normalization". In: De Ruyver, B., Casselman, J., Bobon, D. e.a. (eds.), Law and Mental Health. Historical, Legal, Ethical, Diagnostic and Therapeutic Aspects, Leuven, 1992, 275 à 279.

"Een evaluatie vanuit het wetenschappelijk onderzoek naar de aanpak van grensoverschrijdende criminaliteit". In: D'Haenens, J. and De Ruyver, B. (eds.), Schengen en de Praktijk, Gent, Mys & Breesch, 1992, 97 à 115.

"Verbanden tussen spijbelgedrag, het gebruik van genotsmiddelen en enkele indicatoren van afwijkend gedrag". In: W. De Coster (ed.), School en geestelijke gezondheid, Brussel, 1992, 57 à 60.

"Het gebruik van alcohol, medicatie, illegale drugs en tabak bij 14- tot 19 jarigen in West-Vlaanderen (1990-1991)". In: Handboek leerlingenbegeleiding, Afl. Drugs-Onderzoek, Zaventem, Kluwer Editoriaal, 1993, 2/1 - 2/14.

"De alternatieve straffen: .een modetrend of een volwaardig instrument?". In: Liber Amicorum Jules D'Haenens, Gent, Mys en Breesch, 1993, 91 - 116.

"Paul Heger (1846-1925)". In: Gestalten uit het verleden, C. Fijnaut (ed.), Antwerpen, Kluwer, 1993, 125 à 132.

"Fernand Heger (1878-1957)". In: Gestalten uit het verleden, C. Fijnaut (ed.), Antwerpen, Kluwer, 1993, 179 à 184.

"Auguste Ley (1873-1956)". In: Gestalten uit het verleden, C. Fijnaut (ed.), Antwerpen, Kluwer, 1993, 185 à 194.

"Ten geleide". In: Drugbeleid 2000. Gestion des Drogues en 2000. De Ruyver, B. en De Leenheer, A. (eds.), Antwerpen, Maklu, 1994, 477 p.

De Ruyver, B., "Tien jaar Kappabende. Een verhaal over onmacht van de moderne democratische rechtsstaat", in: De Franse Nedertanden/Les Pays-Bas Français, Jaarboek 1995, Stichting Ons Erfdeel, 1995, 54-74.

De Ruyver, B., "Tussen wet en werkelijkheid. Bespiegelingen over de tuchthandhaving en rechtshandhaving, in: Politie en Gezag. Overheden - Controle - Tucht. Referatenboek, Politeia, Brussel, 1995.

De Ruyver, B. and Van Daele, L., "Résumé : Larges possibilités d'individualisation des sanctions pénales pour la conduite sous influence", dans : Politique pénale en matière de circulation routière. Compte rendu et exposés de la journée d'étude du 3 juin 1994 organisée par l'institut Belge pour la Sécurité Routière, Diegem, Kluwer Editorial, 1995, 135-138.

De Ruyver, B. and Van Daele, L., "Ruime mogelijkheden tot individualisering bij de strafrechtelijke afhandeling van rijden onder invloed, in: Strafrechtelijk beleid inzake verkeer. Verslag en referaten van de studiedag van 3 juni 1994 georganiseerd door het Belgisch Instituut voor verkeersveiligheid, Diegem, Kluwer Editorial, 1995, 117 à 135.

De Ruyver, B. and Vander Beken, T., "De rechtsstaat en de strijd tegen de georganiseerde criminaliteit", Mensenrechten. Jaarboek 1994 van het interuniversitair Centrum Mensenrechten, Antwerpen-Apeldoorn, Maklu, 1995, 185-192.

De Ruyver, B., Bruggeman, W. and Zanders, P. "Structural forms of cross-border crime" in: Changes in society and criminal justice in Europe, volume II: International organized and corporate crime, Fijnaut, C., e.a. (eds.), Antwerpen, Kluwer, 1996, II 17.II 30.

Revue scientifique

"Positie en rol van de forensische psychiatrie, voorwerp van discussie", Excerpta Criminologica, 1980, nr. 2, 1 à 24.

"Een proeve tot situering van de forensische psychiatrie", Socialistische Standpunten, 1981, nr. 5, 303 à 319.

"De alcoholwet Vandervelde in historisch en ideologisch perspectief", Tijdschrift voor Sociale Wetenschappen, 1982, nr. 4, 342 à 369.

De Ruyver, B., en Maes, K., "Waarheen met de drugverslaving? Eskalatie dreigend", Sociaal, 1984, nr. 6, 9 à 12.

"Krachtlijnen in het strafrechtelijk beleid gevoerd onder de socialistische Ministers van Justitie E. Vandervelde, P. Vermeulen en A. Vranckx", Tijdschrift voor Sociale Wetenschappen, 1985, nr. 1, 1 à 23.

"Gemeenschappelijke krachtlijnen in de strafrechtelijke politiek van de socialistische Ministers van Justitie E. Vandervelde, P. Vermeulen en A. Vranckx", Excerpta Criminologica, 1986, nr. 8, 1 à 27.

"Rechten van de psychiatrische patiënt", Nationale Vereniging G.G.Z. en Liga voor Mensenrechten, Gent, 1987, 30 p.

"De stepping-stone theorie, een blijvende controverse", Excerpta Criminologica, 1987, nr. 9, 9 p.

"Een aanzet tot een politiek psychologische benadering van het fenomeen terrorisme", Excerpta Criminologica, 1988, nr. 10, 15 p.

"Druggebruikers in de gevangenis. Het spanningsveld tussen recht en hulpverlening", Panopticon, 1988, 424 à 426.

De Ruyver, B. and Van Remoortel, J., "Collocatie in beweging", Panopticon, 1988, 616 à 617.

"Bottlenecks in the West European action against internationally organised crime. A European version of the war on drugs", *Excerpta Criminologica*, 1989, nr. 11, 20 p.

"Hoe liberaal is het Nederlandse drugbeleid?", *Panopticon*, 1989, nr. 2, 1989, 183 à 184.

"Het Nederlands drugbeleid in Westeuropees perspectief?", *Panopticon*, 1989, nr. 4, 377.

De Ruyver, B., Bracke, P., Coolsaet, M. and Röpcke, N., "Het middelengebruik van de Oostvlaamse jongeren, een realistische benadering", *Excerpta Criminologica*, 1990, nr. 12, 34 p.

"De uitzichtloosheid van de Colombiaanse 'war on drugs'", *Panopticon*, 1990, nr. 2, 186 à 189.

"Oostvlaamse preventieactie gericht op een verantwoord geneesmiddelengebruik bij jongeren", *Panopticon*, 1990, nr. 4, 348 à 349.

"De gedwongen opname in Canada en in de Verenigde Staten", *Panopticon*, 1990, nr. 4, 349 à 352.

De Ruyver, B. and Arteel, P., "De nieuwe kollokatiewet: een behoorlijke regeling van de externe rechtspositie van de gedwongen opgenomen psychiatrische patiënt", *Panopticon*, 1990, nr. 6, 568 à 574.

De Ruyver, B. and Goethals, J., "Internering", *Panopticon*, 1991, nr. 2, 184 à 189.

"Het beheer van de goederen van de geheel of gedeeltelijk onbekwame, een mijlpaal in onze beschermingswetgeving", *Panopticon*, 1991, nr. 6, 614 à 615.

"Opties voor een drugsbeleid", *Fatik*, 1992, nr. 50, 10 à 12.

"Criminaliteit en onveiligheid in een grensregio", *Welzijnswerk Kroniek*, 1992, nr. 157, 14 à 19.

"Schengen en de internationale politifiële samenwerking: khelputen en perspectieven", *Politieblad Limburg*, 1992/1, 42 à 49.

"Alternatieve straffen: zijn er grenzen aan de creativiteit?", *Excerpta Criminologica*, 1993, nr. 15, 1 à 3 1.

"Cross-border crime in Belgium", *European Journal on Criminal Policy and Research*, 1993, nr. 3, 87 à 100.

"Belgian legal policy on money laundering", *The Journal of Asset Protection and Financial Crime*, 1993, nr. 3, 234 à 244.

"De Dienst voor strafrechtelijk beleid, een gemiste kans?", *Panopticon*, 1993, 385 à 389.

"Mega-dancings, house parties ...zijn er grenzen aan de vrijheid?", Politeia, 1993, nr. 5, 8 à 12.

"Mega-dancings, house parties ... y a-t-il des limites à la liberté?", Politeia, 1993, nr. 5, 8 à 12.

De Ruyver, B. and Fijnaut, C., "De restauratie van het recht van onderzoek? Tevreden experten over de Parlementaire Onderzoekscommissie 'Mensenhandel'", Panopticon, 1994, nr. 2, 101 à 111.

"De aktualiteit van het verleden; de historiek van de gerechtelijke politie", Politeia, 1994, nr. 4, 37.

"Eenheidspolitie: tussen logica en werkelijkheid", Politeia, 1995, nr. 2, 8 à 15.

"Police unique : entre logique et réalité", Politeia, 1995, nr. 2, 8 à 15.

"Politie, veiligheid en justitie in het federaal regeringsprogramma", Politeia, 1995, nr. 7, 14 à 16.

"Internationaal Drugsbeleid. De Drugsbestrijdingsplannen van de Verenigde Naties, het Europees Actieplan en het Belgisch Drugsplan: evenveel variaties op eenzelfde thema", Noord-Zuid Cahier, 1995, nr. 3, 17 à 27.

Vermeulen, G., Vanderbeken, T., Zanders, P. and De Ruyver, B. "Internationale samenwerking in strafzaken en rechtsbescherming", Vigiles, tijdschrift voor politierecht, 1995, 1 à 10.

Vermeulen G., Vanderbeken N., Zanders, P. en De Ruyver, B., "La coopération internationale en matière pénale et la protection juridique", Vigiles, revue du droit de police, 1995, 1 à 10.

"Veiligheid on onveiligheid", Viaanderen Morgen, 1995, nr. 5, 7 à 13.

DE SARAM, John

(Sri Lanka)

[Original : anglais]

Études juridiques et carrière professionnelle au Sri Lanka (1948-1958)

Licence en droit de la faculté de droit de l'Université de Ceylan (Sri Lanka),
1948-1951

Maîtrise en droit, Yale Law School, New Haven (Connecticut) (États-Unis),
1951-1952

Law College, Ceylan (Sri Lanka), Examen d'admission au barreau, 1952-1954

Chargé de cours à la faculté de droit de l'Université de Ceylan (Sri Lanka),
1952

Secrétaire privé du Premier Président de la Cour suprême, Ceylan (Sri Lanka),
1952-1953

Chef de cabinet du Premier Président de la Cour suprême exerçant les fonctions
d'Officer Administering the Government" en l'absence du Gouvernement général
(Lord Soulbury), 1952-1953

Stage d'avocat, 1954

Avocat, Cour suprême, Ceylan (Sri Lanka), 1954

A exercé la profession d'avocat (droit civil et droit pénal), à Ceylan
(Sri Lanka), 1953-1958

Membre d'un cabinet d'avocats

Avocat près tribunaux de première instance et cours d'appel

Avocat près tribunaux d'arbitrage et autres tribunaux

Avocat (Inner Temple), Royaume-Uni, 1958

Secrétariat de l'ONU, Bureau des affaires juridiques, New York (1958-1989)

Fonctions

Directeur du Bureau du Conseiller juridique, 1986-1989

Directeur adjoint de la Division de la codification, 1984-1986

Directeur adjoint de la Division des questions juridiques générales (1977-1984)

Juriste hors classe, 1968-1977

/...

Juriste, 1962-1968

Juriste adjoint de 1re classe, 1959-1962

Juriste adjoint de 2e classe, 1958-1959

Fonctions spéciales

1. Secrétaire : (établissement de notes de recherche, d'exposés, de déclarations et de rapports; responsable de questions administratives et de procédures) des organes de l'ONU chargés des questions juridiques, par exemple :

Secrétaire adjoint de la Sixième Commission lors des trente-neuvième et quarantième sessions de l'Assemblée générale

Secrétaire de la Commission de vérification des pouvoirs lors des quarante-deuxième et quarante-troisième sessions de l'Assemblée générale

Secrétaire exécutif adjoint et Secrétaire de la Commission de vérification des pouvoirs lors de la Conférence de Vienne de 1986 sur le droit des traités entre les États et les organisations internationales et entre les organisations internationales

Secrétaire adjoint de la Commission du droit international

Secrétaire du Groupe de planification de la Commission du droit international

Secrétaire adjoint du Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique

Secrétaire des groupes de travail et autres organismes subsidiaires du Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, par exemple groupes de travail, groupes de rédaction et groupes consultatifs chargés des questions suivantes :

Sources d'énergie nucléaires

Satellites de radiodiffusion directe

Télédétection terrestre par satellites

Définition de l'espace extra-atmosphérique et de l'orbite géostationnaire

Projet de traité concernant la Lune et les autres corps célestes

2. Conseiller juridique auprès d'organes délibérants et d'organes du Secrétariat de l'ONU chargés de négocier des accords internationaux, par exemple :

Comités du Conseil économique et social :

Accord instituant l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) en institution spécialisée des Nations Unies

Accord instituant le Fonds international de développement agricole (FIDA) en institution spécialisée des Nations Unies

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), par exemple :

Établissement d'accords types pour la constitution de fonds d'affectation spéciale et autres formes de financement, et échanges de lettres aux fins du développement, de l'assistance opérationnelle et technique dans le cadre des activités du PNUD

Accord de base type en matière d'assistance avec la Chine

Accord de base type en matière d'assistance avec le Pakistan

Accord de base type en matière d'assistance avec la République populaire démocratique de Corée

Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) :

A élaboré les statuts de divers instituts de recherche et de formation créés par la CEA et fourni des avis sur les questions concernant ces statuts, par exemple :

Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est.

Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) :

Questions touchant le mandat des instituts de recherche et de formation créés par la CEPALC, notamment :

L'Institut latino-américain et caraïbe de planification économique et sociale

Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) :

A participé à la rédaction des résolutions et des mandats et règlements intérieurs de la CESAP et de ses organes subsidiaires

A aidé à l'élaboration des statuts et à l'examen d'autres questions touchant :

Le Comité pour la coordination des études sur le bassin inférieur du Mekong

Le Comité pour la coordination et la prospection commune des ressources minérales au large des côtes d'Asie (Asie de l'Est)

Le Comité pour la coordination de la prospection commune des ressources minérales au large des côtes du Pacifique Sud

Un projet de mécanisme de coopération dans le domaine de la prospection conjointe des ressources minérales de l'océan Indien et a aidé à établir un projet de statut

Accord créant le Centre de développement de l'Asie et du Pacifique

Accord relatif à l'Institut de radiotélévision en Asie

A fait partie de l'équipe de juristes chargée d'apporter une assistance technique en ce qui concerne l'élaboration de règles d'arbitrage commercial international et la création d'un centre d'arbitrage

3. Représentant du Bureau des affaires juridiques au sein d'organes du Secrétariat de l'ONU (Siège) :

Comité des réclamations
Comité des marchés
Comité de contrôle du matériel
Autres organes du Secrétariat et groupes et réunions spéciaux

Activités menées au Bureau des affaires juridiques

1. Opinions et avis sur la conformité avec la Charte des Nations Unies ou d'autres instruments.
2. A établi des avis juridiques, des accords et autres instruments, etc., sur les questions soumises au Bureau des affaires juridiques ou le concernant et touchant :
 - a) Les relations de droit public ou de droit privé entre l'ONU ou certaines de ses entités et les gouvernements, les organisations intergouvernementales (institutions spécialisées et autres), les entités non gouvernementales (personnes physiques ou morales);
 - b) Les relations au sein de l'ONU – conformément aux résolutions et statuts, règlements et autres textes administratifs ou techniques; et
 - c) A fourni des conseils et établi des documents présentant les vues de l'ONU sur les relations conventionnelles multilatérales entre les gouvernements dans différents domaines.
3. A rédigé des accords, des arrangements relatifs à des fonds d'affectation spéciale, des contrats concernant des programmes de l'ONU en matière de

développement, d'environnement et d'assistance humanitaire, sociale et technique.

4. A établi, conformément aux résolutions et décisions de l'ONU, des accords bilatéraux ou multilatéraux, des descriptifs de projet pour le compte de l'ONU proprement dite ou d'entités apparentées et a négocié leurs accords de siège respectifs avec les gouvernements hôtes.

5. A aidé à définir le statut et les privilèges, immunités et autres facilités devant être accordés aux bureaux et au personnel de l'ONU dans les pays en vertu de conventions générales ou d'accords spéciaux conclus avec les gouvernements.

6. A élaboré les clauses finales et autres de traités et autres accords intergouvernementaux et fourni des conseils en la matière.

7. Études effectuées :

Dispositions de traités multilatéraux et bilatéraux touchant les utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation

Dispositions des traités multilatéraux et bilatéraux touchant les pays sans littoral

Dispositions d'accords multilatéraux touchant la responsabilité à raison de risques extraordinaires

Accords régissant les relations entre les institutions spécialisées et l'ONU, pour des opérations de secours à des pays sous les auspices de l'ONU

Étude du projet de règlement d'arbitrage en droit commercial international pour adoption par la CESAP

Analyse des débats du Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique consacrés au projet de convention proposés sur la question de la responsabilité internationale pour les dommages causés par les objets lancés dans l'espace

Analyse des débats que la Sixième Commission de l'Assemblée générale a consacrés en 1985 et 1986 aux questions examinées par la Commission du droit international, dont il était chargé pour le compte du Bureau des affaires juridiques (Division de la codification)

Après les activités menées au Bureau des affaires juridiques des Nations Unies (depuis 1989) :

1. Membre de la Commission du droit international

Membre des organes subsidiaires de la Commission : comités de rédaction, groupe de planification, groupes de travail, organes consultatifs

Rapporteur général de la Commission (1993)

/...

A représenté la Commission du droit international au Comité juridique interaméricain de l'Organisation des États américains à Rio de Janeiro en 1995.

2. A représenté Sri Lanka à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies lors des quarante-sixième, quarante-septième, quarante-neuvième et cinquantième sessions

Conseiller personnel spécial du Représentant permanent de Sri Lanka auprès de l'Organisation des Nations Unies pour ce qui concerne les questions de caractère juridique.

3. Membre de l'Association de droit international et membre de l'Équipe (1996) chargée de la codification et du développement progressif du droit international.
4. Consultant pour les questions juridiques auprès de l'Organisation de coopération maritime de l'océan Indien et :

Conseiller juridique du PNUD lors des consultations préparatoires à Djakarta (1989)

Consultations tenues à New York en 1990 sur les aspects du projet d'accord relatifs aux principaux usagers maritimes

Négociation et rédaction des projets d'accord relatifs à une organisation de coopération maritime de l'océan Indien et des résolutions et documents connexes de la Conférence, en vue de la Conférence d'Arusha

Conseiller juridique du PNUD à la Conférence d'Arusha en vue de l'adoption d'un accord de coopération maritime dans l'océan Indien ainsi qu'aux sessions ultérieures des comités permanents et des groupes consultatifs.

5. A participé selon les besoins aux discussions relatives à la création de l'Institut international Bandaranaike de formation d'agents diplomatiques à Colombo.
6. A représenté de façon ponctuelle des organismes sri-lankais.
7. Conseiller juridique spécial de Fauna International (Sri Lanka).
8. Membre du Conseil du droit international de l'environnement; Association de droit international; Liste des médiateurs et arbitres, Centre d'arbitrage (OMPI).

DUGARD, Christopher John Robert

(Afrique du Sud)

[Original : anglais]

Né le 23 août 1936 à Fort Beafort (Afrique du Sud).

Titres universitaires

1956 Licence, Université de Stellenbosch.
1958 Licence en droit, Université de Stellenbosch.
1965 Licence en droit, Cantab.
1965 Diplôme de droit international, Cantab.
1980 Doctorat en droit, Cantab.
1990 Doctorat en droit (honoris causa), Université du Natal.
1996 Doctorat en droit (honoris causa), Université du Cap.

Fonctions universitaires

Afrique du Sud

1961-1963 Chargé de cours de droit, Université du Natal, Durban.
1965-1969 Maître de conférences en droit, Université de Witwatersrand.
Depuis 1969 Professeur de droit, Université de Witwatersrand.
1978-1990 Directeur et fondateur du Centre d'études juridiques
appliquées, Université de Witwatersrand.

Royaume-Uni, États-Unis et Australie

1964-1965 Assistant en droit néerlandais d'inspiration romaine,
Université de Cambridge.
1969 Professeur invité de droit public et international, Woodrow
Wilson School of Public and International Affairs, Université
de Princeton (a donné un cours de droit civil comparé).
1974-1975 Professeur invité de droit, Duke University (a donné des cours
de doctrine, de droit international et de droit pénal).
1981 Professeur invité de droit, Université de Californie, Berkeley
(Boalt Hall) (a donné un cours sur la protection
internationale des droits de l'homme).
1985 Membre associé, Centre de recherche sur le droit
international, Université de Cambridge.

/...

- 1989 Professeur invité de droit, University of Pennsylvania (a donné des cours de droit international, notamment appliqué aux droits de l'homme).
- 1991 Professeur invité de droit, Université de la Nouvelle-Galles du Sud (Australie) (a donné un cours de droit international).
- 1995-1996 Professeur de droit invité dans le cadre du programme Arthur Goodhart, Université de Cambridge.
- 1995-juin 1997 Directeur du Centre de recherche sur le droit international, Université de Cambridge.

Qualifications et expérience professionnelles

- 1959 Admis au barreau de la Cour suprême d'Afrique du Sud.
- 1961-1963 Avocat à Durban.
- Depuis 1963 Consultant et avocat à temps partiel principalement dans les domaines du droit international et du droit constitutionnel (voir annexe B plus loin).

Observateur international des droits de l'homme

Observateur au nom d'Amnesty International

- 1974 L'affaire des "Trois de Charlotte" (procès de trois militants noirs), en Caroline du Nord.
- 1981 Procès ayant trait aux aveux forcés d'un membre de l'IRA détenu en régime solitaire, Belfast (R. c. Culbert).
- 1983 Procès d'Orton et Vera Chirwa au Malawi.

Institut sud-africain des relations interraciales

- 1978-1980 Président

Institut sud-africain des affaires internationales

Membre de l'Institut des affaires internationales (10 ans).

Section sud-africaine de l'Association de droit international

- 1993-1995 Président

Organismes internationaux de droit

- 1973-1975 Société américaine de droit international : Comité d'étude sur la protection internationale des droits de l'homme.

- 1974-1984 Association de droit international : Comité sur le terrorisme international.
- 1985-1988 Association de droit international : Comité sur l'extradition des délinquants politiques.
- Depuis 1992 Association de droit international : Comité sur l'extradition et les droits de l'homme. Corapporteur.
- Depuis 1996 Élu membre associé de l'Institut de droit international.

Subventions d'études et de voyage

- 1963-1965 Bourse du British Council pour étudier à l'Université de Cambridge.
- 1970 Programme d'échange de cadres États-Unis-Afrique du Sud : bourse de voyage pour visiter les États-Unis pendant trois mois.
- 1978 Programme de voyage d'études pour étrangers du Gouvernement des États-Unis.
- 1979 Bourse de voyage de deux mois du British Council.
- 1984 Bourse du Conseil de recherche sur les sciences humaines pour visiter Israël en vue d'étudier la position israélienne face au droit international.

Consultant

- 1992 Consultant auprès de Friends Legal Service sur l'avenir du Bureau d'aide judiciaire des Quakers dans Jérusalem-Est.

Négociations relatives à la Constitution

- 1993 Membre du Comité technique sur l'abolition des lois discriminatoires et répressives, World Trade Centre, Kempton Park.
- 1995 Membre du Comité technique chargé d'élaborer la Déclaration des droits de la Constitution sud-africaine (confiée au quatrième Comité de l'Assemblée constituante).

Prix

- 1991 Prix des Fondations Claude Harris Leon et Percy Fox, décerné en 1991 pour ses travaux en faveur des relations intercommunautaires, avec la mention suivante :
- "Ce prix est décerné à M. John Dugard pour son attachement aux libertés civiles et au droit en général en Afrique du Sud. En

tant que Directeur du Centre d'études juridiques appliquées qu'il a contribué pour beaucoup à créer, il a oeuvré avec courage au démantèlement de la structure juridique de l'apartheid par l'éducation du public, par des travaux de recherche et par des procès entamés dans l'intérêt général."

(Au nombre des autres lauréats du prix figure l'archevêque Desmond Tutu (1992).)

Annexe A : Publications

Ouvrages

The South West African/Namibia dispute, University of California Press, 1973, p. 585.

Introduction to Criminal Procedure. Juta and Co. Ltd., 1977, p. 327.

Human Rights and the South African Legal Order. Princeton University Press, 1978, p. 470.

Recognition and the United Nations. Grotius Publications, 1987, p. 192.

The Last Years of Apartheid. Civil Liberties in South Africa (en collaboration avec N. Haysom et G. Marcus) South Africa Update Series. Ford Foundation – Foreign Policy Association, 1992, p. 254.

International Law – A South African Perspective. Juta and Co. Ltd., 1994, p. 372.

Rights and Constitutionalism. The new South African Legal Order (en collaboration avec Van Wyk, De Villiers et Davis, 1995).

Rédaction

Depuis 1985 Corédacteur, South African Journal on Human Rights.

Depuis 1976 Comité de rédaction, Annual Survey of South African Law.

1979 Comité consultatif de rédaction, The International Lawyer (publication trimestrielle de la Section de droit international de l'Association du barreau américain).

Depuis 1984 Rédacteur (correspondant du South Africa International Legal Materials publié par la Société américaine de droit international).

Depuis 1992 Comité de rédaction, South Africa Yearbook of International Law.

Publications de droit international

Articles dans des revues spécialisées

"Objections to the Revision of the 1962 Judgment of the International Court of Justice in the South West Africa Cases", (1965) 82 South African Law Journal, p. 178 à 191.

"The Legal Effect of United Nations Resolutions on Apartheid", 1966.

"South West Africa Cases, Second Phase, 1966", (1966) 83 South African Law Journal, p. 429 à 460.

The Organization of African Unity and Colonialism: An Enquiry into the Plea of Self-Defence as a Justification for the Use of Force in the Eradication of Colonialism", (1967) 16 International and Comparative Law Quarterly, p. 157 à 190.

"The Revocation of the Mandate for South West Africa", (1968) 62 American Journal of International Law, p. 78 à 97.

"The Simonstown Agreement: South Africa, Britain and the United Nations", (1968) 85 South African Law Journal, p. 142 à 156.

"South West Africa and the Supremacy of the South African Parliament", (1969) 86 South African Law Journal, p. 194 à 201.

"South West Africa and the 'Terrorist Trial'", (1970) 64 American Journal of International Law, p. 19 à 41.

"Naciones Unidas, derechos humanos y el 'apartheid'", (1970) 11 Foro International (Mexico), p. 286 à 307.

"The Opinion on South West Africa (Namibia): The Teleologist Triumph", (1971) 88 South African Law Journal, p. 460 à 477.

"Namibia (South West Africa): The Court's Opinion, South Africa's Response and Prospects for the Future", (1972) 11 Columbia Journal of International Law, p. 14 à 49.

"International Terrorism: Problems of Definition", (1974) 50 International Affairs, p. 67 à 81.

"Towards the Definition of International Terrorism" 1973 Proceedings of the American Society of International Law, p. 94 à 100.

"The Nuclear Tests Cases and the South West Africa", (1976) 16 Virginia Journal of International Law, p. 463 à 504.

"SWAPO: The Jus ad Bellum and the Jus in Bello", (1976) 93 South African Law Journal, p. 144 à 158.

"International Terrorism and the Just War", (1977) 2 Stanford Journal of International Studies, p. 21 à 37.

"South Africa's 'Independent' Homelands: An Exercise in Denationalization", (1980) 10 Denver Journal of International Law and Policy, p. 11 à 36.

"Silence is Not Golden", (1982) 46 Foreign Policy, (Washington, DC), p. 37 à 48.

"Grotius, the Jurist and International Lawyer: Four hundred years on", (1983) 100 South African Law Journal, p. 213 à 220.

"The Application of Customary International Law Affecting Human Rights", (1982) Proceedings of the American Society of International Law, p. 245 à 251.

"The Denationalization of Black South Africa in Pursuance of Apartheid", (1984) 33 International Commission of Jurists Review, p. 49 à 60.

"Israel and the International Community: The Legal Debate", (1984) 10 South African Yearbook on International Law, p. 35 à 55.

"The Conflict between International Law and South African Law: Another Decisive Factor in South African Society", (1986) 2 South African Journal on Human Rights, p. 1 à 28.

"Permissible Measures and Obligations for Outside States and Internal Peoples Towards Minority Rule in South Africa", (1986) Proceedings of the American Society of International Law, p. 314 à 317.

"Human Rights, Humanitarian Law and the South African Conflict", (1988) 2 Harvard Human Rights Yearbook, p. 101 à 110.

Walvis Bay: Review Article of Lynn Berat Walvis Bay, (1991) 108 South African Law Journal, p. 82 à 92.

"The Role of Sanctions and International Law in Liberation Struggles", (1991) 18 Social Justice (USA) approx. 10 pages.

"Secession: Is the Case of Yugoslavia a Precedent for Africa?", (1993) 5 African Journal of International and Comparative Law, p. 63 à 75.

Documents on International Law (co-edited with P. Mtshaulana and N. Botha, 1996).

"The Role of International Law in Interpreting the Bill of Rights", (1994) 11 South African Journal on Human Rights, p. 241 à 251.

Brefs commentaires dans des revues spécialisées

"Succession to Federal Treaties on the Dissolution of a Federation", (1965) 82 South African Law Journal, p. 430 à 437.

"Consular Immunity", (1966) 83 South African Law Journal, p. 126 à 132.

"Succession to Federal Treaties Revisited", (1967) 84 South African Law Journal, p. 250 à 254.

"The Treaty-making Process", (1968) 85 South African Law Journal, p. 1 à 4.

"The Extradition Agreement between South Africa and Swaziland", (1969) 86 South African Law Journal, p. 88 à 92.

"International Law is Part of our Law", (1971) 88 South African Law Journal p. 13 à 15.

"Rhodesia. Does South Africa Recognize it as an Independent State?", (1977) 94 South African Law Journal, p. 127 à 130.

"International Law in South Africa: The Restrictive Approach to Sovereign Immunity Approved", (1980) 97 South African Law Journal, p. 357 à 363.

"South African Report" International Practitioner's Notebook (No 14, avril 1981).

"Jurisdiction over Persons on Board an Aircraft Landing in Distress", (1981) 30 International and Comparative Law Quarterly, p. 901 à 905.

"Denationalization: Apartheid's Ultimate Plan", (1983) 28 Africa Report (African American Institute, New York), p. 43 à 46.

"Educating South Africans for an Independent Namibia", (1985) 15 South Africa International, p. 129 à 132.

"The Revocation of the Mandate for Namibia Revisited", (1985) 1 South African Journal on Human Rights, p. 154 à 159.

Chapitres dans des livres et monographies

"Legal Aspects of Investment in Namibia" [Study Project on External Investment in South Africa and Namibia (South West Africa)]. By Roger Murray, Jo Morris, John Dugard and Neville Rubin. African Publishers Trust, London, 1974, p. 184 à 216.

South West Africa and the International Court, Two Viewpoints on the 1971 Opinion. By John Dugard and E. M. Grosskopf, South African Institute of International Affairs, Johannesburg, 1974, p. 16 à 29.

Namibia and Human Rights. South African Institute of International Affairs, Johannesburg, 1976, 19 pages.

Independent Homelands. Failure of a Fiction. South African Institute of Race Relations, 1979, p. 19.

"The 'Purist' Legal Method, International Law and Sovereign Immunity" dans J. C. Noster, 'n Fees Bundel (edited by J. J. Gauntlett) Butterworths, 1979, p. 36 à 52.

"A Satellite Arrangement?" dans The Constellation of States (edited by W. Breytenbach). South African Foundation, 1980, p. 30 à 32.

"International Terrorism and the Just War" dans The Morality of Terrorism, 2e éd. (Columbia University Press, 1989), edited by David Rapoport and Yoram Alexander, p. 77 à 98.

"International Human Rights Norms in Domestic Courts. Can South Africa learn from Britain and the United States?" Fiat Justitia, Essays in Memory of Oliver Deneys Schreiner (edited by Ellison Kahn), 1983, p. 221 à 243.

The Denationalization of Black South Africans in Pursuance of Apartheid: a question for the International Court of Justice? Occasional Paper No 8, Centre for Applied Legal Studies, University of the Witwatersrand, p. 14, Johannesburg, août 1984.

"The Responsibility of the Legal Profession" dans Maxwell Cohen QC and Margaret E. Gouin (eds) Lawyers and the Nuclear Debate (University of Ottawa Press, 1988), p. 296 à 307.

"Sanctions against South Africa: An International Law Perspective" dans Sanctions against Apartheid (ed. M. Orkin), 1989, p. 113 à 122.

"The Place of Public International Law in South African Law", dans Essays in Honour of Ellison Kahn (ed. C. Visser, 1989), p. 108 à 131.

"Enforcement of Human Rights in the West Bank and the Gaza Strip" dans International Law and the Administration of Occupied Territories (ed. E. Playfair) (Oxford, Clarendon Press, 1992), p. 461 à 487.

"The Treatment of Rebels in Conflicts of a Disputed Character: The Anglo-Boer War and the 'ANC-Boer War' Compared" dans Humanitarian Law of Armed Conflict. Challenge Ahead. Essays in Honour of Fritz Kalshoven (A. J. M. Delissen and G. J. Tanya (eds) Martinus Nijhoff. Publishers, 1991, p. 447 à 463.

"Apartheid: A Case Study in the Response of the International Community to Gross Violations of Human Rights" dans International Human Rights Law, Theory and Practice. [I. Cotler and P. Eliadis (eds)], Canadian Human Rights Foundation, 1992, p. 301 à 332.

"The Influence of Apartheid on the Development of United Nations Law Governing the Protection of Minorities" dans Ethnic Conflict and the United Nations Human Rights System (H. Steiner, Harvard ed.) (in press).

Annual Survey of South African Law

Articles sur l'évolution du droit public international publiés dans la publication ci-dessus chaque année depuis 1965.

Annexe B

Le professeur Dugard a été invité à présenter un exposé ou à participer aux conférences ci-après tenues à l'étranger :

- 1973 Réunion annuelle de la Société américaine de droit international, Washington DC (exposé sur la proscription du terrorisme international).
- 1974 Comité des droits de l'homme, Société américaine de droit international, Wingspread (Wisconsin) (a participé au Séminaire).
- 1974 Association de droit international, Section américaine, New York (animateur).
- 1976 La Namibie et les droits de l'homme, Commission internationale de juristes, Dakar (participant).
- 1976 Association de droit international, Madrid (a été membre du Comité).
- 1978 "The International Legal Effects of South Africa's System of Apartheid", barreau de New York (a fait un exposé).
- 1980 Colloque sur le droit et la liberté à la mémoire de Charles Hamilton Houston, Amherst College (Massachusetts) (a fait un exposé sur les échecs du positivisme en droit).
- 1982 Association de droit international, réunion sur le terrorisme international, Lexington (Virginie) (participant).
- 1982 Allard K. Lowenstein Symposium on International Human Rights Law, Yale Law School, 1982 (animateur).
- 1982 Séminaire sur le thème Justice et société; Aspen Institute for Humanistic Studies, Aspen (participant).
- 1982 Séminaire sur le thème Tradition et modernité, Aspen. Institute for Humanistic Studies, Jérusalem.
- 1983 Réunion annuelle de l'Institut afro-américain, Harare (animateur).
- 1983 Réunion de l'Association de droit international sur le terrorisme international, Fletcher School of Law and Diplomacy, Tufts University (Boston) (participant).

- 1983 "United States Foreign Policy: Adjusting to Change in the Third World". Aspen Institute for Humanistic Studies, Wingspread (Wisconsin) (participant).
- 1984 "Recent Developments in South Africa", Commission d'étude sur la politique américaine à l'égard de l'Afrique du Sud, New York (exposé sur la Constitution sud-africaine).
- 1985 "Recent Political and Constitutional Developments in South Africa", Séminaire de la Fondation Ford, Washington DC.
- 1985 "Role of the Judiciary in South Africa", Séminaire de l'Association du barreau américain sur les aspects juridiques de l'apartheid, Washington DC.
- 1985 "The Role of the International Court in the Elimination of Apartheid", Table ronde à l'intention des médias financée par l'Organisation des Nations Unies, La Haye.
- 1986 Réunion annuelle de la Société américaine de droit international, Washington (exposé sur le thème "Permissible Measures and Obligations of Outside States towards Minority Rule in South Africa").
- 1986 Réunion de l'Association de droit international sur la non-extradition des délinquants politiques et le terrorisme international. Fletcher School of Law and Diplomacy, Tufts University, tenue à Boston.
- 1987 Colloque sur le thème "Judiciary in a Time of National Crisis", Washington and Lee School of Law (a fait un exposé).
- 1987 Conférence sur les armes nucléaires et le droit, Ottawa (a fait un exposé sur le thème "The Responsibility of the Legal Profession").
- 1987 Conférence sur les sanctions tenue à Gaborone (a fait un exposé sur les aspects juridiques des sanctions contre l'Afrique du Sud).
- 1987 Réunion du Comité de l'Association de droit international sur les problèmes de l'extradition dans les cas d'actes de terrorisme, tenue à Heidelberg (Allemagne) (membre du Comité, élaboration du rapport du Comité à la séance plénière de l'Association de droit international tenue à Varsovie en août 1988).
- 1987 Conférence sur l'enseignement du droit pénal international sous les auspices de l'Institut supérieur international des sciences criminelles, tenue à Syracuse (Italie) (a fait un exposé sur l'enseignement du droit pénal international dans le cadre du droit international et du droit relatif aux droits de l'homme).
- 1988 Conférence sur le thème "Law of Military Operation" tenue à Jérusalem sous les auspices de Al Haq (la loi au service de

- l'humanité), a fait un exposé sur le respect des droits de l'homme en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.
- 1989 Réunion annuelle de la Société américaine de droit international, tenue à Chicago (a fait un exposé sur les perspectives de paix en Afrique du Sud).
- 1989 Conférence sur les conflits ethniques, les droits de l'homme et le système des Nations Unies tenue à Oxford, organisée par Harvard Law School Human Rights Program et par l'International Centre for Ethnic Studies (Sri Lanka). Exposé sur l'incidence de l'apartheid sur la protection des minorités.
- 1989 Conférence sur le thème "South Africa and the Rule of Law", Nuneham Park, Oxford (participant).
- 1992 Association de droit international, Le Caire (a fait une intervention sur les problèmes de la succession et de la sécession)
- 1992 Association internationale de droit pénal, Helsinki. Atelier sur l'extradition et les droits de l'homme
- 1992 Academia Internacional Liberdade Desenvolvimento, Sintra (Portugal). Conférence sur les politiques internationales dans le domaine des droits de l'homme pendant la prochaine décennie; Conférence mondiale sur les droits de l'homme de 1993. A fait un exposé sur l'autodétermination, l'intégrité territoriale et la sécession. L'incidence de la dissolution de la Yougoslavie sur les droits de l'homme.
- 1993 Société africaine de droit international et comparé : cinquième Conférence annuelle, Accra. A fait un exposé sur le thème "South Africa's Return to the International Community and International Law".
- 1994 Association de droit international. Atelier sur l'extradition et les droits de l'homme, Bellagio (Italie).
- 1994 Association de droit international, Buenos Aires, présentation du rapport du Comité sur l'extradition et les droits de l'homme.
- 1994 Institut supérieur international des sciences criminelles, Conférence sur la justice pénale internationale. Membre du jury sur l'impunité, Syracuse (Italie).
- 1995 Société africaine de droit international et comparé, septième Conférence annuelle, Rustenberg. Membre du groupe chargé d'étudier les activités de maintien de la paix des Nations Unies.

- 1995 Institut supérieur international des sciences criminelles,
Conférence sur la justice pénale internationale. Membre du groupe
chargé d'étudier la possibilité de mettre en place un tribunal pénal
international.
- 1996 Association de droit international. Atelier sur l'extradition et
les droits de l'homme, Bellagio (Italie).

ECONOMIDES, Constantin

(Grèce)

[Original : français]

Né à Samos (Grèce) le 4 décembre 1932.

Marié.

Formation universitaire

Licencié de la faculté de droit et des sciences politiques de l'Université de Strasbourg (1954).

Diplômé du Centre des hautes études européennes de Strasbourg (1955).

Docteur en droit des facultés de droit des universités de Strasbourg (1956) et d'Athènes (1975).

Assistant auprès de la Chaire de droit international public à la faculté de droit de l'Université d'Athènes (1960-1967).

Activités actuelles

Membre depuis 1960 du Département juridique du Ministère des affaires étrangères et Directeur de ce département de 1979 à 1995.

Professeur associé de droit international à l'Université des sciences sociales et politiques Pantios depuis 1986 et professeur titulaire depuis 1991.

Membre depuis 1991 du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT).

Membre depuis 1990 et actuellement Vice-Président de la Commission de Venise pour la démocratie par le droit.

Négociations bilatérales

Membre de la délégation grecque, en tant que conseiller juridique, aux négociations avec : la Tchécoslovaquie (conclusion de trois accords, 1964), la Roumanie (conclusion de neuf accords, 1966), la Yougoslavie (conclusion de l'Arrangement relatif au transit des marchandises yougoslaves par le port de Thessalonique, 1974-1975), les États-Unis (régime juridique des forces armées et des bases américaines en Grèce, 1975-1976), la Turquie (délimitation du plateau continental de la mer Égée, 1976-1979) et négociations au niveau des ministres des affaires étrangères et des premiers ministres, 1988), l'Italie (conclusion de l'Accord de délimitation du plateau continental de la Mer Ionienne, 1977), la Roumanie (conclusion d'un accord d'entraide judiciaire et d'une Convention consulaire, 1972), la Bulgarie (conclusion d'une Convention consulaire, 1973 et d'un Accord d'entraide judiciaire, 1976), la Yougoslavie (conclusion d'une Convention consulaire, 1973).

/...

Chef de la délégation grecque aux négociations avec la Pologne (1976), la Hongrie (1977), l'Union soviétique (1978), la Tchécoslovaquie (1980), la République démocratique allemande (1982) et la Tunisie (1995) pour la conclusion de Conventions consulaires.

Chef de la délégation grecque aux négociations avec la Pologne (1978), la Hongrie (1979), la Tchécoslovaquie (1980), l'Union soviétique (1981), la République arabe syrienne (1981), la République démocratique allemande (1984), l'Égypte (1986), le Maroc (1988), la Tunisie (1993), la Chine (1993), pour la conclusion d'Accords d'entraide judiciaire.

Chef de la délégation grecque aux négociations avec l'Égypte (1986), la Hongrie (1987) et le Maroc (1988), pour l'établissement d'accords sur le transfèrement de détenus.

Chef de la délégation grecque aux négociations avec l'Allemagne (1992), la Croatie (1993), la Slovénie (1994), la République tchèque (1994), la Fédération de Russie (1994), la Slovaquie (1995), sur le régime conventionnel entre la Grèce et les pays précités, à la suite de successions d'États.

Chef de la délégation grecque aux négociations avec la Bulgarie pour l'élaboration d'un accord concernant l'utilisation des eaux du fleuve Nestos (1994).

Organisations et conférences internationales

Membre depuis 1962, de divers comités d'experts du Conseil de l'Europe : fonctions consulaires, immunité des États, assistance judiciaire en matière administrative, asile territorial et réfugiés, extension des droits de l'homme, coopération juridique, droit international public, protection des minorités.

Représentant de la Grèce à la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée de l'Organisation de l'aviation civile internationale et à la Conférence internationale pour la sécurité de l'aviation civile internationale (Rome, 1973).

Président du Comité d'experts du Conseil de l'Europe pour l'examen du projet de la Commission du droit international sur les clauses de la nation la plus favorisée (1979).

Représentant de la Grèce au Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du renforcement du rôle de l'Organisation (1979-1981).

Membre de la délégation grecque à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1980-1981).

Représentant de la Grèce aux Conférences des Nations Unies pour : La succession d'États en matière de traités; La succession d'États en matière de créances, dettes et archives (1983); Le droit des traités entre États et organisations internationales ou entre organisations internationales (1986).

Président du Comité d'experts du Conseil de l'Europe pour le droit international public (1982-1984).

Représentant de la Grèce depuis 1977 jusqu'à ce jour, à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Secrétaire exécutif de la Réunion d'experts de la CSCE concernant le règlement pacifique des différends internationaux (Athènes, 1984).

Président du Comité directeur de coopération juridique du Conseil de l'Europe (1985-1986).

Représentant de la Grèce au Comité préparatoire et au Comité juridique de l'Organisation de l'aviation civile internationale pour l'élaboration d'un texte conventionnel pour la protection des aéroports contre les actes terroristes (1987).

Représentant de la Grèce au Comité préparatoire pour la répression des actes illicites dirigés contre la navigation maritime (1987).

Membre de la délégation grecque à la troisième réunion de la Conférence sur la dimension humaine de la CSCE (1991).

Chef de la délégation grecque à la réunion de la CSCE à La Valette pour le règlement des différends (1991), au séminaire de la CSCE pour les institutions démocratiques (1991) et à la Conférence de la CSCE pour l'élaboration d'une convention de conciliation et d'arbitrage (1992).

Membre de la délégation grecque qui a participé à la procédure de médiation sous les auspices des Nations Unies par le règlement du différend portant sur le nom de l'ex-République yougoslave de Macédoine (1994).

Instances juridictionnelles

Membre de la délégation grecque devant la Cour internationale de Justice dans l'affaire du plateau continental de la mer Égée (mesures conservatoires, 1976) et agent et conseil de la Grèce pour la même affaire (compétence, 1978).

Membre de la Cour permanente d'arbitrage depuis 1979.

Membre, depuis 1991, du Mécanisme de la CSCE (La Valette) pour le règlement des différends.

Membre de la Commission de l'UNESCO pour les conventions et les recommandations (1985-1986).

Agent du Gouvernement grec devant la Commission et la Cour pour les droits de l'homme du Conseil de l'Europe (1989-1991).

Publications principales

Ouvrages

La question chypriote et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (th. ron) Strasbourg, 1953.

Le pouvoir de décision des organisations internationales européennes, A.W. Sythoff – Leyde 1964.

L'inviolabilité et l'immunité de juridiction des agents diplomatiques et consulaires [analyse des Conventions de Vienne de 1961 et de 1963, Athènes, 1975 (en grec)].

Droit international public (la théorie des sources), oeuvre collective : Kloannou – C. Economidès – Ch. Rozakis – A. Fatouros, Athènes, 1988 (en grec).

Le régime juridique des îles grecques de l'Égée (réponse à l'étude de H. Pazarci), Athènes, 1989 (en grec).

Cours de droit international public, deuxième édition, Athènes, 1990 (en grec).

Introduction au droit diplomatique et consulaire, Athènes, 1991 (en grec).

Articles et essais

Systemes et limites de la responsabilité en droit aérien, national et international R.H.D.I., 1959.

Le statut international de l'Antarctique résultant du traité du 1er décembre 1959, R.H.D.I., 1962.

Les amendements à la Convention relative à l'Organisation maritime consultative intergouvernementale et leur introduction dans l'ordre juridique grec, R.H.D.I., 1968.

Nature juridique des actes des organisations internationales et leurs effets en droit interne, R.H.D.I., 1970.

L'Arrangement gréco-yougoslave du 3 février 1975 relatif au transit des marchandises yougoslaves par la zone franche du port de Thessaloniki, R.H.D.I., 1975.

La révision de la Charte des Nations Unies (état actuel de la question), R.H.D.I., 1977.

La prétendue obligation de démilitarisation de l'île de Lemnos, R.H.D.I., 1981.

Nouveaux éléments concernant l'île de Lemnos : un problème totalement artificiel, R.H.D.I., 1984.

La Déclaration de Manille sur le Règlement pacifique des différends internationaux, Annuaire français de droit international, 1982.

The contiguous zone, today and tomorrow, the New Law of the Sea, (C. Rozakis, C. Stefanou ed.), North Holland, 1983.

Principales réglementations du nouveau droit de la mer, Droit international et politique étrangère, 1985 (en grec).

Consular Relations, consular treaties, consuls dans Encyclopedia of Public International Law, édition de Max Planck Institut, sous la direction du professeur Bernhardt, tome 9, 1986.

La Convention de Montreux de 1936 pour les détroits, dans l'ouvrage Force et autorité des traités (éd. de la Fondation hellénique de politique étrangère et de défense nationale), Athènes, 1987 (en grec).

Les actes institutionnels internationaux et les sources du droit international, Annuaire français de droit international, 1988.

La levée de l'état de guerre avec l'Albanie - Droit international et politique étrangère, 1988 (en grec).

Le mont Athos et le droit international - Institute for Balkan Studies, Thessaloniki, 1993.

Les raisons qui ont imposé la conclusion des deux protocoles additionnels de 1977 pour le droit international humanitaire, dans Nouveau droit international humanitaire des conflits armés (éd. St. Perakis), Athènes, 1989 (en grec).

Le droit de recours individuel : moyen de renforcement de la démocratie dans Démocratie et droits de l'homme, Conseil de l'Europe (éd. M.P. Engels), Strasbourg, 1990.

États de droit et tribunaux indépendants, R.H.D.I., 1991.

Les rapports entre le droit international et le droit interne, Collection Science et technique de la démocratie, Conseil de l'Europe, 1993.

Séminaires et sociétés scientifiques

Participation à un grand nombre de séminaires portant sur des questions de droit international et de politique étrangère, tant en Grèce qu'à l'étranger.

Membre du Comité de direction de l'Institut hellénique de droit international et étranger et membre du Comité de rédaction de la Revue hellénique de droit international (R.H.D.I.).

Membre de la branche grecque de l'Association du droit international.

Membre de l'American Society of International Law.

Membre du Comité grec pour le droit international privé.

Membre de la société grecque de droit international et des relations internationales.

ELARABY, Nabil

(Égypte)

[Original : anglais]

Date de naissance : 15 mars 1935.

Marié, trois enfants.

Fonctions actuelles

Représentant permanent de l'Égypte auprès de l'ONU à New York, depuis septembre 1991.

Représentant de l'Égypte au Conseil de sécurité depuis janvier 1996.

Membre de la Commission du droit international.

Fonctions antérieures

Représentant permanent de l'Égypte auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, 1987-1991.

Conseiller juridique et Directeur du Département des questions juridiques et des traités au Ministère des affaires étrangères, Le Caire, 1976-1978 et 1983-1987.

Ambassadeur d'Égypte en Inde, 1981-1983.

Ambassadeur, Représentant permanent adjoint de l'Égypte auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, 1978-1981.

A présidé les organes de l'ONU ci-après :

Président de la Première Commission (politique) de l'Assemblée générale (quarante-septième session)

Président du Groupe de travail sur l'Agenda pour la paix, 1992-1996.

Président du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation.

Président du Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales.

Président du Groupe de travail créé par l'OACI en 1984 à l'effet de modifier la Convention de Chicago de 1944.

Conseiller juridique de la délégation égyptienne à la Conférence des Nations Unies sur la paix au Moyen-Orient, Genève, 1973-1975.

/...

Agent du Gouvernement égyptien auprès du Tribunal d'arbitrage égypto-israélien (différend de Taba).

Nommé arbitre en novembre 1989 par la Cour internationale d'arbitrage de la CCI à Paris dans un différend concernant le canal de Suez.

Nommé juge en décembre 1991 au Tribunal judiciaire de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).

Diplômes universitaires

Licence en droit, faculté de droit de l'Université du Caire.

Maîtrise en droit international, faculté de droit de l'Université de New York.

Doctorat en droit, faculté de droit de l'Université de New York.

Communications présentées lors de réunions de caractère juridique organisées par les institutions ci-après : Académie de droit international de La Haye, Université Columbia, Université de New York, Duke University, Université de Yale, Université de Pennsylvanie, Université de Houston, Société égyptienne de droit international, American Society of International Law, Institut hellénique de droit international et Académie internationale de la paix à New York et à Vienne.

Membre du Conseil d'administration de la Société égyptienne de droit international.

Membre de l'American Society of International Law.

Membre de l'Association du droit international (Amérique).

Boursier (Adlai Stevenson) en droit international, Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), 1968.

Associé spécial (droit international) UNITAR, 1973.

Publications

A publié plusieurs articles portant sur divers aspects du droit international, qui sont parus notamment dans les publications suivantes : Duke University Journal of International Law and Problems, 1968; New York University Journal of International Law and Politics, 1969; Annual Proceedings of the American Society of International Law, 1980, 1984 et 1993.

A fourni des contributions aux publications ci-après :

UN Security Council Resolution 242, The Building Block of Peacemaking, monographie du Washington Institute (Washington Institute for Near East Policy, 1993).

Practical problems with Multilateral Arms Control, The International Law of Arms Control and Treaties, Disarmament (1991).

Peace-keeping: Appraisal and Proposals (Académie internationale de la paix, 1988).

The United Nations and the Maintenance of International Peace and Security (Université Columbia, 1987).

The Adaptation of Structures and Methods at the United Nations (Académie de droit international de La Haye, 1986).

Towards a New International Legal Order (Université d'Uppsala et UNITAR, 1981).

The Arab-Israeli Conflict (American Society of International Law, 1971).

The Middle East Crisis: Test of International Law (Dobbs Ferry, N.Y., Ocean Publications, 1969).

Perspectives on International Law: Preventive Diplomacy, Peacemaking and Peace-keeping in the context of International Law.

The United Nations at Age 50: A Legal Perspective. Some Reflections on Disarmament (publié par Kluwer Law International).

FERRARI BRAVO, Luigi

(Italie)

[Original : anglais]

Né à Naples le 5 août 1933.

Juge à la Cour internationale de Justice.

Docteur en droit, magna cum laude, Université de Naples, 1956.

Expérience universitaire

- 1956-1961 Maître de conférences (droit international) à l'Université de Naples.
- 1961 "Libero docente" en droit international public et privé.
- 1961-1965 Chargé de cours (organisations internationales) à l'Université de Bari.
- 1965-1968 Chargé de cours (droit international) à l'Université de Bari.
- 1962-1968 Chargé de cours (droit international) à l'Istituto Universitario Orientale de Naples.
- 1968-1974 Professeur titulaire de droit international à la faculté de droit de l'Université de Bari; Directeur de l'Institut de droit international de cette faculté.
- 1974-1979 Professeur titulaire (organisations internationales) à l'Istituto Universitario Orientale de Naples.
- 1975-1976 Doyen de la faculté de sciences politiques de l'Istituto Universitario Orientale de Naples.
- 1965-1979 Professeur de droit communautaire à l'École supérieure d'administration publique (Rome); professeur titulaire à compter de 1975.
- 1979-1982 Professeur titulaire de droit communautaire à la faculté de sciences politiques de l'Université de Rome.
- 1982-1991 Professeur titulaire de droit international public à la même faculté.
- Depuis 1991 Professeur titulaire de droit communautaire à la faculté de droit de l'Université de Rome

Affiliations et nominations universitaires et scientifiques

En 1971, a enseigné le droit international à l'Université nationale de Somalie (Mogadishu).

En 1975 et en 1982, a enseigné à l'Académie de droit international de La Haye.

À plusieurs reprises, a enseigné le droit international à l'Institut diplomatique du Ministère italien des affaires étrangères.

Coordonnateur (1965-1981) du Groupe de recherche établi par le Conseil national de recherche (SIOI-Ministère des affaires étrangères) pour la publication du recueil "Il contributo dell'Italia alla formazione delle consuetudini internazionali" (La contribution de l'Italie à la formation des coutumes internationales), sept tomes déjà parus.

Membre du Comité de rédaction des Commentaires au Traité portant création de la CEE et au Traité portant création de la CECA (ed. Giuffrè, Milan, 1965 et 1970).

Membre du Comité de rédaction des Cahiers de droit européen (Bruxelles).

Membre du Comité scientifique de la Rivista di diritto internazionale (Rome).

Directeur de l'Italian Yearbook of International Law.

Membre du Comité de rédaction du German Yearbook of International Law.

Rédacteur en chef de La Comunità Internazionale.

Membre du Conseil d'administration et Secrétaire général de la SIOI.

Membre de l'Institut de droit international.

Membre de l'International Law Association, l'American Society of International Law, l'Association italienne pour le droit comparé, l'Association italo-allemande des juristes, l'Institut des affaires internationales (Rome), l'Association italienne pour l'arbitrage, la Société française de droit international (Paris).

Activités et affiliations internationales

Vice-Président du Comité des relations internationales, Conseil national de la recherche (1974-1981).

Membre du Conseil exécutif de la Fondation européenne de la science (Strasbourg, 1975-1981).

Membre du Conseil national italien pour l'UNESCO.

Membre du Comité scientifique, recherche sur l'évolution des organisations internationales, dirigée par la SIOI et l'Institut de hautes études

internationales de Genève, et financée par les Conseils de la recherche italien et suisse.

Membre du Comité juridique du Comité olympique italien.

Activités à l'ONU et autres activités internationales en tant que membre de la délégation italienne

Séminaire des Nations Unies sur les droits économiques et sociaux (Varsovie, 1967).

Conférence mondiale sur les droits de l'homme (Téhéran, 1968).

(Expert italien).

Première, deuxième, troisième et quatrième Conférences européennes des facultés de droit (Strasbourg, 1968, 1971, 1974 et 1976). Président d'un comité aux deuxième et troisième Conférences; représentant de l'Italie au Comité préparatoire de ces conférences.

Comité spécial des Nations Unies pour la définition de l'agression 1973-1974 (adoptée dans la résolution 3314 (XXIX) du 14 décembre 1974).

Conférence diplomatique de Genève sur le droit humanitaire (1975-1977).

Chef de la délégation italienne au Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation (1975-1983).

Groupe de travail spécial sur les pratiques corruptrices des sociétés multinationales (1976-1979).

Comité spécial sur le renforcement du principe du non-recours à la force dans les relations internationales (1978-1983).

Président de la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (1978-1979).

Comité ad hoc des Nations Unies pour la rédaction d'une convention contre la prise d'otages (1979).

Comité spécial des Nations Unies pour l'élaboration d'une convention contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires (1982 et 1983). Vice-Président du Comité et Président de l'un des groupes de travail.

Président du Groupe de travail de la Sixième Commission de l'Assemblée générale sur la protection des personnes soumises à toute forme de détention ou d'emprisonnement (1982 et 1983).

Conférences de réexamen du Traité sur la dénucléarisation des fonds des mers (Genève, 1977 et 1983).

Groupe intergouvernemental pour la rédaction d'un code de conduite des sociétés transnationales (huitième à dix-septième session, 1980-1982).

Commission des Nations Unies pour les sociétés transnationales (1980-1983).

CNUDCI (treizième et quinzième sessions, 1980 et 1982).

Nommé par le Gouvernement italien membre du Groupe de conciliateurs (prévu à l'annexe de l'article 66 de la Convention de Vienne sur le droit des traités.

Conseiller juridique à la Mission permanente de l'Italie auprès de l'ONU à New York (1981-1984) et auprès des organisations internationales à Genève (1984-1985).

Chef de la délégation italienne à la Conférence de codification des Nations Unies sur les traités entre États et organisations internationales (Vienne, 1986).

Membre du Comité spécial de l'OMI pour la répression des actes illicites contre la navigation maritime (1987). Président de la Conférence de l'OMI sur le même sujet (Rome, mars 1988).

Représentant du Gouvernement italien à la Cour de justice des Communautés européennes (1985-1994).

Représentant du Gouvernement italien à la Commission européenne et la Cour européenne des droits de l'homme (1985-1994).

Représentant du Gouvernement italien à la Cour internationale de Justice dans l'affaire Elettronica Sicula (ELSI) (États-Unis d'Amérique c. Italie), arrêt du 20 juillet 1989).

Secrétaire général du Forum de Sienne sur le droit international de l'environnement (1990) convoqué par le Sommet des sept pays les plus industrialisés.

Membre du Groupe italien à la Cour permanente d'arbitrage.

Chef de la délégation italienne à la Réunion de la CSCE tenue à La Valette sur le règlement pacifique des différends (1991). Membre du mécanisme institué par cette réunion.

Membre du Groupe de conciliateurs de la CSCE, mécanisme sur la dimension humaine, Déclaration de Moscou (1991).

Chef du Département juridique du Ministère italien des affaires étrangères (1er septembre 1985-31 décembre 1994).

Membre du Conseil d'administration de l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT) (1990-1994).

Président d'UNIDROIT (depuis le 1er janvier 1995).

Congrès internationaux et recherches à l'étranger

Rapporteur au Colloque de Bruges organisé par le Collège d'Europe sur l'"Entreprise publique et la concurrence" (1969).

Rapporteur au quatrième Congrès de la Fédération internationale pour le droit européen sur le sujet : "La jurisprudence européenne après 20 ans d'expérience communautaire" (Luxembourg, 1973).

Rapporteur au neuvième Congrès international des établissements de formation des hauts fonctionnaires sur le sujet : "Détermination des besoins en matière de formation permanente et des fonctionnaires nationaux, notamment pour leur participation aux négociations internationales" (Paris, 1975).

Rapporteur au dixième Colloque européen, organisé par le Conseil de l'Europe, sur le sujet "La recherche scientifique et le droit" (Liège, 1980).

Divers

Conférences dans des universités et institutions scientifiques de plusieurs pays (Argentine, Belgique, Canada, États-Unis, Pérou, République fédérale d'Allemagne et Suisse)

Membre du barreau italien, habilité à plaider devant la Cour suprême.

Parle couramment le français et l'anglais; a une bonne connaissance de l'espagnol et de l'allemand; langue maternelle : italien.

Principales publications

"Le controversie in materia d'impiego pressi enti internazionali e la giurisdizione italiana" (Différends en matière d'emploi auprès des institutions internationales et la juridiction italienne dans Rivista di diritto internazionale, 1956.

"La prova nel processo internazionale" (La preuve dans les procédures internationales), Naples, Jovene, 1958.

"La questione dell'Africa sud-occidentale" (La question de l'Afrique du Sud-Ouest) dans Diritto internazionale, 1960.

"Gli effetti delle condanne penali nel diritto internazionale privato italiano" (Les effets des condamnations pénales en droit international privé italien) dans Rivista di diritto internazionale, 1960.

"Il luogo di commissione dell'illecito nel diritto internazionale privato" (Locus commissi delicti en droit international privé) dans Rivista di diritto civile, 1961.

"Aspetti generali della disciplina della responsabilità per fatto illecito nel diritto internazionale privato" (Aspects fondamentaux de la réglementation de la responsabilité délictuelle en droit international privé) dans Annuali della Facoltà di giurisprudenza dell'Università di Bari, vol. XVII, 1963.

"Note in margine alla recente sentenza della Corte internazionale di giustizia nel caso dell'Africa Sud-Occidentale" (Notes au sujet du récent arrêt de la CIJ dans l'affaire de l'Afrique du Sud-Ouest) dans Rivista di diritto internazionale, 1963.

"L'opera delle Nazioni Unite e degli Istituti specializzati nella lotta contro le discriminazioni" (L'oeuvre des Nations Unies et des institutions spécialisées dans la lutte contre la discrimination) dans Diritto dell'uomo e Nazioni Unite, Padoue, 1963.

Diritto internazionale e diritto interno nella stipulazione dei Trattati (Droit international et droit national dans la conclusion des traités), Naples, Morano, 1964.

"Le operazioni finanziarie degli enti internazionali (Banca Mondiale, SFI, IDA)" (Les transactions financières des institutions internationales (Banque mondiale, Société financière internationale, Association internationale de développement), dans Annuario di diritto internazionale, 1965.

"Problemi interpretativi dell'art. 177 del Trattato CEE" (Questions concernant l'interprétation de l'article 177 du Traité CEE), dans Comunicazioni e studi dell'Istituto di diritto internazionale e stranjero dell'Università di Milano – vol. XII, 1966.

Commentaires des articles 177, 219 et 235 du Traité CEE dans Trattato istitutivo della Comunità Economica Europea, dirigé par R. Quadri, R. Monaco et A. Trabucchi, Milan, Giuffrè, 1965.

"Natura giuridica dell'adesione degli accordi internazionali" (Nature juridique de l'adhésion aux accords internationaux), dans Annuario di diritto internazionale, 1966.

F. Capotorti, B. Conforti, L. Ferrari Bravo et B. Starace, La giurisprudenza italiana di diritto internazionale privato e processuale (La jurisprudence italienne en droit international privé et dans les conflits de compétences), Repertorio 1942-1966, Leonardo da Vinci, Bari, 1967.

L'issue de l'affaire Costa c. ENEL – Observations sur l'arrêt du Conciliatore de Milan, du 4 mai 1966, dans Cahiers de droit européen, 1967.

Les incidences des règles de concurrence et de l'article 222 sur les possibilités de nouvelles nationalisations ou socialisations de secteurs économiques, Bruges, De Tempel, 1968.

Nazionalizzazione e Mercato Comune (Nationalisations et Marché commun), dans Annuario di diritto internazionale, 1967-1968.

Observations sur l'arrêt du Conciliatore de Milan, du 2 janvier 1967, dans Cahiers de droit européen, 1969.

Commentaires sur les articles 41 et 87 du traité CECA dans Trattato Istitutivo della Comunità Europea del carbone e dell'acciaio (Traité instituant la CECA); sous la direction de R. Quadri, R. Monaco et A. Trabucchi, Giuffrè, Milan, 1970.

"La Conferenza Europa delle facoltà giuridiche" (La Conférence européenne des facultés de droit) dans Rivista di diritto internazionale, 1971.

Responsabilità civile e diritto internazionale privato (Responsabilité civile et droit international privé), Naples, Jovene, 1973.

"European Communities and the Italian Legal Order" (Les Communautés européennes et l'ordre juridique italien) dans Multitudo Legum ius unum, Festschrift für W. Wengler (Berlin, 1973).

"Organizzazioni internazionali" (Organisations internationales), dans Enciclopedia Feltrinelli-Fischer, Section sciences politiques, vol. 2 (Relations internationales), 1973.

Jurisprudence sur les problèmes généraux de l'intégration dans Kölner Schriften zum Europarecht, 1974 (Actes du quatrième Congrès de la FIDE).

"Les procédés nationaux de mise en vigueur des obligations souscrites et des accords conclus par les gouvernements" (avec A. Giardina), dans Associazione Italiana di Diritto comparato, Rapporti italiani al IX Congresso Internazionale di diritto comparato (Milan, 1974).

"Schema della disciplina dei trattati internazionali" (Description succincte du droit des traités) dans Istituto Diplomatico: Corso di preparazione al concorso diplomatico. Testi, 1974.

"Lezioni di diritto internazionale I" (Cours de droit international, I); 1973-1974, Libreria Scientifica Editrice, Naples, 1974 (IIe éd., 1986).

"Poteri della Commissione CEE e suo ruolo nello sviluppo dell'integrazione europea (1974)" (Pouvoirs de la Commission européenne et son rôle dans le développement de l'intégration européenne) (1974) dans les Tables rondes sur le droit communautaire tenues sous les auspices de G. Biscottini, Recueil des rapports, tome I (1967-1977), Milan, publications de l'Université catholique, 1980).

"I decreti ingiuntivi italiani e la Corte Comunitaria" (Les décrets d'injonction italiens et la Cour de justice des Communautés) dans Foro italiano, 1975, fasc. 4.

Les rapports entre contrats et obligations délictuelles en droit international privé dans Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye, III, 1975.

"I vertici, il Consiglio Europeo ed il difficile equilibrio fra Consiglio e Parlamento Europeo" (Les "sommets", le Conseil européen et l'équilibre difficile entre le Conseil des ministres et le Parlement européen), dans les Actes du Congrès tenu à Milan les 2 et 3 mars 1979 sous les auspices de l'Université catholique.

"Aspetti tecnici dell'adesione delle Comunità Europee alla Convenzione europea dei diritti dell'uomo" (Aspects techniques de l'adhésion de la Communauté européenne à la Convention européenne des droits de l'homme) dans Rivista di diritto europeo, 1979, p. 309 et suiv.

Aspects internationaux du contrôle de la recherche scientifique, dans les Actes du dixième Colloque européen, Liège, 1980.

Plusieurs chapitres du premier tome ("La recherche d'une union politique européenne"), p. 41 à 56; "Le Parlement européen" p. 95 à 114; "La Commission", p. 115 à 136; "L'organisation de la coopération politique", p. 177 à 184) du Manuale di Diritto della Comunità Europea, édité par E. Pennacchini, R. Monaco et L. Ferrari Bravo (Turin, 1983).

International Law and Municipal Law: The complementarity of Legal system (Droit international et droit interne : la complémentarité des systèmes juridiques) dans McDonald et Johnston (éd.), The structure and process of International Law (La Haye, Nijhoff 1983, p. 715.

"All'origine della ricerca sulla consuetudine internazionale. Riflessioni sulla prassidiplomatica degli Stati", dans Studi in onore di G. Sperduti (Milan, 1984), p. 15.

Méthodes de recherche de la coutume internationale dans la pratique des États – dans Recueil des cours de l'Académie de droit international, 1985, iii, vol. 192.

Quelques réflexions sur les rapports entre droit constitutionnel et droit international dans les questions relatives à la conclusion de traités dans Studi in onore di R. Ago, 1987, I, 273.

Entrée "Accordi internazionali" (Accords internationaux) dans Enciclopedia Giuridica Treccani (Rome, 1989).

Entrée "Adesione" (Adhésion), *ibid.*

La Cour de justice et les limites de la fonction juridictionnelle communautaire – dans les Actes de la Conférence sur le Marché commun, public et privé en Europe", Milan, 1990.

Le règlement pacifique des différends en Europe en l'an 2000 et au-delà, dans La Comunità Internazionale, 1990.

"Perspectives du droit international à la fin du XXe siècle" dans Rivista di diritto internazionale, 1991.

Lezioni di diritto delle Comunità Europee (Cours sur le droit de la Communauté européenne) (Naples, Editoriale Scientifica, 1992).

(Avec V. Rizzo) Codice dell'Unione Europea (Code de l'Union européenne), Giuffrè éd. (Milan, 1994).

"National constitution and supranational law", dans The relationship between international and domestic law – Conseil de l'Europe, 1994 p. 79.

"Difficultés et perspectives de la nouvelle Europe", dans CSCE : Dimension humaine et règlement des différends (Paris, Montchrestien 1994).

(Avec E. Moavero Milanesi) Lezioni di Diritto comunitario (Cours de droit communautaire) (Naples, 1995), p. 450.

Considérations sur la méthode de recherche des principes généraux du droit international de l'environnement, dans The Hague Yearbook of International Law, 1994, p. 1 à 10.

Plusieurs critiques d'ouvrages, rapports et discours à l'occasion de conférences, tables rondes, etc.; traduction de l'allemand d'essais juridiques (dans Diritto Internazionale, 1963, p. 50 et 215, et dans Annuario di diritto internazionale, 1966, p. 1 et suiv., etc.

FOMBA, Salifou

(Mali)

[Original : français]

Nationalité : Malienne
Date de naissance : 17 juin 1954
Lieu de naissance : Dioila (Mali)
Situation de famille : Marié, deux enfants
Adresse : Professeur de droit international à l'École nationale d'administration (ENA) (Bamako)

Formation universitaire et postuniversitaire

Baccalauréat, série Lettres classiques (latin - grec), lycée Prosper-Kamara, Bamako, 1974.

Diplôme de sortie, spécialité Administration publique, École nationale d'administration, Bamako, 1978.

Diplôme d'études approfondies, D.E.A., spécialité Droit international et relations internationales, Université de Rouen, France, 1979.

Doctorat de troisième cycle, avec mention "Très bien", spécialité Droit international et relations internationales, Université de Caen, France, 1983.

Boursier de l'Académie de droit international de La Haye, 23 juillet-10 août 1984 - Certificat de droit international public.

Boursier du Gouvernement français (F.A.C.), Institut d'administration des entreprises, I.A.E., de Toulouse, 24 novembre 1988-23 février 1989 - Certificat de formation des conseillers en perfectionnement.

Boursier ONU/UNITAR du Programme de perfectionnement en droit international.

Commission du droit international de l'ONU, Genève, 12-30 juin 1989 - Certificat de droit international.

Académie de droit international de La Haye, 3 juillet-11 août 1989 :

- Certificat de droit international privé;
- Certificat de droit international public.

/...

Qualifications et expérience professionnelles

Sur le plan international

Élection en 1991 par l'Assemblée générale de l'ONU comme membre de la Commission du droit international pour la période 1992-1996 en qualité d'expert indépendant.

Participation aux quarante-quatrième, quarante-cinquième, quarante-sixième et quarante-septième sessions de la Commission du droit international tenues à Genève en 1992, 1993, 1994 et 1995.

Nomination par le Secrétaire général de l'ONU, le 26 juillet 1994, comme membre de la Commission impartiale d'experts constituée conformément à la résolution 935 (1994) du Conseil de sécurité chargée d'examiner les informations concernant les violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire du Rwanda, y compris d'éventuels actes de génocide.

Désignation comme rapporteur de la Commission impartiale d'experts. En cette qualité, participation pendant quatre mois aux travaux d'analyse des informations et d'enquête sur le terrain, et contribution remarquable à l'élaboration des deux rapports soumis au Conseil de sécurité.

Désignation en mars 1990 comme expert national par le Gouvernement malien, et inscription comme membre du Tableau international de conciliateurs au titre de la Convention des Nations Unies relative à un code de conduite des conférences maritimes.

Membre-correspondant de l'Institut de droit international et de pratique des affaires de la Chambre internationale de commerce de Paris depuis mai 1993.

Membre de la Société africaine de droit international et comparé en 1994.

Membre du réseau "Droits fondamentaux" de l'AUPELF-UREF en 1994.

Sur le plan national

Professeur de droit international public et privé à l'ENA de Bamako depuis 1985.

Conseiller juridique au Ministère des Maliens de l'extérieur, de septembre 1992 à avril 1993.

Conseiller juridique au Ministère des droits de l'Homme et des relations avec les institutions, de mai à novembre 1993.

Publications

Travaux universitaires

"Les organisations internationales fluviales en Afrique de l'Ouest : essai d'étude comparée", thèse de doctorat de troisième cycle (Caen, France, 1983).

"L'Organisation des États riverains du fleuve Sénégal : essai d'analyse des mécanismes juridico-institutionnels", mémoire de D.E.A. (Rouen, France, 1979).

"Formation intérieure, formation extérieure et réalités nationales", mémoire de fin d'études à l'ENA, Bamako, 1978.

"Les conseillers de gouvernements pour les question de droit international", dans Revue études et documents, ENA, Bamako, No 8, 1991.

Articles parus dans la presse nationale

"Les moyens de la respectabilité internationale du Mali", dans Le Scorpion, Nos 13, 14, 15 et 16, de novembre et décembre 1991.

"À propos de l'affaire Bozano : la France condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme pour mauvaise conduite lors d'une procédure d'expulsion", dans Aurore, No 70, septembre 1991.

"Quelle place réserver au droit international dans la nouvelle Constitution du Mali?", dans Aurore, No 63, août 1991.

"Les fonctions et les critères de nomination des ambassadeurs et des consuls", dans Le Scorpion, Nos 21 de janvier et 22 de février 1992.

"Le comportement des Maliens à l'étranger et la responsabilité de l'État en matière de protection diplomatique", dans Le Scorpion, Nos 25 de février 1992 et 26 de mars 1992.

"L'affaire des maliens de l'Esplanade de Vincennes à Paris à la lumière du droit international", dans Aurore, No 181, novembre 1992.

"Un tribunal pénal international", dans Nouvel horizon, No 17, mars 1993.

"Quarante-cinq ans après la Déclaration universelle : l'attitude du Mali à l'égard des droits de l'homme", dans Nouvel horizon, No 55, décembre 1993.

"Aide au développement de la démocratie : la CEE et la lutte contre l'enrichissement frauduleux des dirigeants des pays A.C.P.", dans Nouvel horizon, No 53, décembre 1993.

"Un tribunal international pour l'ex-Yougoslavie à La Haye!", dans Nouvel horizon, No 51, novembre 1993.

"1990-1999, Décennie des Nations Unies pour le droit international : quelle démarche pour le Mali?", dans Nouvel horizon, No 43, septembre 1993.

"Aide au développement et respect des droits de l'homme", dans Nouvel horizon, No 11, février 1993.

"L'ONU crée un Haut Commissariat aux droits de l'homme", dans Nouvel horizon, No 3, janvier 1994.

"L'expulsion des Maliens de France : les droits et devoirs des Gouvernements français et malien", dans Aurore, Nos 71, 72 et 73 de septembre 1991.

"Les principes de droit international relatifs à l'attitude des États face au terrorisme international", dans Le Scorpion, Nos 23 et 24 de février 1992.

"Visa et carte de séjour dans les pays de l'Europe sans frontière de 1993, dans Nouvel horizon, No 7, janvier 1993.

"À propos des crimes contre l'humanité", dans Aurore, No 180, novembre 1992.

"Le droit d'ingérence humanitaire : à propos de l'action de l'ONU en Somalie", dans Nouvel horizon, No 1, décembre 1992.

"Peut-on saisir le boeing présidentiel de Paul Biya pour non-paiement de dettes en Suisse?", dans Nouvel horizon, No 19, 14 février 1994.

"À propos de l'assassinat de 5 enfants maliens au Congo : les droits et devoirs des Gouvernements malien et congolais", dans Nouvel horizon, No 52, 6 avril 1994.

"L'affaire des enfants maliens du Congo à la lumière de la Convention des Nations Unies de 1990 sur les droits des travailleurs migrants, dans Nouvel horizon, No 55, 11 avril 1994.

"L'affaire du Consul suisse tué au Mali : les droits et devoirs du Mali, du Consul et de la Suisse", dans Le Républicain, No 162 du 18 octobre 1995.

Communications, consultations et conférences

Communication sur "Les mécanismes procéduraux de la Commission africaine des droits de l'homme", Séminaire national sur la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, Bamako, mars 1991.

Consultation sur le thème "Appui à l'étude du cadre juridique et problèmes fonciers", pour le compte de la Cellule de suivi du Programme national de lutte contre la désertification, Bamako, mars 1991.

Conférence sur "Les principes de droit relatifs au terrorisme international", vingt-huitième session du Séminaire de droit international tenue en marge de la session annuelle de la Commission du droit international de l'ONU, Genève, mai-juin 1992.

Conférence sur "Le procès 'Crimes de sang' de l'ancien Président du Mali et de ses 32 coaccusés", vingt-neuvième session, ibid., Genève, mai-juin 1993.

Conférence sur "Le concept d'humanité en droit international", ENA, Bamako, janvier 1988.

Conférence sur "L'OUA : présentation générale et mécanismes juridico-institutionnels d'action", Palais de la culture, Bamako, mai 1988.

Conférence sur "La politique extérieure du Mali de 1960 à 1990", ENA, Bamako, 7 juin 1991.

Conférence sur "La Commission du droit international de l'ONU et son oeuvre", ENA, Bamako, 30 novembre 1989.

Conférence sur "La pollution des fleuves en droit international", vingt-cinquième session du Séminaire de droit international tenue en marge de la session annuelle de la Commission du droit international de l'ONU, Genève, 29 juin 1989.

Conférence sur "La Convention de l'OUA sur les déchets toxiques, adoptée à Bamako le 30 janvier 1991", Conférence du Qatar sur le droit international, Doha, 23 mars 1994.

Communication sur "Les principes du droit international africain en matière électorale", réunion du Groupe de recherche du réseau "Droits fondamentaux" de l'AUPELF-UREF sur le droit international électoral, Abidjan, 9 au 11 janvier 1995.

Communication sur "Le projet de cour criminelle internationale de la Commission du droit international de l'ONU", Colloque international sur "Le génocide rwandais à la lumière des génocides du XXe siècle", Paris, 17 juin 1995.

Séjours faits à l'étranger

De 1978 à 1983, études de troisième cycle en France. Du 23 juillet au 10 août 1984, cours d'été à l'Académie de droit international de La Haye aux Pays-Bas. Du 8 juillet au 8 août 1985, mission de recherche à l'Université de Rouen en France. Du 6 juillet au 8 septembre 1986, mission de recherche à Rouen. Du 17 au 31 janvier 1987, mission de recherche à l'Autorité du bassin du Niger à Niamey au Niger. Du 8 août au 8 septembre 1987, mission de recherche à Rouen. Du 24 novembre 1988 au 23 février 1989, stage de formation des conseillers en perfectionnement à l'Institut d'administration des entreprises de Toulouse. Du 12 au 30 juin 1989, séminaire de droit international à Genève.

Du 3 juillet au 11 août 1989, cours d'été à l'Académie de droit international de La Haye. Du 14 décembre au 10 janvier 1990, mission de recherche à Rouen. Du 21 au 24 septembre 1991, test d'embauche au siège d'Amnesty International à Londres. Du 4 mai au 24 juillet 1992, participation à la quarante-quatrième session de la Commission du droit international à Genève. Du 28 au 30 janvier 1993, Conférence sur les droits de l'homme à Strasbourg. Du 3 mai au 23 juillet 1993, participation à la quarante-cinquième session de la Commission du droit international à Genève. Du 22 au 25 mars 1994, Conférence sur le droit international à Doha. Du 2 mai au 22 juillet 1994, participation à la quarante-sixième session de la Commission du droit international à Genève. Du 9 au 11 janvier 1995, Conférence sur le droit international électoral à Abidjan. Entre août et novembre 1994, missions d'enquête criminelle au Rwanda et dans les pays voisins. Du 2 mai au 21 juillet 1995, participation à la quarante-septième session de la Commission du droit international à Genève. Du 16 au 18 juin 1995, Conférence sur le génocide rwandais à Paris.

GALICKI, Zdzislaw

(Pologne)

[Original : anglais]

Date de naissance : 2 avril 1943
Lieu de naissance : Varsovie
Nationalité : Polonaise
Situation de famille : Marié, deux enfants

Études

Université de Varsovie, faculté de droit, 1960-1965, maîtrise de droit
Université McGill, Institut du droit aérien et spatial, 1968-1969, maîtrise de droit
Université de Varsovie, 1972, doctorat en droit
Université de Varsovie, 1981, doctor habilitatus en droit international.

Langues

Polonais (langue maternelle), anglais, russe.

Fonctions actuelles

Professeur à l'Institut de droit international de l'Université de Varsovie depuis 1991 - Directeur de l'Institut depuis 1993.
Spécialiste des questions législatives au service administratif du Parlement polonais, Bureau des études et des recherches, depuis 1991.
Conseiller juridique pour les affaires internationales au Ministère de la protection de l'environnement, des ressources nationales et des forêts, depuis 1995.
Consultant juridique pour le Ministère des affaires étrangères depuis 1982 et pour le Ministère de l'intérieur depuis 1991.
Professeur de droit international à l'Académie de police depuis 1991.
Maître de conférences en droit international à l'École nationale d'administration depuis 1995.

Carrière universitaire

Depuis 1965, assistant puis professeur à la faculté de droit et d'administration de l'Université de Varsovie.

1978-1981 et 1986-1989, professeur associé à l'Université d'Addis-Abeba, a enseigné le droit international public, le droit des organisations internationales et le droit international aérien et spatial.

Janvier-février 1992, professeur invité à l'Université de Nottingham (Royaume-Uni), a conduit cinq séminaires de droit international public.

Septembre 1995, professeur invité à l'Université de Méditerranée orientale, G. Magusa, Chypre-Nord, séminaire sur la protection des droits de l'homme.

Principaux domaines d'intérêt

Problèmes généraux en matière de codification et de développement du droit international, de droit des organisations internationales, de droit international des droits de l'homme, de droit international humanitaire, de droit international aérien et spatial, de droit maritime et de protection juridique de l'environnement.

Publications

Plus de 80 ouvrages, articles et avis sur des questions juridiques, publiés en polonais, anglais, russe et amharique; notamment :

- "Modification de la composition du Conseil de sécurité et du Conseil économique et social de l'ONU" (en polonais) dans Panstwo i Prawo (Varsovie), Nos 7 et 8, 1966.
- "Unlawful Seizure of Aircraft" dans Polish Yearbook of International Law, vol. III, 1970.
- "Nationality of Spacecraft and Liabilities for Space Activities" dans Polish Yearbook of International Law, vol. IV, 1971.
- "Liability of International Organizations for Space Activities" dans Polish Yearbook of International Law, vol. V, 1972/73.
- "International Treaties and Third States" (en anglais et amharique) dans Journal of Ethiopian Law, vol. 11, 1980.
- "Terrorisme aérien et droit international" (en polonais), Varsovie, 1981.
- "Évolution des principes de responsabilité internationale pour les activités spatiales" (en russe) dans Reports of the Third Seminar of Intercosmos Jurists, Varna, 1984.

- "Les activités spatiales à la lumière du droit international" (en polonais), Varsovie, 1991.
- "Protection of Human Rights and the Police Activities under International and National Law" dans Reports of the Seminar within the Themis Project et The Police in a Society in Transition, 1994, sous les auspices du Conseil de l'Europe.
- "Human Rights and Environment" dans Studia Juridica, Varsovie, vol. XXX (1995).
- "Traditional and New Fields for the Development of Research and Education in International Law" dans Documents du Congrès des Nations Unies sur le droit international public, New York, 1996 (sous presse).

Plus de 100 avis juridiques (non publiés) établis à l'intention du Parlement polonais, du Ministère des affaires étrangères, du Ministère de l'intérieur et du Ministère de la protection de l'environnement.

Plus de 20 mémoires juridiques présentés lors de conférences scientifiques en Pologne et à l'étranger (par exemple, à Addis-Abeba en 1979, Varna en 1984, Londres en 1991, Prague en 1992, New York et Moscou en 1995).

Principal intervenant polonais au Congrès des Nations Unies sur le droit international public, mars 1995, New York.

Activités juridiques au niveau international

Juin-septembre 1978 : Conseiller juridique du Consulat de Pologne à Malmö (Suède).

1989-1992 : Membre de la Section de droit international du Conseil législatif (organe consultatif au service du Premier Ministre).

Représentant de la Pologne au Comité ad hoc des Nations Unies chargé d'élaborer une convention internationale sur la sécurité du personnel et des Nations Unies et du personnel associé (première session : mars 1994, deuxième session : août 1994), New York.

Membre de la délégation polonaise à la quarante-neuvième session de l'Assemblée générale; représentant de la Pologne au sein du Groupe de travail de la Sixième Commission (septembre-octobre 1994), New York.

Représentant de la Pologne au sein du Groupe d'experts gouvernementaux appelé à préparer la Conférence des Parties chargée de l'examen de la Convention sur les armes chimiques (janvier 1995), Genève.

Représentant de la Pologne à la réunion du Groupe d'experts gouvernementaux pour la protection des victimes de guerre, janvier 1995, Genève.

Représentant de la Pologne au sein du Comité d'experts sur la nationalité du Conseil de l'Europe, 11e réunion (février 1995), 12e réunion (novembre 1995). Élu membre du Groupe de travail chargé d'élaborer un projet de convention européenne sur la nationalité, 6e réunion (février 1996), 7e réunion (mars 1996), 8e réunion (mai 1996), Strasbourg.

Représentant de la Pologne à toutes les sessions de l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins (février-mars 1995, août 1995, mars 1996), Kingston.

Représentant de la Pologne à la première Réunion intergouvernementale de 31 nations sur un régime de contrôle des mines terrestres (juin 1995), Budapest.

Représentant de la Pologne à la trente-huitième session du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique de l'ONU (juin 1995), Vienne.

Représentant de la Pologne à la première Conférence des Parties chargée de l'examen de la Convention sur les armes chimiques, Vienne (septembre-octobre 1995), Genève (janvier 1996, avril 1996).

Président du Comité de vérification des pouvoirs de la Conférence et membre de son bureau.

Associations professionnelles

Association du droit international, membre du Conseil d'administration de la section polonaise.

Association de l'Institut du droit aérien et spatial, Université McGill, Montréal - membre à vie.

Loisirs

Natation, opéra, informatique ludique.

HAFNER, Gerhard

(Autriche)

[Original : anglais]

Professeur de droit international et de droit économique à la faculté de droit de l'Université de Vienne.

Professeur invité à l'Université Comenius de Bratislava.

Chef de la Division de droit international du Ministère autrichien des affaires étrangères, 1993-1995.

Né le 3 août 1943, nationalité autrichienne.

Études à Vienne, La Haye et Moscou.

Membre de la délégation autrichienne au Comité du fonds des mers de l'ONU en 1972 et 1973; à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, 1974-1982; ainsi qu'à de nombreuses autres conférences internationales; a dirigé la délégation autrichienne à diverses conférences. Nommé expert auprès d'organisations internationales et auteur d'articles portant sur un vaste éventail de sujets de droit international et de négociations internationales; auteur de la monographie : "Die seerechtliche Verteilung von Nutzungsrechten. Die Rechte des Binnenstaaten in der Wirtschaftszone" (Répartition des droits d'utilisation conformément au droit de la mer. Droits des États sans littoral dans la zone économique), Vienne, 1987; coauteur d'un manuel de droit européen, Vienne, 1987; corédacteur des publications Austrian Journal of Public International Law et Economy (cette dernière portant sur les problèmes de l'intégration européenne), et auteur d'autres ouvrages consacrés à des questions de droit international.

En 1990, il a été nommé professeur de droit international à l'Université de Vienne; il y enseigne le droit international et le droit européen, ainsi que dans d'autres institutions scientifiques. Avant sa nomination comme chef de la Division du droit international général, il a occupé plusieurs postes au Département des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères. Depuis plusieurs années, il enseigne à l'Académie diplomatique de Vienne et, depuis 1992, est professeur invité à l'Université de Bratislava. Membre de l'American Society of International Law, de la Société française pour le droit international et de la Deutsche Gesellschaft für Völkerrecht. Est actuellement Président de la section autrichienne de l'Association du droit international.

Publications

Die permanente Neutralität in der sowjetischen Völkerrechtslehre – eine Analyse, dans Österreichische Zeitschrift für öffentliches Recht (ÖZÖR) 19, 1969, p. 215 à 258.

Das sozialistische Völkerrecht und die Beziehungen zur Volksrepublik China in der sowjetischen Völkerrechtsdoktrin, dans China-Report 1972 (3), p. 5 et suiv.

/...

Der sozialistische Begriff der kollektiven Sicherheit und die Probleme seiner Realisierung in Europa, Österreichische Zeitschrift für Außenpolitik (ÖZA) 1973, p. 131 et suiv.

Intervention und kollektive Sicherheit, dans Österreichische Militärzeitschrift 5/1973, p. 376 et suiv.

Das Tauziehen um die Umweitdeklaration und das Verhalten der Entwicklungsstaaten, dans Internationale Entwicklung 1972, p. 18 et suiv.

Internationales Seerecht. Die Entwicklungsländer auf der 2. Session der 3. Seerechtskonferenz der UN, dans Internationale Entwicklung, 1974/III, p. 36 et suiv.

Die dritte Seerechtskonferenz der Vereinten Nationen, dans ÖZA 1975, p. 4 et suiv.

Die dritte Session der Dritten Seerechtskonferenz der UNO, dans Zeitschrift der österreichischen Forschungsstiftung für Entwicklungshilfe 1975/II, p. 56 et suiv.

Bemerkungen zu den Rechtsprinzipien der kollektiven Sicherheit in Europa, dans O. W. von Amerongen, Hrg., Rechtsfragen der Integration und Kooperation in Ost und West (Berlin, 1976), p. 308 et suiv.

Die Souveränität in Beziehung zur Einzelperson gemäß der sowjetischen Völkerrechtsdoktrin, dans EuGRZ Mai 1977. Cahiers 11/12, p. 220 et suiv.

Die Gefährdung der Freiheit der Hochseefischerei: das Urteil im isländischen Fischereistreit im Lichte der 3. Seerechtskonferenz der Vereinten Nationen, dans R. Bernhardt, W. Rudolf (Hrg.), Die Schifffahrtswirtschaft im gegenwärtigen Völkerrecht, Berichte der Deutschen Gesellschaft für Völkerrecht (Karlsruhe, 1975), p. 195 et suiv.

Die internationale Regelung der Lagerung vom radioaktiven Abfall im Meer, dans Unsere Umwelt, cahier No 5, p. 10 et suiv.; cahier No 6, p. 12 et suiv.; cahier No 7, p. 5 et suiv.

Die Gruppe der Binnen- und geographisch benachteiligten Staaten auf der Dritten Seerechtskonferenz der Vereinten Nationen, dans ZaöRVR 38 (1978), p. 568 et suiv.

Die neue internationale Wirtschaftsordnung und die neue internationale Seerechtsordnung, dans H. Neuhold (Hrg.), Die Neue Internationale Wirtschaftsordnung und Österreich. (Vienne, 1978), p. 49 et suiv.

Österreich und die Gestaltung des internationalen Seerechts, dans Die Vereinten Nationen und Österreich 29, Nr. 6/80, p. 49 et suiv.

Monitoring and Surveillance: Waste Disposal, dans Proceedings Pacem in Maribus X. Malta, 1981, p. 63 et suiv.

Bemerkungen zur Überprüfung des Gestaltungsprozesses internationaler multilateraler Verträge, dans ÖZÖRV 32, p. 241 et suiv.

Räumliche Regime und Nutzungen über die und jenseits der Staatsgrenzen, dans Neuhold, Hummer, Schreuer, Österreichisches Handbuch des Völkerrechts (Vienne, 1983), p. 290 et suiv.

Schlagwörter: Freiheit der Meere, Meeresboden, Verkehrsrecht, dans I. Seidl-Hohenveldern, Lexikon des Rechts. Völkerrecht, Neuwied (Darmstadt, 1985), 86, 181, 296.

The "landlocked" viewpoint, dans Marine Policy 1981, p. 281 et suiv.

The Regulation of Marine Scientific Research Activities of Landlocked and Geographically Disadvantaged States in the Draft Convention on the Law of the Sea, dans John-Ho Part (éd.), The Law of the Sea in the 1980, 1983, p. 342 et suiv.

Russische Konzessionsurkunden, dans P. Fischer, International Concessions and Related Instruments (Dobbs Ferry, New York, Oceana, 1976).

The Legal Problems of Coastal Tourism in the Framework of the International Law of the Sea, dans Atti del 2^o Convegno Internazionale Mare e Territorio, L'Area Mediterranea, (Palerme, 1985), p. 121 et suiv.

The Land-locked Countries and the Law of the Sea (gem. mit H. Türk), dans Essays on the New Law of the Sea (éd. by B. Yukas) (Zagreb, 1985), p. 58 et suiv.

Neke primjedbe uz "stvarnu vezu" između države i broda u suvremenom pravu mora (Some Comments on the "Genuine Link" of Vessels in the Contemporary Law of the Sea), Zbornik Pravnog Fakulteta u Zagrebu (5-6) (Zagreb, 1985), p. 571 et suiv.

Die Integration der osteuropäischen Staaten: Osteuropäische Integrationsformen, dans P. Fischer, H. Köck, Europarecht einschließlich des Rechts supranationaler Organisationen (Eisenstadt, 1986), p. 47 et suiv, p. 282 et suiv.

Die Donaukommission, dans P. Fischer, H. Köck, Europarecht einschließlich des Rechts supranationaler Organisationen (Eisenstadt, 1986), p. 51 et suiv.

Introduction à : Hans Kelsen on the Issue of the Continental Shelf. Two Legal Opinions (Hans-Kelsen-Institute, Vienne, 1986).

Die seerechtliche Verteilung von Nutzungsrechten. Rechte der Binnenstaaten in der ausschließlichen Wirtschaftszone (Vienne - New York, 1987), 533 pages.

Aktuelle österreichische Praxis in Völkerrecht: Diplomatische Praxis dans ÖZÖRV 27 (1976), 341.

Dans ÖZÖRV 28 (1977), 325.

Dans ÖZÖRV 29 (1978), 291.

Dans ÖZÖRVR 30 (1979), 361.

Dans ÖZÖRVR 31 (1980), 319.

Dans ÖZÖRVR 32 (1981), 300.

Dans ÖZÖRVR 33 (1982), 339.

Dans ÖZÖRVR 34 (1984), 416.

Dans ÖZÖRVR 35 (1985), 373.

Dans ÖZÖRVR 36 (1986), 409.

Dans ÖZÖRVR 37 (1987), 403.

Dans ÖZÖRVR 38 (1988), 277.

Dans ÖZÖRVR 39 (1989), 429.

Dans ÖZÖRVR 40 (1990), 271.

Dans AJIPL (ÖZÖRVR) 42 (1991), 475.

Wiederentdeckung der land- und Forstwirtschaft als Lebensgrundlage der postindustriellen Gesellschaft. Normative Umsetzung – Rechtspolitik. Völkerrechtliche Konsequenzen, dans Sonderausgabe der Zeitschrift "Förderungsdienst", Bundesministerium für Land- und Forstwirtschaft, Europäisches Forum Alpbach 1987 (Vienne, 1988), p. 125 à 138.

Introduction and Commentary on Part X of the United Nations Convention on the Law of the Sea 1982, environ 100 pages (sera publié par the Center for Oceans Law and Policy, Charlottesville, Va., États-Unis).

Mexikos Protest 1938 und der Völkerbund, dans Jahrbuch für internationale Studien (Vienne, 1988), p. 39 à 56.

Die Bemühungen um ein gesamteuropäisches Streitbeilegungssystem im Rahmen der KSZE, dans K.-H. Böckstiegel, H.-E. Folz, J. M. Mössner, K. Zemanek (Hrsg.), Völkerrecht. Recht der Internationalen Organisationen (Weltwirtschaftsrecht, Cologne, Berlin, Bonn, Munich, 1987), p. 147 à 171.

Osteuropa - sozialistische ökonomische Integration, dans Esterbauer, Lang (Hrsg), Integration und Kooperation in Nord und Süd (Berne, 1988), p. 203 à 234.

Das Übereinkommen über Hilfeleistung bei nuklearen Unfällen oder strahlungsbedingten Notfällen, dans ÖZÖRV 39 (1988), p. 19 à 39.

Schlagwort "Fishing boats": Encyclopedia of Public International Law, vol. 11 (1989), p. 124 à 125.

Ein dritter Weg für Österreich. Bemerkungen zu den Aussagen des Präsidenten der EG-Kommission. Jacques Delors, dans Economy-Fachmagazin 1/89 (1989), p. 54 à 55.

Europarecht, Texte und Fälle (avec J. Aicher et P. Fischer) (Vienne, 1989).

Die Möglichkeit der Entwicklung der Rechtsbeziehungen zwischen Österreich und der EWG außerhalb einer Mitgliedschaft, dans ÖZÖRV 40 (1989), p. 1 à 28.

Alternative Rechtsbeziehungen zwischen Österreich und der EWG außerhalb einer Mitgliedschaft, dans Österreichische Zeitschrift für Politikwissenschaft, 3/1989, p. 209 à 221.

Bemerkungen zur Funktion und Bestimmung der Betroffenheit im Völkerrecht anhand des Binnenstaates, dans German Yearbook of International Law 31 (1988) (Berlin, 1989), p. 187 à 229.

Internationaler Umweltschutz, dans Economy-Fachmagazin 4/90 (1990), F 9-F 10.

Das Verursacherprinzip, in Economy-Fachmagazin 4/90 (1990), F 23-F 29.

Some comments on the Lugano Convention – the international law perspective, dans M. Robinson, J. Findlater (éd.), Creating a European Economic Space: Legal Aspects of EC – EFTA Relations (Dublin, 1990), p. 139 à 144.

Die Embargo-Beschlüsse der Vereinten Nationen, dans Economy, 11/90, p. 2 à 7.

"Civil Liability and other Forms of Transnational Accountability" dans Yearbook of International Environmental Law, vol. 1, 1990, p. 86 à 92.

International Law, Economics and Economy, in W. Waigel (Hg), Economic Analysis of Law – A Colletion of Applications (Vienne, 1991), p. 272 à 290.

Neutralität and Subsidiarität, dans Economy 3/91, p. 50 à 56.

Neutral and Non-Aligned Countries in the Processes of Pan-European Institutionalization, dans Peace and the Sciences (Vienne, 1991), p. 31 à 37.

The Impact of Developments in the East European "Socialist" States on Austria's Neutrality, dans Neuhold H. (éd.), The European Neutrals in the 1990s (Boulder, San Francisco, Oxford, 1992), p. 165 à 184.

"Civil Liability and other Forms of Transnational Accountability" dans Yearbook of International Environmental Law, vol. 2, 1991, p. 91 à 98.

"Civil Liability and other Forms of Transnational Accountability" dans Yearbook of International Environmental Law, vol. 3, 1992, p. 206 à 213.

Commentary, International and European Community Law. Aspects of Pollution of International Watercourses, dans H. Neuhold, W. Lang, K. Zemanek (Hgb), Environmental Protection and International Law (Londres-Dordrecht-Boston, 1991), p. 142 à 146.

Bemerkungen zur dauernden Neutralität Österreichs 1991 und danach, dans H. Krejci, E. Reiter, H. Schneider (Hrg.), Neutralität: Mythos und Wirklichkeit, (Vienne, 1992), p. 187 à 196.

EG Maastricht: Die soziale Integration (avec W. Mazal), dans Economy 7-8/92, p. 170 à 172.

"L'obsolescence de certaines dispositions du traité d'État Autrichien de 1955", dans Annuaire français de droit international XXXVII (1991), p. 239 à 257.

HE, Qizhi

(Chine)

[Original : anglais]

Né le 23 juin 1920, à Jiangxi (Chine).

Adresse professionnelle : Department of Treaty and Law, Ministry of Foreign Affairs, Beijing.

Nationalité : chinoise.

Études

Licence ès lettres et licence en droit à l'Université centrale de sciences politiques (Chine) en 1942.

Maîtrise à la London School of Economics en 1947.

Doctorat à l'Université de Liverpool en 1950.

Fonctions actuelles

Conseiller juridique du Ministère chinois des affaires étrangères.

Membre de la Commission du droit international de l'ONU.

Professeur de droit international à l'Université de Beijing.

Professeur de droit international à l'Académie chinoise des sciences sociales (études supérieures).

Expérience professionnelle

Chargé de recherche principal à l'Institut chinois d'études internationales (1972-1979).

Directeur du Centre de recherche et membre du Conseil de l'Institut chinois des affaires étrangères (1956-1971).

Professeur de droit international au Collège des affaires étrangères à Beijing.

Membre de la Commission juridique du Comité national de la Conférence politique consultative du peuple chinois.

Activités professionnelles

Membre du Conseil d'administration de la Société chinoise de droit international.

Membre du Conseil d'administration de l'Institut international de droit spatial (IIDS).

Membre de l'Académie internationale d'astronautique.

Membre du Comité de rédaction du Journal of Space Law du Centre d'études juridiques de l'Université du Mississippi (États-Unis).

Membre du Comité de rédaction international de Space Policy, Butterworth Scientific Ltd (Royaume-Uni).

Membre du Conseil consultatif, Air Law, Kluwer (Pays-Bas).

Membre du Comité de rédaction de Space Communications, publié par Elsevier (Pays-Bas).

Professeur invité de droit international à l'Université chinoise de sciences politiques et de droit, à la faculté de droit de l'Université populaire chinoise, à l'Académie des sciences sociales de Shanghai, à l'Université de droit et de sciences politiques de la Chine orientale à Shanghai, à la faculté de droit de l'Université de Hanzhou, à l'Université de Nankin, à l'Université Zhongshan de Guanzhou, à l'Université de Wuhan, à l'Université Nankai de Tientsin, à l'Université de Sichuan et à la faculté de droit de la Chine du nord-ouest à Xian.

Professeur invité et conférencier à l'Université du Mississippi, à la Southern California University, à l'Université Lincoln, à l'Université McGill, à l'Université de Cologne, à l'Université d'Utrecht et au Shue Yan College de Hong-kong.

Professeur honoraire à l'Université Lincoln (États-Unis).

Participation à des conférences internationales

Observateur de la Chine au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (ONU) en 1980.

Représentant de la Chine au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique depuis 1981.

Membre de la délégation chinoise à la Conférence UNISPACE-82.

Dirige la délégation chinoise au Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique depuis 1983.

A participé à divers séminaires et colloques internationaux, en particulier :

Au Colloque sur la préservation de l'espace pour des utilisations pacifiques organisé par l'Université des Nations Unies et l'Institut international d'études sociales à La Haye, en mars 1984.

Au Colloque sur le thème "Les traités peuvent-ils prévenir la course aux armements dans l'espace?" organisé par le Center for Research of Air and Space Law de l'Université McGill à Montréal en octobre-novembre 1985.

Au Colloque sur le thème "La surveillance de l'espace au service de la maîtrise et de la vérification des armements" organisé par le Centre for Research of Air and Space Law de l'Université McGill à Montréal en octobre 1987.

Au Colloque international sur "Les aspects environnementaux des activités spatiales (état de la législation et mesures de protection)", organisé par

l'Institut du droit aérien et spatial de l'Université de Cologne en mai 1988.

Représentant de la Chine à la Conférence asiatique sur la télédétection (Aspect juridique) organisée à Guangzhou (Chine) en novembre 1990.

Représentant de la Chine à la Conférence internationale sur l'utilisation des technologies spatiales pour prévenir les catastrophes (Aspect juridique) organisée à Beijing en janvier 1992.

Distinctions décernées à titre professionnel

Certificat décerné en octobre 1989 par l'Institut international du droit de l'espace en reconnaissance de sa contribution à l'élaboration du droit de l'espace, en tant que Conseiller juridique du Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine, représentant de la Chine au Comité de l'espace et à son sous-comité juridique, membre du Conseil d'administration de l'Institut international du droit de l'espace, auteur et conférencier ayant abordé des thèmes liés au droit international de l'espace.

Certificat décerné en juin 1965 par l'Institut chinois des affaires étrangères en reconnaissance de son éminente contribution à la recherche, à la compilation et à la traduction dans les domaines des affaires internationales et du droit international.

Publications

Ouvrages

The Law of Outer Space, Law Publishing House, Beijing, 1992.

An Introduction to International Law, Chinese People's Institute of Foreign Affairs, Beijing, 1964.

Legal Nature of Five Principles of Peaceful Coexistence, World Affairs Publishing House, Beijing, 1965.

Legal Aspects of the Sino-Japanese War, 1937-1945, Chengchung Press, Shanghai, 1948.

Collections

Collection of International Treaties (Du traité de Westphalie de 1648 à 1972), traduction chinoise, 15 volumes. (éditeur/réviseur en chef), publiés de 1959 à 1988, World Affairs Publishing House, Beijing.

Textes de conférences

"An Introduction to Aerospace Law". Conférence donnée lors d'un séminaire sur le droit international dans des établissements d'enseignement supérieur chinois, organisé à l'intention du personnel enseignant sous l'égide du Ministère de la justice de la République populaire de Chine, 1983.

"An Introduction to Air Law". Conférence donnée lors d'un séminaire de juristes à Shanghai et dans d'autres provinces, organisé sous l'égide de l'Académie des sciences sociales de Shanghai, 1984.

"An Introduction to Space Law". Conférence donnée lors d'un séminaire de juristes à Shanghai et dans d'autres provinces, organisé sous l'égide de l'Académie des sciences sociales de Shanghai, 1984.

Articles

The Controversy over Definition and Delimitation of Outer Space. Chinese Yearbook of International Law, 1982, p. 85 à 98.

Legal Issues concerning International Direct Broadcasting by Satellites. Chinese Yearbook of International Law, 1983, p. 117 à 135.

Legal Issues on Remote Sensing from Outer Space. Chinese Yearbook of International Law, 1984, p. 48 à 56.

Space Militarization and Relevant Measures of Legal Control. Chinese Yearbook of International Law, 1985, p. 270 à 284.

Legal Issues concerning the Use of Nuclear Power Sources in Outer Space. Chinese Yearbook of International Law, 1986, p. 183 à 200.

The Legal Status of the Geostationary Orbit. Chinese Yearbook of International Law, 1987, p. 280 à 288.

Environmental Aspects of Space Activities and Relevant Protection Measures. Chinese Yearbook of International Law, 1988, p. 72 à 89.

Legal Status of Space Stations. Chinese Yearbook of International Law, 1989, p. 82 à 96.

Legal Issues of Commercialization of Space Activities. Chinese Yearbook of International Law, 1990, p. 3 à 21.

Legal Regime of Compensation for Damages caused by Space Objects. Chinese Yearbook of International Law, 1992.

Space Law. Encyclopaedia Sinica (Jurisprudence), Beijing, 1984, p. 344 et 345.

Outer Space. Encyclopaedia Sinica (Jurisprudence), Beijing, 1984, p. 598 et 599.

Aerial Hijacking. Encyclopaedia Sinica (Jurisprudence), Beijing, 1984, p. 344 et 345.

Territorial Airspace. Encyclopaedia Sinica (Jurisprudence), 1984, p. 386 et 387.

International Protection of Human Rights. Encyclopaedia Sinica (Jurisprudence), Beijing, 1984, p. 490 et 491.

Genocide. Encyclopaedia Sinica (Jurisprudence), Beijing, 1984, p. 412 et 413.

Apartheid. Encyclopaedia Sinica (Jurisprudence), Beijing, 1984, p. 906 et 907.

Prohibition of the Slave Trade. Encyclopaedia Sinica (Jurisprudence), Beijing, 1984, p. 326 et 327.

Aerial Hijacking and Relevant International Conventions. People's Daily, 14 mai, 1983.

Legislative Function of the United Nations. People's Daily, 19 octobre 1985.

Response to Questions on Space Treaties. People's Daily, 23 février 1989.

Concepts of Outer Space Differ. China Daily (en anglais), 2 mars 1982.

Treaties to Restrain the Space Arms Race. China Daily (en anglais) 20 novembre 1984.

International Law Guides the Way of the World. China Daily (en anglais), 25 octobre 1985.

The United Nations and the National Independence Movement in Asia, Africa and Latin America. World Affairs, Beijing, No 4, 1964, p. 2 à 4.

Observations on Disarmament Talks between the United States and Soviet Union. International Studies, Beijing, No 3, 1982, p. 24 à 28.

Legal Measures for Prevention of an Arms Race in Outer Space. International Studies, Beijing, No 4, 1984, p. 32 à 36.

Space Law Issues at the Turn of the XXth Century. World Missiles and Spacecraft (bimensuel), décembre 1983, Beijing, p. 1 à 4.

China's Entry into the World Space Market and Relevant Legal Issues. Aerospace China (bimensuel, ancien titre : World Missiles and Spacecraft), Beijing, décembre 1990, p. 6 à 8.

Present Status and Prospect of International Cooperation in the Peaceful Uses of Outer Space. Chinese Space Science and Technology (bimensuel), Beijing, No 45, avril 1988, p. 31 à 36.

Some Reflections on the Five Space Treaties. Chinese Space Science and Technology (bimensuel), Beijing, octobre 1989, p. 69 à 71.

Space Technology and International Cooperation. Space technology Applications, No 1, juin 1988, p. 5 à 7.

Comments of the Registration Convention. Developments of the Science of Law Abroad, Xian, Chine, No 4, 1987, p. 10 à 14.

China's Role in International Space Year. China Scientific and Technical Daily, 10 mai 1990.

The Problem of Definition and Delimitation of Outer Space. Journal of Space Law, University Mississippi Law Center, vol. 10, No 2 (1982), p. 157 à 163.

Towards a New Legal Regime for the Use of Nuclear Power Sources in Outer Space. Journal of Space Law, University of Mississippi Law Center, vol. 14, No 2 (1986), p. 95 à 112.

Environmental Impact of Space Activities and Measures for International Protection. Journal of Space Law, University of Mississippi Law Center, vol. 16, No 2 (1988), p. 117 à 127.

Militarization of Outer Space and Legal Control. Annals of Air and Space Law, Centre for Research of Air and Space Law, Université McGill, vol. IX, 1984, p. 439 à 451.

Observations on the Main Issues of Space Law in the United Nations. Annals of Air and Space Law, Centre for Research of Air and Space Law, vol. X, 1985, p. 353 à 365.

The Development of Space Law as a Result of Technology Changes. Annals of Air and Space Law, Centre for Research of Air and Space Law, Université McGill, vol. XIV, 1989, p. 255 à 265.

Certain Legal Aspects of Commercialization of Space Activities. Annals of Air and Space Law, Centre for Research of Air and Space Law, Université McGill, vol. XV, 1990, p. 333 à 342.

Analogies in the Development of the Law of the Sea and Law of Outer Space. International Studies, Beijing, No 4 (1986), p. 56 à 64.

On Definition and Delimitation of Outer Space. Selected Articles from the Chinese Yearbook of International Law, Beijing, 1983, p. 106 à 124.

Legal Protection of Foreign Investment in China. International Trade Journal, Beijing, No 4 (1988), p. 4 à 9.

Trends in International Economic Law. International Trade Journal, No 1 (1986), p. 12 à 16.

Settlements of Disputes in Space Law. The Science of Law, Zhejiang, No 4 (1985), p. 5 à 10.

Avant-propos de Selected Articles on International Space Law. Institute of Information on Space Science and Technology, 1990.

Avant-propos de la traduction en chinois de The Law of Outer Space – An Experience in Contemporary Law-making, de Manfred Lachs, Shanghai, 1990.

Some Observations on the Draft Principles of International Direct Television Broadcasting by Satellites. Proceedings of the 25th Colloquium on the Law of Outer Space, IISL, Paris, 1983, p. 317 à 320.

Basic Principles of International Cooperation in the Peaceful Uses of Outer Space. Proceedings of the 26th Colloquium on the Law of Outer Space, IISL, Budapest, 1983, p. 251 à 254.

Control of the Arms Race in Outer Space. Proceedings of the 27th Colloquium on the Law of Outer Space, IISL, Lausanne, 1984, p. 354 à 357.

On Strengthening the Role of COPUOS for Maintaining Outer Space for Peaceful Uses. Proceedings of the 28th Colloquium on the Law of Outer Space, IISL, Stockholm, 1985, p. 37 à 40.

The Teaching and Study of Space Law. Proceedings of the 29th Colloquium on the Law of Outer Space, IISL, Innsbrück, 1986, p. 272 à 275.

Towards International Control of Environmental Hazards of Space Activities. Proceedings of the 30th Colloquium on the Law of Outer Space, IISL, Brighton, 1987, p. 138 à 141.

GSO and Developing Countries. Proceedings of the 31st Colloquium on the Law of Outer Space, IISL, Bangalore, 1988, p. 109 à 112.

Space Law and Astronautical Technology Changes. Proceedings of the 32nd Colloquium on the Law of Outer Space, IISL, Torremolinos-Malaga, 1989, p. 467 à 470.

Regulation of Commercial Space Activities. Proceedings of the 33rd Colloquium on the Law of Outer Space, IISL, Dresde, 1990, p. 58 à 61.

Review of Definitional Issues in Space Law in the Light of the Development of Space Activities. Proceedings of the 34th Colloquium on the Law of Outer Space, IISL, Montréal, 1991.

Legal Aspects of Monitoring and Protecting Earth Environment by Space Technology. Proceedings of the 35th Colloquium on the Law of Outer Space, IISL, Washington, 1992.

The Registration Convention and Maintenance of the Peaceful Uses of Outer Space. Dans Maintaining Outer Space for Peaceful Uses. Publié sous la direction de N. Jasentuliyana, Université des Nations Unies, 1984, p. 117 à 120.

Towards Legal Control of Space Arms – A Difficult Process. Dans Arms Control and Disarmament in Outer Space. Publié sous la direction de N. M. Matte, Centre for Research of Air and Space Law, Université McGill, 1985, p. 125 à 142.

Space Arms Control and International Verification. Dans An Arms Race in Outer Space: Could Treaties Prevent it? Publié sous la direction de N. M. Matte, Centre for Research of Air and Space Law, Université McGill, 1985, p. 119 à 126.

An International Verification Regime: A New Task Confronting the International Community. Dans Space Surveillance for Arms Control and Verification: Options. Publié sous la direction de N. M. Matte, Centre for Research of Air and Space Law, Université McGill, 1987, p. 127 à 130.

The Role of COPUOS for Maintaining Outer Space for Peaceful Uses. Space Policy, vol. 2, No 1, février 1986, p. 3 à 6.

Main Features of Space Law Teaching. Dans China, the Teaching of Space Law around the World. Publié sous la direction de Stephen Gorove, University of Mississippi Law Center, 1986, p. 83 à 90.

China and International Law. Crotiana, 1987, Pays-Bas.

International Control of Environmental Hazards of Space Activities. Revista del CIDA, Dirección Nacional de Aviación Civil e Infraestructura Aeronáutica, Uruguay, Año XIII, 1988, p. 9 à 15.

International Measures for Protection of Space Environment. Dans Proceedings of an International Colloquium on Environmental Aspects of Activities in Outer Space: State of Law and Measures of Protection. Publié sous la direction de Karl-Heinz Bookstiegel, mai 1988, Cologne (Allemagne), p. 245 à 250.

Main Issues of Space Law in the United Nations. Dans Liber Amicorum Honouring Nicolas Mateesco Matte. Publié sous la direction de G. R. Baccelli, Istituto di Napoli, Éditions A. Pedone, Paris, 1988, p. 143 à 154.

Legal Issues of China's Entry into the International Space Market, German Journal of Air and Space Law, vol. 40, No 3, septembre 1991, p. 278 à 283.

Legal Aspects of Space Activities and the Environment, Space Law: Development and Scope. Publié sous la direction de N. Jasentuliyana, Praeger, New York, 1992.

Rapports, critiques d'ouvrages, etc.

Report on the Second United Nations Conference on Outer Space (UNISPACE-82). Dans Chinese Yearbook of International Law, 1983, p. 482 à 487.

Report on the 27th Colloquium of the Law of Outer Space, IISL. Dans Chinese Yearbook of International Law, 1985, p. 421 à 423.

Report on a Symposium on Conditions Essential for Maintaining Outer Space for Peaceful Uses. Dans Chinese Yearbook of International Law, 1985, p. 424 à 426.

Critique d'ouvrage : Stephen Gorove (éditeur), Space Shuttle and the Law, University of Mississippi Law Center, 1980. Dans Developments of the Science of Law Abroad, Xian, No 4 (1986), p. 40 à 43.

Report of the 29th Colloquium on the Law of Outer Space, IISL. Dans Chinese Yearbook of International Law, 1987, p. 517 à 519.

Report of the 30th Colloquium on the Law of Outer Space, IISL. Dans Chinese Yearbook of International Law, 1988, p. 420 à 422.

Report on a Symposium on Space Surveillance for Arms Control and Verification: Options. Dans Chinese Yearbook of International Law, 1988, p. 444 à 446.

Critique d'ouvrage : Stephen Gorove (éditeur), United States Space Law: National and International Regulations, (Oceana Publications, 1985), dans Chinese Yearbook of International Law, 1988, p. 513 à 517.

Critique d'ouvrage : Prof. Bin Cheng (éditeur), International Law: Teaching and Practice, Londres, 1982. Dans Developments of Science of Law Abroad, Xian, No 4 (1988), p. 36 à 38.

Report on International Colloquium of Environmental Aspects of Activities in Outer Space: Status of Law and Measures of Protection, 1988, Cologne. Dans Chinese Yearbook of International Law, 1989, p. 562 à 564.

Report on the 31st Colloquium on the Law of Outer Space, IISL. Dans Chinese Yearbook of International Law, 1989, p. 565 à 567.

Critique d'ouvrage : M. Lachs, The Law of Outer Space: An Experience in Contemporary Law-making, Sijthoff, Leiden, 1972 (traduction chinoise). Dans Chinese Space Science and Technology, vol. 9, No 1, février 1989, p. 59 à 61.

Report on the 32nd session of the United Nations Committee on the Peaceful Uses of Outer Space. Dans Chinese Yearbook of International Law, 1990, p. 326 à 334.

Report on the 33rd session of the United Nations Committee on the Peaceful Uses of Outer Space. Dans Chinese Yearbook of International Law, 1991.

Report on the 33rd Colloquium on the Law of Outer Space, IISL. Dans Chinese Yearbook of International Law, 1991.

Report on the 30th session of the Legal Subcommittee of the United Nations COPUOS. Dans Chinese Yearbook of International Law, 1992.

Report on the 34th Colloquium on the Law of Outer Space, IISL. Dans Chinese Yearbook of International Law, 1992.

HERDOCIA SACASA, Mauricio

(Nicaragua)

[Original : espagnol]

Études universitaires

Université nationale autonome du Nicaragua, León.

Université du Costa Rica, faculté de droit, San José.

Université nationale autonome du Nicaragua, faculté de sciences humaines, filière du droit, Managua.

Autres études

Institut d'études internationales, La Haye, spécialisation en droit international.

Séminaire de perfectionnement en droit international, organisé par l'UNITAR au siège de la Cour internationale de Justice, La Haye.

Institut Matías Romero, à Mexico, spécialisation en commerce.

Cours de droit international organisé par le Comité juridique interaméricain.

Diplômes

Docteur en droit et notaire public, spécialisé en droit international et négociations diplomatiques.

Langues

Anglais, français et espagnol.

Publications

Articles portant sur des questions de droit international et mémoires sur divers sujets.

Fonctions exercées

Conseiller à la Commission nationale de promotion et de protection des droits de l'homme, 1982-1983.

Directeur général adjoint des affaires juridiques du Ministère nicaraguayen des relations extérieures, 1983-1984.

Coordonnateur de l'instance consultative, 1984-1995.

Membre du groupe nicaraguayen à la Cour permanente d'arbitrage, 1993.

/...

Coordonnateur du groupe national de conseillers pour les questions territoriales, 1990-1995.

Coordonnateur national pour le Groupe de Rio, 1995.

Principales réunions et conférences internationales

Membre des délégations nicaraguayennes ayant participé au processus de négociation de paix en Amérique centrale, sous l'égide du Groupe de Contadora et du Groupe d'appui (Mexique, Colombie, Venezuela, Panama, Argentine, Brésil, Pérou et Uruguay, 1983-1986).

Membre des délégations nicaraguayennes à tous les sommets des présidents d'Amérique centrale (1986-1995).

Membre des délégations nicaraguayennes à toutes les réunions des ministres des relations extérieures d'Amérique centrale (1987-1995).

Membre des délégations nicaraguayennes à toutes les conférences ministérielles entre les États membres de l'Union européenne et les États d'Amérique centrale, Entretiens de San José (1984-1995).

Membre des délégations nicaraguayennes à toutes les réunions de la Commission de sécurité d'Amérique centrale, chargé d'établir un équilibre des forces dans la région et un nouveau modèle de sécurité. A collaboré à un projet de traité en la matière (1990-1995).

Membre du Groupe de rédaction du Protocole de Tegucigalpa portant modification de la Charte de l'Organisation des États d'Amérique centrale (ODEAC) (1991).

Membre de la Commission préparatoire pour l'entrée en vigueur du Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA) (1992-1993).

Membre de la délégation nicaraguayenne à différentes sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies (1984-1995).

Membre de la délégation nicaraguayenne à différentes sessions de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA), notamment lors de réunions spéciales portant sur Haïti et le Pérou et de sessions extraordinaires (1983-1995).

Membre des délégations nicaraguayennes à diverses réunions centraméricaines de coordination des mesures de lutte contre le trafic des drogues (1989-1991).

Membre des délégations nicaraguayennes lors de divers pourparlers informels des ministres des affaires étrangères tenus dans le cadre du Système économique latino-américain (SELA) (1990-1991).

Membre de différentes délégations de la République du Nicaragua lors de sommets présidentiels bilatéraux avec le Costa Rica, El Salvador, le Honduras et la Jamaïque (1990-1994).

Membre des délégations nicaraguayennes ayant participé à l'Association pour la démocratie et le développement en Amérique centrale depuis sa création à San José (Costa Rica), rassemblant 29 pays et 9 organismes internationaux (1990-1993).

Membre des délégations nicaraguayennes auprès de la Commission de coordination pour le développement de l'Amérique centrale, constituée à l'initiative de l'ancien sénateur des États-Unis, Terry Sanford (1991-1995).

Membre des délégations nicaraguayennes aux première et deuxième Conférences ministérielles entre l'Amérique centrale et la Communauté des Caraïbes (CARICOM) (1992-1993).

Membre de la délégation nicaraguayenne au Sommet des présidents d'Amérique centrale et du Mexique qui a été à l'origine des Accords de Tuxtla Gutiérrez (1990).

Membre des délégations nicaraguayennes à tous les sommets ibéro-américains (1991-1995).

Membre de la délégation nicaraguayenne aux première, deuxième, troisième et quatrième réunions de la Commission mixte Chine-Amérique centrale (1992-1995).

Membre des délégations nicaraguayennes ayant préparé diverses rencontres de la Présidente du Nicaragua avec ses homologues brésilien, argentin et chilien (1992).

Membre de la délégation nicaraguayenne au sein des commissions mixtes, bilatérales et techniques constituées avec le Costa Rica, El Salvador, le Honduras et la Jamaïque (1990-1995).

Membre de la délégation nicaraguayenne au premier Sommet des présidents des pays d'Amérique centrale et du Groupe des Trois (Mexique, Venezuela, Colombie) (1993).

Membre de la délégation nicaraguayenne lors des réunions pour la création et l'entrée en vigueur de l'Association des États des Caraïbes (1994-1995).

Président du Comité de rédaction de la deuxième Conférence internationale des démocraties nouvelles ou rétablies, Managua (1994).

Membre de diverses délégations ministérielles et présidentielles ayant assisté à des réunions du Mouvement des pays non alignés (1990-1995).

Membre de la délégation nicaraguayenne au Sommet mondial pour le développement social, Copenhague (1995).

Coordonnateur national de la représentation centraméricaine au Groupe de Rio et membre des délégations ayant assisté aux réunions de ce groupe (1995).

IDRIS, Kamil

(Soudan)

[Original : anglais]

Certificat d'études (avec mention).

Licence en philosophie, sciences politiques et économies, Université du Caire (avec mention).

Licence en droit, Université de Khartoum (avec mention).

Diplôme d'administration publique (Département de gestion), Institut d'administration publique, Khartoum (avec mention "Bien").

Maîtrise de droit international et d'affaires internationales, Ohio University, États-Unis (avec mention "Très bien").

Doctorat en droit international, Institut supérieur d'études internationales, Université de Genève (avec mention).

Thèse de doctorat : "Étude de cas sur le Traité instituant une zone d'échanges préférentiels pour les États de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe".

Domaines d'intérêt

Diplômes

Économie internationale, Institut supérieur d'études internationales (Genève).

Histoire internationale et sciences politiques, Institut supérieur d'études internationales (Genève).

Droit international du développement, Institut supérieur d'études internationales (Genève).

Droit des voies navigables internationales, Institut supérieur d'études internationales (Genève).

Droit international des finances et des systèmes bancaires, Institut supérieur d'études internationales (Genève).

Programmation micro-informatique, Microland (Genève).

Langues

Arabe, anglais, français, espagnol.

Enseignement

Chargé de cours en philosophie et jurisprudence, Université du Caire (1976-1977).

/...

Chargé de cours en jurisprudence, Ohio University, États-Unis (1978).

Examineur externe en droit international, faculté de droit, Université de Khartoum (1984).

Chargé de cours en droit de la propriété intellectuelle, faculté de droit, Université de Khartoum (1986).

Conférencier lors de plusieurs séminaires, ateliers et colloques internationaux, régionaux et nationaux.

Décorations

Décoré de la Scholars and Researchers State Gold Medal, décernée par le Président de la République du Soudan (1983).

Décoré de la Scholars and Researchers Gold Medal, décernée par le Président de l'Académie de recherche scientifique et de technologie d'Égypte (1985).

Expérience professionnelle

Journaliste à temps partiel, pour les journaux soudanais El-Ayam et El-Sahafa (1971-1979).

Conférencier, Université du Caire (1976).

Directeur assistant, Département arabe, Ministère des affaires étrangères, Khartoum (1977).

Directeur assistant, Département de la recherche, Ministère des affaires étrangères, Khartoum (janvier-juin 1978).

Directeur adjoint, Département juridique, Ministère des affaires étrangères, Khartoum (juillet-décembre 1978).

Membre de la Mission permanente du Soudan auprès de l'Office des Nations Unies à Genève (1979-1982).

Vice-Consul du Soudan en Suisse (1979-1982).

Conseiller juridique de la Mission permanente du Soudan auprès de l'Office des Nations Unies à Genève (1979-1982).

Administrateur de programmes principal, Bureau de la coopération pour le développement et des relations extérieures pour l'Afrique, OMPI (1982-1985).

Directeur du Bureau du développement pour la coopération et des relations extérieures (chargé des pays arabes et européens), OMPI (1985-1994).

Autres responsabilités

Vice-Président de la Commission du droit international (CDI) à sa quarante-cinquième session (1993).

Représentant de la CDI à la trente-cinquième session du Comité consultatif juridique afro-asiatique (Manille, mars 1996).

Membre du Groupe de travail de la CDI chargé de l'élaboration d'un projet de statut d'une cour criminelle internationale.

Membre du Comité de rédaction de la CDI.

A participé à diverses réunions de la Ligue des États arabes (LEA) et de ses institutions spécialisées.

A participé à des réunions du Conseil des ambassadeurs arabes, organisées par la délégation permanente de la LEA auprès de l'Office des Nations Unies à Genève.

Expert juridique dans plusieurs comités ministériels rassemblant le Soudan et d'autres pays.

Membre du Comité d'experts juridiques de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), qui a élaboré plusieurs conventions régionales.

Membre du Conseil de consultants internationaux, Constrotal S.A., Genève.

Conseiller juridique pour les conseils ministériels et les conférences au sommet de l'OUA (Khartoum, juillet 1978, et Monrovia, juillet 1979).

A participé à plusieurs réunions et conférences internationales de l'OMS, de l'OIT, de l'UIT, de l'OMPI, de la Croix-Rouge et du Comité exécutif du Haut Commissariat pour les réfugiés.

Membre des comités spéciaux créés pour des activités d'appel de fonds en faveur des réfugiés en Afrique.

Rapporteur de la Troisième Commission (recherche scientifique marine) à la reprise de la neuvième session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (Genève, 1980).

Chef de la délégation soudanaise à la réunion préparatoire de l'OUA consacrée au projet de code international de conduite pour le transfert de technologie (Addis-Abeba, mars 1981).

Porte-parole du Groupe africain et du Groupe des 77 sur toutes les questions relatives au transfert de technologie, à l'énergie, aux pratiques commerciales restrictives et à la coopération technique entre pays en développement aux vingt-deuxième et vingt-troisième sessions du Conseil du commerce et du développement (Genève, février et septembre 1981).

Chef de la délégation soudanaise, porte-parole du Groupe africain et Coordonnateur du Groupe des 77 à la quatrième session de la Conférence des Nations Unies chargée d'élaborer un code international de conduite pour le transfert de technologie (Genève, mars-avril 1981).

Porte-parole du Groupe des 77 sur le chapitre 9 (Droit applicable et règlement des différends) à la Conférence des Nations Unies chargée d'élaborer un code international de conduite pour le transfert de technologie (Genève, mars-avril 1981).

Chef de la délégation soudanaise et Président de l'Atelier sur les politiques juridiques en matière de transfert de technologie (Koweït, septembre 1981).

Président du Groupe africain et du Groupe des 77 à la première session du Groupe international d'experts des pratiques commerciales restrictives (Genève, novembre 1981).

Président du Groupe permanent des 15 sur le transfert et le développement de technologie, au sein de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) (Genève, 1980-1983).

Porte-parole du Groupe africain et du Groupe des 77 à la réunion consacrée aux aspects économiques, commerciaux et relatifs au développement du système de propriété industrielle (Genève, février 1982).

Coordonnateur du Groupe africain et du Groupe des 77 aux première, deuxième et troisième sessions du Comité intérimaire de la Conférence des Nations Unies chargée d'élaborer un code international de conduite pour le transfert de technologie (Genève, mars, mai et septembre-octobre 1982).

Coordonnateur du Groupe africain et du Groupe des 77 à la Réunion d'experts gouvernementaux chargés d'examiner le transfert, l'application et le développement de la technologie dans le secteur des biens d'équipement et de l'outillage industriel (Genève, juillet 1982).

Coordonnateur et porte-parole du Groupe africain et du Groupe des 77 au Groupe international d'experts chargé d'examiner la possibilité de mesurer le courant de ressources humaines en ce qui concerne le transfert inverse de technologie (Genève, août-septembre 1982).

Coordonnateur des pays en développement pour la rédaction de la résolution relative au mandat du HCR, durant la trente-troisième session du Comité exécutif du HCR (Genève, octobre 1982).

Coordonnateur et porte-parole du Groupe africain et du Groupe des 77 à la Réunion d'experts gouvernementaux chargés d'examiner le transfert, l'application et le développement de la technologie dans le secteur de l'énergie (Genève, octobre-novembre 1982).

Coordonnateur et porte-parole du Groupe africain et du Groupe des 77 à la quatrième session de la Commission du transfert de technologie (Genève, novembre-décembre 1982).

Expérience juridique et appartenance à des associations professionnelles

Membre du barreau soudanais (Khartoum).

Membre de l'Union des avocats arabes (Le Caire).

Membre de l'Association des juristes africains (Dakar et Paris).

Avocat inscrit et officier ministériel habilité à recevoir les déclarations sous serment au Soudan.

Projets et documents

A élaboré et négocié, au nom de l'OMPI, de nombreux projets concernant la coopération pour le développement dans le domaine de la propriété industrielle.

A organisé, au nom de l'OMPI, divers séminaires et ateliers, et donné plusieurs conférences.

A rédigé divers documents sur les aspects juridiques et du développement de la propriété intellectuelle.

A supervisé et géré (du point de vue administratif et en ce qui concerne le fond) des projets exécutés en Asie, en Amérique latine, en Afrique et dans les pays arabes.

Conférences, séminaires, cours et colloques

A représenté le Soudan à de nombreuses conférences internationales et régionales; a participé à de nombreux séminaires, colloques, groupes de discussion et a donné des cours à des étudiants dans diverses disciplines académiques internationales.

A représenté l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) à divers séminaires, colloques et réunions.

A représenté l'OMPI dans les équipes chargées de la politique générale et des opérations du PNUD, New York (1983).

Chargé de cours au Séminaire de formation de l'OMPI sur les brevets destinés aux fonctionnaires des pays en développement, Moscou (1986).

A fait une visite d'étude à l'Institut Max-Planck (Munich) portant sur l'enseignement du droit de la propriété intellectuelle (1986).

A participé à l'organisation et à l'animation de trois sessions de formation à l'intention de fonctionnaires africains sur le rôle des brevets dans le développement, sous l'égide de l'OMPI et de l'Organisation régionale africaine de la propriété industrielle (ARIPO), Harare (1984).

A participé à l'organisation de deux réunions de haut niveau de planification des politiques en matière de propriété industrielle (une pour les pays arabes et une pour les pays africains), tenues respectivement à Genève et Lomé (1985).

A participé à l'organisation et à l'animation de deux sessions de formation à l'intention de fonctionnaires arabes sur le rôle des brevets dans le développement, sous l'égide de l'OMPI, Genève (1986).

A participé à l'organisation et à l'animation d'un séminaire itinérant consacré au rôle de la propriété industrielle dans le développement, tenu à Tripoli (Libye), Aden, Khartoum et Amman (1987).

A participé à l'organisation et à l'animation d'un séminaire régional sur la propriété industrielle pour les pays arabes, Damas (1987).

A participé à l'organisation et à l'animation de séminaires sur la législation de la propriété industrielle, à Mogadishu et Damas (1987).

A organisé une réunion de planification des politiques en matière de propriété industrielle pour les pays arabes, Amman (1988).

A participé à l'organisation et à l'animation de séminaires régionaux et nationaux sur les brevets et le développement, Le Caire, Damas, Amman, Mascate et Koweït City (1989).

A participé à l'organisation et à l'animation de séminaires régionaux et nationaux sur divers aspects de la propriété industrielle, Alger, Amman, Le Caire et Rabat (1990).

A participé à l'organisation et à l'animation d'un séminaire régional sur la propriété industrielle pour le développement, Le Caire (1991 et 1992).

A fait un exposé lors d'une conférence sur le transfert de technologie, Mascate (1992).

A fait un exposé lors d'un séminaire régional sur la propriété industrielle, Rabat (1993).

Publications

Euro-Arab Dialogue, juin 1977.

State Responsibility in International Law, septembre 1977.

The Theory of Human Action, septembre 1977.

The Philosophy of "Haddith" and "Sunna" in Islamic Law, janvier 1978.

The Doctrine of Jurisdiction in International Law, décembre 1978.

American Embassy in Tehran Case, mars 1979.

The Legal Regime of the Nile, décembre 1980.

Issues pertaining to Transfer and Development of Technology in Sudan, mai 1981.

China and the Powers in the 19th Century, mai 1981.

Legal Dimensions of Economic Cooperation among Developing Countries, juin 1981.

The Common Fund for Commodities, juin 1981.

General Aspects of Transfer of Technology at the National and International Levels, novembre 1981.

Preferential Trading Arrangements among Developing Countries, février 1982.

North-South Insurance Relations: The Unequal Exchange, décembre 1984.

The Role of Patents in Research and Development Activities, mars 1986.

The Role of Patents in Economic Development, septembre 1987.

The Law of non-navigational uses of international water courses; the International Law Commission's draft articles: An overview, novembre 1995.

The Theory of Source and Target in Child Psychology, janvier 1996.

Articles

Plusieurs articles portant sur le droit, l'économie et la jurisprudence, parus dans divers journaux et périodiques.

ILLUECA, Jorge E.

(Panama)

[Original : anglais/espagnol]

M. Jorge E. Illueca a été Président de la République du Panama en 1984, Ministre des relations extérieures (1981-1982), élu président de la trente-huitième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (1983-1984), Président du Conseil de sécurité des Nations Unies par roulement mensuel en 1958, 1959, 1976 et 1981. Il a été Président du Groupe de l'Amérique latine et des Caraïbes en 1960, 1976, 1979 et en septembre 1994. Il a été membre du Groupe de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye et membre de la Commission du droit international de l'ONU jusqu'en 1991. Il est cofondateur de l'Institut de droit comparé et de droit international de l'Université de Panama. Il est diplômé des Universités de Panama, Harvard et Chicago. Il a obtenu son diplôme de docteur en droit à l'Université de Chicago en 1955.

En sa qualité de Président de l'Association nationale du barreau, il a présidé le Congrès sur la souveraineté nationale convoqué par le Mouvement de revendication de la voie interocéanique créé en janvier 1964. Par la suite, le Gouvernement l'a nommé la même année Ambassadeur spécial du Panama aux États-Unis pour entamer les négociations relatives aux nouveaux traités du canal de Panama. En 1972, il a été envoyé spécial de son pays dans le cadre des négociations tenues à Washington et en 1977, il a accompagné le chef de l'État, le général Omar Torrijos Herrera, à la cérémonie de signature des Traités Torrijos-Carter au siège de l'OEA, dans la capitale des États-Unis.

M. Illueca a été Président de l'Académie panaméenne de droit international, Directeur du quotidien El Panamá América, député à l'Assemblée législative et professeur de relations internationales et de droit international à l'Université de Panama. Président de la XIXe Réunion de consultation des ministres des relations extérieures de l'OEA, tenue à Washington en février 1981 et consacrée à la controverse sur la frontière entre l'Équateur et le Pérou. En avril 1982, il a été chef de la délégation du Panama aux sessions du Conseil de sécurité de l'ONU (New York) et la vingtième Réunion de consultation des Ministres des relations extérieures du Traité interaméricain d'assistance mutuelle sur la question des îles Malvinas (Washington). En sa qualité de Vice-Président de la République, il a participé en 1982 à la création du Groupe de Contadora constitué par la Colombie, le Mexique, le Venezuela et le Panama. Il a été invité par le Secrétariat d'État aux relations extérieures et le Secrétariat d'État à l'éducation du Mexique au colloque convoqué dans le cadre des préparatifs du Sommet du mécanisme permanent de consultation et de concertation politique du Groupe des Huit (novembre 1987).

M. Illueca a exercé de nombreuses fonctions comme représentant du Panama dans le système des Nations Unies, à l'OEA, à la Commission économique pour l'Amérique latine, dans le Système économique latino-américain (SELA), au Groupe des 77 et dans le Mouvement des pays non alignés. Il a été signataire au nom de Panama du Manifeste aux peuples d'Amérique latine, signé lors de la réunion des chefs d'État boliviariens et du Roi d'Espagne, tenue à Caracas en 1983, à l'occasion du bicentenaire de la naissance du libérateur. Il a été Président de

/...

la première Réunion consultative du Système économique latino-américain (SELA), consacrée à la politique économique latino-américaine envers les États-Unis (Panama, novembre 1981). En sa qualité de Ministre des relations extérieures de son pays, il a été à l'origine de la réunion plénière extraordinaire du Conseil des Nations Unies pour la Namibie qui a adopté la Déclaration de Panama et son Programme d'action. En 1984, il a présidé la délégation panaméenne à la Conférence économique latino-américaine à Quito. En octobre 1995, il a fait partie de la délégation panaméenne au Sommet des pays non alignés de Cartagena. Il a également présidé la délégation de son pays à la Réunion ministérielle consacrée à la méthodologie du Mouvement des pays non alignés.

Conférences

Comité des relations extérieures de Miami (1975); Conseil de défense interaméricain (1975 et 1978); Institut supérieur d'études syndicales du Panama (1975); deuxième Conférence interaméricaine sur les aspects juridiques de l'indépendance économique (1975); Association latino-américaine d'agents d'information en matière de développement (ALACODE) (Melgar, Colombie, 1975); Columbia Society of International Law, faculté de droit de l'Université Columbia (1976); Conférence annuelle sur les Nations Unies, organisée par la Central Michigan University (1977); Conférence sur la question du canal de Panama organisée à l'Université d'Alabama (débat sur le nouveau traité relatif au canal avec l'ancien sénateur démocrate d'Alabama, James B. Allen, 1977); sixième Conférence annuelle sur l'Amérique latine, Programmes concernant l'Amérique latine de la Temple University et du Saint Joseph College, Philadelphie (1977); Montclair State College (Upper Montclair, New Jersey, 1977); Trinity College (Hartford, Connecticut, 1977); Université de Scranton (1977); The National War College (Washington, 1977); American Human Association (New York, 1977); City University of New York, Graduate School and University Center (1977); Lebanon Valley College (Annville, Pennsylvanie, 1978); Conférence sur l'Amérique centrale, Centre d'études latino-américaines, California State University (Los Angeles, 1978).

À l'invitation du Président Miguel de la Madrid Hurtado, il a participé en août 1986 à la rencontre internationale de personnalités qui a eu lieu à Mexico, pendant la deuxième Réunion au sommet des mandataires d'Argentine, de Grèce, d'Inde, du Mexique, de Suède et de République-Unie de Tanzanie, à Ixtapa, qui a abouti sur la Déclaration de Mexico. En octobre 1986, il a été l'un des participants au séminaire sur des nouvelles possibilités de développement en Amérique latine, organisé à l'Université nationale autonome de Mexico sous l'égide de la Coordination des sciences humaines et de l'Institut latino-américain d'études économiques, sociales et de communication (ILESCO). En novembre de la même année, il a participé au séminaire consacré à la crise centraméricaine, organisé par l'Université interaméricaine de Porto Rico et l'Université pour la paix, où a été adoptée la Déclaration de San Juan, dont il est l'un des signataires. Il a participé en avril 1994 au premier forum l'Ajusco sur le développement durable et la réforme de l'État en Amérique latine et dans les Caraïbes, organisé dans la capitale mexicaine par le Colegio de México et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Il est actuellement membre du Conseil de rédaction du supplément Tierra América publié par le Bureau régional pour l'Amérique latine du PNUE.

En septembre 1994, M. Illueca a été nommé Ambassadeur, Représentant permanent du Panama auprès de l'ONU. Il a dirigé la délégation panaméenne aux quarante-neuvième et cinquantième sessions de l'Assemblée générale. Le 11 mars 1995, il est devenu chef de la délégation panaméenne, titulaire d'une des vice-présidences revenant à l'Amérique latine et aux Caraïbes pour le Sommet mondial pour le développement social de Copenhague. En sa qualité de Représentant permanent de son pays, il a assisté à la cérémonie commémorative du cinquantième anniversaire de la signature de la Charte des Nations Unies, célébrée à San Francisco, le 26 juin 1995.

M. Illueca est marié à Mme Luzmila Arosemena de Illueca (Ed. D., Institut pédagogique de l'Université de Columbia), ex-doyenne de la faculté d'enseignement infirmier de l'Université du Panama et ancien membre du Groupe consultatif d'experts en soins infirmiers de l'OMS.

M. Illueca a été décoré des distinctions suivantes : Collier de l'Ordre du libérateur San Martín (Argentine), Palmes de San Martín (Argentine), Grand Croix du condor des Andes (Bolivie), Grand Croix extraordinaire de l'Ordre de Boyacá (Colombie), Grand Croix de l'Ordre d'Isabelle la Catholique (Espagne), Grand Croix extraordinaire de l'Ordre de l'honneur et du mérite Duarte, Sánchez y Mella (République dominicaine), Grand Croix de l'Ordre royal du Phénix (Grèce), Grand Croix de l'Ordre de l'indépendance (Guinée équatoriale), Grand Croix de l'Ordre de l'aigle aztèque (Mexique), Collier de l'Ordre Belisario Porras (Panama), Collier de l'Ordre Manuel Amador Guerrero (Panama), Collier de l'Ordre Vasco Nuñez de Balboa (Panama), Grand Croix de l'Ordre du libérateur (Venezuela), Grand Croix de l'Ordre Francisco Miranda (Venezuela) et Grand Croix extraordinaire de l'Ordre Andrés Bello (Venezuela).

JACOVIDES, Andreas J.

(Chypre)

[Original : anglais]

M. Andreas J. Jacovides, actuellement Ambassadeur de Chypre aux États-Unis d'Amérique, est né à Nicosie (Chypre) le 19 décembre 1936. Il est membre de la Commission du droit international depuis 1982 (élu en 1981 et réélu en 1986 et 1991).

Études

M. Jacovides a terminé ses études secondaires avec mention au Collège panchypriot de Nicosie en 1954 et suivi des études supérieures de droit, se spécialisant en droit international, à l'Université de Cambridge, Inns of Court (Middle Temple) à Londres et à la faculté de droit de Harvard (BA, LL.B, MA, LL.M, Avocat). À Cambridge, il a reçu une double distinction de première classe et a terminé major de sa promotion en 1958. Il a reçu plusieurs prix académiques (prix Wright, prix Winfield, Bourse MacMahon). Lors de l'examen final du barreau (1959), il a reçu le prix du droit international. Il a bénéficié d'une bourse Henry à la faculté de droit de Harvard où il a été diplômé en droit international public (1959-1960). À Cambridge, il était président de la John's College Law Society et College Supervisor en droit international.

Carrière diplomatique

M. Jacovides est le doyen des agents diplomatiques de Chypre. Il justifie de vastes connaissances juridiques, ainsi que d'une formation et d'une expérience dans les domaines de la législation internationale et de la diplomatie bilatérale et multilatérale.

Il sert actuellement son deuxième mandat d'Ambassadeur aux États-Unis (depuis septembre 1993), avec une accréditation simultanée pour le Canada, le Brésil, la Jamaïque, la Barbade, les Bahamas et le Guyana, la Banque mondiale et le FMI; il est également observateur permanent auprès de l'OEA. Il est en outre Représentant permanent habilité auprès de l'OACI.

Il a été précédemment Représentant permanent de Chypre auprès de l'ONU (1992-1993); Ambassadeur en République fédérale d'Allemagne et Ambassadeur non résident auprès de l'Autriche et du Danemark et Représentant permanent auprès de l'AIEA et de l'Office des Nations Unies à Vienne et des institutions ayant leur siège à Vienne (1990-1992); il a également été Secrétaire permanent du Ministère des affaires étrangères à Nicosie (1989-1990).

Il a représenté son pays aux États-Unis (brièvement doyen du corps diplomatique de Washington) entre 1979 et 1989 avec une accréditation simultanée comme Ambassadeur auprès du Brésil et de l'Équateur, Haut Commissaire au Canada, en Jamaïque et aux Bahamas, Observateur permanent auprès de l'OEA et Représentant de Chypre à la Banque mondiale et au FMI. Il a été Haut Commissaire non résident à la Barbade, au Guyana et à Trinité-et-Tobago

/...

(1972-1979). Son premier poste diplomatique était comme Premier secrétaire, puis conseiller à la Mission permanente de Chypre auprès de l'ONU (1960-1965), où il est revenu comme Ministre plénipotentiaire et Ambassadeur (1969-1979). Entre 1965 et 1969, il a été Directeur du Cabinet du Ministre au Ministère des affaires étrangères à Nicosie et Directeur de la première Division politique.

En septembre 1960, M. Jacovides est devenu membre de la première mission diplomatique envoyée par Chypre après son indépendance et a fait partie de toutes les délégations chypriotes aux sessions ordinaires de l'Assemblée générale des Nations Unies depuis l'admission de Chypre à l'Organisation en septembre 1960.

M. Jacovides a participé activement à toutes les activités en matière de droit international de l'ONU et d'autres organisations internationales au cours des 35 dernières années : il a représenté Chypre à la Sixième Commission (juridique) de la quinzième à la cinquantième session de l'Assemblée générale (il a assumé la vice-présidence de la Sixième Commission en 1972).

Il a également siégé aux commissions et comités de l'Organisation suivants :

Comité spécial pour la question de la définition de l'agression;

Comité consultatif pour le programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, des études, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international;

Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI);

Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation;

Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales, dont il a été Vice-Président;

Comité des relations avec le pays hôte, dont il a été Président en 1992-1993;

Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement;

Comité des utilisations pacifiques des fonds des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale.

M. Jacovides a été chef adjoint (et Président par intérim) de la délégation chypriote à la Conférence des Nations Unies sur le droit des Traités (Vienne, 1968 et 1969), et il a signé, au nom de Chypre, la Convention qui en a résulté.

Après son mandat au Comité des utilisations pacifiques des fonds des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale (1971-1973), il a dirigé la délégation chypriote à la troisième Conférence des Nations Unies sur

/...

le droit de la mer et a été Vice-Président de sa troisième Commission (New York, 1973; Caracas, 1974; Genève, 1975; New York, 1976; New York, 1977; Genève, New York, 1978; Genève, New York, 1979); à la troisième Conférence des pays méditerranéens sur le droit de la mer (Athènes, 1974); à la Réunion du Groupe des 77 sur le droit de la mer (Nairobi, 1974); à la Réunion du Comité juridique consultatif afro-asiatique sur les questions relatives au droit de la mer (New Delhi, 1976); à la Réunion des pays du Commonwealth sur les questions relatives au droit de la mer (New York, 1976). Il a signé la Convention sur le droit de la mer à Montego Bay (Jamaïque) en décembre 1982. Il a également représenté Chypre à la session inaugurale de l'Autorité internationale des fonds marins (Kingston, novembre 1994) et à la session qui a suivi (Kingston, mars 1995); il a dirigé la délégation chypriote à la réunion des États parties à la Convention sur le droit de la mer (New York, 1995).

M. Jacovides a représenté Chypre à la Conférence des Nations Unies sur la prescription en matière de vente internationale d'objets mobiliers corporels, dont il était Vice-Président (New York, 1974). Il a dirigé la délégation chypriote à la dix-neuvième session extraordinaire de l'OACI (New York, 1973) et a représenté son pays aux douzième et quatorzième sessions du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (New York, 1975 et 1977).

M. Jacovides a également représenté Chypre au Comité juridique consultatif afro-asiatique (Tokyo, 1974; Beijing, 1990; et Le Caire, 1991) et participé à des réunions de conseillers juridiques à New York (1992, 1993, 1994 et 1995).

Lorsqu'il travaillait au Ministère des affaires étrangères à Nicosie (1965-1969), il assumait notamment les fonctions de conseiller juridique pour les questions de droit international public.

Il a également été conseiller juridique auprès des missions du Gouvernement chypriote à la Banque mondiale et a participé activement à l'adoption de la Convention de l'Agence multilatérale de garantie des investissements de la Banque mondiale, qu'il a signée au nom de Chypre (1987). Il a également signé, en son nom, d'autres accords internationaux avec les États-Unis et le Canada (en matière de prévention de la double imposition, de coopération douanière, etc.).

Participation aux travaux de la Commission du droit international et autres activités dans le domaine juridique

M. Jacovides sert actuellement son troisième mandat de membre de la CDI, ayant été élu en 1981 et réélu en 1986 et 1991 (en 1991, il était Vice-Président et en 1995, on lui a proposé la présidence, qu'il a refusée). Il est également membre à titre personnel du Groupe de conciliateurs et arbitres du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) de la Banque mondiale (1987 à 2002) et du Groupe d'arbitres et de conciliateurs de l'OSCE (depuis 1990). Il a été membre du Groupe national chypriote chargé de désigner des candidats pour la Cour internationale de Justice (1989-1993) et a été membre d'un groupe composé de 10 hauts fonctionnaires chargés d'étudier le rôle futur du Commonwealth et de faire des recommandations à ce sujet (1990-1991).

Parmi les autres activités juridiques de M. Jacovides, on mentionnera :

Il a enseigné le droit des organisations internationales à la New School for Social Research, à New York (1963-1965);

Il a représenté Chypre au Séminaire Dag Hammarskjöld sur le droit des traités (Uppsala, 1966);

Il a représenté Chypre au Séminaire de l'Académie internationale de la paix consacré aux opérations de maintien de la paix (Vienne et Helsinki, 1970, 1971 et 1972) et il a été membre associé de l'Académie;

Il a participé à des tables rondes lors des réunions de l'American Society of International Law consacrées aux thèmes suivants : les opérations de maintien de la paix des Nations Unies (Iowa, 1969), le droit de la mer (Washington, 1977), le droit international et la diplomatie (Washington, 1983), Chypre : le droit international et les perspectives d'un règlement (Washington, 1984); la Décennie des Nations Unies pour le droit international : perspectives et promesses (New York, 1995);

Il a participé à une table ronde lors de la Réunion du Council on Foreign Relations consacrée au terrorisme international (New York, 1973);

Il a représenté Chypre à la dixième Conférence sur le droit mondial du Centre de la paix mondiale par le droit (Sao Paulo, 1981);

Il a participé à des tables rondes dans le cadre du Colloque sur le droit de la mer organisé par l'Université Duke (Durham, 1982);

Il a représenté Chypre au septième Colloque international sur la Convention européenne des droits de l'homme (Copenhague/Oslo/Lund, 1990);

Il a participé à des séminaires diplomatiques sur la juridiction pénale internationale à Talloires (1991) et Courmayeur (1992);

Il a participé au Congrès des Nations Unies sur le droit international public (New York, 1995);

Il a participé aux travaux du Groupe international d'experts sur le respect des accords internationaux en matière d'environnement (Washington, 1996).

Autres activités dans les domaines politique et diplomatique

Sur le plan politique, outre les postes qu'il occupe actuellement et sa participation active aux travaux des commissions politiques de l'Assemblée générale depuis 1960 et du Conseil de sécurité pour les débats concernant la situation à Chypre, M. Jacovides a mené les activités suivantes dans le domaine de la diplomatie multilatérale et bilatérale :

Il a dirigé la délégation chypriote à la Réunion ministérielle du Bureau de coordination des pays non alignés (La Havane, mars 1975; Alger, mai 1976; New Delhi, avril 1977; et La Havane, mai 1978);

/...

Il a été chef adjoint de la délégation chypriote à la Conférence des Ministres des affaires étrangères des pays non alignés (Lima, août 1975, et Belgrade, juillet 1978);

Il a été membre de la délégation chypriote à la cinquième Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays non alignés (Colombo, août 1976);

Il a fait partie de la délégation chypriote à la Conférence des Premiers Ministres du Commonwealth (Londres, 1965 et 1966; Kingston, 1975; Londres, 1977; Nassau, 1985; Vancouver, 1987);

Il a dirigé la mission spéciale chypriote lors des cérémonies célébrant l'entrée en fonctions du Président du Costa Rica (1978), du Président du Brésil (1979 et 1985), du Président de l'Équateur (1988), ainsi que l'indépendance de Sainte-Lucie (1979);

Il a fait partie de la suite officielle du Président de la République de Chypre, l'Archevêque Makarios, lors des visites officielles de Sa Béatitude au Panama, au Pérou, en Uruguay, au Chili, en Équateur et en Colombie (1966);

Il a été membre de la délégation chypriote à la Conférence annuelle des gouverneurs du FMI et de la Banque mondiale (Washington, 1979-1989 et 1993-1995).

Il a été chef adjoint de la délégation chypriote à la première Réunion ministérielle de la CSCE (Berlin, 1991).

En sa qualité de secrétaire permanent du Ministère des affaires étrangères (1989-1990), M. Jacovides s'est rendu en mission officielle à Beijing, Bangkok, New Delhi, Bonn, Berne, Moscou et Londres.

En sa qualité de Représentant permanent de Chypre auprès de l'ONU, il a dirigé des délégations lors des réunions suivantes :

Consultations informelles portant sur la Convention des Nations Unies de 1982 sur le droit de la mer, 6-7 août 1992, 28-29 janvier 1993, 27-28 avril 1993 et 2-6 août 1993.

Dixième session de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer, 10-21 août 1992.

Douzième réunion des États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, 10 septembre 1992.

Réunion d'organisation de la session du Conseil économique et social de 1993, 1er-5 février 1993.

Troisième réunion des États parties à la Convention relative aux droits de l'enfant, 23 février 1993.

Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation, 1er-19 mars 1993.

Comité spécial des opérations de maintien de la paix, 5-27 avril 1993.

Groupe de travail informel pour le point 31 de l'ordre du jour :
Revitalisation et restructuration de l'Organisation des Nations Unies.

Comité préparatoire du cinquantième anniversaire de l'ONU.

Septième session du Comité intergouvernemental de négociation d'une convention-cadre sur les changements climatiques, 15-19 mars 1993.

En novembre 1992, il a été élu à l'unanimité Président du Comité des relations avec le pays hôte.

En mai 1993, M. Jacovides a reçu le soutien du Groupe asiatique pour la présidence de l'une des commissions de la quarante-huitième session de l'Assemblée générale.

En juin 1993, il a été Président du Groupe asiatique.

M. Jacovides a fait des déclarations sur les thèmes suivants, avant et durant la quarante-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies :

"La situation en Bosnie-Herzégovine", 24 août 1992/15 décembre 1992.

"Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation – Agenda pour la paix", 9 octobre 1992.

"La Charte des Nations Unies et le raffermissement du rôle de l'Organisation", 15 octobre 1992.

"Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Comité consultatif juridique afro-asiatique", 21 octobre 1992.

"Rapport de la Commission du droit international", 27 octobre 1992.

"Protection du climat mondial pour les générations présentes et futures", 6 novembre 1992.

"Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects", 12 novembre 1992.

"La Décennie des Nations Unies pour le droit international", 16 novembre 1992.

"La politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain", 18 novembre 1992.

"Le cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies", 30 novembre 1992.

"La question de Palestine", 1er décembre 1992.

"Le droit de la mer", 10 décembre 1992.

"La Charte des Nations Unies et le raffermissement du rôle de l'Organisation", 5 mars 1993.

"Les opérations de maintien de la paix", 23 avril 1993.

"Organisation de l'unité africaine : rétrospective et perspectives", 4 juin 1993.

"Conseil d'administration du PNUD : hommage à l'Administrateur du PNUD", 16 juin 1993.

Activités universitaires

M. Jacovides a enseigné le droit international public en tant que College Supervisor à St. John's College, Cambridge (1958-1959), effectué des recherches approfondies sur la question de la responsabilité des États à la faculté de droit de Harvard (1959-1960) et enseigné le droit des Nations Unies à la New School for Social Research à New York (1963-1965).

Il est membre actif de l'American Society of International Law depuis 1968, a fréquemment participé à des tables rondes de l'Association et est membre de son comité des organisations internationales et de ses groupes d'intérêt sur la Décennie des Nations Unies pour le droit international et la Cour criminelle internationale. Il a présenté des communications sur des questions juridiques, politiques, économiques et culturelles dans nombre d'universités et de facultés de droit aux États-Unis et au Canada (notamment, tout récemment, à la Fletcher School of Law and Diplomacy, la Kennedy School of Government, la John Bassett Moore Society à l'Université de Virginie, l'Université LaSalle, l'Université du Tennessee, la McGeorge School of Law), ainsi qu'au Washington Foreign Service Institute, à la Hoover Institution, au Council of Foreign Affairs à San Francisco, au Los Angeles World Affairs Council et au Harvard Club à New York.

Décorations/distinctions

M. Jacovides a reçu un diplôme honoris causa de docteur ès lettres (Mount Vernon College, 1981), de docteur en droit (Université d'Indianapolis, 1989) et de docteur en philosophie (Université de Hawaii, 1995). Il est membre diplomatique associé à titre honoraire de la School of Foreign Service de l'Université de Georgetown, membre du Conseil de l'Institute of World Affairs, membre de l'International Platform Association et membre de l'International Advisory Board of the American University et membre de la Commission Fulbright de Chypre.

M. Jacovides est Commandeur de l'Ordre du Phénix (Grèce, 1976) et décoré du Grosses Goldenes "Ehrenzeichen am Bande" (Autriche, 1992). Il est membre à vie de la Cambridge Union Society et du Harvard Club de New York. Il est également citoyen d'honneur de nombreuses villes américaines.

Publications

En plus de nombreuses déclarations sur divers sujets politiques et juridiques (parues dans les comptes rendus officiels de la Sixième Commission, de la Commission du droit international, de la Conférence sur le droit des traités, de la Conférence sur le droit de la mer, etc.), de conférences sur des sujets comme les travaux du corps diplomatique de Washington, le rôle du Commonwealth et la Cour criminelle internationale, M. Jacovides a publié des lettres et des articles dans divers journaux et revues (The New York Times, The Washington Post, The Wall Street Journal, The Globe and Mail, The International Herald Tribune, The U. S. News and World Report, The Economist et ses déclarations ont été reproduites dans les United States Congressional Records. Il a publié les articles et ouvrages suivants consacrés à des questions juridiques ou politiques :

"The Right of a State to Waive, Compromise or Settle Claims of its nationals" (mémoire de 210 pages, Harvard Law School, 1960).

"Treaties Conflicting with Peremptory Norms of International Law and the Zurich-London Agreements", Nicosie (1966).

"United Nations Peace-keeping – the Role of Small States and the Cyprus Experience" (1969), reproduit dans International Organization: Law in Movement publié par the Oxford University Press (1974).

"The Cyprus problem and the United Nations" dans Cyprus Reviewed (1977).

"Three Aspects of the Law of the Sea: Islands, Delimitation and Dispute Settlement", Marine Policy, vol. 3, No. 4, IPC Science and Technology Press, Royaume-Uni (1979).

"The Cyprus Question – Its Dimensions, Implications and Prospects for a Solution", Occasional Papers, American University, Washington, D.C. (1980).

"Peaceful Settlement of Disputes in Ocean Conflicts: Does UNCLOS III Point the Way?", Duke University (1982); reproduit dans Contemporary Issues in International Law sous la direction de T. Buergenthal, 1984.

"International Law in International Diplomacy", Proceedings of the American Society of International Law (1983).

"Cyprus: International Law and the Prospects for Settlement", Proceedings of the American Society of International Law (1984).

"International Law and Diplomacy: The Case of Cyprus", World Affairs Journal, Vol. IV, No. 1, Los Angeles World Affairs Council (1985).

"The Cyprus Problem and United Nations Peace-keeping", lecture at Harvard University, reproduit dans Kypriaka Themata (1989).

"The Role of International Law in Diplomacy", dans Das Neus Europa (Bouvier, 1992).

Jus Cogens, Outlines on selected topics of international Law (A/CN.4/454, 9 novembre 1993, p. 16 à 26).

"Cyprus: The International Law Dimension", The American University Journal of International Law and Policy (1995).

"The U.N. Decade of International Law". Proceedings of the American Society of International Law (1995).

À paraître en 1996 :

"The United States, Cyprus and the Rule of Law", Publication of the Proceedings of the American Hellenic Institute Conference (Washington).

"The Role of International Law in the World Today and Tomorrow", publication de la CDI : International Law on the Eve of the 21st century.

KAMTU, Maurice

(Cameroun)

[Original : français]

Identité

Date et lieu de naissance : 15 février 1954 à Bafoussam (Cameroun)

Nationalité : camerounaise

État civil : marié, père de quatre enfants

Diplômes et titres

Licence en droit public, faculté de droit de Yaoundé, 1979 (mention "Bien").

Diplôme des Hautes études internationales, IHEI de Nice, 1980 (mention "Très bien").

Certificat d'études supérieures des Communautés européennes, IHEI de Nice, 1980 (mention "Assez bien").

Diplôme d'études approfondies de droit public fondamental, faculté de droit de Nice, 1980 (mention "Assez bien").

Diplôme d'études approfondies de droit international, faculté de droit de Nice, 1980 (mention "Bien").

Diplôme de l'Institut d'administration publique de Paris, 1982 (mention "Bien").

Doctorat d'État en droit, faculté de droit de Nice (France), 1983 (mention "Très honorable" et félicitations du jury).

Lauréat de la faculté de droit de Nice, 1983.

Agrégé des facultés françaises de droit, Paris, 1988.

Fonctions universitaires

Assistant au Collège universitaire d'études fédéralistes, Aoste (Italie), 1980-1982.

Chargé d'enseignement à l'Institut européen des Hautes études internationales de Nice, 1982-1983.

Chargé de cours à l'Institut des relations internationales du Cameroun (IRIC), Université de Yaoundé, 1984-1988.

Chargé de cours à l'École nationale d'administration et de magistrature (ENAM), Yaoundé.

/...

Chargé de cours à l'École supérieure des sciences et techniques de l'information (ESSTI), Yaoundé.

Professeur agrégé de droit public depuis 1988.

Professeur à la faculté de droit et à l'Institut des relations internationales du Cameroun (IRIC), Université de Yaoundé II.

Professeur à l'École nationale d'administration et de magistrature, Yaoundé.

Professeur à la faculté de droit de l'Université de Ngaoundéré.

Professeur associé à l'Université catholique d'Afrique centrale (ICY).

Professeur associé à la faculté de droit de l'Université de Douala.

Expérience d'expert et de consultant

Secrétaire général – Rapporteur de la Conférence nationale sur la relation entre le désarmement et le développement organisée par le Gouvernement camerounais pour le compte du Groupe africain à l'ONU, 1985.

Consultant auprès de la Mission d'aménagement et d'équipement des terrains urbains et ruraux (MAETUR) du Ministère de l'urbanisme et de l'habitat, sur la réglementation de l'urbanisme, 1986.

Consultant auprès de la Société nationale d'investissement (SNI) dans l'affaire État du Cameroun (SNI) c. Klökner, 1986.

Membre de la Commission des textes de l'Université de Yaoundé, 1990.

Consultant auprès du Ministère de l'information et de la culture pour la législation sur la liberté de l'information et la communication sociale, 1990.

Consultant auprès du Ministère des postes et télécommunication et membre de la Commission dudit ministère sur la législation et le réglementation des PTT (Législation et convention internationales), 1990-1991.

Membre de la Commission de réforme de l'École nationale d'administration et de la magistrature (ENAM), 1990-1991.

Consultant auprès de l'UIT pour la rédaction de la Convention et de l'Accord d'exploitation de l'Organisation africaine de télécommunications par satellite (RASCOS).

Expert consultant auprès du PNUD/FAO pour l'étude des aspects législatifs et institutionnels de la protection de l'environnement au Cameroun, en vue de l'élaboration d'un plan national pour la protection de l'environnement, 1992.

Expert dans le cadre du projet d'harmonisation du droit des affaires dans la zone franc, 1993.

Consultant auprès de l'Organisation africaine de télécommunications par satellite (RASCOM) basée à Abidjan (Côte d'Ivoire).

Consultant auprès de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC).

Consultant associé au Cabinet Juridis, SA (Yaoundé) de 1988 à 1993.

Fondateur et consultant en chef du Cabinet Brain Trust Consulting & Business Inc. (Yaoundé).

Coagent, conseil et avocat de la République du Cameroun dans le différend frontalier et territorial qui l'oppose à la République fédérale du Nigéria devant la Cour internationale de Justice de La Haye (CIJ).

Consultant auprès de la Société des télécommunications internationales du Cameroun (INTELCAM).

Consultant auprès du Ministère de l'environnement et des forêts du Cameroun.

Désigné arbitre devant la cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale de Paris en 1994, dans l'affaire Scemar Sarl c. Dragages, SA.

Activités scientifiques

Enseignements

Enseignements de droit international public à l'Institut des relations internationales du Cameroun (IRIC) depuis 1984;

Enseignements de droit international public à la faculté de droit de l'Université de Yaoundé depuis 1992 et à la faculté de droit de l'Université de Douala depuis 1993;

Enseignements de systèmes politiques comparés à l'Institut des relations internationales du Cameroun (IRIC), 1984-1985;

Enseignements de droit administratif à l'École nationale d'administration et de magistrature (ENAM) depuis 1984;

Enseignements de droit administratif approfondi à la faculté de droit de l'Université de Yaoundé depuis 1988;

Enseignements de droit constitutionnel à la faculté de droit de l'Université de Yaoundé, 1988-1990, et à la faculté de droit de l'Université de Ngaoundéré, 1993-1994;

Enseignements des grands problèmes politiques, économiques et sociaux du monde contemporain à l'École nationale d'administration et de magistrature, 1984-1985, et à la faculté de droit de l'Université de Ngaoundéré, 1993-1994;

Enseignements du droit de l'information à l'École supérieure des sciences et techniques de l'information, 1987-1990;

Enseignements de droit public à l'Institut catholique de Yaoundé depuis 1991;

Enseignements de droit de l'environnement à l'Institut catholique depuis 1994.

Direction d'une équipe de recherche dans le domaine du droit international et des relations internationales à l'IRIC.

Direction des projets de recherche à l'Université de Yaoundé.

Direction de plusieurs thèses de doctorat en droit international public, en droit public interne et en droit de l'environnement ainsi que de nombreux mémoires postgraduation.

La chronique "Pays d'Afrique francophone" dans Yearbook of International Environmental Law (États-Unis) depuis le volume 3, 1992.

La chronique "L'OUA et la sécurité en Afrique" dans l'Annuaire ARES (France) depuis 1991.

Organisation et coordination de colloques scientifiques.

Missions d'enseignement auprès des universités étrangères :

Faculté de droit de Bordeaux I (France), 1989-1990;

Faculté de droit de Limoges (France), 1990-1991, 1991-1992, 1992-1993, 1993-1994;

Faculté de droit de Nice (France), 1991-1992;

Université des réseaux d'expression française (UREF-France), 1994-1995;

Faculté de droit de Dakar (Sénégal), 1994-1995;

Faculté de droit de l'Université du littoral (France), 1995-1996.

Jurys et concours :

Membre de jury pour la soutenance de nombreuses thèses en droit et en science politique à la faculté de droit de Yaoundé et à l'Institut des relations internationales du Cameroun;

Président et membre de jury de nombreux mémoires postgraduation en droit et en science politique à la faculté de droit et à l'Institut des relations internationales du Cameroun;

Membre du jury du concours d'entrée à l'Institut des relations internationales du Cameroun;

Membre du jury du concours d'entrée à l'École nationale d'administration et de magistrature (ENAM);

Membre du jury du concours d'agrégation de droit public (CAMES), session de novembre 1993, à Cotonou (Bénin);

Membre du jury du concours d'agrégation de droit public (CAMES), session de novembre 1995, à Lomé (Togo).

Fondateur et Directeur du Centre d'études, de recherches et de documentation en droit international et sur l'environnement (CERDIE), Université de Yaoundé II (IRIC).

Fondateur et Codirecteur de la Revue juridique africaine (RJA) depuis 1988.

Codirecteur de la Revue de législation et de jurisprudence camerounaise jusqu'en 1994.

Fondateur et Directeur de la revue Lex Lata depuis 1994.

Membre et Secrétaire général du Comité national des droits de l'homme et des libertés du Cameroun (CNDHL).

Membre du Conseil scientifique du Centre d'études juridiques et politiques du monde africain de l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne) (France).

Membre du Groupe d'experts du Centre du droit de l'environnement de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) de Bonn (RFA).

Membre du Comité de réseau "Droit de l'environnement" de l'Université des réseaux d'expression française (UREF), Paris (France).

Membre des associations scientifiques suivantes :

Société française pour le droit international (SFDI) (France);
Société française pour le droit de l'environnement (SFDE) (France);
Association Henri Capitant (France);
International Law Association (ILA) (Grande-Bretagne);
Institut du droit d'expression française (IDEF) (France);
Société africaine de droit international et comparé (SADIC)
(Grande-Bretagne);
Société africaine pour le droit de l'environnement (SADE) (membre
fondateur) (France);
Association camerounaise pour les Nations Unies (ACNU) (Président
fondateur) (Cameroun);
Association française d'anthropologie du droit (AFAD) (France).

Distinctions honorifiques

Prix de thèse de la faculté de droit de Nice et de la ville de Nice, 1983.

Prix de l'Académie des sciences d'outre-mer, Paris, 1988.

Publications

Ouvrages

Pouvoir et droit en Afrique noire. Essai sur les fondements de constitutionnalisme dans les États d'Afrique noire francophone, Paris, LGDJ, 1987.

L'OUA : Rétrospective et perspectives africaines, Paris, Economica, 1990 (en collaboration).

Droit administratif processuel du Cameroun (Guide pratique), Yaoundé, Presses universitaires du Cameroun, 1991.

L'urgence de la pensée. Réflexions sur une précondition du développement en Afrique, Yaoundé, Éditions Mandara, 1993.

L'Afrique dans un monde en mutation. Dynamiques internes et marginalisation internationale (Directeur de publication), sous presse.

Droit de l'environnement en Afrique (sous presse, chez EDICEF, Paris).

Articles

Droit international

"L'affaire de la délimitation de la frontière maritime Guinée/Guinée-Bissau", Revue égyptienne de droit international, Le Caire, vol. 41, 1985, p. 73 à 147.

"Les aspects juridiques des relations entre le Cameroun et la République fédérale d'Allemagne", Revue camerounaise des relations internationales, Yaoundé, vol. 2, No 1, 1985, p. 27 à 105.

"La communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), une communauté de plus?", Annuaire français de droit international (AFDI), Paris, vol. XXXVIII, 1987, p. 839 à 862.

"Transfert de technologie et perspectives internationales de développement en Afrique subsaharienne. Quelques réflexions", Afrique et développement, Addis-Abeba, vol. XII, No 2, 1987, p. 101 à 133.

"L'accession de la Namibie à l'indépendance", Revue générale de droit international public (RGDIP), Paris, juillet-septembre 1990, No 3, p. 577 à 634.

"Le territoire du Cameroun et le droit international", rapport au XXXXe Congrès de l'Association Henri Capitant, 12-16 février 1990, 74 pages, La maîtrise des sols, travaux de l'Association Henri Capitant, Paris, Economica, 1991.

"Les tentatives de règlement non juridictionnel du différend territorial tchado-lybien à propos de la Bande d'Aouzou", Revue juridique et politique indépendance et coopération (RJPIC), 1991.

"Le droit international des ressources en eaux continentales africaines", AFDI, Paris, 1991.

"Les communautés européennes et les sanctions internationales", rapport de recherche au Centre de recherche en droit international de l'Académie du droit international de La Haye, session été 1991.

"Les actes de l'Organisation", communication au colloque organisé du 23 au 25 novembre 1994 par l'Académie de droit international de La Haye.

"Le mécanisme de l'OUA pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits : l'esquisse d'un nouvel instrument régional pour la paix et la sécurité en Afrique", communication au colloque organisé en mai 1995 par l'Institut du droit de la paix et du développement de l'Université de Nice Sophia Antipolis.

"L'ONU et l'assistance électorale", à paraître dans AFDI, 1995.

"Pauvreté et souveraineté dans l'ordre international contemporain", dans Mélanges Paul ISOART, 1996.

Droit administratif

"La fonction administrative contentieuse de la Cour suprême du Cameroun", dans Les cours suprêmes et hautes juridictions d'Afrique, tome I, Paris, Economica, 1988, p. 31 à 67.

"L'appel d'offres pour la livraison d'ouvrages clefs en main en droit camerounais", RJPIC, France, Nos 2 et 3, mai-juin, p. 236 à 253.

"Introduction au droit de l'urbanisme du Cameroun", Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger (RDP), Paris, No 6, 1988, p. 1609 à 1646.

"La participation des étrangers à l'administration publique camerounaise", Recueil Penant, France, No 801, août à décembre 1989, p. 403 à 432.

Note sur le jugement RIKAM A Nwae, Cour suprême du Cameroun, chambre administrative, 26 avril 1984, dans Recueil Penant, France, No 794, 1987, p. 357 à 364.

Note sur le jugement dame veuve ONGONO Régine, Cour suprême du Cameroun, chambre administrative, 26 mai 1984, dans Revue juridique africaine, Yaoundé, No "0", décembre 1989, p. 91 à 99.

Note sur l'arrêt Njikiakam Towa Maurice, Cour suprême du Cameroun, Assemblée plénière, 24 mars 1983, dans Recueil Penant, France, 1986, p. 347 à 361.

"La justice en Afrique : une justice entre tradition et modernité", dans Afrique contemporaine, Paris, No 156 (spécial), 1990, p. 57 à 64.

"Le silence de l'administration en droit administratif camerounais" (en collaboration), dans Lex Lata, Yaoundé, No 5, 1994.

"Réflexions sur un modèle administratif pour l'Afrique", communication au colloque organisé en mai 1995 à Rabat (Maroc) par l'IIAP de Paris, l'IISA de Bruxelles et l'ENA de Rabat.

"Le contentieux électoral au Cameroun", à paraître dans Recueil Penant, 1996.

Droit constitutionnel et science politique

"Le dauphin constitutionnel dans les régimes politiques africains (les cas du Cameroun et du Sénégal)", Recueil Penant, France, Nos 781 et 782, 1983, p. 256 à 282.

"Les nouvelles institutions constitutionnelles et politiques de la République centrafricaine", Recueil Penant, France, No 799, 1989, p. 7 à 31.

"L'énoncé des droits dans les constitutions africaines", rapport au colloque organisé par la faculté de droit de Limoges sur le thème "Espace juridique francophone et droits de l'homme", 2-3 octobre 1989, 24 pages, paru dans Revue juridique africaine, Yaoundé, Nos 2 et 3, 1991.

"Le 'Bill of Rights' dans le constitutionnalisme : sa genèse américaine et son destin africain", communication au colloque organisé à la faculté de droit de l'Université Marien Ngouabi (Congo), septembre 1991, à l'occasion du bicentenaire du "Bill of Rights".

"La responsabilité pénale des ministres sous la Ve République", dans Revue du droit public, Paris, No 5, 1991.

"La transition vers le pluralisme politique au Cameroun", rapport aux journées d'études organisées par le Centre d'études juridiques et politiques du monde africain et le Centre de droit constitutionnel de l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne), les 12 et 13 décembre 1990 à Paris, paru dans les actes dudit colloque sous la direction de M. Gérard Conac, Paris, Economica, 1993.

"Dynamique constitutionnelle du Cameroun indépendant", à paraître dans Revue juridique africaine, Yaoundé, 1995.

"Acte de gouvernement et droits de l'homme au Cameroun", à paraître dans Revue africaine des droits de l'homme, 1995 (publiée à Londres par la Commission africaine des droits de l'homme).

"Les conférences nationales africaines ou la création révolutionnaire des constitutions", communication pour le colloque de Bordeaux des 27 et 28 octobre 1995 sur la création du droit en Afrique.

Droit de l'environnement

"Les conventions régionales sur la conservation de la nature et des ressources naturelles en Afrique et leur mise en oeuvre", Revue juridique de l'environnement (RJE), France, 1991, No 4.

"Institutions internationales d'aide au développement et problèmes de l'environnement", communication présentée au Colloque international sur le droit de l'environnement, organisé à Rio de Janeiro (Brésil), du 27 octobre au 2 novembre 1991.

"Fleuves et lacs internationaux africains et problèmes écologiques. Aperçu des problèmes juridiques", communication au colloque international sur le thème

"Quels fleuves pour demain?", organisé par le Ministère français de l'environnement et le CNRS à la faculté de droit de Poitiers, du 23 au 26 septembre 1991, paru dans Environmental Policy and Law, Bonn (RFA), 1991.

"La désertification. Aperçu écologique et esquisse pour une convention sur les zones désertiques, arides, semi-arides et sèches humides", dans Droit de l'environnement et développement durable (sous la direction de M. Prieur et S. Doumbe-Bille), Presses universitaires de Limoges (PULIM), 1994.

"Les nouveaux principes du droit international de l'environnement", RJE, France, No 4, octobre-novembre 1992.

"Gestion des déchets et problématiques des sites contaminés au Cameroun", communication au colloque de Limoges de février 1994 sur "Les sites contaminés", à paraître aux PULIM, 1995.

"Les forêts, 'Patrimoine commun de l'humanité et droit international'", rapport introductif général au colloque de Limoges des 7 et 8 novembre 1994 sur "Droit, forêts et développement durable", à paraître à Bruxelles (Bruylant), 1995.

KATEKA, James L.

(République-Unie de Tanzanie)

[Original : anglais]

James Kateka est né le 29 avril 1945 dans le district de Karagwe (République-Unie de Tanzanie). Il est marié à Adolphine (née Gabone) qui est économiste. Ils ont un fils, Kahabuka Edward.

Études

L'Ambassadeur est juriste de formation. Il a obtenu en 1970 une licence en droit (avec mention) à l'University College, Dar es-Salaam, University of East Africa, puis, en 1974, une maîtrise en droit (spécialisation droit international) au Kings College, University of London. Il est associé (avocat) au cabinet juridique South Law Chambers, basé à Dar es-Salaam.

Carrière diplomatique

James L. Kateka est un diplomate de carrière qui est entré au Ministère tanzanien des affaires étrangères le 23 mars 1970. Il est actuellement Ambassadeur de son pays auprès de la Fédération de Russie, et est en même temps accrédité auprès d'autres pays de la Communauté d'États indépendants (CEI). Avant d'aller à Moscou, il a été Ambassadeur auprès de la République fédérale d'Allemagne pendant cinq ans (1989-1994), et résidait à Bonn. Il a été en même temps accrédité auprès de l'Autriche, de la Pologne, de la Roumanie, du Saint-Siège et de la Suisse.

L'Ambassadeur Kateka a été Directeur du Département des affaires juridiques et des organisations internationales du Ministère des affaires étrangères de 1983 à 1989. De 1980 à 1983, il a été ministre conseiller, avant d'être promu au rang de ministre plénipotentiaire, et il a rempli les fonctions de Chef de la Section des traités au Ministère des affaires étrangères.

De 1976 à 1989, James L. Kateka a été affecté à la Mission permanente de la République-Unie de Tanzanie auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, où il a exercé les fonctions de conseiller (1978-1980), après avoir été Premier secrétaire (1976-1978). De 1973 à 1975, il a été Deuxième Secrétaire et Chef de la Section juridique du Ministère des affaires étrangères. De 1970 à 1973, il a été Troisième Secrétaire à la Division du protocole et des traités du Ministère des affaires étrangères.

Conférences

L'Ambassadeur Kateka a participé à 11 sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies entre 1976 et 1988. Il a exercé des fonctions à la Sixième Commission (Questions juridiques) et à la Première Commission. En tant que spécialiste du droit de la mer, il a participé à toutes les sessions de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, de 1973 à 1982. Entre 1983 et 1993, il a participé à toutes les sessions de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal

/...

international du droit de la mer. En 1994 et 1995, il a participé à la Première Session de l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins à Kingston. Entre 1971 et 1973, il a participé à toutes les sessions du Comité des utilisations pacifiques du fonds des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale. Ce comité a préparé la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer.

L'Ambassadeur Kateka a pris part à des conférences sur l'environnement. En 1972, il a représenté la Tanzanie à la Conférence de Stockholm sur l'environnement, qui a été la première de ces conférences internationales. En 1972, il a participé à la Conférence de Londres qui a abouti à la rédaction de la Convention de Londres sur l'immersion des déchets. En 1973, il a pris part à la Conférence sur la Convention sur l'immersion des déchets organisée par l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation (OMCI) devenue l'Organisation maritime internationale (OMI).

En 1977, M. Kateka a dirigé la délégation tanzanienne à la Conférence sur l'asile territorial à Genève. La même année, il a conduit la délégation tanzanienne à la Conférence qui a adopté la Convention de Vienne sur la succession d'États en matière de traités. En 1983, il a pris part à la réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth tenue à New Delhi. En 1985, il a participé à la Conférence des Nations Unies sur les femmes à Nairobi. La même année, il a participé à la vingt-cinquième session du Comité consultatif juridique afro-asiatique (AALCC), qui s'est réunie à Arusha (Tanzanie).

Activités diverses

L'Ambassadeur Kateka a écrit des articles sur le droit de la mer et les droits de l'homme.

Le pape Jean-Paul II lui a décerné en 1993 la décoration papale de la Grande Croix avec étoile de l'ordre de Pie IX.

LIVERPOOL, Nicholas Joseph Orville

(Dominique)

[Original : anglais]

État civil

Date de naissance : 9 septembre 1934
Lieu de naissance : Dominique
Nationalité : Dominicaine/barbadienne
Situation de famille : Marié, cinq enfants

Adresse

P.O. Box 233
Roseau
État libre associé de la Dominique

Téléphone : 809-448-8968

Études

1957-1960 : Licence en droit (avec mention) Hull University.

1958-1961 : Avocat, Inner Temple.

1962-1965 : Doctorat, Université de Sheffield.

Expérience professionnelle

1961-1965 : A participé à la révision de lois de la Barbade.

1962 : A établi l'index de "Theobald" sur les testaments, 12e édition.

1965-1967 : a) Chargé de cours à l'Université du Ghana; b) membre du Comité de rédaction du Ghana Law Journal.

1967-1968 : Chargé de recherche à l'Université McGill (Canada).

1967-1969 : A participé à la révision de lois de la Dominique et de Saint-Vincent.

1968-1970 : Avocat à la Dominique.

1970-1971 : Professeur de droit aux Bahamas.

1971-1973 : Avocat à la Dominique.

1973-1974 : Juge de tribunal de première instance à Antigua et à Montserrat.

/...

- 1974-1992 : Maître de conférence à la faculté de droit de l'Université des Antilles occidentales, Cave Hill (Barbade).
- 1974-1992 : Membre du Conseil de l'enseignement du droit.
- 1976-1978 : Doyen de la faculté de droit de l'Université des Antilles occidentales, Cave Hill (Barbade).
- 1978-1987 : Membre de la Commission des services judiciaires et juridiques de la Barbade.
- 1979-1980 : Consultant du Fonds du Commonwealth pour la coopération technique pour l'élaboration d'un nouveau code pénal pour le Belize (devenu le chapitre 84 de l'édition révisée des Lois du Belize, 1981, qui a remplacé l'ancien code pénal du Belize).
- 1979-1991 : Juge à la Cour d'appel de la Grenade.
- 1980-1981 : Consultant du PNUD pour l'élaboration de nouvelles lois foncières pour Sainte-Lucie, conformément à la recommandation de la Commission de la réforme foncière : Land Adjudication Act No 11 de 1984; Land Registration Act No 12 de 1984; Land Registration Rules No 82 de 1986; Land Surveyors' Act No 13 de 1984; Land Surveyors Rules No 68 de 1984; Agricultural Small Tenancies Act No 22 de 1983 et Civil Code (Amendment) Act No 14 de 1984.
- 1982-1991 : Membre de la Commission des services juridiques communautaires de la Barbade.
- 1982-1984 : Chef du Département d'enseignement de la faculté de droit de l'Université des Antilles occidentales, Cave Hill (Barbade).
- 1984-1986 : Doyen de la faculté de droit de l'Université des Antilles occidentales, Cave Hill (Barbade).
- 1986 : Consultant de l'OEA pour la rédaction du St John's Development Act for Antigua and Barbuda. Act No 1 (1986).
- 1986-1992 : Président du Income Tax Appeal Board (Commission de recours en matière d'impôt sur le revenu) de la Barbade.
- 1986-1992 : Directeur de projet, Projet Université des Antilles occidentales/USAID d'amélioration de la justice dans les Caraïbes.
- 1987 : Consultant de l'OPS pour la rédaction d'une loi sur l'hygiène de l'environnement pour les Bahamas. Act No 4 de 1987.
- 1987-1992 : Directeur de l'Institut de droit des Caraïbes.
- 1989-1990 : Vice-doyen de la faculté de droit de l'Université des Antilles occidentales, Cave Hill (Barbade).

1990-1992 : Commissaire à la révision des lois (Fonds du Commonwealth pour la coopération technique) pour les ordonnances du Belize.

1990-1992 : Juge à la Cour d'appel du Belize.

1991-1992 : Conseiller à l'Assemblée constituante régionale des îles du Vent.

1992-1993 : Commissaire à la révision des lois (Fonds du Commonwealth pour la coopération technique) pour les ordonnances de la Grenade.

1992-1995 : Juge à la Cour suprême des Caraïbes orientales.

1993-1994 : A participé à la révision des lois d'Antigua et de Barbuda.

Publications

Livres

OECS Law Reports (vol. 1 and 2) (1991) avec Cecil Helwett (674 pages and 506 pages respectivement).

OECS Law Reports (vol. 3) (1995), avec A. K. Fiadjoe (641 pages).

Cases on Commonwealth Caribbean Bills of Rights (vol. 1) (1991), avec K. A. Fiadjoe (655 pages).

Monographies

The History and Development of the St. Lucia Civil Code. I.S.E.R. Barbade, Étude spéciale No 5 (1977), 41 pages. Reproduit en 1983 par le Learning Resource Centre de l'Université des Antilles occidentales, Cave Hill. Également paru dans Revue générale de droit, University of Ottawa, Faculty of Law, 1983, vol. 14, No 2, p. 373 à 407. Et dans Essays on the Civil Codes of Quebec and St. Lucia, publié sous la direction de Raymond A. Landry et Ernest Caparros, University of Ottawa Press, 1984; p. 303 à 338.

Legal and Sociological Survey of Land Use and Land Tenure in the Less Developed Countries of CARICOM. Avec Patrick Emmanuel (1978), 3 volumes.

Articles

"The Legal Professions in the West Indies", avec K. W. Patchett : "Law in the West Indies : Some recent trends". International and Comparative Law Quarterly (1966), p. 117 à 136.

"The General Election in Dominica", Institute for Social and Economic Research (I.S.E.R.), Bulletin of Eastern Caribbean Affairs (1975), vol. 1, No 2, p. 4 à 9.

"Caribbean Land Law", Journal of Commonwealth Surveying and Land Economy (1977), No 4, 24 pages.

"Curriculum for Legal Education - Academic Aspects" (I.S.E.R.), Bulletin of Eastern Caribbean Affairs (1977), vol. 3, Nos 5 et 6, p. 22 à 32.

"Politics of Independence in Dominica" (I.S.E.R.), Bulletin of Eastern Caribbean Affairs (1978), vol. 4, No 2, p. 20 à 23.

"The Law and Judicial Systems of Dominica, St. Kitts, St. Lucia and St. Vincent", Law and Judicial Systems of Nations, 3e édition révisée (1978), par Charles S. Rhyne, p. 183 à 186 et 681 à 692.

"A Judge sitting on Appeal against his own decision" - Students Law Review, Université des Antilles occidentales, Cave Hill (1981), vol. 4, p. 1 à 6.

"Land Laws and their relationship to farmer incentives and productivity", Land Tenure and Development in the Lesser Developed Countries of the CARICOM (1982), publié sous la direction de Frank W. Alleyne, p. 17 à 68.

"Criminal Procedure in Barbados, Dominica and Jamaica" - ILANUD, Bulletin of the Latin American Institute for the Prevention and Treatment of Crime (1982), p. 56 à 61.

"Towards Reform in Commonwealth Caribbean Real Property Law", Commonwealth Caribbean Legal Essays, faculté de droit de l'Université des Antilles occidentales, Cave Hill (1982), p. 187 à 222.

"The Seizure and Forfeiture of Property Associate with Criminal Activity", United Nations Bulletin on Narcotics, vol. XXXV, No 2 (1983), p. 21 à 39.

"Some Lighter Aspects of West Indian Law", Students Law Review, Université des Antilles occidentales, Cave Hill (1984), vol. 6, p. 3 à 15.

"The Law as a Harmonizing Instrument in the Integration Process in the Caribbean", paru dans Ten Years of CARICOM (IADB, Washington D.C., 1984), p. 238 à 256.

"Caribbean Perspectives on International Law and Organisations", publié sous la direction de B. G. Ramcharan et L. B. Francis, chap. 10, p. 281 à 305.

"The Law of Succession in St. Lucia", essais sur les codes civils du Québec et de Sainte-Lucie, publiés sous la direction de Raymond A. Landry et Ernest Caparos (University of Ottawa Press, 1984), p. 191 à 224.

"The Death-bed Marriage in the Commonwealth Caribbean" (1986) (Revue générale de droit) (Ottawa University), vol. 17, No 3, p. 537 à 552.

"Judicial Systems in the Commonwealth Caribbean", paru dans Comparative Law Studies, Organisation des États américains, Washington, D. C. (1986), p. 69 à 96.

"A Survey of Mental Health Legislation in the Eastern Caribbean" (1986), International Journal of Psychiatry, vol. 8, p. 119 à 131.

"Registration of Title to Land in the Commonwealth Caribbean", dans Proceedings of a Symposium on Land Registration, Tenure Reform and Land Information Systems in the Caribbean, Gouvernement de Sainte Lucie (1986), p. 42 à 56.

"Legal Education in the Commonwealth Caribbean", publié dans l'édition du dixième anniversaire de la Students Law Review, Université des Antilles occidentales, Cave Hill (1987), vol. 8, p. 1 à 9.

"The Constitution and Health in Barbados" paru dans PAHO Scientific Publication, No 509, sous le titre "The Right to Health in the Americas – A Comparative Constitutional Study", sous la direction de Herman L. Fuenzalida-Puelma et Susan Scholle Connor, p. 65 à 85.

"The Administration of Justice in a Small Jurisdiction". Publié dans The Bulletin of the National Judicial Institute of Canada, vol. 7, No 2, avril 1994, p. 1 à 3 et vol. 7, No 3, juillet 1994, p. 4 à 8.

Communications faites lors de conférences et de séminaires

"The Jury System in the West Indies", Colloque sur le droit dans les États des Caraïbes, Cumberland Lodge, Windsor (Royaume-Uni), 1962.

"The Legal Professions in the West Indies", Colloque sur le droit dans les États des Caraïbes, Cumberland Lodge, Windsor (Royaume-Uni), 1964.

"Land Law in the Caribbean", Colloque sur la mise en valeur des ressources foncières des Caraïbes, Port-of-Spain, 1975, 24 pages.

"Curriculum for Legal Education – Academic Aspects, Atelier sur l'enseignement du droit dans les Caraïbes, Basseterre (Saint-Kitts), 1977, 20 pages.

"A Study in peaceful Extra-Constitutional change in the Caribbean Island of Dominica – An application of the doctrine on Necessity", Conférence sur les pays les moins avancés des Caraïbes orientales, organisée par l'Institut des relations internationales, Saint-Johns (Antigua), 1980, 36 pages.

"Organisation and Delivery of Legal Services to Low Income Persons in Barbados", Conférence sur l'organisation et la prestation de services juridiques en Amérique latine et dans les Caraïbes, organisée par l'Association interaméricaine de services juridiques, San José (Costa Rica), octobre 1981, 16 pages.

"Land Laws and Their Relationship to Farmer Incentives and Productivity", Atelier sur le régime de la propriété foncière dans les Caraïbes orientales, Hôtel St. Lucian, Sainte-Lucie, 1981, 52 pages.

"The History and Development of the Civil Code of St. Lucia", Séminaire sur les codes civils du Québec et de Sainte-Lucie, Montebello, Ontario (Canada), mai 1983, 41 pages.

"Legislation and Standards Policy Issues", Conférence CARICOM/OPS/FAO sur la stratégie relative à la sécurité et aux produits alimentaires dans les Caraïbes, Antigua, novembre 1983, 20 pages.

"Judicial Systems Policy in the Commonwealth Caribbean", Séminaire OEA/UWI/Gouvernement barbadien sur la comparaison du droit et du système juridique des États des Caraïbes membres du Commonwealth et des autres membres de l'Organisation des États américains, Dover Convention Centre (Barbade), décembre 1983, 39 pages.

"The Law of Succession in Saint Lucia", Deuxième séminaire sur les codes civils du Québec et de Sainte-Lucie, Castries, février 1984, 59 pages.

"Extra-Constitutional Change in Saint Lucia", Conférence sur la révolution de la Grenade, organisée par l'Institut des relations internationales, St. Augustine (Trinité), mai 1984.

"A Survey of Credit Union Legislation in the Commonwealth Caribbean" avec Kenny Anthony – Conférence de la Confédération des coopératives d'épargne et de crédit des Caraïbes – Antigua, août 1984.

"Some Laws Relating to Children in Barbados, Antigua and Dominica", Rencontre internationale sur la criminalité et le développement, San José (Costa Rica), décembre 1984, 20 pages.

"Juvenile Delinquency in the Eastern Caribbean", exposé présenté à la Conférence de l'Association internationale de sociologie, San José (Costa Rica), 10-12 mai 1985, 12 pages.

"Legal Problems posed by the Redevelopment of Urban Areas in developing Countries – the case of Saint John's, Antigua", Atelier régional sur l'amélioration de l'infrastructure touristique dans le centre-ville et sur le port, Saint-John's (Antigua), 16-20 septembre 1985.

"Mutual recognition of regulations and customs in Business Relations (A.C.P. and D.F.A. respectively)". Atelier sur le développement de la région des Caraïbes par la coopération régionale, Martinique, 26-30 avril 1987. Également coordonnateur de la deuxième commission de l'Atelier.

"Youth drug addiction: problems and solutions" (10 pages), réunion du Comité d'experts des Nations Unies à la Réunion préparatoire régionale et thème No 4 "Prevention of delinquency, approaches and directions". Vienne, 18-22 avril 1988. Rapporteur de la réunion et Président du deuxième Groupe de travail.

"The Law of Succession in the Commonwealth Caribbean", 19 pages. Communication présentée et examinée lors de la Téléconférence du Réseau de l'Université antillaise de télé-enseignement intitulée "Legal Aspects of Nursing in the Commonwealth Caribbean", 11-13 mai 1988. Publiée dans le Rapport final de la Téléconférence par l'OPS, septembre 1988, 19 pages.

"The Prevention and Treatment of Juvenile Delinquency and Community Participation in Barbados", 10 pages. Communication présentée et examinée lors de la Réunion internationale d'experts juridiques chargée de la révision des Règles de Beijing, Beijing, 19-24 octobre 1988. Président du premier Groupe de travail.

"A critical appraisal of the selection, function and performance of judges in the Commonwealth Caribbean", 17 pages. Communication présentée et examinée lors de la neuvième Conférence juridique du Commonwealth, Auckland (Nouvelle-Zélande), 16-20 avril 1990.

"The Law of Probation in the Commonwealth Caribbean", 15 pages. Communication présentée lors de la Conférence des agents de probation principaux des Caraïbes, hôtel Layou, Dominique, 27 mai-2 juin 1990.

"Overview of Non-Custodial Alternatives to imprisonment in the Commonwealth Caribbean". Communication présentée et examinée lors du huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, La Havane, 27 août-7 septembre 1990.

"Recent research on Non-Custodial Sentencing Strategies in Barbados". Communication présentée lors de la Conférence "International Perspectives: Crime, Justice and Public Order", Saint-Petersbourg, organisée par le John Jay College of Criminal Justice, City University of New York et l'Université d'État de Saint-Pétersbourg, 21-27 juin 1992.

"Comparative Study of social security legislation in the English-Speaking Caribbean, and the possibility of harmonization". Communication présentée à la neuvième Réunion des chefs des organisations membres de l'Association internationale de la sécurité sociale dans les Caraïbes anglophones, Roseau (Dominique), 28-31 mars 1995.

"The Law Relating to Criminal Offences and the Police", conférence donnée dans le cadre de la série de conférences organisées par la School of Legal Affairs, McHari Institute, Nassau (Bahamas), 11 avril 1995.

"The Role of the Judge in a Democratic State" et "The Role of the Legal Profession and other Professional Groups in a Democratic State". Communications présentées à un atelier de droit administratif s'adressant aux juges, magistrats et hauts fonctionnaires, organisé par le Secrétariat du Commonwealth, Gaborone, 24-27 avril 1995.

Participation à d'autres conférences

Atelier organisé par l'Association des professeurs de droit d'Afrique, Londres, 1966.

Conférence sur le droit du Canada et des États des Caraïbes membres du Commonwealth, organisée par les barreaux correspondants, Kingston, 1970.

Conférence organisée par l'Association interaméricaine de services juridiques et l'American Bar Association, Sam Lord Castle (La Barbade), 1976.

Conférence annuelle du Comité consultatif international sur la population et le droit, Le Caire (1976).

Conférence sur le droit du Canada et des États des Caraïbes membres du Commonwealth, organisée par les barreaux correspondants, Ocho Rios (Jamaïque), 1976.

Conférence organisée par l'Association internationale du droit pénal, hôtel Hilton (Barbade), 1977.

Conférence intitulée "The Rule of Law in Social Change in Latin America and the Caribbean", organisée par l'Association américaine du droit international, Sam Lord's Castle, (Barbade), 16-17 mars 1977.

Conférence organisée par les barreaux des États des Caraïbes membres du Commonwealth, St. John's (Antigua), 1978.

Quatrième Conférence de l'Association mondiale sur la stérilisation volontaire, Séoul, 1978.

Conférence organisée par l'Association interaméricaine de services juridiques, Washington, D. C., 1979.

Atelier organisé par l'Association pour la transformation des Caraïbes intitulé "Defining the Legal Resource needs of production cooperatives and outlining a plan of action". Port-of-Spain (Trinité), 1982.

Atelier international intitulé "The Forfeiture of the Proceeds of Crime", organisé par le Conseiller juridique de la couronne du Canada, Ottawa, janvier 1983.

Conférence intitulée "Health/Mental Health Models", organisée par la faculté de médecine de l'Université des Antilles occidentales et par l'Université de Miami, St. Ann (Jamaïque), 1983.

Conférence sur le droit du Canada et des États des Caraïbes membres du Commonwealth, organisée par les barreaux correspondants, Bridgetown (Barbade), 1985.

Séminaire sur les institutions en matière de droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation des États américains, organisé par la Commission interaméricaine des droits de l'homme, hôtel Crane Beach, St. Philip (Barbade), 8-11 octobre 1985.

"Reflections on the Civil Law Tradition in Louisiana: Agenda for the 21st Century". Faculté de droit de l'Université de Tulane (Louisiane), 8-9 novembre 1985.

Conférence annuelle du Conseil judiciaire des barreaux des États-Unis d'Amérique, Bridgetown (Barbade), 13-16 janvier 1987.

Atelier intitulé "Committals by Written Statement", Southwinds Hotel (Barbade), 27 et 28 février 1987.

Conférence intitulée "Computing and the Law", Donald Gordon Centre, Queen's University (Canada), 20-22 juin 1987.

Séminaire sur l'arbitrage international organisé par la Banque interaméricaine et par l'Institut centraméricain du droit d'arbitrage, Guatemala City, 17 et 19 novembre 1987.

Conférence intitulée "Stability and Change in Constitutions: The United States and The Caribbean", Dover Convention Centre, (Barbade), 19-22 novembre 1987.

Séminaire sur un projet de convention interaméricaine sur la torture, organisé par la Commission internationale des juristes, Dover Convention Centre, (Barbade), 4-5 mai 1988.

Séminaire sur l'indépendance des juges et des magistrats, organisé par la Commission internationale des juristes, Mount Irving Bay Hotel, Tobago, 12-15 septembre 1988.

Réunion interaméricaine d'experts pour examiner un projet de convention interaméricaine sur la torture, organisée par le Comité de juristes contre la torture, São Paulo (Brésil), 12-16 octobre 1988.

Atelier de formation pour les magistrats des Caraïbes organisé par l'Association des magistrats du Commonwealth et l'Association de l'enseignement juridique du Commonwealth, hôtel Hilton, Port-of-Spain (Trinité), 30 octobre-3 novembre 1988.

Atelier de formation pour les huissiers de justice des tribunaux de la Barbade, Organisation des États des Caraïbes orientales, Caribbee Hotel (Barbade), 14-25 novembre 1988.

Atelier intitulé "Human Rights and Juvenile Justice", organisé par l'UNICEF et l'Association Defence of Children International, Dover Convention Centre (Barbade), 24-28 mai 1989.

Atelier intitulé "Law Reporting" organisé par le Fonds du Commonwealth pour la coopération technique, Bellevue Hotel, (Belize), 6-13 août 1989.

Séminaire sur le pouvoir judiciaire et les droits de l'homme dans les États des Caraïbes membres du Commonwealth, organisé par la Commission internationale des juristes, Ramada Hotel (Grenade), 13-16 septembre 1989.

Séminaire sur le droit et la société, Ramapo College, New Jersey (États-Unis), 3-7 juin 1990.

Colloque d'experts sur un système de visites dans les lieux de détention en vue de la prévention de la torture, Palais des Nations, Genève, 29 novembre-1er décembre 1990.

Atelier de formation pour les magistrats des Caraïbes, organisé par l'Association des magistrats du Commonwealth et par l'Association pour l'enseignement du droit du Commonwealth, hôtel St. Lucian, Castries (Sainte-Lucie), 11-20 août 1991.

Séminaire régional sur la formation et la coopération judiciaire contre la drogue pour les fonctionnaires de justice francophones et anglophones de la région des Caraïbes, Fort-de-France (Martinique), 15-17 décembre 1992.

Séminaire pour les fonctionnaires de justice des Caraïbes sur les normes internationales en matière de droits de l'homme et la fonction judiciaire, organisé par l'Institut américain des droits de l'homme, Heywoods Resort (Barbade), 26-27 novembre 1993.

Conseiller juridique pour la consultation de santé mentale des Caraïbes, organisé par l'Organisation panaméricaine de la santé, Dover Convention Centre (Barbade), 2-4 mai 1995.

Autres écrits (rapports pour les gouvernements, rapports techniques, etc.)

Rapport de la Commission nommée pour enquêter sur le licenciement d'employés à Bath Estate, Dominique (1968) (membre).

Rapport de la Commission nommée pour réviser les traitements des fonctionnaires en Dominique (1969) (membre).

Rapport de la Commission nommée pour enquêter sur un différend entre le syndicat Dominica Amalgamated Workers Union (DAWU) et l'entreprise Geest Industries Limited (1970). Dominique (membre unique).

Rapport de la Commission nommée pour enquêter sur un différend entre le syndicat Waterfront and Allied Workers Union (WAWU) et l'entreprise J. E. Nassief and Co., Dominique (1972) (membre unique).

Rapport de la Commission nommée pour enquêter et faire des recommandations, sur la demande de l'entreprise Cable and Wireless (W.I.) Ltd., relative à une augmentation des tarifs de location du téléphone à la Dominique (1972) (Président).

Rapport de la Commission nommée pour enquêter sur un différend entre le WAWU et la Dominica Banana Association (1973) (membre unique).

Rapport de la Commission nommée pour enquêter sur un différend entre le WAWU et la compagnie Cable and Wireless (W.I.) Ltd., Dominique (1974) (membre unique).

Rapport du Comité intergouvernemental chargé de réviser l'accord portant création de la LIAT (1974) Ltd. (1976) (membre).

Rapport de l'équipe spéciale nommée pour enquêter sur les possibilités d'introduire des services communs dans les États associés des Antilles et faire des recommandations sur les conditions à réunir à cette fin (1978) (membre).

Rapport des consultants chargés d'effectuer une étude juridique et sociologique sur l'utilisation des sols et le régime de la propriété foncière dans les pays les moins avancés des Caraïbes membres du Commonwealth, notamment le Belize (1978) (avec Patrick Emmanuel), trois volumes.

Rapport du consultant chargé de faire rapport sur les méthodes à adopter pour reconstruire le tribunal et les archives de la Dominique à la suite de la destruction du bâtiment du greffe par un incendie et un ouragan en 1979. Présenté au Gouvernement dominiquais et au PNUD (1980).

Rapport de la Commission nommée pour enquêter sur la réforme agraire à Sainte-Lucie et faire des recommandations à cet égard (membre). Rapport intérimaire (1980) et rapport définitif (1981).

"Laws affecting the rights of the Child in Barbados", rapport du consultant chargé de colliger les lois de la Barbade concernant les enfants; rapport établi pour l'ONU (1981), 68 pages.

"The Confiscation of the Proceeds of Crime". Rapport technique établi pour le Secrétariat du Commonwealth, présenté à la réunion des ministres de la justice du Commonwealth tenue à Sri Lanka (1982), 48 pages.

Consultant du Centro Interamericano de Desarrollo de Archivos, chargé d'étudier et de colliger les traités auxquels a adhéré la Grande-Bretagne au nom de l'Organisation des États des Caraïbes orientales; après une visite à la Queen's University à Kingston, Ontario, présentation d'un rapport et d'un tableau comparatif (1983), 40 pages.

Arbitre chargé d'enquêter sur plusieurs différends opposant le Gouvernement barbadien et Miller Buckley (Barbados) Holdings Limited, au sujet de certains travaux de construction effectués au nouveau terminal de l'aéroport international Grantley Adams de la Barbade (1983), 64 pages.

"A Survey of Mental Health Legislation in the Eastern Caribbean". Rapport établi pour la faculté de médecine en vue d'être présenté à la Conférence des ministres de la santé organisée par la CARICOM à la Dominique (juillet 1984), 23 pages.

Rapport et projet de législation en matière d'hygiène de l'environnement pour l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et le Gouvernement bélizien (1985).

Rapport sur la législation en matière d'hygiène de l'environnement pour l'Organisation panaméricaine de la santé et le Gouvernement barbadien (septembre 1985).

"Constitutions and Health". Rapport sur la Constitution et les lois sanitaires de la Barbade, établi pour l'Organisation panaméricaine de la santé, Washington, D. C. (1986), 71 pages.

Consultant de l'OEA chargé pour le compte du Gouvernement de Saint-Vincent-et-les Grenadines de faire rapport et de rédiger un projet de législation sur le traitement des eaux usées (1986).

Rapport de faisabilité concernant un projet d'attribution de titres de propriété foncière à la Jamaïque (janvier 1986). Avec David Stanfield, Alan Vinderohé et Randy Springer.

Rapport sur la législation rendue nécessaire par le développement de la péninsule du sud-est, présenté au Gouvernement de Saint-Kitts, mars 1986.

Rapport, suivi d'un projet de loi et d'ordonnances sur l'aménagement du territoire, établi pour le compte de l'Organisation des États américains et du Gouvernement de Saint-Vincent-et-les Grenadines (1986).

Évaluation intérimaire du projet d'ajustement structurel de Sainte-Lucie (décembre 1986). Avec Donald R. Jackson, Don E. Harrington et Elizabeth Warfield.

Rapport sur le projet relatif à des modes de réaménagement du développement agricole à Antigua et à Montserrat, financés par le Centre de recherche pour le développement international (CRDI), Ottawa (Canada).

Rapport sur la législation nécessaire pour introduire des lois environnementales modernes à la Dominique. Suivi d'un projet de loi et d'ordonnances sur l'hygiène de l'environnement pour l'Organisation panaméricaine de la santé et le Gouvernement dominiquais (1987).

Rapport sur la législation nécessaire pour réviser les lois sanitaires des îles Vierges britanniques (1987). Suivi d'un projet de Medical Act, d'ordonnances sur des questions d'environnement et d'amendements aux Public Health Ordinance et Litter Abatement Ordinance, pour l'Organisation panaméricaine de la santé et le Gouvernement des îles Vierges britanniques (1989).

Consultant de l'OPS pour faire un rapport de situation et élaborer la législation nécessaire pour introduire une législation moderne en matière de santé mentale et d'hygiène de l'environnement à la Grenade, à Montserrat, à Saint-Kitts et à Saint-Vincent-et-les Grenadines (1988), 10 pages. Rapport suivi d'un projet de législation sur ces deux questions à l'intention des quatre gouvernements concernés (1989).

"Legislation and Government Policy", p. 15 à 34. Chapitre figurant dans le rapport établi pour le Centre de recherche pour le développement international, Ottawa, intitulé "Resettlement Schemes for Agricultural Development - The Leeward Islands of the Caribbean Community: Saint Kitts and Nevis" par Christine Barrow, N. J. O. Liverpool, Patrick A. M. Emmanuel, Eric Armstrong et Violet Eudine Barriteau (mai 1989).

"A Review of the Banana Industry of Saint Lucia", 361 pages. Rapport établi pour le Gouvernement de Sainte-Lucie avec J. Bernard Yankey, Président, T. H. Henderson, D. R. Aitchison et George Eaton (avril 1990).

Propositions concernant des mesures que les gouvernements des Caraïbes pourraient prendre pour promouvoir le développement des petites entreprises dans la région, 44 pages. Rapport établi pour la Foundation for International Training, Canada, en tant que consultant principal, avec la collaboration d'Alick B. Lazare, d'Adrian Augier, de Richard Skerritt et de Melvin Edwards, consultants (juillet 1996).

"The Form and the Structure of the Union - The Judiciary", 23 pages. Document établi pour l'Assemblée constituante régionale des îles du Vent, à laquelle il a été présenté (mars 1991).

"An Outline of the Emerging Constitution of the Windward Islands - Problems and Issues", 43 pages. Document établi pour l'Assemblée constituante régionale des îles du Vent, à laquelle il a été présenté (avec K. D. Anthony) (janvier 1992).

Consultant de l'OPS chargé de faire un rapport de situation et d'établir la législation appropriée pour la modernisation de la législation relative à l'hygiène de l'environnement à Anguilla, 12 pages. Rapport suivi de projets de loi sur les sujets recensés (1992).

Autres activités de service public, professionnelles et/ou hors département

- 1976-1978 : Membre du Comité consultatif international sur la population et le droit.
- 1978-1979 : Membre de l'organisme officiel d'assurance de la Barbade.
- 1978-1992 : Membre du Comité consultatif sur l'enseignement paralégal du Barbados Community College.
- 1979 : Représentant de la Dominique aux séances de la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies.
- 1979-1992 : Examineur externe sur le sujet "Le droit des successions" pour un examen de certificat d'études paralégales, Barbados Community College.
- 1980 : Représentant de la Dominique à une Réunion des ministres de la justice du Commonwealth tenue à la Barbade.
- 1982-1985 : Membre du Comité consultatif du conseil de rédaction du Bulletin of Eastern Caribbean Affairs, publié par l'I.S.E.R., Université des Antilles occidentales, Cave Hill (Barbade).
- 1983 : Consultant de l'USAID pour le compte du Gouvernement de Sainte-Lucie, chargé d'adapter les nouvelles lois foncières aux notions du droit foncier ressortissant du droit civil qui figurent dans le code civil de Sainte-Lucie.

- 1983-1986 : Coordonnateur d'un projet sur les modes de réaménagement du développement agricole à Antigua et à Montserrat, financé par le Centre de recherche pour le développement international (CRDI) (Ottawa).
- 1984 : Arbitre chargé conjointement avec Allan Louisy d'enquêter sur un différend opposant Cleve Butler et la société American Home Assurance Company, Dominique (1984), 16 pages.
- 1984-1987 : Coordonnateur du projet de révision de la législation concernant les coopératives dans les Caraïbes.
- 1984-1988 : Coordonnateur du projet-pilote sur le code civil de Sainte-Lucie, financé par le CRDI (Ottawa).
- 1985-1988 : Coordonnateur du projet de la CARICOM sur le droit du travail dans les États des Caraïbes membres du Commonwealth.
- 1986-1987 : Coordonnateur du projet Université des Antilles occidentales/Conseil de l'enseignement du droit sur la contribution des facultés de droit à l'administration de la justice dans les États des Caraïbes membres du Commonwealth.
- 1986-1992 : Directeur de la Fondation interaméricaine des avocats.
- 1987-1988 : Chargé de cours sur le thème "Legal Systems of the Commonwealth Caribbean" pour les étudiants de droit des États-Unis dans le cadre d'un programme organisé par la Florida State University.
- 1987-1989 : Consultant juridique pour un projet sur les modes de réaménagement du développement agricole à Saint-Kitts-et-Nevis, financé par le Centre de recherche pour le développement international (CRDI) (Ottawa).
- 1988-1992 : Coordonnateur pour les Caraïbes du Comité interaméricain chargé de rédiger et de parrainer une convention américaine pour la prévention et la répression de la torture.
- 1988-1990 : Membre du Comité spécial chargé par le Gouvernement barbadien de rédiger une nouvelle loi et des règlements sur les coopératives.
- 1988 : Arbitre unique nommé pour enquêter sur un différend opposant Matthew Gilbert et la société American Home Assurance Company (Dominique), 1988, 24 pages.
- 1988 : Arbitre nommé pour enquêter sur un différend opposant Amos Registe et la société American Home Assurance Company (Dominique), 1988.

- 1988-1989 : Corapporteur, avec James Alfini de la Florida State University, du projet de l'Institut de droit des Caraïbes relatif à la rédaction de nouvelles lois et règles d'arbitrage pour les États des Caraïbes membres du Commonwealth.
- 1989-1990 : Consultant de la Banque interaméricaine de développement, chargé d'aider le Gouvernement bahamien à créer le cadre juridique approprié pour la création d'une compagnie de gestion des déchets solides.
- 1991-1992 : Arbitre dans le différend opposant Nord-France Entreprises Internationales et Dominica Electricity Services Limited. Président, Donald Keating, Q. C., Outer Temple, Londres (1991).
- Février 1995 : Examineur externe à l'Université du Guyana sur le sujet "Real Property" (deuxième partie du programme de licence en droit).

LUKASHUK, Igor Ivanovich

(Fédération de Russie)

[Original : russe/anglais]

Date de naissance : 1er juin 1926.

Nationalité : russe.

Situation de famille : marié, deux enfants.

Activités professionnelles et universitaires actuelles

Directeur de recherche à l'Institut d'administration publique et de droit de l'Académie des sciences de Russie.

Professeur de droit international à l'Université académique de droit.

Membre du Conseil académique de l'Institut d'administration publique et de droit.

Membre du Comité exécutif de l'Association russe de droit international.

Membre de l'Association internationale de droit international et de l'une de ses commissions.

Membre de la Commission du droit international de l'ONU.

Activités antérieures

Maître de conférences et professeur de droit international à l'Institut juridique de Saratov (1950-1963).

Directeur du Département de droit international de la faculté de droit international de l'Université d'État de Kiev (1963-1985).

Membre de délégations russes envoyées à l'Assemblée générale des Nations Unies et à des conférences diplomatiques, dont la Conférence de Vienne sur le droit des traités; a aussi été :

Chef de la délégation russe dans plusieurs organismes de l'ONU;

Membre de la Cour permanente d'arbitrage;

Représentant du Président russe à l'Assemblée fédérale pour la rédaction de la Loi sur les traités de la Russie.

Études juridiques, enseignement et autres activités universitaires

Maîtrise de droit de l'Institut juridique de Kharkov (1947).

Études de troisième cycle (doctorat en droit) – Chaire de droit international de l'Institut juridique de Kharkov (1951).

Doctorat en droit de l'Institut des relations internationales de Moscou (1962).

Professeur de droit international (1965).

Cours et conférences de droit international dans les instituts de droit de Kharkov, Saratov et Sverdlovsk, dans de nombreuses universités (Moscou, Saint-Petersbourg, Kazan, Odessa, Tbilissi; Universités d'Azerbaïdjan et de Lettonie, Columbia, Yale, Harvard, Athens (États-Unis), Emory, Rutgers, Varsovie, Poznan, Mysore, Varanasy, Sofia, Bangui, Leipzig, Kiel et Nottingham) et à l'Académie de droit international de La Haye.

Communications sur diverses questions de droit international présentées lors de nombreuses conférences nationales et internationales de juristes et d'universitaires.

Principales distinctions honorifiques

Décoré de deux ordres et de 11 médailles par le Gouvernement soviétique.

Décoré par le Gouvernement centrafricain.

Principaux domaines de recherche

Création de normes de droit international, sources du droit international, codification et développement progressif du droit international, fonctionnement du droit international, application du droit international par les tribunaux internes, droit des traités.

Principales publications

Ouvrages en russe :

La rédaction des traités (1957).

Forme et structure des traités (1961).

Le droit international moderne (1962).

Représentation des États et pouvoir de conclure des traités (1965).

Les parties à des traités (1966).

Sources de droit international (1966).

Cours de droit international, vol. I (1969) (en collaboration).

Caractéristiques du droit international moderne (1970).

Coexistence pacifique et droit international (1974).

L'ordre juridique international (approche systémique) (1975).

Socialisme et droit international (1977).

Mécanisme de l'ordre juridique international (1980).

Cours de droit international (sept volumes), vol. 2 et 4 (en collaboration; directeur de publication).

Le fonctionnement du droit international (1992).

Le droit international dans les tribunaux internes (1993).

Ouvrages dans d'autres langues :

Le droit international (1968).

Le droit international contemporain (1969) (en collaboration).

Le droit de participation, Recueil des cours, La Haye (1972).

Perestroïka et droit international (Dordrecht, 1991) (en collaboration).

Le contrôle du respect du droit international (Dordrecht, 1991) (en collaboration).

Le droit et la force dans le nouvel ordre international (Boulder, Colorado, 1991) (en collaboration).

Droit international (UNESCO, Paris, 1991) (en collaboration).

La Russie et l'Amérique (New York, 1993) (en collaboration).

Zur Verfassungsreform Russlands, (Vienne, 1992).

Le procès de Nuremberg et le droit international (Dordrecht, 1980) (en collaboration).

Manuels de droit :

Droit international (1971).

Droit international (1974) (en collaboration).

Cours de droit international (1978) (en collaboration).

Droit international (1982) (en collaboration).

Cours de droit international (1979) (en collaboration).

Droit international (1990) (en collaboration).

Droit international (1996).

La liste des travaux complète comprend plus de 270 titres. Ces travaux ont été publiés dans de nombreux pays.

Langues

Anglais, ukrainien, biélorussien, allemand, polonais, bulgare et slovaque.

MALLA, Churamani Raj Singh

(Népal)

[Original : anglais]

Profession

Avocat à la Cour suprême du Népal.

Date et lieu de naissance

16 novembre 1931.

Situation de famille

Marié, père de trois filles et d'un fils.

Formation universitaire (University Patna, Inde)

1946 : Examen de fin d'études secondaires.

1948 : Certificat intermédiaire en sciences humaines.

1950 : Licence en sciences humaines avec spécialisation en économie.

1952 : Maîtrise d'économie.

1953 : Licence de droit.

Langues étrangères

Très bonne connaissance de l'anglais et de l'hindi.

Connaissance pratique du français.

Carrière nationale

1954-1958 : Professeur d'économie dans plusieurs universités.

Membre du barreau à Patna (Inde) puis à Katmandou.

1958 : Fonctionnaire de l'État et détaché comme stagiaire auprès des tribunaux.

1959 : Nommé juge Ilaka par intérim (actuel juge de district) à Bhaktapur, à Katmandou et à Gorkha.

1960 : Nommé juge de district (actuel juge près la Cour d'appel) à Gorkha, à Mahottari, à Katmandou, à Terbathoum et à Ilam.

1964 : Nommé sous-secrétaire au Ministère de la justice du Gouvernement royal népalais.

/...

- 1967 : Promu secrétaire adjoint au Ministère de la justice et responsable de l'ensemble des départements du Ministère, y compris ceux du droit international (et des traités) et de la législation.
- 1971 : Promu secrétaire au Ministère de la justice et responsable de l'ensemble des départements du Ministère, y compris ceux du droit international (et des traités) et de la législation, et responsable, à ce titre :
- a) Des procédures d'élaboration des traités et des questions de droit international;
 - b) De la préparation de projets de loi, d'ordonnance et de décision;
 - c) De conseiller en la matière tous les autres ministres.
- 1979 : Après huit ans de service (dont une prolongation de trois ans), quitte la fonction publique pour exercer dans les domaines du droit, du conseil, de la consultance et de l'arbitrage, et continue à s'intéresser au droit international.

Autres activités

Membre de tribunaux d'exception.
Secrétaire membre de la Commission du droit népalaise.
Secrétaire membre du Comité supérieur du Bureau des enquêtes criminelles.
Membre de la Commission de l'eau et de l'électricité.
Membre du Comité de coordination de la politique démographique.
Membre du Conseil de l'Université Tribhuvan (Katmandou).
Membre du Conseil des professeurs à l'Institut de droit de l'Université Tribhuvan (Katmandou).
Membre du Comité national népalais de l'UNESCO.

Activités universitaires et autres fonctions

Chargé de cours invité à l'Institut de droit de l'Université Tribhuvan (Katmandou); Centre de formation du service juridique (Katmandou); Collège népalais de formation des administrateurs (Katmandou).

Cours et exposés pour plusieurs séminaires, stages de formation et colloques régionaux et nationaux, notamment au Conseil népalais pour les affaires internationales, au Conseil médical népalais et à la Conférence juridique de l'Association sud-asiatique de coopération régionale, et rapports sur des questions de droit interne et international.

Membre des équipes spéciales chargées par le Gouvernement d'étudier des questions d'intérêt national et leurs incidences sur le droit international.

Activités dans les domaines du droit : conseils juridiques, services de consultant et arbitrage national et international.

Organisation de plusieurs conférences, séminaires et stages nationaux et régionaux pour la Société népalaise du droit.

Organisation, au nom du Groupe chargé de superviser les élections, de la Société de droit et du Conseil des anciens fonctionnaires, l'observation et la supervision des élections générales au Népal.

Domaines du droit international plus particulièrement étudiés

Droit de la mer.

Droit des ressources hydrauliques.

Fleuves et frontières internationaux.

Droit des traités.

Droit international bancaire, commercial et financier.

Échanges et transports internationaux.

Arbitrage.

Droit des réfugiés.

Droit environnemental.

Publications

Rapports et articles juridiques divers, notamment :

Refugees in International Law.

International Rivers and Riparian Rights.

Water Rights in Nepal.

Protection of Children Rights.

"Environmental Degradation – A Challenge for Development".

"A Study of Environmental Laws in Nepal".

"Transit Rights of Landlocked States – An Area of Regional Cooperation for Development".

Membre d'organisations professionnelles

Vice-Président de la Société népalaise du droit.

Membre de l'Association des avocats de la Cour suprême.

Membre exécutif à la Conférence juridique de la SAARC (section népalaise).

Membre exécutif du Conseil d'arbitrage népalais.

Membre de l'Association du droit international (section népalaise).

Membre du Conseil d'arbitrage indien.

Membre de la Commission d'arbitrage de la Conférence juridique de la SAARC.

Expert de la Commission des Nations Unies sur le rôle du droit pénal dans la protection de l'environnement.

Membre du Conseil des arbitres des centres régionaux d'arbitrage du Caire.

Membre du Conseil des arbitres indiens (New Delhi).

Participation à des conférences internationales et régionales

Chef de la délégation népalaise aux sessions du Comité consultatif juridique afro-asiatique :

Lagos 1972;

New Delhi 1973;
Téhéran 1975;
Bagdad 1977;
Séoul 1979.

Chef adjoint de la délégation népalaise du Comité consultatif juridique afro-asiatique tenue à Doha en 1978.

Chef de la délégation népalaise aux réunions intersessions du Comité consultatif juridique afro-asiatique sur les États sans littoral.

Tenues à deux reprises à New Delhi (a assumé la présidence de l'une d'entre elles) ainsi qu'à Genève.

Chef adjoint de la délégation népalaise à deux sessions de la Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer tenues à New York ainsi qu'à plusieurs réunions de groupes de travail sur les États sans littoral et les États géographiquement défavorisés.

A participé à la rédaction de projets de négociation.

A participé à titre personnel à plusieurs conférences et séminaires organisés par :

L'Association du droit international;
L'Association juridique de l'Asie et du Pacifique occidental (LAWASIA);
La Conférence juridique de la SAARC;
L'Association internationale du barreau;
La Commission internationale de juristes (CIJ).

Décorations

Gorkha Dakshin Bahu (classe II).
Tri-Shakti Patta (classe III).

MELESCANU, Teodor Viorel

(Roumanie)

[Original : anglais]

Date et lieu de naissance : 10 mars 1941, Brad, Département de Hunedoara,
Roumanie

Études

Lycée "Moise Nicoara" d'Arad (1955-1959).

Faculté de droit de Bucarest (1959-1964).

Cours d'études approfondies : relations internationales à l'Université de
Bucarest (1964-1966).

Institut universitaire de hautes études internationales de Genève (1967-1970).

Docteur en droit international de l'Université de Genève (1973).

Marié, père d'un enfant

Langues étrangères : anglais, français, russe, espagnol

Activités professionnelles

1966, Ministère des affaires étrangères, Direction juridique et des traités;
promotions successives, suite à des examens et des concours, jusqu'au rang
d'ambassadeur, accordé en 1992.

Sous-secrétaire d'État, Ministère des affaires étrangères (août 1990-mai 1991).

Secrétaire d'État, chef du Département Euro-Atlantique, Ministère des affaires
étrangères (mai 1991).

Ministre d'État, Ministre des affaires étrangères (novembre 1992).

1970, 1975, 1980, 1985 Membre des délégations de la Roumanie à la Conférence sur la mise
en oeuvre du Traité sur la non-prolifération des armes
nucléaires.

1978-1985 Membre des délégations de la Roumanie aux réunions de la
Commission économique de l'ONU pour l'Europe, aux sessions du
Conseil pour le commerce et le développement, de l'Assemblée
mondiale de la santé, de la Conférence internationale du Travail,
et représentant à de nombreuses conférences internationales à
Genève sous les auspices de l'ONU.

/...

Représentant de la Roumanie au Comité de l'ONU pour l'espace extra-atmosphérique et délégué au Sous-Comité juridique de ce comité.

1978-1985 Suppléant du chef de la délégation de la Roumanie à la Commission de la Conférence pour le désarmement à Genève.

1987 Chef adjoint de la délégation roumaine aux négociations sur le désarmement à Vienne.

1990 Chef de la délégation roumaine aux négociations de Vienne sur les forces armées conventionnelles en Europe et aux négociations de la CSCE sur le renforcement de la confiance en Europe.

1992, 1993, 1994, 1995 Chef de la délégation de la Roumanie aux sessions (1992, 1993, 1994, 1995) de l'Assemblée générale de l'ONU, aux réunions des ministres des affaires étrangères des pays membres de l'Union européenne et associés (1993, 1994, 1995), au Conseil ministériel de l'Union de l'Europe occidentale (1993, 1994, 1995), au Conseil de coopération Nord-Atlantique (CCNA, 1992, 1993, 1994, 1995).

1995 Coprésident du Conseil de l'Association Roumanie-Union européenne (depuis 1995).

Activités académiques et de recherche

Chercheur scientifique principal à l'Institut roumain d'études internationales, membre du Conseil scientifique de l'Institut.

Professeur, chef de la chaire de droit international public à l'École nationale de hautes études politiques. Cours de droit international et institutions européennes.

Professeur associé à la faculté de droit de l'Université de Bucarest – cours de droit institutionnel européen.

Professeur à la faculté de sciences politiques de l'Université de Bucarest, section en langue française (filière francophone). Cours de droit international.

Président de la Fondation européenne Titulescu et Président du jury pour le prix international "Nicolae Titulescu".

Membre de l'Association du droit international et des relations internationales et de l'Association du droit international (États-Unis).

Publications

Auteur de manuels de droit international public et de droit communautaire

Institutions européennes (École nationale d'études politiques et administratives, Bucarest, 1993).

Droit international public (cours) (Université de Bucarest, 1994).

Droit institutionnel européen (cours) (Université de Bucarest, 1995).

Travaux scientifiques

La responsabilité pour dommages nucléaires (Raspunderea pentru daune nucleare), Genève, 1973.

L'Organisation internationale du Travail (OIT) (Organizatia Internationala a Muncii) (Bucarest, Editora Politica, 1974).

Dictionnaire diplomatique (coauteur) (Bucarest, Editora Politica, 1979; coauteur du Rapport de l'Organisation des Nations Unies "Les concepts de sécurité" (Raportul Organizatiei Natiunilor Unite "Concepte de securitate"), New York, 1986.

Autres publications

Dictionnaire diplomatique (Dictionarul Diplomatic) (Bucarest, Editura Politica, 1973).

Agenda des problèmes internationaux (Agenda pe probleme internationale) (Bucarest, 1975).

Désarmement et désengagement militaire en Europe (Dezarmare si dezangajare militara in Europa), Bucarest, 1973.

Études et articles

"Sécurité nationale de la Roumanie : priorités et préoccupations légitimes (Securitatea nationala a Romaniei: Prioritati si preocupari legitime), Central European Issues, vol. 1, No 1, automne 1995.

"L'option de la Roumanie pour l'intégration à l'Occident : fondements historiques et présents" (Optiunea Romaniei de integrare cu Occidentul: fundamente istorice si prezente), Journal roumain d'affaires internationales, vol. 1-2/1995.

"Un jour mémorable dans l'histoire de la Roumanie" (O data memorabila in istoria Romaniei), Business World, No 14 (847) din 24-30 janvier 1994.

"La sécurité en Europe centrale – une mise positive (Securitatea in Europa Centrala – o miza pozitiva), Revue de l'OTAN, No 5, octobre 1993 (Office de l'OTAN pour l'information et la presse, 1110 Bruxelles).

"Démocratie et économie de marché : options irréversibles de la Roumanie (Democratia si economie de piata: optiunile ireversibile ale Romaniei), Asahi Shimbun, novembre 1993 (Tokyo).

"La Moldavie, le deuxième État roumain" (La Moldavia, secondo stato romeno), Acque et Terre, No 2 din 1992 (Venise).

"L'interdiction des armes chimiques – thème majeur des négociations internationales" (Interzicerea amelor chimice – tema majora a negocierilor internationale in domeniul dezarmarii), Revista A.D.I.R.I., No 1 (99) (1989).

"Rapport entre sécurité internationale et désarmement" (Raportul dintre securitatea internationala si dezarmare), Teodor Melescanu, Ion Datcu, Revista A.D.I.R.I., No 6 (98) (1988).

"Le concept roumain sur l'augmentation et le renforcement de la sécurité internationale" (Conceptul romanesc privind cresterea si intarirea securitatii internationale), Revista A.D.I.R.I., No 4 (90) (1987).

"Les concepts de sécurité" (Concepte de securitate), Nations Unies, Revue de désarmement (New York, 1986) (coauteur).

"Les armes atomiques et la nécessité de l'adoption de mesures urgentes visant l'arrêt de la course aux armements nucléaires et le désarmement" (Armele atomice si necesitatea adoptarii unor masuri urgente de incetare a cursei inarmarilor nucleare si de dezarmare), Revista A.D.I.R.I., No 2 (40) (1978).

"Le centenaire de l'Association du droit international" (Centenarul Asociatiei de Drept International), (I.L.A.) Revista A.D.I.R.I., No 1 (23) (1974).

"Problèmes juridiques concernant la coopération par l'intermédiaire des organisations internationales dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire (Unele probleme juridice privind cooperarea prin intermediul organizatiilor internationale in domeniul folosirii pasnice a energiei nucleare), Revista A.D.I.R.I., No 1 (15) (1972).

MIKULKA, Václav

(République tchèque)

[Original : anglais]

Date et lieu de naissance : 4 décembre 1950, Uberské Hradiště
(République tchèque).

Fonctions actuelles

Conseiller juridique à Interlex, Prague.

Conseiller en droit international, Ministère des affaires étrangères, Prague.

Membre de la Commission du droit international.

Diplômes et titres

Faculté de droit, Université J. E. Purkyně (Brno, 1969-1974).

Docteur en droit, Université Charles (Prague, 1975).

Diplôme en sciences juridiques (Candidatus Scientiarium), Université Charles
(1979-1984).

Activités universitaires

Assistant en droit international, faculté de droit, Université J. E. Purkyně,
Brno (1974-1977).

Maître de conférences adjoint, faculté de droit, Université Charles, Prague
(1977-1984 et depuis 1991).

Chargé de cours en droit international, Université d'Europe centrale, Collège de
Prague (1995/96, deuxième semestre).

Carrière diplomatique

Membre du Département du droit international, Ministère fédéral des affaires
étrangères, Prague (1977-1986).

Premier Secrétaire, Mission permanente de la Tchécoslovaquie auprès de
l'Organisation des Nations Unies, New York (1987).

Conseiller, Représentant permanent adjoint de la République tchèque auprès de
l'Organisation des Nations Unies, New York (1987-1991).

Directeur du Département du droit international, Ambassadeur, Ministère fédéral
des affaires étrangères, Prague (1991-1992).

Conférences diplomatiques, réunions internationales, procès

Représentant de la Tchécoslovaquie à la Conférence internationale sur la succession d'États en matière de traités, Vienne (1977-1978).

Membre ou chef des délégations tchécoslovaques à plusieurs négociations en matière de traités bilatéraux (1977-1984 et 1991-1992).

Représentant de la Tchécoslovaquie à la Conférence des Nations Unies sur la succession d'États en matière de biens, archives et dettes d'État, Vienne (1983).

Membre des délégations tchécoslovaques à la trente-huitième session et de la quarantième à la cinquantième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (Sixième Commission).

Représentant de la Tchécoslovaquie à la Commission préparatoire en vue de la création de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer (New York, 1987-1990; Kingston, 1989 et 1991).

Vice-Président de la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, quarante-deuxième et quarante-quatrième sessions (1987 et 1989).

Président de la Sous-Commission des relations de bon voisinage (1987).

Vice-Président du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation (1988).

Président du Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (depuis 1990).

Président de la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, quarante-cinquième session (1990).

Président du Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif de l'Organisation des Nations Unies (1991).

Membre de la Commission du droit international (depuis 1992); Président de son Comité de rédaction (1993) et Rapporteur spécial sur la succession d'États et la nationalité des personnes physiques et morales.

Agent associé et conseiller de la République slovaque près la Cour internationale de Justice dans l'affaire relative au projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie/Slovaquie).

Activités au sein de sociétés savantes, de séminaires et d'ateliers internationaux

Président de la Société tchèque du droit international (depuis 1993).

Membre de la Société tchécoslovaque du droit international (1975-1992); Secrétaire juriste (1981-1988); membre du Comité exécutif (1981-1992).

Membre de la Section tchécoslovaque de l'Association du droit international (depuis 1983), Secrétaire (1983-1988) et membre du Comité exécutif.

Membre du Comité de la Commission du droit international sur la succession d'États (depuis 1994).

Membre de la Société française pour le droit international (depuis 1994).

Chargé de cours au Séminaire sur le droit international, Genève (1992 et 1994).

Séminaire sur l'administration des affaires étrangères, Pilisszentkereszt, Hongrie (1982).

Réunion d'experts juridiques et politiques sur la protection de l'atmosphère, Ottawa (1989); Président du Groupe de travail sur les principes juridiques.

Table ronde sur la nationalité, les minorités et la succession d'États en Europe centrale et orientale, CEDIN, Paris X Nanterre (1993).

Colloque sur la question des réfugiés dans le contexte des questions de droit international contemporain, Institut des hautes études internationales à Genève (1994).

Colloque sur la nationalité, les minorités et la succession d'États en Europe centrale et orientale, Université Charles et CEDIN, Paris X Nanterre, Prague (1994) (Coprésident).

Congrès des Nations Unies sur le droit international public, New York (1995).

Autres activités professionnelles

Conseiller juridique, Banque générale de crédit (VÚB), Prague (1993-1994).

Publications (en tchèque, sauf indications contraires)

Articles, études, rapports

Legal Problems arising from the Dissolution of States in Relation to the Refugee Phenomenon (en anglais); dans V. Gowlland-Debbas, éd., The Problem of Refugees in the Light of Contemporary International Law Issues, 37-51 (Kluwer Academic Publishers, 1995).

L'incidence des règles internationales de la nationalité, dans Nationalité, minorités et succession d'États dans les pays d'Europe centrale et orientale, Colloque de Prague (CEDIN, Paris X Nanterre, 1995).

Premier rapport sur la succession d'États et la nationalité des personnes physiques et morales (A/CN.4/467), 1995.

La Tchécoslovaquie et la Cour internationale de Justice - Tempora mutantur? (en slovaque), coauteurs V. Mikulka et P. Tomka, dans Právník 5 (Prague, 1990).

Succession d'États en matière de dettes, dans Studie z mezinárodního práva (Études en droit international), 20, ČSAV (Académie tchécoslovaque des sciences) (Prague, 1986).

Réglementation nationale de la participation de l'État au processus de codification du droit international (en anglais), dans Impact des organisations internationales sur l'administration publique (A Főirány Programirodája) (Budapest, 1983).

Administration des affaires étrangères en Tchécoslovaquie (traduit en hongrois, en anglais et en russe), dans A Szocialista Országok Külügyi Igazgatása (Magyar Tudományos Akadémia Állam) (Budapest, 1983).

Définition de la notion de "dette d'État" aux fins de la succession d'États, dans Právník 6 (Prague, 1983).

Trente-troisième session de la Commission du droit international (CDI), dans Právník 5 (Prague, 1982).

Trente-deuxième session de la Commission du droit international (CDI), dans Právník 2 (Prague, 1981).

Codification des utilisations des cours d'eau internationaux non liées à la navigation, dans Sborník SAV (Série d'études, Académie slovaque des sciences) (Bratislava, 1981).

La succession d'États en matière de traités internationaux, dans Acta Iuridica Universitatis Brunensis, No 29 (Brno, 1979).

Traités à effets localisés et succession d'États, dans Mezinárodní vztahy, 4 (Prague, 1978).

La légitime défense dans la théorie du droit international, dans Právník 11 (Prague, 1976).

Succession d'États en matière de traités, dans Právník 2 (Prague, 1976).

(Coauteur de plusieurs autres articles).

Ouvrage

Succession d'États (Academia (Académie tchécoslovaque des sciences), Prague, 1987).

Contribution à des ouvrages collectifs

Bibliographie tchécoslovaque du droit international, 1970-1980, publiée sous la direction de la Société tchèque du droit international, Prague (1982).

Documentation des études de droit international et de sciences politiques, publiée sous la direction de M. Potočný, vol. IV et V (Svoboda, Prague, 1988).

Dictionnaire de droit international et de sciences politiques, publié sous la direction de M. Potočný, (Svoboda, Prague, 1988).

MOMTAZ, Djamchid

(République islamique d'Iran)

[Original : anglais/français]

Né le 18 juin 1942, à Izmir (Turquie).

Marié, père de trois enfants.

Professeur de droit international, faculté de droit et de sciences politiques, Université de Téhéran, depuis 1974.

Diplômes et titres

Licence de droit public, faculté de droit et d'économie de Paris (1966).

Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, Section relations internationales (1968).

Docteur d'État en droit public, faculté de droit, d'économie et de sciences sociales, Université de Paris II (1971).

Postes d'enseignant à l'étranger

Assistant, Université de Paris X, 1969-1974.

Professeur invité à l'Institut des hautes études internationales de Paris, 1975/76 et 1987/88.

Professeur invité à l'Institut de Paris X, 1985/86, 1990/91 et 1992/93.

Professeur invité à l'Université de Grenoble II (France), 1989/90.

Série de conférences données au Centre interuniversitaire de hautes études de Dubrovnik (Yougoslavie) en 1984, 1987, 1988, 1990 et 1991.

Professeur invité à l'Institut de hautes études internationales à Genève, 1990/91.

Professeur invité à l'Université de Paris XII, 1995/96.

Conférences données pour les programmes de bourses dans le domaine du droit international, ONU/UNITAR, La Haye, juillet-août 1991.

Participation à des conférences et à des colloques universitaires

Participation à un colloque sur les aspects de la politique étrangère de l'Iran et de la France, organisé par le Centre d'études de politique étrangère de Paris et le Centre des hautes études internationales de l'Université de Téhéran, Paris, 6-7 février 1976, présentation d'une étude sur l'Iran et le droit

international, publiée par le Centre d'études internationales de l'Université de Téhéran, octobre 1976.

Participation à un séminaire sur le golfe Persique et l'océan Indien, organisé par le Centre d'études internationales de l'Université de Téhéran, Abadan, 26-27 février 1977, présentation d'une étude sur les détroits de l'océan Indien et les grandes puissances, publiée par le Centre d'études internationales de l'Université de Téhéran, septembre 1977.

Membre de la Réunion d'experts sur le droit humanitaire applicable dans les conflits armés en mer, Institut international du droit humanitaire, San Remo (Italie) (Réunions : Genève, 1993 et 1994).

Membre du Comité d'experts juristes sur l'application à l'échelle nationale de la Convention sur les armes chimiques, Université de Paul, faculté de droit, Chicago, Illinois (États-Unis d'Amérique), 1993 (Réunion : La Haye, 1994).

Associé au Programme universitaire de l'Organisation des Nations Unies sur le multilatéralisme et le système des Nations Unies, 1990-1995, auteur d'un essai sur la littérature iranienne (à paraître).

Participation à la Conférence internationale de droit du Qatar, Doha, 21-25 mars 1994, présentation d'une étude sur la gestion des bancs de pêches internationaux (à paraître).

Participation au Colloque de l'Académie de droit international de La Haye intitulé "Convention sur l'interdiction et l'élimination des armes chimiques : nouvelles perspectives pour le désarmement multilatéral", La Haye, 24-26 novembre 1994, présentation d'une étude sur la réglementation des activités privées et les transferts (à paraître à l'Académie de La Haye).

Participation à un séminaire sur la protection internationale des réfugiés, organisé par le Haut Commissariat pour les réfugiés, Ispahan, 8-10 janvier 1995, présentation d'une étude sur les droits de l'homme et les réfugiés.

Participation au Congrès des Nations Unies sur le droit international public, New York, 13-17 mars 1995, et à la table ronde sur les Nations Unies et les commissions d'établissement des faits et présentation (à paraître).

Sociétés scientifiques

Membre de la Société française pour le droit international.

Membre de l'Association du droit international; Comité de la neutralité maritime.

Postes occupés

Directeur du Centre d'études internationales, Université de Téhéran, 1979-1982.

Conseiller juridique auprès du Ministère des affaires étrangères de la République islamique d'Iran, depuis 1984.

Membre du jury pour l'attribution du prix de l'environnement, Organisation régionale de la protection de l'environnement marin, Koweït.

Participation à des conférences

Membre de la délégation de la République islamique d'Iran à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (de la deuxième à la onzième session), 1974-1982.

Membre de la délégation de la République islamique d'Iran à la session annuelle du Comité consultatif juridique afro-asiatique, 1974.

Membre de la délégation de la République islamique d'Iran à la Commission préparatoire en vue de la création de l'Autorité internationale des fonds marins et du tribunal international du droit de la mer (de la deuxième à la onzième session), 1984-1993.

Membre de la délégation de la République islamique d'Iran pour les négociations de paix Iran-Iraq, 1988-1989.

Membre de la délégation de la République islamique d'Iran à la Conférence internationale pour la protection des victimes de la guerre, Genève, 1993.

Membre de la délégation de la République islamique d'Iran à la Commission préparatoire de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (quatrième session), La Haye, 1993.

Membre du Groupe d'experts intergouvernementaux chargé d'étudier les moyens de promouvoir le droit humanitaire international et d'en assurer l'application, Genève, 1995.

Membre de la délégation de la République islamique d'Iran à la Conférence des Nations Unies sur les stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà des zones économiques d'exclusion (stocks chevauchants) et les stocks de poissons grands migrateurs (deuxième session), New York, 1993, (sixième session), New York, 1996.

Membre de la délégation de la République islamique d'Iran de la quarante-quatrième à la quarante-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (Sixième Commission).

Ouvrages collectifs en français et en anglais traitant du droit international

"Les problèmes de la délimitation du plateau continental du golfe Persique", dans : Essays on International Law, Twentieth Anniversary, Commemorative Volume, publié par le secrétariat du Comité consultatif juridique afro-asiatique, New Delhi, 1976.

"L'évolution du droit de la mer de la Conférence de Genève de 1958 à celle de 1975", dans : Droit de la mer, Éditions A. Pédone, Paris, 1977.

"La haute mer", dans : Nouveau Traité du droit de la mer, Éditions Economica, Paris, Bruylant, Bruxelles, 1985.

"Les forces navales et l'impératif de sécurité dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer", dans : Essays on the Law of the Sea, Zagreb, 1985.

"Le statut juridique du golfe Persique", dans : The Legal Regime of Enclosed or Semi-Enclosed Seas: The Particular Case of the Mediterranean, Éditions Vukas, Zagreb, 1988.

"Le statut juridique du Chatt al-Arab", dans : Actualités juridiques et politiques en Asie, Éditions A. Pédone, Paris, 1988.

"La Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer", dans : Droit de la mer 2, Éditions A. Pédone, 1990.

"Les obligations des investisseurs pionniers enregistrés par la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer", dans : Essays on the New Law of the Sea, No 2, Éditions Vukas, Zagreb, 1990.

"The Inherent Right of Individual Self-Defence in the Iran-Iraq War", dans : The Politics of Aggression, Éditions F. Rajaei, University Press of Florida, 1993.

"A Commentary on Iranian practice", dans : The Iran-Iraq War (1980-1988) and the Law of Naval Warfare, Andrea de Guttry et Natalino Ronzitti (éditeurs), Cambridge, Grotius Publications Ltd, 1993.

Articles sur le droit international (en français)

"Le fond des mers et des océans : dernière frontière de l'homme", dans : Après-demain, No 149, Paris, décembre 1972.

"Vers un nouveau régime juridique des pêcheries adjacentes", dans : Revue générale de droit international public, Paris, tome 78, 1974.

"Partager équitablement un patrimoine commun", dans : Le Monde, Paris, 20 juin 1974.

"Du droit de passage dans le détroit de Tiran", dans : Revue égyptienne de droit international, vol. 30, 1974 (Egyptian Society of International Law).

"Le terrorisme international", Revue égyptienne de droit international, vol. 30, 1974.

"La question des détroits à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer", dans : Annuaire français de droit international, vol. XX, Paris, 1974.

"La mer et l'égalité entre les États", dans : Iranian review of international relations, No 2, Téhéran, 1975.

"Le régime de la navigation dans le canal de Suez", dans : Iranian review of international relations, No 3, 1975.

"La notion juridique d'archipel océanique", dans : Iranian review of international relations, Nos 5 et 6, 1976.

"Les ressources biologiques de l'océan Indien : un nouvel enjeu économique", dans : Iranian review of international relations, No 8, 1976.

"Une convention pour la protection du golfe Persique contre la pollution", dans : Iranian review of international relations, Nos 11 et 12, 1978.

"Le droit international dans un monde hétérogène", dans : Iranian review of international relations, Nos 13 et 14, 1979.

"Le droit, la justice et les tyrans", dans : Le Monde, Paris, 29 novembre 1979.

"La Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer", dans : Annuaire français de droit international, vol. XXX, 1984.

"La délimitation du plateau continental du golfe Persique", dans : Collection espaces et ressources maritimes, No 3, Presses Universitaires de France, 1988.

"La Convention sur la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime", dans : Annuaire français de droit international, vol. XXXIV, 1988.

"La frontière irano-iraquienne dans le Chatt al-Arab", dans : Iranian journal of international relations, vol. 1, Téhéran, 1989.

"La protection de l'environnement marin du golfe Persique et de la mer d'Oman", dans : Collection espaces et ressources maritimes, No 4, Presses Universitaires de France, 1990.

"Le statut juridique de la mer Caspienne", dans : Collection espaces et ressources maritimes, No 5, Éditions A. Pédone, Paris, 1991.

"Les règles relatives à la protection de l'environnement au cours des conflits armés à l'épreuve du conflit entre l'Iraq et le Koweït", dans : Annuaire français de droit international, vol. XXXVII, 1991.

"Le régime juridique des ressources en eau des cours d'eau internationaux du Moyen-Orient", dans : Annuaire français de droit international, vol. XXXIX, 1993.

"La conservation et la gestion des stocks de poissons chevauchants et grands migrateurs", dans : Collection espaces et ressources maritimes, No 7, Éditions A. Pédone, Paris, 1993.

"Le statut juridique de certaines îles éparses du golfe Persique : Abou Moussa et les Petite et Grande Tumb", dans : Collection espaces et ressources maritimes, No 8, Éditions A. Pédone, Paris, 1994.

Diverses publications en persan

OPERTTI BADAN, Didier

(Uruguay)

[Original : anglais]

Date et lieu de naissance

Né le 23 avril 1937 en Uruguay.
Épouse Liliana Belando en 1960.
Père de quatre enfants.

Principaux diplômes universitaires

Avocat et docteur en droit et en sciences sociales; diplômé de la faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de la République, Montevideo, Uruguay, (1960).

Autres diplômes

A suivi des cours de droit international et comparé (1968) à la Southern Methodist University (Dallas, Texas), après avoir reçu à cette fin une bourse d'études de la Commission Fullbright; a suivi des cours à l'Institut pour l'intégration de l'Amérique latine (BID-INTAL), Buenos Aires, Argentine (1966); a également suivi la série de cours Bagé sur la méthodologie de l'enseignement du droit à Rio Grande do Sul, Brésil (1971) ainsi que sur la même question à Morón, Buenos Aires (1976).

Activité professionnelle

(Nationale et internationale)

A exercé sa profession de 1960 à 1979 et de 1982 à 1987; depuis août 1993, il s'est spécialisé en droit privé, dans les services de conseil (prévention et règlement), essentiellement pour les questions privées, civiles et commerciales internationales.

En tant que spécialiste du droit international privé, a travaillé comme consultant pour plusieurs cabinets juridiques et sociétés d'audit internationaux; plusieurs de ses jugements ont été publiés par la suite.

De 1961 à 1979, conseiller juridique pour le système d'allocations familiales, et de 1968 à 1979 à la State Insurance Bank (Agence de Floride).

De 1979 à 1981, Directeur du Département du développement et de la codification du droit international de l'Organisation des États américains, à Washington, D. C.

De 1985 à 1988, Directeur du Conseil juridico-diplomatique du Ministère des affaires étrangères d'Uruguay.

Conseiller spécial auprès de la Banque interaméricaine de développement et de l'INTAL pour les questions relatives au MERCOSUR (septembre 1993 à décembre 1994).

Activités universitaires

Niveau national

A commencé sa carrière d'enseignant en droit international privé en 1961, sous la direction du professeur Quintín Alfonsín; en 1966, présentation d'un mémoire ("The Nationality of Foreign Commercial Societies, within International Private law") et d'une thèse ("Requisition and Embargo of Foreign Goods - Means of International Judicial Cooperation") qui ont été publiées; nommé professeur adjoint en 1971 et professeur (au niveau 5 le plus élevé) en 1974.

De 1984 à 1985, Directeur de l'Institut de droit et des relations internationales de la faculté de droit et des sciences sociales.

En 1986, après un concours "au mérite", est nommé premier professeur titulaire de droit international privé (classe 5) et président de la commission des carrières juridiques et notariales, et du programme de licence en relations internationales. Le Président du jury du concours était le Professeur Werner Goldschmidt.

En 1993, après une nouvelle évaluation des compétences, est nommé premier professeur de droit international privé au Conseil universitaire.

En 1994, après le concours "au mérite", est nommé professeur de droit international privé à l'Université catholique Dámaso A. Larrañaga.

De 1977 à 1979, enseigne la pédagogie juridique (méthodologie de l'enseignement du droit); en 1985, sa chaire est reconduite et il conserve ce poste jusqu'en 1987.

Niveau international

En 1983, chargé du cours sur l'adoption internationale (recueil des cours, Vol. 180), à l'Académie de droit international de La Haye.

De 1975 à 1982 et en 1991, professeur de droit international privé dans le cadre du cours annuel de droit international du Comité juridique interaméricain de l'OEA (Rio de Janeiro).

A participé à divers titres, à plusieurs réunions, séminaires et tables rondes universitaires organisés en Argentine (Buenos Aires, Córdoba, Corrientes, Mar del Plata, Rosario, Santa Fé, Tucuman, et Resistencia); en Belgique (Bruxelles); en Bolivie (La Paz); au Brésil (Bagé, Rio de Janeiro, Santa María, Valença); au Canada (Ottawa); en Colombie (Bogota); au Costa Rica (San José); en Équateur (Guayaquil et Quito); en Espagne (Université Complutense de Madrid, Collège María Cristina del Escorial et Université d'Alacalá de Henares); aux États-Unis (Washington); au Guatemala (Guatemala City); au Mexique (Mexico et État de

Guerrero), au Panama (Panama); au Paraguay (Assomption); en République dominicaine (Saint-Domingue); en Suède (Stockholm) et au Venezuela (Caracas).

Professeur invité par différentes universités, notamment Argentine (Université nationale, Université del Salvador, Université Belgrano et Université de Moron, toutes situées à Buenos Aires; Université du Littoral de Santa Fé, Université de Cordoba, Université de La Plata, etc.); il a également été invité au Brésil, en Colombie, au Chili, au Costa Rica, en Espagne, au Panama et au Venezuela.

Activités internationales en tant que spécialiste du droit international privé

Directeur du Département du développement et de la codification du droit international au Secrétariat général de l'Organisation des États américains (Washington D. C.), de 1979 à 1981.

Au cours de cette période, a participé en qualité d'observateur de l'OEA à la quatorzième Conférence de La Haye sur le droit international privé (1980), et y a présenté une étude sur l'entraide judiciaire (vol. IV des actes de la conférence); à la trente-sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (Sixième Commission) (1981); à l'Institut international pour l'unification du droit (UNIDROIT), Rome (1981). A présenté à la Conférence une étude intitulée "Unification of Law in the Hemisphere - The contribution of the AOS" (1981, Vol. I).

En 1984, à la demande du Secrétariat général de l'Organisation des États américains, a participé à la troisième Conférence spécialisée interaméricaine sur le droit international privé (La Paz, Bolivie), comme secrétaire technique du groupe de travail sur les transports terrestres internationaux.

Conseiller juridique spécial de l'Institut interaméricain de l'enfance, et a étudié des questions de droit international privé en rapport avec les mineurs et la famille (1982 à 1987). À ce titre, a participé en qualité d'observateur à la troisième Conférence spécialisée interaméricaine sur le droit international privé, et y a présenté la question de l'adoption internationale d'enfants; a présenté également cette question lors des réunions d'experts de Quito (1983), et de San José de Costa Rica (1987), et a préparé pour lesdites réunions un grand nombre de documents, tous publiés par l'Institut interaméricain de l'enfance.

En tant que Conseiller spécial de l'Institut interaméricain de l'enfance, a participé à plusieurs réunions spécialisées dans différents pays de la région.

À la demande de l'Institut, a préparé plusieurs documents (voir plus loin).

En 1985, nommé membre du Tribunal administratif de l'OEA par l'Assemblée générale de l'OEA, poste dont il démissionne lorsqu'il est nommé Représentant permanent de l'Uruguay auprès de l'Organisation des États américains.

En 1986, à la demande de l'Assemblée législative du Québec, a collaboré avec la Commission parlementaire à l'examen du projet de réforme de la loi canadienne (projet No 21) sur l'adoption d'enfants étrangers.

En 1991, à la demande d'UNIDROIT, a préparé un exposé sur le projet de principes relatifs aux contrats internationaux.

En 1993, a travaillé pour BID-INTAL comme conseiller indépendant chargé de préparer, avec M. Alberto Fabini, une étude visant à appuyer la délégation uruguayenne dans le Marché commun du Sud (MERCOSUR) ("Mercosur Norms – Incorporation into the Rules of Law of the Mercosur member states", achevé en décembre 1993).

De 1976 à 1994, le professeur Opertti a effectué des recherches et préparé plusieurs études et projets sur tous les sujets examinés par la Conférence spécialisée interaméricaine sur le droit international privé, à cinq occasions : 1975 (Panama), 1979 (Montevideo), 1984 (La Paz), 1989 (Montevideo) et 1994 (Mexico). À l'exception de la troisième réunion à laquelle il a participé en qualité de Secrétaire technique, le professeur Opertti participe à toutes les réunions en qualité de représentant et de président de la quatrième Conférence.

De 1982 à 1994, Conseiller spécial à l'Institut interaméricain de l'enfance, et a donné plusieurs cours dans des États membres et préparé de nombreux projets sur l'adoption internationale d'enfants, les pensions alimentaires, la restitution internationale d'enfants et les enlèvements internationaux d'enfants (aspects pénaux et civils).

En 1995, nommé membre du Groupe national uruguayen de la Cour permanente d'arbitrage.

Participation à la conférence de La Haye sur le droit international privé

En 1985, représentant de l'Uruguay à la Conférence diplomatique, qui a adopté la Convention de La Haye sur la loi applicable aux ventes à caractère international d'objets mobiliers corporels.

A également participé à la Commission de La Haye chargée de préparer une convention sur la protection des enfants en qualité d'expert de la délégation uruguayenne et a étudié la question de la coopération face à l'adoption internationale (les sessions de la Commission ont eu lieu du 11 au 21 juin 1990, du 22 avril au 3 mai 1991 et du 3 au 14 février 1992). En ce qui concerne la Convention susmentionnée M. Opertti a été l'un des membres du Comité ad hoc de rédaction; à ce titre, il a participé aux réunions tenues du 5 au 9 novembre 1990 et du 2 au 6 septembre 1991. Il a démissionné de ses fonctions de représentant de l'Uruguay à la dix-septième session (mai 1993), au cours de laquelle la Convention a été adoptée.

M. Opertti a préparé une étude sur la compatibilité entre la Convention sur l'adoption internationale d'enfants (1984) et la future Convention de La Haye, (étude publiée et diffusée par l'Institut interaméricain de l'enfance) (1991).

Représentant de l'Uruguay à la Commission spéciale chargée des questions politiques et générales de la Conférence, (1er-4 juin 1992). Élu à l'unanimité vice-président de la Commission, à la demande de M. Schultz, professeur de droit international privé à Amsterdam et Président de la Commission gouvernementale de droit privé international des Pays-Bas. Lors de cette session; M. Opertti a

présenté le thème prioritaire suivant : "Civil responsibilities arising from across-the-border pollution, within international private law".

En mai 1993, a représenté l'Uruguay au centenaire de la Conférence de La Haye.

Participation aux travaux de la Sixième Commission sur les questions de droit privé international lors de la quarante-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies

1988 - Assemblée générale des Nations Unies, quarante-troisième session, Sixième Commission.

1988 - Expert du Groupe de travail de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) chargé de rédiger la Convention des Nations Unies sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux, signée à New York.

1990 - Représentant de l'Uruguay à la CNUDCI.

Participation aux activités d'UNIDROIT (Institut international pour l'unification du droit privé, Rome)

1987 - Représentant de l'Uruguay au troisième Congrès sur le droit uniforme, organisé par UNIDROIT (Rome, 1987); auquel il présente un rapport qui a été publié dans le Journal of commercial law and the corporation (Nos 42 à 44, 1988) intitulé "Uniform law and international private law".

En tant que membre correspondant d'UNIDROIT en Uruguay, et à la demande d'UNIDROIT, il présente un commentaire sur une série de projets de principes en matière de contrats internationaux (25 février).

Activités diplomatiques au service de l'Uruguay

1985-1987 : Directeur du Conseil juridico-diplomatique du Ministère des affaires étrangères; à ce titre, il est chargé de nombreuses missions internationales. En tant que Secrétaire de la Commission binationale uruguayo-argentine de Buenos Aires-Bridge, a coordonné et révisé l'étude préliminaire et a été chargé du chapitre 9 sur les aspects institutionnels et juridiques). Au cours de cette période, a dirigé la délégation uruguayenne à la Commission binationale de coordination juridique uruguayo-argentine.

De 1985 à 1987 : membre de la délégation uruguayenne à la Commission administrative de Rio de la Plata.

1988-1993 : Ambassadeur permanent de l'Uruguay auprès de l'Organisation des États américains (Washington); Président du Conseil permanent de l'OEA (janvier à mars 1990); Président de la Commission des questions juridiques et politiques du Conseil permanent (1989); Président de la Commission exécutive du Conseil interaméricain pour l'éducation, la science et la culture (1990); Président du Groupe de travail spécial du Conseil permanent chargé de l'intégration et du développement juridique régional (1991-1993); Président du Groupe ad hoc du Conseil permanent chargé de la quatrième Conférence spécialisée interaméricaine

sur le droit international privé et Président suppléant du même groupe pour la cinquième Conférence (1992); chargé de la question des relations entre l'Organisation interaméricaine de défense de l'Organisation des États américains et l'OEA, dans le cadre du Groupe du travail du Conseil permanent sur la sécurité continentale.

En sa qualité d'Ambassadeur de l'Uruguay auprès de l'Organisation des États américains, a participé aux dix-huitième à vingt-deuxième Assemblées générales (sessions ordinaires); a participé également aux quinzième session ordinaire et seizième session extraordinaire de l'Assemblée générale, toutes deux tenues à Cartagena de Indias, en 1985; Rapporteur de la première Commission de réforme de la loi qui a adopté le Protocole de Cartagène.

A représenté l'Uruguay à la seizième session ordinaire (Guatemala).

1988-1992 : Représentant de l'Uruguay à la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD).

1991-1992 : A participé à la Mission uruguayenne de négociation sur la coopération mutuelle dans le cadre de l'Accord sur les questions pénales conclu entre les États-Unis et l'Uruguay; en 1994, il a participé aux négociations relatives à la conclusion d'un accord similaire entre le Canada et l'Uruguay.

Représentant de l'Uruguay au Conseil interaméricain pour l'éducation, la science et la culture en 1972 (Mar del Plata, Argentine), 1992 (Guatemala) et 1993 (Punta del Este, Uruguay).

Participation aux activités de MERCOSUR

En tant que Conseiller spécial, il prépare plusieurs études axées sur l'analyse des aspects institutionnels du Traité d'Asunción, qui ont abouti à la signature du Protocole d'Ouro Preto (Brésil), en décembre 1994.

Activités politiques dans le secteur public

En décembre 1994, Représentant personnel du Président Julio María Sanguinetti au Sommet des Amériques (Miami, 9-11 décembre 1994).

En décembre 1994 également, a assisté à la signature du Protocole d'Ouro Preto à Ouro Preto, Brésil (17 décembre). En ces deux occasions, il accompagnait l'ancien Président uruguayen, M. Luis Alberto Lacalle.

Le 1er mars 1995, nommé Ministre de l'intérieur.

Activités administratives au service de l'enseignement

Membre du Conseil de l'éducation secondaire, élémentaire et supérieure (février-juin 1973).

Membre du Conseil de la faculté de droit et de sciences sociales d'Uruguay, représentant l'Ordre académique; a exercé les fonctions de membre délégué auprès

de l'assemblée universitaire des professeurs principaux en diverses occasions; et en est actuellement l'un de ses membres.

Activités associatives

Membre du Comité directeur de l'Association des avocats uruguayens au cours de différentes périodes; en 1972, il a présidé ce Comité à titre provisoire.

Membre de la Fédération interaméricaine des avocats; a participé à plusieurs réunions, y compris celle de Quito (Équateur), en 1980, à laquelle il a représenté le Secrétaire général de l'OEA. En 1982, a présenté un document à la réunion de Tampa (Floride) sur la juridiction ou la compétence internationale en tant qu'élément indispensable à la validité extraterritoriale des sentences rendues à l'étranger. En 1990, a participé, en compagnie de M. Elliot Abrams lors de la vingt-huitième Conférence tenue à Washington, à une table ronde sur la politique étrangère et le rôle du droit sur le continent.

Activités universitaires

Membre fondateur et Directeur de l'Association du droit international d'Uruguay, affiliée à l'Association du droit international.

Membre de l'Institut hispano-luso-américain de droit international (IHLADI).

Membre de l'Association du droit international d'Argentine.

Membre de l'Académie brésilienne du droit international et comparé.

Membre et Directeur de l'Institut uruguayen de droit comparé.

Membre de l'Association des avocats d'Uruguay; membre du Conseil et Président à titre provisoire.

Membre actif de la Fédération interaméricaine des avocats.

Invité à plusieurs réunions de l'Institut uruguayen de droit procédural.

Autres travaux de recherche

En 1994 et depuis le début 1995, M. Opertti a entrepris diverses activités spécialisées, sur les plans national et international, et a donné des conférences sur des sujets tels que le droit international privé; l'OEA; le MARCOSUR; la coopération internationale pénale et juridique; la protection du secret bancaire dans le cadre de la Convention de Vienne, etc.

Il est également membre de diverses commissions consultatives au sein du Collège de droit, et de commissions internationales : il a participé en outre activement aux travaux de l'Institut de droit international du Collège de droit.

Principales publications

1963 – "El Problema de la Nacionalidad de las Sociedades Comerciales extranacionales en el Derecho Internacional Privado", dans Revista de Derecho, Jurisprudencia y Administración, vol. 59, hors série (Hommage à Quintín Alfonsín, deuxième édition).

1969 – "Paper on international terrestrial transportation", publié dans le "Second Latin American Congress on Automotive Highway Transportation".

1972 – "Study on international terrestrial transportation of goods", publiée dans Revista Uruguaya de Derecho Internacional, No 1, p. 221 à 228.

1975 – "Study on International Terrestrial Transportation and on the International Buying and Selling of Personal Property", publiée dans Revista del Colegio de Abogados del Uruguay, 1976, vol. 9, Nos 3 et 4 (présenté lors des réunions internationales tenues à Salto en 1976, coparrainés par l'Asociación de Abogados de Concordia et le Colegio de Abogados of Salto).

1975 – Study on International Procedural Law – Conventions approved by CIDIP (La Justicia Uruguaya, vol. 71, 1975).

1975 – Published work on CIDIP I, avec MM. Vieira et González Lapeyre, éditions Fundación de Cultura Universitaria (1975).

1976 – "Study on the contracting process in international public works", publiée par l'Université de la République, dans Cuestiones Jurídicas Relativas a las Obras Hidroeléctricas de Salto Grande, Montevideo (1976), p. 97 à 112.

1976 – Request and Embargo of Foreign Goods (Medios de Cooperación Judicial Internacional), éditions, Amalio Fernández, 386 pages, thèse publiée à la requête du Conseil du Collège de droit et des sciences sociales.

1979 – "Study on the multinational corporation", publiée après une série de conférences sur les sociétés (No 7), par l'Asociación de Escribanos del Uruguay.

1980 – "Study on international juridical regulation of the 'Complejos de Obras Publicas Binacionales'", publiée par l'Institut des études internationales de l'Université du Chili, vol. I, p. 43 à 60.

1980 – Publication in the Revista de la Asociación de Escribanos del Uruguay, vol. 66, Nos 4 à 12, intitulée "Contribución de la Consultaria Juridica a la Metodologia de la Enseñanza del Derecho".

1980 – Work presented in the First Meeting of Experts in International Private Law, Washington D. C., (avril 1980), sur la juridiction internationale, publié par l'Organisation des États américains dans le rapport final de la réunion.

1982 – "Study on International Terrestrial Transportation of Goods by Highway", publiée dans l'Anuario Jurídico Interamericano (1982), l'Organisation des États américains (M. Teleshea a participé à l'étude).

1982 - Work published in the IIN Bulletin (vol. LVI, No 218) International adoption within International Private Law.

1983 - "Study on international adoption within international private Law", republiée dans le Document 8 de la troisième Conférence spécialisée interaméricaine, avec le projet de convention interaméricaine.

PAMBOU-TCHIVOUNDA, Guillaume

(Gabon)

[Original : français]

État-civil

Âge : 46 ans
Nationalité : Gabonaise
Situation de famille : Marié, un enfant

Cursus universitaire

1969-1970 Baccalauréat, Centre de Libreville (Gabon).
1970-1974 Licence en droit, option droit public, faculté de droit et de sciences économiques de l'Université de Montpellier (France), mention AB.
1975-1976 D. E. S., option droit public, faculté de droit et de sciences économiques de Montpellier, mention AB.
1978 Doctorat d'état en droit, faculté de droit et de sciences économiques de Montpellier, mention très bien.
1979 Doctorat d'état en sciences politiques, faculté de droit et de sciences économiques de Montpellier, mention très bien.
1983 Agrégation de droit public : concours français.

Formation postuniversitaire

1973 Auditeur au Collège universitaire d'études fédéralistes en vallée d'Aoste (Italie).
1976 Auditeur à l'Académie de droit international de La Haye (Pays-Bas), session droit public.
Auditeur à l'Institut international des droits de l'homme de Strasbourg (France).
1982 Auditeur à l'Académie de droit international de La Haye, (Pays-Bas), session droit public.

Distinctions universitaires

1970-1974 Lauréat de la faculté de droit et de sciences économiques de Montpellier :
Premier prix de droit constitutionnel;

/...

Premier prix de droit international.

1978 Lauréat de la faculté de droit et de sciences économiques de Montpellier : prix de thèse.

Activités pédagogiques au Gabon et à l'étranger

- 1975-1978 Assistant à la faculté de droit et de sciences économiques de Montpellier : droit administratif et droit international public.
- 1976 Assistant à l'Institut européen des hautes études internationales de l'Université de Nice : option relations internationales.
- 1978-1980 Maître-assistant à la faculté de droit et de sciences économiques de l'Université de Libreville :
- Cours magistral : relations internationales;
- Travaux dirigés : droit administratif et droit international.
- 1980-1983 Maître-assistant à la faculté de droit et de sciences économiques de l'Université de :
- Paris XII (travaux dirigés de droit administratif);
- Rouen (cours magistral de droit communautaire européen et de relations internationales; travaux dirigés de droit constitutionnel et de droit international).
- 1983-1995 Professeur agrégé à l'Université de Libreville :
- Cours de droit international public (annuel) en quatrième année de licence en droit;
- Cours de droit administratif (annuel) en deuxième année de licence en droit;
- Cours de relations internationales (semestriel) en première année de licence en droit;
- Cours de sociologie politique (semestriel) en première année de licence en droit.
- Été 1988 Directeur d'études pour la section de langue française à l'Académie de droit international de La Haye (Pays-Bas).

Sociétés scientifiques

Membre de la Société française pour le droit international.

Membre de l'International Law Association (branche française).

Membre de la Société de législation comparée.

/...

Fonctions officielles au Gabon

Conseiller spécial du Président de la République auprès du Ministre des affaires étrangères pour les questions juridiques, les conventions et les relations internationales, 1987 à 1991.

Conseiller personnel du Président de la République en charge de la francophonie depuis 1991.

Missions officielles à l'étranger

Membre de la délégation gabonaise à la Conférence des Nations Unies pour l'adoption de la Convention sur le droit des traités entre États et organisations internationales ou entre organisations internationales à Vienne, du 18 février au 21 mars 1986.

Membre de la délégation gabonaise aux sessions ordinaires du Conseil des ministres et de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'OUA depuis 1987.

Chef de la délégation gabonaise aux cinquante-deuxième et cinquante-troisième sessions ordinaires du Conseil des ministres de l'OUA du 3 au 9 juillet 1990.

Membre de la délégation gabonaise à la quatrième session ordinaire du Comité de révision de la Charte de l'OUA en janvier 1989.

Président du Sous-Comité des experts juristes et cartographes du Comité ad hoc de l'OUA pour le différend frontalier Tchad-Libye (1987-1990).

Membre de la délégation gabonaise aux sessions ordinaires de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies depuis 1987.

Rapporteur de la Commission juridique lors de la quarante-quatrième session ordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies.

Membre de la délégation gabonaise à la session du Comité ad hoc sur la création d'une cour criminelle internationale à New York en 1995.

Membre de la Commission du droit international des Nations Unies depuis 1992.

Publications et travaux réalisés

Ouvrages

La Conférence au sommet – contribution à l'étude des institutions des relations internationales (Paris, 1980, L. G. D. J.), 452 pages.

Essai sur l'État africain postcolonial (Paris, 1982, L. G. D. J.), 165 pages.

La Charte des Nations Unies (sous la direction de J.-P. Cot et A. Pellet) (Paris, 1985 Economica), 1 553 pages.

Éléments de la pratique gabonaise en matière de traités internationaux (avec J. B. Moussavou-Moussavou) (Paris, 1986, L. G. D. J.), 191 pages.

Les cours suprêmes en Afrique (sous la direction de G. Conac), Paris, 1988, Economica, trois volumes.

Dictionnaire encyclopédique Droit, Afrique, Paris, 1990, Bordas, six volumes.

Les grandes décisions de la jurisprudence administrative du Gabon, Paris, Pedone, 1994, 646 pages.

Articles et notes publiés

Droit constitutionnel

"Essai sur le Premier Ministre africain", in R. J. P. I. C. 1978, No 3, p. 237.

"Le serment politique en Afrique noire contemporaine", in R. J. P. I. C., 1981, No 3, p. 796.

"Une juridiction constitutionnelle au Gabon", in Les cours suprêmes en Afrique, tome 2, p. 96.

Finances publiques

"La Chambre des comptes au Gabon", in R. J. P. I. C., 1980, No 2, p. 600.

Droit administratif

Français

"Recherche sur l'urgence en droit administratif français", in R. D. P., 1983, p. 81.

Note sous C. E. ass. 2 juillet 1982, Encoignard et Szczepaniach, in A. J. D. A., 1983, p. 35.

Note sous C. E. sect. 29 juillet 1983, Commune de Roquevaire, in D. 1984, J. 195.

Note sous C. E. sect. 14 mai 1984, Ministre des transports C/ Association de défense des intérêts des propriétaires de Taillefer et du Chatelard, in A. J. D. A. 1984, p. 704.

Note sous C. E. sect. 5 octobre 1984, Khalifa Bendjeddou, in D. 1985, J. 389.

Note sous C. E. sect. 20 février 1985, Pieragnolo, in D. 1985, J. 342.

Note sous C. E. sect. 3 octobre 1986, Régie départementale des passages d'eau de la Charente-Maritime C/ Comité d'action et de défense des intérêts oléronais, in D. 1987, J. 104.

Note sous C. E. 7 janvier 1987, Ministre de l'intérieur C/ Ibarguren Aguirre, in D. 1987, J. 274.

Note sous C. E. 19 octobre 1988, Pasanau, in D. 1989, J. 147.

Africain

Note sous Chambre administrative – Cour suprême du Gabon, 3 février 1978, Bittini C/ État gabonais, in Recueil Penant, 1979, No 765, p. 327.

Le délégué ministériel au Gabon, in Recueil Penant, 1980, No 767, p. 49.

Note sous Chambre administrative – Cour suprême du Gabon, 6 avril 1979, C. C. A. F. C/ État gabonais, in Recueil Penant, 1980, No 768, p. 163.

Note sous Chambre administrative – Cour suprême du Congo, 20 mai 1977, Kayouloud, in Recueil Penant, 1982, No 776, p. 58.

Note sous Chambre administrative – Cour suprême du Gabon, 4 juillet 1980, Mourou Louis C/ État gabonais, in Recueil Penant, 1985, No 788-780, p. 363.

Note sous Chambre administrative – Cour suprême du Gabon, 28 janvier 1983, Moubele-Mouckala C/ État gabonais, in Recueil Penant, 1986, No 790-791, p. 141.

Note sous Chambre administrative – Cour suprême du Gabon, 28 mars 1986, Ignace Bibang C/ État gabonais, in Recueil Penant, 1987, No 793, p. 124.

Note sous Chambre administrative – Cour suprême du Gabon, 26 février 1988, Kuentz Anziano C/ État gabonais, in Recueil Penant, 1989, No 801, p. 528.

Note sous Chambre administrative – Cour suprême du Gabon, 24 mars et 28 mai 1989, Taylor C/ État gabonais, in Recueil Penant, 1990, No 802, p. 129.

Note sous Chambre administrative – Cour suprême du Gabon, 24 novembre 1989, Nze-Biteghe C/ État gabonais, in Recueil Penant, 1991, No 805, p. 136.

Note sous Chambre administrative – Cour suprême du Gabon, 24 février 1989, Nzue Nkoghe C/ État gabonais, in Recueil Penant, 1992, No 808, p. 75.

Droit international et relations internationales

La France devant la Cour de justice de La Haye, in L'Europe en formation, 1975, No 180, p. 20.

Un nouvel ordre économique international? in L'Europe en formation, 1975, No 185 et 186, p. 15.

Dialogue Nord-Sud ou dialogue de sourds? in L'Europe en formation, 1976, No 193, p. 10.

Le timbre-poste en droit international, in Journal du droit international (Clunet), 1980, No 1, p. 48.

La non-participation du Libéria au Sommet économique de l'OUA, Essai d'interprétation juridique, in R. J. P. I. C., 1980, No 3, p. 661.

Le Traité d'amitié et de coopération entre l'URSS et la République populaire du Congo, in Journal du droit international, 1982, No 1, p. 99.

Prospectives des intégrations régionales du tiers monde, in Journal du droit international, 1984, No 2, p. 280.

Le droit international de l'interprétation des traités à l'épreuve de la jurisprudence, in Journal du droit international, 1986, No 3, p. 627.

L'interdiction de déverser des déchets toxiques dans le tiers monde : le cas de l'Afrique, in A. F. D. I., 1988, p. 709.

Compte-rendu de lecture

Ouvrage de M. Lunda Bululu : La conclusion des traités en droit constitutionnel zaïrois, in Revue internationale de droit comparé, 1986, No 1, No 272.

PELLET, Alain

(France)

[Original : anglais/français]

Né le 2 janvier 1947 à Paris (XVI).
Situation de famille : marié, quatre enfants.

Professeur à l'Université de Paris X, Nanterre, et à l'Institut d'études politiques de Paris.

Membre de la Commission du droit international des Nations Unies.

Études supérieures

Agrégation de droit public et de sciences politiques (1974).

Doctorat d'État de droit public, 1974, Université de Paris II, Panthéon-Assas.

D.E.S. de droit public, 1969, faculté de droit et des sciences économiques de Paris.

D.E.S. de sciences politiques, 1969, faculté de droit et des sciences économiques de Paris.

Diplôme de l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences po), 1968, section du service public).

Licence en droit public, 1968, faculté de droit et des sciences économiques de Paris.

Auditeur à l'Académie de droit international de La Haye (session de droit international public, 1967, 1969 et 1971).

Langues étrangères

Anglais : lu, parlé, écrit.

Italien : lu, parlé.

Fonctions exercées à l'Université

Université de Paris X, Nanterre

Professeur (depuis 1990). Cours : licence (droit international public général); maîtrise (droit international public approfondi; droit international du développement); DEA (droit international de l'économie; le système juridique international).

Directeur du Centre de droit international de Nanterre (CEDIN).

Directeur du DEA de droit des relations économiques internationales et communautaires.

Membre du Conseil d'UFR (depuis 1995).

Institut d'études politiques de Paris (Sciences-Po)

Professeur (depuis 1980). Cours : le cadre juridique de la vie internationale (depuis 1990); le cadre juridique de la vie économique internationale (1980-1989).

Maître de conférences (droit international, section des relations internationales) (1972-1975 et 1977-1981).

Directeur de séminaire (deuxième et troisième années) de relations internationales (avec Marcel Merle) (1970-1975).

Université de Paris-Nord, faculté de droit et de sciences politiques

Professeur (1974-1990) (détaché auprès de l'Université de Constantine jusqu'au 15 septembre 1977). Cours : droit international public (général) (licence); droit international du développement (maîtrise); droit international de l'économie (DEA de droit public et DEA de droit des affaires); contentieux administratif international (DEA de droit public).

Membre du Conseil de l'Université et du Conseil scientifique (1979-1986).

Directeur du Groupe d'étude et de recherche "Droit international, économie et développement" (GERDIED).

Délégué aux relations internationales de l'Université (1978-1982).

Assesseur du doyen (1981-1982).

Membre du Conseil de faculté (1978-1982 et 1987-1990).

Président de la Commission de spécialistes de droit public et de sciences politiques (1985-1990).

Université de Constantine (Algérie)

De 1974 à 1977, professeur agrégé de droit public, détaché par l'Université de Paris-Nord au titre de la coopération culturelle civile. Cours : droit international eu développement (maîtrise); droit pétrolier (maîtrise); droit international public (cours général sur trois semestres, licence et maîtrise).

École nationale d'administration d'Alger

Professeur (1975-1977). Cours : droit des organisations internationales (section diplomatique); droit international public général (section générale et section diplomatique).

Faculté de droit de Paris, puis Université de Paris II

Chargé de travaux dirigés, puis assistant (1968-1974).

Université René Descartes (Paris V), Institut des sciences légales du développement

Cours et séminaires en droit international du développement (1978-1988).

École nationale d'administration (E.N.A.)

Membre du jury du concours d'entrée (1980 et 1981) et du concours de sortie (1982).

Cours de "cadrage" de relations internationales : "Le tiers monde face au droit international" (1984-1985).

Université de Paris II, Institut des hautes études internationales

Cours sur le "Droit international, désarmement et développement" (1979-1980) et sur "Les problèmes posés par la codification du droit de la responsabilité internationale" (1994-1995).

Professeur invité, missions de courte durée, conférences

MGIMO (Moscou) (1996).

Institut de droit international du développement (IDLI, Rome) (1995).

British Institute of International and Comparative Law (Londres) (1994).

Faculté de droit de Sarrebrück (Allemagne) (1994).

Faculté de droit de Grenade (Espagne) (1992).

Institut universitaire des hautes études internationales (Genève) (1992).

New York University (États-Unis) (1991).

Institut européen de Florence (1990).

Université de Maurice, School of Law (1989).

Faculté de droit d'Athènes (1988).

University College (Londres) (1986).

Faculté de droit de Tunis (1985, 1988, 1992, 1995).

Faculté de droit de Casablanca (Maroc) (1984).

Warwick University (Royaume-Uni) (1984).

Faculté de droit de Damas (République arabe syrienne) (1983).

Contre des relations extérieures, Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie) (1982)

Université des Nations Unies (Tokyo, 1981; Le Caire, 1983).

Université Mohamed V de Rabat (Maroc) (1981, 1982).

Université nationale du Bénin (1979).

Université des Antilles et de la Guyane (1979-1986, 1992, 1994-1996).

Université Thammasat de Bangkok (Thaïlande) (1978).

Université de Constantine (Algérie) (1978, 1979, 1980, 1982).

Université d'Alger (1977).

À l'Institut international des droits de l'homme (René Cassin), Strasbourg

Cours : "La responsabilité pénale de l'individu en droit international" (1995).

À l'Académie de droit européen, Florence

Cours : "Les fondements juridiques internationaux du droit communautaire" (1994).

À l'Institut de droit international public et des relations internationales, Thessalonique (Grèce)

Cours : "Contre la tyrannie de la ligne droite; aspects de la formation des normes en droit international de l'économie et du développement" (1988).

À l'Académie de droit international, La Haye

Direction des séminaires en langue française (session de droit international public, 1985).

Activités à la Commission du droit international des Nations Unies

Membre (1990)

Membre du Comité de rédaction (1991, 1993, 1994, 1995).

Président du Groupe de travail sur la Décennie des Nations Unies pour le droit international (depuis 1992).

Rapporteur spécial sur le thème "Les réserves aux traités" (depuis 1994); rapport préliminaire, 1995 (A/CN.4/470 et Corr.1 et 2), 78 p.

Activités devant la Cour internationale de Justice

Conseil et avocat du Cameroun, coordinateur de l'équipe de conseils, affaire de la Frontière terrestre et maritime (depuis 1994).

Conseil et avocat de la Bosnie-Herzégovine, affaire relative à l'Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (depuis 1993).

Conseil et avocat de la Slovaquie, affaire du Projet Gabčíkovo-Nagymaros (depuis 1993).

Conseil et avocat du Tchad, affaire du Différend territorial (jugement du 3 février 1994).

Conseil et avocat de l'Australie, affaires relatives à Certaines terres à phosphate à Nauru (jugement du 26 juin 1992) et au Timor oriental (jugement du 30 juin 1995).

Conseil et avocat du Burkina Faso, affaire du Différend frontalier (Burkina Faso c. Mali) (jugement du 22 décembre 1986).

Conseil et avocat du Nicaragua, affaire des Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (1986-1992).

Conseil de la République française, affaires de la Demande de réformation du jugement No 273 du Tribunal administratif des Nations Unies (Mortished) (avis consultatif du 20 juillet 1982) et relatives à la Licéité de l'utilisation des armes nucléaires par un État dans un conflit armé (demande d'avis consultatif de l'OMS, 1994) et à la Licéité de la menace et de l'emploi d'armes nucléaires (demande d'avis consultatif de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1995) et Demande d'examen de la situation par la Nouvelle-Zélande au titre du paragraphe 63 de l'arrêt rendu par la Cour le 20 décembre 1974 dans l'affaire des essais nucléaires (1995).

Autres activités

Nombreuses consultations juridiques en droit administratif et en droit international à la demande de diverses autorités françaises et étrangères (ministères des affaires étrangères), d'organismes publics ou parapublics (UNESCO et diverses organisations internationales, Fédération des associations de fonctionnaires internationaux (FICSA), associations du personnel et syndicats de plusieurs organisations internationales, Université des Nations Unies) et de sociétés privées.

Consultant associé, société d'avocats Mignard-Teitgen-Grisoni (Paris) (depuis 1993).

Expert-consultant auprès de la Commission d'arbitrage de la Conférence pour la paix en Yougoslavie (Commission Badinter) (1991-1993).

Rapporteur de la Commission de juristes français sur la création d'un tribunal pénal international chargé de juger les crimes commis dans l'ancienne Yougoslavie (Commission Truche) (1993).

Membre de la délégation française à la CSCE (Helsinki, 1992; Genève, 1992).

Conseiller juridique de l'Organisation mondiale du tourisme (Madrid) (depuis 1990).

Membre suppléant de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies (1983-1991).

Membre de la délégation française à la session ministérielle du GATT (Genève, 1982), à la CNUCED VI (Belgrade, 1983) et à plusieurs sessions du Conseil du commerce et du développement.

Conseiller du représentant français au Comité d'experts gouvernementaux sur le droit au développement, institué par la Commission des droits de l'homme des Nations Unies (1981).

Expert gouvernemental au Congrès de l'UNESCO sur l'éducation pour le désarmement (juin 1980). Rapport sur "Le désarmement dans l'enseignement des questions internationales". Consultant sur le même sujet (août 1981).

De 1969 à 1975, collaborateur d'un avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation (rédaction d'actes de procédure pour les requêtes introduites auprès du Conseil d'État et des tribunaux administratifs).

Président de l'Association française pour la recherche et l'étude du désarmement (AFRED) (1970-1982).

Président de l'Association pour l'étude des politiques juridiques extérieures (PROJUREX) (depuis 1987).

Directeur de la Bibliothèque de droit international et communautaire aux éditions L.G.D.J. (Montchrestien).

Directeur (avec P. M. Eisemann) de la collection "Droit international" aux éditions Economica.

Membre du Comité de rédaction de l'Annuaire français de droit international.

Décorations et distinctions

Prix René Maheu de la fonction publique internationale, mention spéciale (1995).

Officier de l'ordre du Mérite de la République du Tchad (1995).

Médaille de la faculté de droit de Grenade (Espagne, 1992).

Étoile d'or de Nahouri (Burkina Faso, 1987).

Prix Lemonon de l'Institut de France (Académie des sciences morales et politiques) pour l'ouvrage La Charte des Nations Unies (avec J.-P. Cot) (1986).

Chevalier des Palmes académiques (France) (1986).

Recherches et travaux

Ouvrages

Droit international public (avec Patrick Daillier) (L.G.D.J.), 5e éd., 1994, 1379 p. (2e éd., 1979, 994 p.; supplément avec mise à jour de la première édition par Nguyen Quoc Dinh, 1975, 1977, 132 p.); éditions partielles en grec, 1991; en hongrois, à paraître en 1996).

Les fonctionnaires internationaux (avec D. Ruzie) (P.U.F., collection "Que sais-je?", No 2762, 1993), 128 p.

La Charte des Nations Unies (direction, avec Jean-Pierre Cot) (Economica, 1re éd., 1985; 2e éd., 1991), XIV, 1571 p.; préface de Javier Pérez de Cuellar (prix Lemonon de l'Institut de France, Académie des sciences morales et

politiques). Traduction en japonais, 1993; édition en anglais à paraître en 1996 (Oxford University Press).

Le droit international du développement (P.U.F., collection "Que sais-je?", No 1731, 2e éd., 1987), 128 p.; 1re éd., 1978. Traduction en japonais, 1989.

Le droit international public (Mémento Themis, P.U.F., Paris, 1981), 154 p. Traduction en japonais, 1992.

Le cadre juridique de la vie économique internationale, cours polycopié (I.E.P., Paris, 1981-1982); Droit et économie internationale, le droit des relations monétaires internationales, 332 p. Mise à jour, 1982-1983.

Les voies de recours ouvertes aux fonctionnaires internationaux (Pédone – extrait de la Revue générale de droit international public, 1982), 202 p.

Répertoire de la jurisprudence des tribunaux administratifs internationaux, établi à la demande de la FICSA, t. II : Le droit procédural, Nations Unies, 1987, 1034 p.; t. I : Le droit applicable, 1988, 528 p.; t. III : Le droit substantiel.

En préparation

Le droit international du développement social et culturel. Édition des actes de la Table ronde organisée par la faculté de droit de l'Université Paris-Nord, 11-12 mai 1990, à paraître en 1996.

La responsabilité internationale, à paraître en 1996 (éditions Economica, collection "Panorama du droit international").

Recueil de textes

Les Nations Unies – Textes fondamentaux (P.U.F., collection "Que sais-je", No 3035, 1995), 128 p.

Droit d'ingérence ou devoir d'assistance humanitaire? Problèmes politiques et sociaux, No 758-759, 1er-22 décembre 1995 (La documentation française), 133 p.

Articles en droit international

"Les fondements juridiques internationaux du droit communautaire", à paraître dans Recueil des cours, Académie de droit européen, Florence (Nijhoff, Dordrecht, 1995).

"L'activité du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie", à paraître dans Annuaire français de droit international, 1995.

"Actualité de Nuremberg", à paraître dans Le monde juif – Revue d'histoire de la Shoah, 1996.

"The Road to Hell is Paved with Good Intentions – The United Nations as Guarantor of International Peace and Security : a French Perspective", dans

Christian Tomuschat, éd., United Nations at Age Fifty (Nijhoff, Dordrecht, 1995), p. 113 à 133.

"La formation du droit international dans le cadre des Nations Unies", Journal européen de droit international, 1995, p. 401 à 425.

"The International Court of Justice and the Political Organs of the United Nations – Some Further but Cursory Remarks", dans F. Salerno, éd., Il ruolo del giudice internazionale nell'evoluzione del diritto internazionale e comunitario – Atti del Convegno di Studi in Memoria di Gaetano Morelli (CEDAM, Milan, 1995), p. 115 à 124.

"Les problèmes découlant de la création et de la dissolution des États et les flux de réfugiés", dans Vera Gowlland-Debbas, éd., The Problem of Refugees in the Light of Contemporary International Law Issues (Kluwer, 1995), p. 53 à 59.

S.F.D.I., Colloque de Paris, 1994. Les juridictions administratives internationales et le contentieux de la fonction publique internationale, conclusions du Colloque (Pédone, Paris, 1995), p. 253 à 259.

"50 ans de Nations Unies – 50 ans de droit international", dans Spécial 50e anniversaire de l'ONU, Centre d'information des Nations Unies, Paris, 1995, p. 11 à 20.

"Peut-on et doit-on contrôler les actions du Conseil de sécurité?", dans S.F.D.I., Colloque de Rennes, Le Chapitre VII de la Charte des Nations Unies et les nouveaux aspects de la sécurité collective (Pédone, 1995), p. 221 à 238.

"Quel avenir pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes?", Liber Amicorum Jimenez de Arechaga, Fundación de cultura universitaria, Montevideo, 1995, p. 255 à 276.

"Le Tribunal criminel international pour l'ex-Yougoslavie – Poudre aux yeux ou avancée décisive?", Revue générale de droit international public, 1994, p. 7 à 60.

"Nationalités et minorités dans l'ancienne Yougoslavie – Quelques aspects juridiques", dans La Méditerranée, espace de coopération, ouvrage collectif en l'honneur du professeur Maurice Flory (Pédone, 1994), p. 143 à 152; également publié et mis à jour dans CEDIN, Société tchèque de droit international, Succession d'États, nationalité et minorités en Europe centrale et orientale, à paraître en 1996 (Montchrestien, Paris).

"Note sur la Cour de conciliation et d'arbitrage au sein de la CSCE", dans CEDIN, Fondation Marangopoulos pour les droits de l'homme, Colloque d'Athènes, La CSCE : dimension humaine et règlement des différends (L.G.D.J., 1993), p. 189 à 217.

"Art du droit et 'science' des relations internationales", dans Bertrand Badie et Alain Pellet, dir., Les relations internationales à l'épreuve de la science politique – Mélanges Marcel Merle (Economica, 1993), p. 353 à 369.

"L'activité de la Commission d'arbitrage de la Conférence européenne pour la paix en Yougoslavie", Annuaire français de droit international, 1992, p. 200 à 238, et 1993, p. 286 à 303.

"The Normative Dilemma – Will and Consent in International Law", rapport au Colloque de Canberra, 1990, Australian Yearbook of International Law, vol. 12, 1992, p. 22 à 53.

"The Opinions of the Badinter Arbitration Committee – A Second Breath for the Self-Determination of Peoples", Journal européen de droit international, 1992, p. 178 à 185.

"Role of the I.C.J. in a Changing U.N. Collective Security Context", ASIL/NVIR Proceedings (Nijhoff, Dordrecht, 1992), p. 237 à 249.

"La destruction de Troie n'aura pas lieu – Il n'y a qu'un critère de mise en oeuvre du droit de l'occupation de guerre : le respect des droits souverains du peuple soumis à occupation", Palestinian Yearbook of International Law, 1987-1988, p. 44 à 84. En anglais, dans International Commission of Jurists – Al Haq, Emma Playfair, éd., The Administration of Occupied Territories: The West Bank, Colloque de Jérusalem, 1988 (Clarendon Press, Oxford, 1992), p. 169 à 204.

"Contre la tyrannie de la ligne droite – Aspects de la formation des normes en droit international de l'économie et du développement", dans Thesaurus Acroasium, vol. XIX, 1992, p. 287 à 355 (cours à l'Institut de droit international public et des relations internationales de Thessalonique, 1988).

"Note sur la Commission d'arbitrage de la Conférence européenne pour la paix en Yougoslavie", Annuaire français de droit international, 1991, p. 331 à 348.

CEDIN, Les aspects juridiques de la crise et de la guerre du Golfe (Montchrestien, Paris, 1991), conclusions du Colloque, p. 487 à 495.

"Les relations monétaires", dans M. Bedjaoui, dir., Droit international – Bilan et perspectives, UNESCO (Pédone, Paris, 1991), p. 689 à 709 (édition anglaise, Nijhoff, Dordrecht, 1991, p. 645 à 665).

"Examen critique de la notion de droit au développement en droit international", ONU, Centre pour les droits de l'homme, Consultation globale sur la mise en oeuvre du droit au développement en tant que droit de l'homme, 1990.

"L'objet et la méthode en droit international – Y a-t-il une 'méthode de Reims'?", rapport à la 8e rencontre de Reims, mai 1989, dans Réalités du droit international contemporain, 8e rencontre de Reims (CERI, 1990), p. 5 à 19.

"Droit international et révolution – L'exemple du Cambodge", participation à la Table ronde, S.F.D.I., Colloque de Dijon, 1989, dans S.F.D.I., Révolution et droit international (Pédone, 1990), p. 275 à 279.

"La mise en oeuvre des normes internationales des droits de l'homme", dans CEDIN, La France et les droits de l'homme (Montchrestien, Paris, 1990), p. 101 à 140.

"Le glaive et la balance – Remarques sur le rôle de la Cour internationale de Justice en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales", dans Yoram Dinstein, éd., International Law at a Time of Perplexity – Essays in Honour of Shabtai Rosenne (Nijhoff, Dordrecht, 1989), p. 539 à 566.

"A New International Legal Order? What Legal Tools for what Changes?", rapport au Symposium franco-britannique (janvier 1985), dans Francis Snyder et Peter Slinn, éd., International Law of Development: Comparative Perspectives (Professional Books, Abingdon, 1987), p. 117 à 135.

"Quelques problèmes institutionnels et juridiques posés par la coopération économique entre pays en développement au sein de la CNUCED", communication au Symposium de Rabat, La coopération Sud-Est et l'avenir du tiers monde, Revue juridique au Maroc, 1986, p. 123 et 124.

"Le sage, le prince et le savant (À propos de 'La politique juridique extérieure' de Guy de Lacharrière)", Journal du droit international (Clunet, 1985), p. 407 à 414.

"Le droit au développement, un nouveau droit de l'homme?", dans La formation des normes en droit international du développement, ouvrage collectif sous la direction de Maurice Flory (CNRS-OPU, 1985), p. 71 à 85 (et conclusions du Colloque, p. 368 à 373).

"La carrière des fonctionnaires internationaux", dans S.F.D.I., Colloque d'Aix-en-Provence, Les agents internationaux (Pédone, 1985), p. 143 à 191.

"Qui a peur du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes?", Critique socialiste, 1984, p. 89 à 104.

"The Functions of the Right to Development – A Right to Self-Realization", Third World Legal Studies, 1984, p. 129 à 139.

"Le bon droit et l'ivraie – Plaidoyer pour l'ivraie (remarques sur quelques problèmes de méthode en droit international)", Mélanges Charles Chaumont (Pédone, 1984), p. 465 à 493.

"Légitime défense et agression – Le phénomène de libération nationale", 6e rencontre de Reims, Réalités du droit international contemporain – Discours juridique sur l'agression et réalité internationale (CERI, Reims, 1982), p. 11 à 126.

"Les voies de recours ouvertes aux fonctionnaires internationaux, recherche sur quelques problèmes d'actualité – L'exemple de la Commission de recours de l'OCDE", Revue générale du droit international public, 1981, No 2, p. 253 à 312; No 4, p. 657 à 792.

"La reconnaissance par la France du droit de requête individuelle devant la Commission européenne des droits de l'homme", rapport au VIIe Colloque de Besançon, 1980, Revue du droit public et de la science politique, 1981, p. 69 à 103.

"L'affaire Dumitrescu à l'UNESCO" – Note sur l'indépendance des fonctionnaires internationaux", Journal du droit international (Clunet, 1979), p. 570-103, No 3.

"L'article 53 de la Constitution de 1958 – Le rôle du Parlement, dans la procédure d'entrée en vigueur des traités et accords internationaux", dans La Constitution de 1958, sous la direction de F. Luchaire et G. Conac (Economica, 1979), p. 671 à 709; 2e éd. mise à jour, 1987, p. 1005 à 1038.

"Restructuration et démocratisation – L'exemple de la CNUCED et de l'ONUDI", rapport au Colloque d'Alger, Droit international et développement, octobre 1976 (OPU, Alger, 1977), p. 381 à 409.

Exercice pratique corrigé, "Arrêt fictif de la C.I.J., dans l'affaire de Gibraltar – Les difficultés d'application du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", Revue de l'étudiant en droit, décembre 1976, P. 74 à 80.

"Budget et programmes aux Nations Unies, quelques tendances récentes", Annuaire français de droit international, 1976, p. 242 à 282.

Commentaire de la décision du Conseil constitutionnel en date du 15 janvier 1975, déclarant la loi relative à l'interruption volontaire de la grossesse conforme à la Constitution, Gazette du Palais, 14-15 janvier 1976, p. 9.

"La grève dans les services publics internationaux", Revue générale du droit international public, No 4, 1975, p. 932 à 971.

"La ratification par la France de la Convention européenne des droits de l'homme", Revue du droit public et de la science politique, 1974, p. 1319 à 1379.

"La succession des organisations internationales et l'indépendance des fonctionnaires internationaux – À propos d'une décision de la Commission de recours du C.I.H.E.A.M.", Annuaire français du droit international, 1972, p. 413 à 421.

"Ventures between Multinational Corporations. Local Companies and Investors, and a Labor Union – Factory Machinery in World Markets", dans Wolfgang Friedmann et Jean-Pierre Béguin, éd., Joint International Business Ventures in Developing Countries (Columbia University Press, New York et Londres, 1971), p. 167 à 184.

Nombreux comptes rendus d'ouvrages et d'articles de revues dans l'Annuaire français de droit international depuis 1969, le Journal du droit international (Clunet) depuis 1974, et Politique étrangère depuis 1989.

Participation à de nombreux congrès et colloques portant sur le droit international public, le droit international du développement et les relations internationales.

Droit administratif – notes de jurisprudence

Conseil d'État, sect., 5 mai 1972, Société d'équipement de l'Indre, et Conseil d'État, 21 juillet 1972, société Entreprise Ossude, J.C.P. (Semaine juridique), 1973, No 17481.

Conseil d'État, sect., 19 janvier 1973, 1re espèce, Société d'exploitation électrique de la rivière du Sant; 2e espèce, Ministre du développement industriel c. Le Vavasseur, J.C.P. (Semaine juridique), 1971, No 17629.

Conseil d'État, ass., 2 novembre 1973, Société librairie Maspero (affaire de la revue Tricontinental), Recueil Dalloz, 1974, No 432.

Conseil d'État, ass., 18 janvier 1975, Da Silva et CFDT (affaire des circulaires Marcellin-Fontanet, relatives à l'immigration en France des travailleurs étrangers), J.C.P. (Semaine juridique), 1976, No 18235, et Revue de l'étudiant en droit, avril 1977.

Conseil d'État, ass., 13 février 1976, Association de sauvegarde du quartier Notre-Dame à Versailles, Recueil Dalloz, 1977, p. 105.

Sciences politiques

Une morale de la République – Pierre Mendès France et les institutions politiques (Mémoire I.E.P., 1968), 246 p.

Pierre Mendès France et les événements de mai et juin 1968 (Mémoire D.E.S. de sciences politiques, 1969), 108-LXXIII p.

RAO, Pemmaraju Sreenivasa

(Inde)

[Original : anglais]

État civil

Date de naissance : 28 avril 1942.

Titres universitaires

Licence en lettres, Université d'Andhra, Inde, 1959.

Licence en droit, Université d'Andhra, Inde, 1961.

Maîtrise de droit, (droit international), Université d'Andhra, Inde, 1964.

Maîtrise de droit, faculté de droit de l'Université de Yale, États-Unis, 1968.

Doctorat de droit, faculté de droit de l'Université de Yale, 1970.

Fonctions actuelles

Cosecrétaire, Conseiller juridique au Ministère fédéral indien des affaires extérieures, New Delhi (1991).

Directeur de la Division des affaires juridiques et des traités au Ministère fédéral indien des affaires extérieures, New Delhi (1985).

Président de la Commission du droit international (1995-1996).

Membre de la Commission du droit international (1987-).

Coordonnateur en chef de la Réunion des conseillers juridiques des ministères des affaires étrangères des États Membres des Nations Unies (1995-).

Coordonnateur de la Réunion des conseillers juridiques des ministères des affaires étrangères des États Membres des Nations Unies (1995-).

Membre du Conseil des gouverneurs du Conseil international pour le droit de l'environnement (1993).

Membre du Conseil international pour le droit de l'environnement (1990).

Fonctions antérieures

Conseiller juridique de la Mission permanente de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York (1982-1985).

Directeur adjoint de la Division des affaires juridiques et des traités au Ministère fédéral indien des affaires extérieures, New Delhi (1975-1982).

/...

Titres universitaires

Senior Fellow, Marine Policy and Ocean Management, Woods Hole Oceanographic Institution (États-Unis d'Amérique). Titulaire d'une bourse de la Fondation Rockefeller (1972-1974).

Fellow, Woodrow Wilson International Centre for Scholars, Washington, D. C. (1971-1972).

Titulaire d'une Yale Sterling Law School Fellowship (Bourse d'études pour la préparation d'une maîtrise et d'un doctorat en droit) (1967-1970).

Expérience en matière de négociations et de conférences internationales

Président du Comité de rédaction de la Conférence de plénipotentiaires sur la Convention mondiale sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, Bâle (Suisse), 20-22 mars 1989.

Président du Groupe de planification de la Commission du droit international, 1989.

Président du Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe de non-recours à la force dans les relations internationales (1989).

Premier Vice-Président de la Commission du droit international, 1991.

Vice-Président du Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe de non-recours à la force dans les relations internationales (1985).

Vice-Président à la première réunion du Comité permanent de la responsabilité en matière de dommages nucléaires, 23-27 avril 1990.

Chef de la délégation indienne chargé d'examiner, avec l'Allemagne, le Canada, les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni, diverses questions d'ordre juridique.

Membre du Groupe de travail de la CDI sur un projet de statut pour une cour criminelle internationale (1994).

Membre de la délégation indienne au Groupe de travail du Comité permanent de la responsabilité en matière de dommages nucléaires de l'AIEA, Vienne, octobre 1988.

Membre de la délégation indienne à diverses sessions de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies.

Membre de la délégation indienne aux réunions des organes de l'ONU ci-après :

- a) Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales (1983-1985);

- b) Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation (1983-1985);
- c) Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires (1983-1985).

A coordonné les positions de tous les conseillers juridiques des délégations des pays non alignés à l'Organisation des Nations Unies (1982-1985).

A participé aux négociations concernant le statut du Centre pour la science et la technique au nom des pays non alignés et autres pays en développement (1982-1985).

Membre de la délégation indienne à la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer (1982-1984).

Membre de la délégation indienne au Groupe de travail de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) sur le nouvel ordre économique international (1983).

Membre de la délégation indienne au Groupe de travail de la CNUDCI sur l'élaboration d'un guide juridique pour l'établissement de contrats internationaux de construction d'installations industrielles (1983).

Membre de la délégation indienne aux différentes sessions de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1976-1982).

Membre de la délégation indienne aux diverses négociations bilatérales entre l'Inde et les pays voisins, dont le Bhoutan, Myanmar, le Sri Lanka, l'Indonésie, les Maldives, le Népal, le Pakistan et la Thaïlande.

Conférences

Invité à donner des conférences en Irlande par l'Association irlandaise du droit international (1995).

Chargé de cours à la Woods Hole Oceanographic Institution (Marine Policy and Ocean Management Institute) (1972-1974).

"Role of International Law Commission in the Codification and Progressive Development of International Law" : conférence donnée à l'intention des participants au Séminaire de droit international organisé sous les auspices de la CDI à Genève (1995).

"The Law and Practice concerning Extradition with special reference to consideration of international terrorism" : conférence donnée à l'intention des participants au Séminaire de droit international organisé sous les auspices de la CDI à Genève (1989).

Chargé de cours invité à la Fletcher School of Law and Diplomacy (États-Unis d'Amérique) (printemps 1973).

Attaché de recherche à la Indian School of International Studies, New Delhi (Inde) (1965-1967).

Chargé de cours invité à la National Academy of Customs, Excise and Narcotics, New Delhi.

Expérience en matière d'enseignement et en matière professionnelle

A ouvert l'atelier sur le droit de la mer organisé à l'intention des professeurs de droit de l'Université de Mysore, juin 1978.

En qualité d'expert de la Fondation Carnegie pour la paix internationale, donne à des avocats et diplomates africains des consultations sur le droit de la mer. A participé à ce titre au Séminaire africain sur le droit de la mer tenu à Yaoundé (Cameroun), 20-23 juin 1972.

A participé, en qualité d'expert étranger, à la Conférence de Princeton sur l'avenir de l'ordre juridique international, 8-10 juin 1972.

Autres distinctions

Choisi comme l'un des 20 jeunes experts de moins de 30 ans susceptibles d'accéder un jour à des fonctions de décision et, à ce titre, a participé à Pacem in Maribus, réunion internationale sur la paix dans les océans qui s'est tenue sous les auspices du Center for Democratic Institutions de Santa Barbara, Californie (États-Unis).

Membre du Board of Studies of Law de l'Université de Nagpur, 1977-1980.

Membre du Comité de rédaction de l'Indian Journal of International Law depuis 1979.

Membre de l'équipe indienne de juristes internationaux qui a échangé des vues sur des sujets contemporains de droit international avec les juristes internationaux de l'Union soviétique (juin 1977).

Vice-Président du Comité exécutif de la Société indienne de droit international (1993).

Membre du Comité exécutif de la Société indienne de droit international depuis 1977.

Professeur à l'Université de Delhi.

Membre invité du Centre Committee of the Center for Studies in Diplomacy, International Laws and Economics de l'Université Jawaharlal Nehru, à New Delhi.

Membre des jurys d'examen des Universités de Delhi et de Nagpur et de l'Université Jawaharlal Nehru (maîtrise et doctorat de droit).

Publications

Ouvrages

Public Order of the Ocean Resources: A Critique of Contemporary Law of the Sea (M.I.T., Cambridge, Massachusetts, 1975).

Chapitres d'ouvrages publiés

"The United Nations and International Peace and Security: An Indian Perspective", dans Christian Tomuschat (éd.), The United Nations at Age Fifty – A Legal Perspective (Kluwer Law International, The Hague, 1955, p. 143 à 184.

"International Criminal Court", ouvrage en cours d'élaboration par M. S. Rajan, JNU, New Delhi.

Communication élaborée à l'intention de la Commission du droit international sur le thème : "Extra territorial application of national legislation: a synopsis of the issues likely to be involved in codification of international law" ILC/WG/LTPW/93/1, 3 mai 1995, p. 95 à 108.

"Indian Ocean: in problems and perspectives of cooperation with a legal framework", dans N. Krishnan et S. Gobriel (éd.) Indian Ocean: Problems and Perspectives for cooperation (Emerald Publishers, Madras, 1992).

"International law in developing countries", communication faite au Colloque de Beijing sur les pays en développement et le droit international (24-26 août 1992) à l'occasion de la célébration de la Décennie des Nations Unies pour le droit international.

"United Nations Sixth (Legal) Committee and Development of international law" dans J.N. Saxena, Gurdip Singh, A.K. Koul (éd.), United Nations for a Better World (1986).

"Exploitation of international seabed resources and the last phase of the law of the Sea Conference: a close look" (en collaboration avec S. Rama Rao) dans S.K. Agarwala, T.S. Rama Rao et J.N. Saxena (éd.). New Horizons of International Law and Developing Countries (1983).

"Structure and Powers of the International Seabed Authority", dans R.P. Anand (éd.), Law of the Sea: Caracas and Beyond, p. 277 à 292 (New Delhi, 1978).

Articles

"Public order of oceans: problems and prospects", 13 Indian Journal of International Law 21-226 (1977).

"The management of deep ocean resources", 15 Indian Journal of International Law 501-505 (1975).

"Coastal zone management and world community", 13 Indian Journal of International Law 511-516 (1973).

"Law of sea threatens research", Christian Science Monitor, 11 décembre 1973, p. 16.

"Legal regulation of maritime military uses", 13 Indian Journal of International Law 425-454 (1973).

"Development and the sea" XVII Oceanus (Woods Hole Oceanographic institution Journal) 6-11 (1973).

"Offshore natural resources exploitation: an evaluation of African interests", 12 Indian Journal of International Law 345-367 (1972).

"The Seabed Arms Control Treaty: a study in the contemporary military uses of the sea", 4 Journal of Maritime Law and Commerce, 67-92 (1972).

"Conflicting approaches to the control and exploitation of the oceans".
Rapporteur de groupe d'examen, Actes de l'American Society of International Law (septembre 1971).

"Authority and control over offshore areas: in defence of common interests", 11 Indian Journal of International Law 380-388 (1971).

"The Contemporary Practice of India in International Law, 1963-64"
(collaboration avec le juge M. Nagendra Singh), 8 International Studies 457-500 (1967).

"The South-West Africa cases", 6 Africa Quarterly 236-253 (1967).

"The law of the continental shelf", 7 Indian Journal of International Law 363-382 (1966).

RAZAFINDRALAMBO, Edilbert

(Madagascar)

[Original : français]

Titres universitaires

Baccalauréat ès-lettres – philosophie (Antananarivo, Madagascar, 1940).

Certificat d'études supérieures de latin (Paris, Sorbonne, 1948).

Certificat d'études supérieures de grec classique (Paris, Sorbonne, 1948).

Certificat d'études supérieures de géographie (Institut d'études géographiques, faculté des lettres de Paris, 1948).

Licence ès-lettres (faculté des lettres de Paris, Sorbonne, 1949).

Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (Paris, 1948).

Certificat de présence au cours spécial sur les techniques du droit anglais (bourse du Ministère des affaires étrangères français) organisé par l'Université de Cambridge (Royaume-Uni, 1952).

Diplôme d'études supérieures de droit romain, d'histoire du droit et de droit privé (Paris, 1950).

Doctorat d'État en droit (faculté de droit de Paris, 1950).

Activités professionnelles

1948-1960 Avocat à la Cour d'appel de Paris (France).

1951-1960 Avocat (associé) auprès du Conseil d'État et de la Cour de cassation, Paris

1961 Substitut du Procureur auprès de la Cour d'appel d'Antananarivo (Madagascar).

1961-1962 Avocat général auprès de la Cour suprême de Madagascar

1962-1967 Président de chambre à la Cour suprême

1967-1981 Premier Président de la Cour suprême de Madagascar

1962-1973 Professeur de droit pénal à l'Université de Madagascar

1962-1974 Professeur de droit pénal à l'Institut des études judiciaires

1963-1968 Membre de la Commission malgache de codification

/...

1967-1981 Membre du Conseil supérieur de la magistrature

1975-1981 Président de la Haute Cour de justice

Depuis 1982 Premier Président honoraire de la Cour suprême

Activités et affiliation internationales

Membre depuis 1964 du Comité d'experts pour l'application des conventions et recommandations de l'Organisation internationale du Travail.

Rapporteur général de ce comité depuis 1969.

Membre et rapporteur de différents groupes de travail chargés d'établir des études générales et comparatives sur les thèmes relatifs au droit international du travail.

Membre depuis 1982 du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail.

Ancien Vice-Président (1983) et membre de la Commission du droit international depuis 1981, membre de son comité de rédaction depuis 1982 et Président de ce comité en 1989.

Membre de la Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (CCI).

Président suppléant du Comité d'appel du personnel de la Banque africaine de développement à Abidjan (Côte d'Ivoire) depuis 1990.

Membre correspondant depuis 1982 de l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT), Rome.

Membre du Conseil international pour l'arbitrage commercial (ICCA), de 1982 à 1988.

Membre, avec le professeur Paul Foriers, Recteur de l'Université libre de Bruxelles, du Tribunal international d'arbitrage présidé par le Doyen René Roblot de l'Université de Nancy, dans l'affaire Société belge de réalisations industrielles (SOBER) c. État malgache (Paris, 1974-1975).

Chef de la délégation malgache à la Conférence des plénipotentiaires sur le droit des traités (Vienne, 1968-1969).

Chef du groupe d'experts malgaches lors des négociations franco-malgaches pour la révision des accords de coopération générale (Paris, 1973).

Membre, avec le Président Pierre Mendès-France, du Tribunal d'arbitrage international présidé par le professeur Roberto Ago de l'Université de Rome, dans l'affaire des Grands Moulins de Dakar (GMD) c. État malgache (Genève, 1970-1972).

Membre du Tribunal d'arbitrage créé dans le cadre du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) dans l'affaire Société Ltd. Benvenuti et Bonfante Sari c. le Gouvernement de la République populaire du Congo (Paris, 1978-1980).

Membre du Tribunal d'arbitrage institué par la Cour d'arbitrage de la Chambre de commerce international dans l'affaire E. E. M. c. République malgache (Genève, 1979-1981).

Membre du Tribunal d'arbitrage institué par cette même Cour dans l'affaire AGIP c. République malgache et Solima (Paris, 1979-1980).

Arbitre auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

Arbitre auprès du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) (Banque mondiale, 1970-1981).

Ancien Président de l'Association nationale des étudiants malgaches en France (AEOM) (Paris, 1947-1948).

Président de la Société malgache des études juridiques.

Délégué au Séminaire des Nations Unies sur les recours judiciaires et autres à l'encontre des abus de pouvoir administratif (Stockholm, Suède, 1962); titulaire d'une bourse de la Division des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies (Stockholm, Suède, juillet à septembre 1962).

Ancien collaborateur au Journal du droit international (Clunet, Paris).

Depuis 1968, membre du Comité de rédaction de la Revue judiciaire et politique Indépendance et coopération (Paris).

Président de commission au Congrès des juristes de langue française (Dakar, Sénégal, 1967).

Membre de la Demonstration Trial International Court of Justice pour l'affaire de l'exploitation minière des fonds marins (Conférence mondiale de Manille de la paix par le droit, du 21 au 26 août 1977).

Membre de la délégation malgache et représentant de Madagascar à la Sixième Commission (juridique) aux trente-deuxième, trente-troisième, trente-quatrième, trente-cinquième, trente-sixième, quarante et unième et quarante et sixième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies (1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1986 et 1991).

Membre de l'American Society of International Law.

Membre de l'Association mondiale des magistrats (Genève).

Président national pour Madagascar du Centre de la paix mondiale par le droit.

Membre du Conseil des experts du Centre de la paix mondiale par le droit

Correspondant national pour l'Étude internationale des principales tendances de la recherche dans le domaine des sciences sociales et humaines (sciences juridiques), (UNESCO, mai à juillet 1972).

Membre de la Commission Board for International Due Process of Law (Chicago, États-Unis).

Membre de l'Association internationale du barreau (IBA) (Londres, Royaume-Uni).

Membre de l'International Ombudsman Institute (Alberta, Canada).

Délégué à la deuxième Conférence internationale des juges de Hautes Cours (Sydney, mai 1980).

Membre de l'Association internationale du droit pénal (Syracuse).

Participant à la Conférence nationale organisée par The National Advisory Council for Minorities on Criminal Justice (Washington, octobre 1980).

Délégué au deuxième Séminaire du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) (Rome, janvier 1982).

Rapporteur général de la Commission du droit international (1992).

Membre du Groupe de travail chargé de l'élaboration du statut de la Cour criminelle internationale.

Participant à la Conférence organisée par la Fondation pour la création de la Cour criminelle internationale et pour le droit international pénal à Talloires (mai 1991).

Participant à la Conférence internationale pour la création du Tribunal pénal international chargé de l'application du droit international pénal et des droits de l'homme, tenue à Syracuse (décembre 1992).

Délégué au deuxième Séminaire du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) (Rome, janvier 1982).

Président de la Commission d'enquête internationale des Nations Unies pour le Burundi (CEINUB) (Bujumbura, octobre 1985 à juin 1986).

Principales publications

Étude comparée sur le flagrant délit en droit français, anglais et tchécoslovaque (faculté de droit et des sciences économiques de Paris, 1955).

Le système suédois de contrôle de l'administration et de la justice (ONU, 1962).

La procédure civile malgache. Cours polycopié (faculté de droit, Antananarivo, 1963).

"Jurisprudence malgache en matière de droit international privé", Journal du droit international (Clunet, Paris, 1964), No 1.

"La Cour suprême malgache. "Recueil Penant" (Paris), No 722, octobre, novembre et décembre 1968.

"L'ombudsman et la protection des droits de l'homme". Revue sénégalaise de droit (1er novembre 1967), Dakar.

Le droit pénal spécial malagasy. Cours polycopié (faculté de droit d'Antananarivo, 1974).

"Étude comparative du droit malgache". Bulletin de Madagascar, septembre 1964 (No 220).

"Problèmes relatifs à la formation et à la nomination des magistrats" (Communication à l'Assemblée mondiale des magistrats), Genève, juillet 1967.

Le rôle des tribunaux dans la protection des droits de l'homme et dans la politique du développement (Séminaire des juristes africains de langue française organisé par la Commission internationale de juristes) (Dakar, Sénégal, 1978). Revue sénégalaise de droit, décembre 1977.

"Le rôle des juges dans les pays en développement" (deuxième Conférence internationale des juges de Hautes Cours, Sydney, 1980).

"Le CIRDI et le point de vue du tiers monde" (Colloque CIRDI/UNIDROIT, janvier 1982).

"La codification des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité" (douzième Congrès de l'Association internationale des juristes démocrates, octobre 1984).

"L'océan Indien et la notion de zone de paix" (Cercle des juristes internationaux, Genève, mai 1985).

"Mondialisation, indivisibilité et historicité des droits de l'homme". Revue internationale de droit contemporain (Bruxelles, 1987)-2.

"Les normes impératives du droit international et le droit international coutumier : déclaration faite à la Conférence internationale sur l'individu et la loi dans le monde contemporain" (Léningrad, décembre 1987).

"Problèmes posés par l'application des normes internationales relatives aux droits de l'homme"; Conférence internationale sur le bicentenaire de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 (Paris, UNESCO) du 9 au 11 mars 1989.

"Les immunités juridictionnelles des fonctionnaires internationaux"; Séminaire de droit international organisé sous les auspices de la Commission du droit international (Genève, 15 juin 1989).

Distinctions honorifiques

Grand Officier de l'Ordre national malgache.

Officier de l'Ordre national du Mérite français.

Officier de l'Ordre du Croissant vert comorien.

RODRÍGUEZ CEDEÑO, Victor

(Venezuela)

[Original : espagnol]

État civil

Date et lieu de naissance : 1er mars 1948, Caracas.

Études supérieures

Études de droit à l'Université centrale du Venezuela. Obtention du titre d'avocat en 1970.

Certificats d'études européennes à l'Institut d'études européennes de Genève (Suisse), 1973-1975.

Études à l'Institut d'études pour le développement de Genève (Suisse), 1973-1975.

Diplôme de l'Institut des hautes études internationales de Paris, 1977-1980.

Diplôme supérieur de droit international public de l'Université de droit, d'économie et des sciences sociales de Paris (Paris II). Épreuves du doctorat de l'Université, 1980.

Travaux universitaires

Mémoire présenté à l'Institut des hautes études internationales de Paris : "Le règlement des conflits dans les textes constitutifs du Fonds international de développement agricole (FIDA) et de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUUDI), 1980.

Ouvrages publiés

La Corte Internacional de Justicia: Un medio de solución de controversias (Virginie, 1993).

Publication d'un article dans la revue Un Mundo en Cambio (Caracas, 1995) (à paraître : "El caso de la controversia territorial entre Libia y Chad").

Articles sur le droit international publiés dans le quotidien El Nacional, 1985-1986.

Fonctions exercées à l'Université

Professeur chargé des questions internationales à l'École de communication sociale de l'Université catholique Andrés Bello, Caracas, 1981-1983.

Professeur chargé des cours d'études supérieures à la faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université centrale du Venezuela.

Cours de DEA. Thème : Nouvelles sources du droit international, Caracas, 1983-1984.

Secrétaire exécutif de l'Académie diplomatique Pedro Gual du Ministère des relations extérieures. Élaboration et coordination de programmes et professeur chargé des questions de droit international.

Activités professionnelles

Entré au Ministère des relations extérieures en 1966.

Troisième Secrétaire à la Mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies à Genève, 1973-1974.

Deuxième Secrétaire à la Mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies à Genève, 1974-1976.

Premier Secrétaire à l'ambassade du Venezuela en France, 1977-1981.

Conseiller du chef du Département des pays andins du Ministère des relations extérieures, Caracas, 1981-1984.

Secrétaire exécutif de l'Académie diplomatique Pedro Gual du Ministère des relations extérieures, 1984-1985.

Ministre conseiller et Représentant suppléant auprès de l'Organisation des Nations Unies, de l'ONUDI et de l'AIEA, à Vienne, 1985-1987.

Gouverneur du Venezuela au Conseil des gouverneurs de l'AIEA, 1985-1988.

Ministre conseiller à l'ambassade du Venezuela aux Pays-Bas, 1987-1990.

Conseiller juridique adjoint, Directeur des traités internationaux du Ministère des relations extérieures, 1990-1991.

Ministre conseiller et Représentant suppléant auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York, 1991-1992.

Ministre conseiller, "Chef de mission adjoint" à l'ambassade du Venezuela à Washington, 1992-1994.

Ambassadeur du Service extérieur du Venezuela, 1994.

Consul général du Venezuela à Porto Rico depuis le 1er janvier 1995.

Chargé d'affaires par intérim à Cuba de juin à décembre 1982; en Arabie saoudite, de mai à novembre 1990 et aux États-Unis de janvier à juillet 1994.

Conférences et réunions internationales

Conférence générale de l'OIT, Genève, 1974-1976.

Conférences diplomatiques de codification du droit international, Vienne, 1974 et 1987.

Membre du Comité de rédaction à la Conférence sur le droit des traités (II), 1987.

Représentant à l'Assemblée générale des Nations Unies, Sixième Commission, 1969, 1991 et 1994 et Cinquième Commission, 1983.

Représentant aux séances du Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Vienne, 1985-1987 et du Conseil du développement industriel de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUUDI), 1985-1987.

Représentant aux comités chargés d'élaborer les textes constitutifs de l'ONUUDI et de la FIDA. Membre du Comité de rédaction, 1976-1980.

ROSENSTOCK, Robert

(États-Unis d'Amérique)

[Original : anglais]

Études

Cornell University, licence en histoire.

New York University Graduate School of Business Administration.

Columbia University School of Law – doctorat en droit 1961.

Expérience professionnelle

De 1961 à 1964

Exercice privé du droit avec spécialisation en matière de valeurs mobilières et de questions fiscales nationales et internationales.

De 1964 à ce jour

Membre de la Commission du droit international, 1992.

Rapporteur spécial sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation.

Conseiller juridique à la Mission des États-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Membre de la délégation des États-Unis à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, de la dix-neuvième à la cinquantième session.

Représentant suppléant des États-Unis au Conseil de sécurité de l'ONU.

Représentant des États-Unis à la Sixième Commission, de la vingt-quatrième à la cinquantième session de l'Assemblée générale.

Membre de la délégation des États-Unis aux conférences plénipotentiaires de codification sur le droit des traités, sur la succession d'États en matière de biens, archives et dettes d'État, sur le droit des traités entre États et organisations internationales ou entre organisations internationales.

Représentant des États-Unis au comité préparatoire de la Banque de développement des Caraïbes.

Représentant des États-Unis à la Commission juridique chargée de la rédaction de la Charte de la Banque de développement des Caraïbes.

Représentant suppléant des États-Unis au Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États.

/...

Représentant des États-Unis à la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international.

Représentant suppléant des États-Unis au sein des Groupes de travail de la vente internationale des objets mobiliers corporels et de la réglementation internationale des transports maritimes.

Représentant des États-Unis au Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif.

Membre de la délégation américaine à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, Stockholm.

Représentant suppléant des États-Unis à la Conférence des Nations Unies sur la prescription en matière de ventes internationales d'objets mobiliers corporels.

Membre du Comité d'experts des aspects du désarmement, créé par le Secrétaire général de l'ONU.

Représentant des États-Unis auprès du Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales.

Distinctions honorifiques

Meritorious Service Award du Département d'État (1972) (pour services rendus lors des négociations sur la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement).

Superior Honor Award du Département d'État (1974) (pour services rendus lors des négociations relatives à la Convention des Nations Unies sur la prévention et la répression d'infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques).

Nommé juriste de l'année, avec le juge Richard R. Baxter, en 1979 par la Fondation pour l'établissement d'une cour criminelle internationale.

Superior Honor Award du Département d'État (1980) (pour service rendus lors des négociations d'un traité multilatéral).

Décoré du Presidential Rank of Meritorious Executive (1982).

Publications

"The Future Relationship Between Small States and the United Nations", The International Lawyer, vol. 3, No. 1, p. 58. Co-authored, 1968.

"UNCITRAL - A sound Beginning", vol. 62, American Journal of International Law, No. 4, p. 935, 1968.

"Article 19: The Caribbean Contribution", vol. 64, American Journal of International Law, No. 5, p. 924, 1970.

"The Declaration of Principles of International Law Concerning Friendly Relations: A Survey", vol. 65, American Journal of International Law, No. 4, p. 713, 1971.

"At the United Nations", A Column, American Bar Association Journal.

"Review of the U.N. Charter", Department of State Bulletin, vol. LXXII, No. 1857, p. 120, 27 janvier 1974.

"Preemptory Norms - Maybe Even Less Metaphysical and Worrisome", vol. 5, No. 1, Denver Journal of International Law and Policy, p. 167, 1975.

"The Definition of Aggression", Department of State Bulletin, vol. LXII, No. 1858, p. 155, 3 février 1975.

"International Convention Against the Taking of Hostages: Another International Community Step Against Terrorism", vol. 9, No. 2, Denver Journal of International Law and Policy, p. 169, 1980.

"The Proposal For An International Criminal Court", University of Pittsburgh Law Review, vol. 56, No 2, p. 271.

Annual Notes on the International Law Commission dans The American Journal of International Law, 1993, 1994, 1995.

"Crimes of States - An Essay", Völkerrecht zwischen Anspruch und Politischer Realität, Duncker & Humblot - Berlin, 1995, p. 319.

Différentes critiques d'ouvrages dans des revues professionnelles.

Affiliation et autres activités professionnelles

Président de l'American Bar Association Committee on United Nations Affairs (1969-1973).

Membre de l'American Society of International Law.

Membre de groupes d'étude de l'American Society of International Law portant sur le droit des traités, la Cour internationale de Justice, l'environnement humain, la protection des diplomates, les États-Unis et la Micronésie.

Membre de l'Advisory Council on the United States Institute of Human Rights.

Membre du Council on Foreign Relations.

Membre de groupes d'étude du United States Institute of Peace sur l'Organisation des Nations Unies et les opérations de maintien de la paix.

Activités universitaires

Cours sur le droit des organisations internationales, McGeorge School of Law, programme d'été, Salzburg (Autriche), 1986.

Professeur invité à la faculté de droit de la University of Georgia, 1993, 1995.

Conférences sur divers aspects du droit international dans différents colleges
et universités y compris :

City University, New York;
Columbia University School of Law;
Cornell University School of Law;
Judge Advocate General's School;
Military Staff College;
Naval War College;
Pace Law School;
United States Military Academy;
University of California;
University of Wisconsin.

SEPÚLVEDA, Bernardo

(Mexique)

[Original : anglais/espagnol]

M. Bernardo Sepúlveda a occupé les fonctions de Secrétaire des relations extérieures du Mexique de 1982 à 1988, après avoir été Ambassadeur du Mexique aux États-Unis d'Amérique (1982). En 1989, il a été nommé Ambassadeur du Mexique au Royaume-Uni, poste qu'il a conservé jusqu'en 1993. Il était aussi Ambassadeur du Mexique en Irlande à la même époque. En 1993, on lui a confié la charge de conseiller en matière d'affaires internationales du Président du Mexique. En 1995, il a fondé son propre cabinet juridique.

M. Sepúlveda a été Directeur général adjoint des affaires juridiques au Cabinet de la présidence (1968-1970). De 1971 à 1975, il a dirigé un programme d'investissements étrangers au Mexique mis en place par le Secrétaire des finances. Il était Secrétaire adjoint aux affaires internationales au Ministère des finances (1976-1980). Il est devenu conseiller principal en matière d'affaires internationales du Secrétaire du budget en 1981. En février 1981, il a été nommé à l'Équipe de travail présidentielle chargée de l'organisation de la Réunion internationale sur la coopération et le développement qui s'est tenue à Cancun, en octobre 1981, au niveau des chefs d'État et de gouvernement. Il a également fait partie de la délégation mexicaine à la Réunion de Cancun.

En sa qualité de membre des délégations mexicaines auprès des conférences des Nations Unies, M. Sepúlveda a assisté, entre autres, à la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer et à la Conférence de Vienne sur le droit des traités, ainsi qu'à plusieurs conférences des Nations Unies sur le désarmement. Il a également occupé la charge de Président de la Commission des Nations Unies des sociétés transnationales, où il a représenté le Mexique de 1977 à 1981. De 1978 à 1980, il a été élu Rapporteur du Groupe de travail intergouvernemental du code de conduite des sociétés transnationales.

M. Sepúlveda a été membre de la délégation mexicaine (1976-1980) aux réunions annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale ainsi que du Comité intérimaire, du Comité du développement et du Groupe des 24. Il a également représenté le Mexique aux réunions annuelles de la Banque interaméricaine de développement.

Depuis 1967, il est professeur de droit international et des organisations internationales au Colegio de México. En 1994, il a été nommé Directeur de l'Institut d'études sur l'intégration européenne. Il a écrit un grand nombre de livres et d'articles concernant l'ONU, le droit international, la politique étrangère et les questions économiques internationales (investissements étrangers, dettes, commerce) qui ont été publiés au Mexique et à l'étranger par de grands éditeurs et des revues spécialisées dans ce domaine.

En 1994, M. Sepúlveda a reçu du Roi d'Espagne Juan Carlos, le prix du Prince des Asturies en matière de coopération internationale. L'UNESCO lui a décerné le prix Simon Bolivar en 1985.

/...

Il est le récipiendaire de nombreux ordres, décorations et médailles que lui ont décernés des gouvernements étrangers.

M. Bernardo Sepúlveda est né dans la ville de Mexico le 14 décembre 1941. Il a fait ses études à la faculté de droit de l'Université de Mexico, où il a obtenu son diplôme en 1964 (Magna Cum Laude). En 1966, il a obtenu sa maîtrise de droit international à l'Université de Cambridge (Royaume-Uni). L'Université de Cambridge lui a également décerné un diplôme de droit international pour sa thèse sur la sécurité collective dans le système interaméricain.

M. Sepúlveda a épousé Mme Ana Yturbe dont il a eu trois fils.

Ordres, décorations et médailles

Grand chevalier de l'Ordre très distingué de Saint-Michel-et-Saint-Georges
Grande-Croix de l'Ordre royal d'Isabelle la Catholique (Espagne)
Grande-Croix de l'Ordre du Mérite civil (Espagne)
Grande-Croix de l'Ordre de la Croix du Sud (Brésil)
Grande-Croix de l'Ordre de Rio Branco (Brésil)
Grande-Croix de l'Ordre de Boyacá (Colombie)
Ruban de l'Ordre de Kwang-Wha (République de Corée)
Grande-Croix de l'Ordre du général San Martín (Argentine)
Grand Cordón de l'Ordre du Libérateur (Venezuela)
Grande-Croix de l'Ordre du Pavillon yougoslave (Yougoslavie)
Grande-Croix de l'Ordre du Christ (Portugal)
Grande-Croix de l'Ordre de l'Infant Henri le navigateur (Portugal)
Grande-Croix de l'Ordre de la Couronne (Belgique)
Grand officier de l'Ordre de la Légion d'honneur (France)
Commandeur insigne de l'Ordre du Mérite (Pologne)
Grand-Commandeur de l'Ordre du Rédempteur (Grèce)
Grande-Croix de l'Ordre de Vasco Nuñez de Balboa (Panama)
Grande-Croix de l'Ordre de Manuel Amador Guerrero (Panama)
Grande-Croix de l'Ordre du Quetzal (Guatemala)
Grand Cordón de l'Ordre du Soleil-Levant (Japon)
Grande-Croix de l'Ordre du Soleil (Pérou)
Ordre de la République, première classe (Égypte)
Commandeur de l'Ordre de la distinction (Jamaïque)
Docteur honoris causa de l'Université de San Diego, Californie (États-Unis)
Docteur honoris causa de l'Université de Léningrad (Saint-Pétersbourg)
(Fédération de Russie)

Publications

"Las Naciones Unidas, el Tratado de Río y la O.E.A.", Foro Internacional, VII, Nos 1-2, 1967.

"Las Naciones Unidas: dilema a los 25 años" (co-éd) México: El Colegio de México, 1970.

"Derecho del Mar : apuntes sobre el sistema legal mexicano", La política exterior de México : Realidad y perspectivas, México: El Colegio de México, 1972.

"Los orígenes políticos del Porfiriato", Foro Internacional XII, No 3, 1972.

La inversión extranjera en México (México: FCE, 1973).

Las empresas transnacionales en México (México: El Colegio de México), 1974).

"A Mexican view of foreign investment", Actes de la 68e réunion annuelle de la Société américaine de droit international, Washington (D.C.), avril 1974.

"Mexico and the Law of the Sea", en The Changing Law of the Sea: Western Hemisphere Perspectives, Ralph Zacklin (ed.) (Leiden: Sijthoff, 1974).

"La estrategia de las corporaciones transnacionales y el sistema jurídico de los Estados: la experiencia latinoamericana", OEA/Ser. K/XXI. I; CIDIP/4, 25 février 1974 (polycop).

"GATT, ALALC y el trato de más favor", Lecturas: Derecho Económico Internacional (México : FCE, 1974).

"Perspectivas de un país de desarrollo intermedio sobre la economía internacional", Visión del México contemporáneo (México: El Colegio de México, 1979).

"Las nuevas reglas del GATT y el sistema legal mexicano", Comercio Exterior (México, 1980).

"Inversión extranjera, deuda externa y comercio exterior: notas sobre el orden jurídico mexicano", Anuario Jurídico (México: Instituto de Investigaciones Jurídicas de la UNAM, 1980).

"La regulación internacional de las empresas transnacionales", Foro Internacional, No 84, 1981.

La crisis económica mundial: El nuevo orden internacional y la planeación: Comentarios", Planeación para el desarrollo (México: SPP/FCE, 1981).

"La regulación jurídica de las inversiones extranjeras en México", Aspectos Jurídicos de la Planeación en México (México: SPP/Editorial Porrúa, 1981).

"Perspectivas de la relación entre México y Estados Unidos", en Comisión de Asuntos Internacionales, Partido Revolucionario Institucional, Grandes temas de política exterior (México: FCE, 1981), p. 308 à 310.

"Reflexiones sobre la política exterior de México", Foro Internacional XXIV, No 4, avril-juin 1984, p. 407 à 414.

"México en las Naciones Unidas: un balance de cuatro décadas", en Secretaría de Relaciones Exteriores, México en las Naciones Unidas, (México : SRE, 1986, p. 7 à 13.

Política Exterior de México.- Discursos y Documentos, 6 tomes couvrant la période 1983-1988. (México, Secrétaría de Relaciones Exteriores), 1983 à 1988.

"México en la concertación política internacional", en Rosario Green (coord.), México y sus estrategias internacionales, (México, Diana 1989), p. 119 à 133.

"Latin American-European Relations in the 1990", en Dermot Keogh (ed.), Beyond the Cold War, Europe and the Superpowers in the 1990's, (Hibernian University Press, Dublin, 1990), p. 94 à 106.

"La política exterior de México en la coyuntura internacional", en Coloquio de Invierno, Los Grandes cambios de nuestro tiempo: la situación internacional, América Latina y México: vol. III: México y los cambios de nuestro tiempo, (México; UNAM/CONACULTA/FCE, 1992), p. 290 à 300.

"Politica exterior y estrategias de seguridad y defensa : Los trabajos de la Comunidad Europea", México y Europa, (México, SRE, 1992).

"Seguridad y defensa : Despues de Maastricht", Nexos, No 172, avril 1992.

Doctrina y práctica de la política exterior de México (1982-1988). Ensayos Jaliscienses, (El Colegio de Jalisco, Guadalajara, 1993).

"Régimen de partidos y renovación continua". Examen, No 67, décembre 1994.

"Politica Exterior para el Desarrollo Nacional", Examen, No 54, novembre 1993.

"Politica Exterior y Tratado de Libre Comercio" Comercio Exterior, juin 1994.

"Los intereses de la política exterior" La política exterior de México en el decenio de los ochenta, (México, Fondo de Cultura Económica, 1994).

"Asuntos Internacionales de México: Una bibliografía (1980-1993), La política exterior de México en el decenio de los ochenta, (México, Fondo de Cultura Económica, 1994).

"Los intereses de la política exterior" Nexos, No 203, novembre 1994.

"No intervención y derecho de injerencia: el imperio o la decadencia de la soberanía". Las Naciones Unidas a los 50 años. (Compilador: Modesto Seara Vázquez) (México, Fondo de Cultura Económica, 1995).

"El Oficio Internacional". Introducción a las Obras Completas de Jorge Castañeda. Trois tomes. Co-édition de El Colegio de México y la Secretaría de Relaciones Exteriores, (México, 1995).

"México, El Consejo de Seguridad y el futuro de las Naciones Unidas". Article à paraître dans un numéro spécial de Foro Internacional, consacré à la célébration du cinquantenaire de l'ONU (El Colegio de México, 1996).

SIMMA, Bruno

(Allemagne)

[Original : anglais]

Né à Quierschied (Sarre) le 29 mars 1941.

1962-1966, études à l'Université d'Innsbruck. Doctorat en droit, Université d'Innsbruck, 1966.

1967, pratique au barreau.

1967-1972, assistant à la faculté de droit, Université d'Innsbruck.

1971, chargé de cours (venia legendi) en droit international et relations internationales.

1972, expert au Conseil de l'Europe, direction des affaires juridiques.

Depuis 1973, professeur de droit international et de droit de la Communauté européenne, Directeur de l'Institut de droit international, Université de Munich.

Depuis 1995, doyen de la faculté de droit de Munich.

1987-1992, professeur de droit à l'Université du Michigan, Ann Arbor (États-Unis).

1976 et 1982, Directeur d'études à l'Académie de droit international de La Haye.

1981-1989, enseignement du droit international aux diplomates débutants du Ministère allemand des affaires étrangères.

1984 et 1985, professeur invité à l'Université de Sienne (Italie).

1986 et 1995, professeur invité à l'Université du Michigan, Ann Arbor (États-Unis).

1995, conférences à l'Académie de droit international de La Haye.

Cofondateur et corédacteur du European Journal of International Law.

Membre de la Cour d'arbitrage des sports du Comité international olympique.

Membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'Organisation des Nations Unies.

Membre des conseils consultatifs du Ministère allemand des affaires étrangères pour les questions relatives au droit international et à l'Organisation des Nations Unies.

Expert au mécanisme de la dimension humaine de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et pour les activités de prévention des conflits du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Depuis 1994, avocat du Cameroun dans l'affaire de la frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria devant la Cour internationale de Justice.

En 1996, distinction accordée par l'American Society of International Law.

Membre de diverses associations professionnelles (notamment American Society of International Law et Association de droit international).

1989-1993, Vice-Président de l'Association allemande de droit international.

Depuis 1987, Membre du Conseil de l'Association allemande de droit international.

Principales publications

Livres

Das Reziprozitätselement in der Entstehung des Völkergewohnheitsrechts (1970), 42 pages.

Das Reziprozitätselement im Zustandekommen völkerrechtlicher Verträge. Gedanken zu einem Bauprinzip der internationalen Rechtsbeziehungen (1972), 347 pages.

Universelles Völkerrecht. Theorie und Praxis (1st ed. 1976, 2nd ed. 1981), 687 pages.

International Protection of the Environment, Treaties and Related Documents (together with Bernd Rüter and Michael Bock) 30 volumes 1975-1983. Continued in loose-leaf format 1990-1995.

Zwischen Intervention und Zusammenarbeit. Interdisziplinäre Arbeitsergebnisse zu Grundfragen der KSZE (edited together with Edda Blenk-Knocke) (1979), 536 pages.

Universelles Völkerrecht. Theorie und Praxis (3d ed. 1984), 956 pages.

United Nations Codification of State Responsibility (edited together with Marina Spinedi) (1987), 418 pages.

Charta der Vereinten Nationen: Kommentar (edited in collaboration with Hermann Mosler, Albrecht Randelzhofer, Christian Tomuschat and Rüdiger Wolfrum) (1991), 1218 pages.

Europarecht in Fällen (together with Waldemar Hummer, Christoph Vedder and Frank Emmert) 1st ed. 1991, 689 pages; 2d ed. 1994, 820 pages.

The Charter of the United Nations : A Commentary (edited in collaboration with Hermann Mosler, Albrecht Randelzhofer, Christian Tomuschat and Rüdiger Wolfrum (1994), 1258 pages.

Articles

"Die §§ 338 und 339 der Regierungsvorlage eines Strafgesetzbuches im Licht des Völkerrechts", 90 Juristische Blätter (1968), p. 458 à 467.

"Probleme um den Art. 145 B.-VG.", 91 Juristische Blätter (1969), p. 257 à 270.

"Reflections on Article 60 of the Vienna Convention on the Law of Treaties and Its Background in General International Law", 20 Österreichische Zeitschrift für öffentliches Recht (1970), p. 5 à 83.

"Völkerrechtswissenschaft und Lehre von den Internationalen Beziehungen. Erste Überlegungen zur Interdependenz zweier Disziplinen", 23 Österreichische Zeitschrift für öffentliches Recht (1972), p. 293 à 324.

"Das Kernkraftwerk an der Grenze: Eine 'ultrahazardous activity' im Schnittpunkt von internationalem Nachbarrecht und Umweltschutz" (together with Albrecht Randelzhofer), Festschrift für Friedrich Berber zum 75. Geburtstag (1973), p. 389 à 432.

"Der Grundvertrag und das Recht der völkerrechtlichen Verträge", 100 Archiv des öffentlichen Rechts (1975), p. 4 à 29.

"Methodik und Bedeutung der Arbeit der Vereinten Nationen für die Fortentwicklung des Völkerrechts", Die Vereinten Nationen im Wandel (1975), p. 79 à 102.

"Souveränität und Menschenrechtsschutz nach westlichem Völkerrechtsverständnis", 4 Europäische Grundrechte-Zeitschrift (1977), p. 235 à 240.

"Friedliche Streiterledigung in Europa. Überlegungen zum schweizerischen KSZE-Vorschlag" (together with Dieter Schenk) 33 Europa Archiv (1978), p. 419 à 430; reprinted in Das Belgrader KSZE-Folgetreffen. Der Fortgang des Entspannungsprozesses in Europa (1978), p. 59 à 70.

"Termination and Suspension of Treaties: Two Recent Austrian Cases", 21 German Yearbook of International Law (1978), p. 74 à 96.

"Zur bilateralen Durchsetzung vertraglich verankerter Menschenrechte. Aktivlegitimation und zulässige Mittel nach allgemeinem Völkerrecht", in: Christoph Schreuer (ed.) Autorität und internationale Ordnung. Aufsätze zum Völkerrecht (1979), p. 129 à 154.

"Grenzüberschreitender Informationsfluß und domaine réservé der Staaten", 19 Berichte der Deutschen Gesellschaft für Völkerrecht (1979), p. 39 à 88.

"Territoriale Souveränität und Gebietshoheit" (together with Alfred Verdross and Rudolf Geiger) 31 Österreichische Zeitschrift für öffentliches Recht und Völkerrecht (1980), p. 223 à 245.

"Völkerrecht in der Krise?" 20 Österreichische Zeitschrift für Außenpolitik (1980), p. 273 à 284.

"Fragen der zwischenstaatlichen Durchsetzung vertraglich vereinbarter Menschenrechte", in: Ingo von Münch (ed.) Staatsrecht – Völkerrecht – Europarecht. Festschrift für H.-J. Schlochauer zum 75. Geburtstag (1981), p. 635 à 648.

"Zur völkerrechtlichen Bedeutung von Resolutionen der UN-Generalversammlung", in: R. Bernhardt/J. Delbrück/J. von Münch (eds.) Fünftes deutsch-polnisches Juristen-Kolloquium, band. 2: Die Bedeutung der Resolutionen der Generalversammlung der Vereinten Nationen (1981), p. 45 à 76.

"Consent: Strains in the Treaty System", in: R.St.J. Macdonald/D.M. Johnston (eds.), The Structure and Process of International Law: Essays in Legal Philosophy, Doctrine and Theory (1983), p. 485 à 511.

"Legal Aspects of Intra-(East-West) German Relations", 4 Chinese Yearbook of International Law and Affairs (1984), p. 148 à 163 and 9 Maryland Journal of International Law and Trade (1985), p. 97 à 115.

"Self-contained Regimes", 16 Netherlands Yearbook of International Law (1985), p. 111 à 136.

"The Antarctic Treaty as a Treaty Creating an 'Objective Regime'", 19 Cornell International Law Journal (1985-96), p. 189 à 209. French version: "Le Traité de l'Antarctique crée-t-il un 'régime objectif' ou non?", in: F. Francioni/T. Scovazzi (eds.) International Law for Antarctica (1987), p. 137 à 153.

"Grundfragen der Staatenverantwortlichkeit in der Arbeit der International Law Commission", 24 Archiv des Völkerrechts (1986), p. 357 à 407.

"Menschenrechtspolitik mit wirtschaftlichen Mitteln: ihr völkerrechtlicher Rahmen", in: D. Blumenwitz/G. Zieger (eds.), Menschenrechte und wirtschaftliche Gegenleistungen (1987), p. 73 à 85.

"The Court of Arbitration for Sport", in: K.-H. Böckstiegel/H.-E. Folz/J.M. Mössner/K. Zemanek (eds.), Völkerrecht. Recht der Internationalen Organisationen. Weltwirtschaftsrecht. Festschrift für Ignaz Seid-Hohenveldern (1988), p. 573 à 585.

"Grenzüberschreitende Auswirkungen von Kernkraftanlagen und Völkerrecht" (together with Günther Handl), 39 Österreichische Zeitschrift für öffentliches Recht und Völkerrecht (1988), p. 1 à 8.

"Bilateralism and Community Interest in the Law of State Responsibility", in: Y. Dinstein/M. Tabory (eds.), International Law at a Time of Perplexity. Essays in Honour of Shabtai Rosenne (1989), p. 821 à 844.

"International Crimes: Injury and Countermeasures. Comments on Part 2 of the ILC Work on State Responsibility", in: J.H.H. Weiler/A. Cassese/M. Spinedi (eds.), International Crimes of States (1989), p. 283 à 315.

"Der Ausschuß für wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte (CESCR): Ein neues Menschenrechtsgremium der Vereinten Nationen", 37 Vereinte Nationen (1989), p. 191 à 196.

"Wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte im Völkerrecht. Der Internationale Pakt von 1966 und sein Kontrollverfahren" (together with Sabine Benningsen), Festschrift für Ernst Steindorff zum 70. Geburtstag am 13. März 1990 (1990), p. 1477 à 1502.

"A Hard Look at Soft Law", Proceedings 82d Annual Meeting of the American Society of International Law (1991), p. 377 à 381.

"Der Spion, der in die Kälte kam: Zur BGH-Entscheidung über die Strafbarkeit der DDR-Spionage" (together with Klaus Volk), Neue Juristische Wochenschrift (1991), p. 871 à 875.

"The Implementation of the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights", in: Franz Matscher (ed.), The Implementation of Economic and Social Rights (1991), p. 75 à 94.

"The Sources of Human Rights Law: Custom, Jus Cogens, General Principles" (together with Philip Alston), 17 The Australian Yearbook of International Law (1992), p. 82 à 108.

"Soziale Grundrechte und das Völkerrecht. Der Internationale Pakt über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte in der gegenwärtigen Verfassungsdiskussion", Wege und Verfahren des Verfassungslebens. Festschrift für Peter Lerche (1993), p. 83 à 94.

"Does the UN Charter Provide an Adequate Legal Basis for Individual or Collective Responses to Violations of Obligations erga omnes?", in: J. Delbrück (ed.), The Future of International Law Enforcement: New Scenarios - New Law? (1993), p. 125 à 146.

"Der Staatsvertrag von Saint-Germain und die österreichische Staatsgrenze auf dem Bodensee", 45 Austrian Journal of Public and International Law (1993), p. 211 à 250.

"Die Erzeugung ungeschriebenen Völkerrechts: Allgemeine Verunsicherung - klärende Beiträge Karl Zemaneks", in: Konrad Ginther et al. (eds.), Völkerrecht zwischen normativem Anspruch und politischer Realität, Festschrift für Karl Zemanek zum 65. Geburtstag (1994), p. 95 à 114.

"International Human Rights and General International Law: A Comparative Analysis", in: IV Collected Courses of the Academy of European Law, Book 2 (1995), p. 153 à 236.

"Countermeasures and Dispute Settlement: A Plea for a Different Balance",
in 5 European Journal of International Law (1994), p. 102 à 105.

"Die Internationale Kontrolle des VN-Paktes über wirtschaftliche, soziale und
kulturelle Rechte: neue Entwicklungen", in N. Beyerlin/M. Bothe/R. Hofmann/
E.-U. Petersmann (eds.). Recht zwischen Umbruch und Bewahrung. Festschrift für
Rudolf Bernhardt (1995), p. 579 à 593.

"The Contribution of Alfred Verdross to the Theory of International Law",
in 6 European Journal of International Law (1995), P. 33 à 54.

"Human Rights", in Ch. Tomuschat (ed.), The United Nations at Age Fifty: A Legal
Perspective (1995), p. 263 à 280.

"From Bilateralism too Community Interest in International Law", Collected
Courses of the Hague Academy of International Law (1995) (150 pages, in print).

"Social Protection by International Law: Law-Making by Universal Organizations
(Especially the United Nations)" (together with Markus Zöckler) in: Social
Protection by Way of International Law (1996), p. 69 à 85.

SOLARI TUDELA, Luis

(Pérou)

[Original : anglais]

Date de naissance : 5 décembre 1935

Lieu de naissance : Lima

Situation de famille : Marié

Études universitaires

Faculté des arts libéraux et de droit, Université catholique de Lima.

École de diplomatie du Pérou.

Institut de hautes études internationales, Genève.

Titres universitaires

Diplôme de droit

Diplôme de relations internationales

Publications et conférences

"Los Derechos Humanos", Revista Peruana de Derecho Internacional, vol. XXXII, No 63 (1980), p. 65.

"Las Naciones Unidas y el Derecho Internacional", Revista Peruana de Derecho Internacional, vol. XXXVII, No 93 (1985), p. 25.

The Continental Shelf in Recent Theory and Practice, Institut de hautes études internationales, Genève, 1973.

"Hacia un Desarme Latinoamericano", Revista de Derecho, Université de Lima, 1985.

Derecho Internacional Público, 5e éd. (Studium, Lima, 1994), 400 p.

Conférence sur le projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité, Séminaire des Nations Unies sur le droit international, Genève, 1991.

Participation à une table ronde sur l'ONU dans sa quarantième année, Universidad Nacional Mayor de San Marcos, Lima, 1985.

Participation à la deuxième Table ronde nationale sur le droit international public, Universidad Nacional Mayor de San Marcos, Lima, 1985.

Carrière universitaire

Professeur de droit international public à l'Université de San Marcos, à l'Université de Lima, à l'Université catholique, à l'Université Garcilaso de la Vega, à l'École supérieure de guerre et à l'École de diplomatie du Pérou.

/...

Professeur extraordinaire de droit international public à l'Université nationale du Panama.

Membre de la Commission du droit international de l'ONU, 1987-1991.

Activités professionnelles

Postes diplomatiques à Londres et en Haïti; représentant suppléant auprès de l'Office des Nations Unies à Genève; Ambassadeur au Panama (1977); Ambassadeur en Italie (1985); Ambassadeur au Saint-Siège (1992); Ambassadeur à Malte (1993), à Chypre et en Croatie (1993).

A été notamment Directeur pour les organisations internationales et Sous-Secrétaire pour les affaires bilatérales au Ministère péruvien des affaires étrangères.

Décorations et distinctions

Chevalier de l'Ordre du condor des Andes (Bolivie).
Grand Croix de l'Ordre Vasco Núñez de Balboa (Panama).
Grand Croix de l'Ordre du soleil du Pérou.
Grand Croix de l'Ordre Pie IX (Saint-Siège).
Prix Dag Hammarskjöld dans le domaine des relations internationales (1987).
Membre de la Société péruvienne de droit international.
Membre honoraire du barreau du Panama.

THIAM, Doudou

(Sénégal)

[Original : français]

Né le 3 février 1926 à Bambey (Sénégal).
Baccalauréat de l'enseignement secondaire à Dakar (Sénégal), 1944.

Études juridiques

Licence en droit, faculté de droit de Paris, 1947.

Diplôme d'études supérieures de droit privé, 1948.

Diplôme d'études supérieures de droit public, Paris, 1948 :

Thèse de doctorat en droit, mention très bien;
Prix de thèse en 1951, faculté de droit de Poitiers.

Activités professionnelles

Avocat à la cour d'appel de Dakar en 1951.

Bâtonnier de l'ordre des avocats en 1970.

Activités politiques

Ministre des finances, des affaires économiques et du plan de la Fédération du Mali, 1959.

Ministre des affaires étrangères du Sénégal.

Ministre de la justice, 1962.

Ministre chargé de la suppléance du Président de la République, de 1962 à 1967.

Président du Conseil économique et social du Sénégal, 1968.

Activités scientifiques

Élu membre de la Commission du droit international en 1970 et régulièrement depuis cette date.

Élu deux fois Président de la Commission du droit international.

Rapporteur spécial de la Commission du droit international sur le code des crimes contre l'humanité.

Nommé également rapporteur spécial de la Commission du droit international sur le statut d'une cour criminelle internationale.

Agent de la République du Sénégal à la Cour internationale de Justice sur le différend frontalier entre la Guinée-Bissau et le Sénégal.

Ouvrages

La politique des étrangers des États africains (Presses universitaires de France, 1961).

La Fédération africaine.

Cours à l'académie de droit international sur la Fédération africaine, 1969.

Cours à l'académie de droit international à Yaoundé sur le règlement pacifique des différends en Afrique.

VASSYLENKO, Volodymyr

(Ukraine)

[Original : anglais]

Date de naissance : 16 janvier 1937.

Lieu de naissance : Kiev.

Formation

1954-1959 Université d'État de Kiev, faculté de droit;

1961-1964 Études de doctorat en droit international public, diplôme ("candidat");

1976-1977 Recherches postdoctorales, diplôme (docteur).

Titres universitaires et honoraires

Docteur en droit, professeur, avocat honoraire d'Ukraine.

Expérience professionnelle

1964-1993 Enseignement à l'Institut ukrainien de relations internationales de l'Université d'État de Kiev : droit international public, droits de l'homme, droit international humanitaire, droit des organisations internationales.

1972-1993 Conseiller juridique au Ministère ukrainien des affaires étrangères;

Membre de la délégation ukrainienne au Comité du fond des mers de l'ONU;

Chef de la délégation ukrainienne à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités entre États et organisations internationales ou entre organisations internationales;

Représentant de l'Ukraine à la Conférence internationale sur la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime (Vice-Président de la Conférence).

1988-1991 Représentant de l'Ukraine à la Commission des droits de l'homme de l'ONU;

Chef de la délégation ukrainienne aux quarante-cinquième, quarante-sixième et quarante-septième sessions de la Commission des droits de l'homme de l'ONU.

/...

- 1990-1991 Président du Groupe des Trois créé en vertu de la Convention sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid;
- Vice-Président de la quarante-septième session de la Commission des droits de l'homme de l'ONU;
- Conseiller juridique de la délégation ukrainienne à la quarante-sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies.
- 1991-1993 Conseiller juridique principal de la Verkhovna Rada (Parlement) d'Ukraine, membre de la Commission constitutionnelle de la Verkhovna Rada, Vice-Président du Groupe de travail de la Commission constitutionnelle de la Verkhovna Rada.
- 1993-1995 Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Ukraine en Belgique, aux Pays-Bas et au Luxembourg;
- Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Union européenne et du Conseil de coopération nord-atlantique.
- 1995 Ambassadeur itinérant au Ministère ukrainien des affaires étrangères;
- Représentant de l'Ukraine à la Commission des droits de l'homme de l'ONU;
- Conseiller juridique principal de la Verkhovna Rada (Parlement) d'Ukraine;
- Membre du Conseil consultatif du Ministère ukrainien de la justice;
- Membre du Conseil de supervision de la Fondation juridique ukrainienne;
- Membre du Conseil de supervision de l'International Renaissance Foundation.

Principales publications

Droit international (manuel), 1971, Kiev.

Responsabilité des États dans les infractions internationales (monographie), 1976, Kiev.

Sanctions en droit international (monographie), 1982, Kiev

Aspects juridiques de la participation de la RSS d'Ukraine aux relations internationales (monographie), 1985, Kiev.

Mécanismes de protection de l'ordre public international (monographie),
1986, Brno.

Fondements du droit international (monographie), 1988, Kiev.

Plus de 70 articles sur le droit international public et la protection
constitutionnelle des droits de l'homme.

VILLAGRAN KRAMER, Francisco

(Guatemala)

[Original : anglais]

Né à Guatemala en 1927, nationalité guatémaltèque. Marié.

Langues : espagnol, anglais, français, bonnes notions d'italien.

Formation universitaire

Iowa State University (États-Unis d'Amérique), 1945-1946.

Faculté de droit, Université de San Carlos (Guatemala), 1946-1951.

Faculté de droit, Université du Chili, Santiago, 1949.

Titre universitaire : licence en droit, Université de San Carlos (Guatemala), 1951.

Hautes études universitaires

Faculté de droit, Université de Genève (Suisse), 1952-1956. Titre : docteur en droit, 1957.

Académie interaméricaine de droit international, La Havane, session 1955.

Académie de droit international de La Haye, sessions 1956 et 1961.

Instituto para la Integración de America Latina (INTAL), Buenos Aires. Cours spécialisés, septembre-décembre 1967.

Activités internationales

Conseiller international, Ministère de l'économie et du travail, Gouvernement guatémaltèque, 1950-1951.

Représentant du Guatemala à la Conférence internationale du Travail, Genève 1950.

Représentant du Guatemala à la Conférence internationale du Travail, Genève 1951.

Fonctionnaire international : Bureau international du Travail, Division de l'assistance technique, Suisse, 1951-1953.

Représentant du Guatemala au Conseil interaméricain de jurisconsultes, quatrième réunion, Mexico, 1956.

Député du Congrès de la République du Guatemala, Commission des relations extérieures et des questions constitutionnelles, Guatemala, 1958 à 1962.

/...

Ambassadeur, représentant du Guatemala à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, New York, Sixième Commission, 1974, 1975 et 1976.

Ambassadeur, représentant du Guatemala à la troisième Conférence spécialisée sur le droit international privé, Organisation des États américains, Panama, 1975.

Ambassadeur, représentant du Guatemala à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer; sessions de New York et de Genève, 1975, 1976, 1977, Première et Deuxième Commissions.

Ambassadeur, représentant du Guatemala à l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains, Washington, D. C., 1978.

Ambassadeur, représentant du Guatemala à la quatrième Conférence spécialisée sur le droit international privé, Montevideo, 1979.

Président du Conseil d'État du Guatemala, de 1978-1980.

Conférence sur l'exploitation des ressources des fonds marins, Bordeaux (France), mars 1980.

Avocat au Département des questions juridiques de la Banque interaméricaine de développement, Washington, D. C., 1981-1985.

Dialogue sur les questions Nord-Sud, Munich (Allemagne), 1982.

Académie mondiale pour la paix, atelier sur la crise de l'Amérique centrale – l'Initiative de Contadora – Cancún (Mexique), 1983.

Atelier sur l'avenir de l'intégration latino-américaine, INTAL, Buenos Aires, 1985.

Quarantième anniversaire de l'ONU, Conférence sur l'évolution de l'ONU, Montevideo, 1985.

Conférence sur la dette extérieure de l'Amérique latine, IRELA, Madrid, 1986.

Conférence sur le conflit nicaraguayen, Chathan House, Londres, 1986.

Réunion sur l'analyse des options pour le développement de l'intégration centraméricaine – aspects institutionnels – Banque centraméricaine d'intégration économique, Tegucigalpa, 1986.

Ambassadeur, Vice-Président de la délégation guatémaltèque à l'Assemblée générale des Nations Unies, New York, sessions de 1989, 1990, 1991, 1993, 1994 et 1995, Sixième Commission et Assemblée plénière.

Conférence sur le rôle des superpuissances dans les conflits régionaux, Vienne, mai 1989.

Ambassadeur, représentant à l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains, Washington, D. C., 1989.

Quatrième Congrès international sur la protection des droits de propriété intellectuelle, Guatemala, 1989.

Membre du Comité juridique interaméricain de l'Organisation des États américains, sections de Rio de Janeiro et de Washington, D. C., 1989-1992.

Membre de la Commission du droit international de l'ONU, sessions 1992-1996.

Membre du Comité de rédaction de la CDI, sessions 1992 et 1995.

Conférence sur l'Amérique centrale après la crise, Canning House, Londres, 1992.

Conférence de l'Association internationale de droit pénal sur la création d'un tribunal pénal international, Cyracuse (Italie), décembre 1992.

Conférence sur la justice en Amérique latine et dans les Caraïbes dans les années 90, défis et perspectives, Banque interaméricaine de développement, San José (Costa Rica), 1993.

Réunion d'experts sur la création d'un tribunal pénal international, Vancouver (Canada), mars 1993.

Membre du Groupe de travail de la CDI sur le projet de statut d'une cour criminelle internationale, 1993 et 1994.

Vice-Président de la Commission du droit international, 1994-1995.

Congrès des Nations Unies sur le droit international public, New York, mars 1995.

Représentant de la Commission du droit international au Comité consultatif juridique afro-asiatique, Dora, 1995.

Rapporteur général de la Commission du droit international, 1995.

Membre du Groupe national d'étude de certains problèmes internationaux, Ministère guatémaltèque des affaires étrangères, depuis 1994.

Activités universitaires

Professeur adjoint et professeur de droit international public, faculté de droit, Université de San Carlos, Guatemala, 1956-1965.

Professeur de droit international public et privé, Université de San Carlos, Guatemala, 1963-1965.

Chercheur en droit comparé, Union des universités d'Amérique latine, Mexico, 1965-1966.

Professeur de droit international public et privé et Chef du Département de l'intégration économique, Université d'El Salvador, San Salvador, 1967-1969.

Chef du Département de droit de l'intégration économique, Université de San Carlos, Guatemala, 1970-1973.

Professeur de droit international et de droit économique international (cours postgrade et séminaires spécialisés) :

Instituto Centroamericano de Administración Pública (ICAP), San José (Costa Rica), 1968-1975.

Instituto para la Integración de América Latina, Buenos Aires, 1968, 1969, 1970 et 1971.

Collège des avocats du Brésil, cours organisés à l'intention des avocats, Salvador de Bahia (Brésil), 1973.

Universités des pays suivants : Bolivie, Colombie, Équateur, Brésil (Sao Paulo), Honduras, Nicaragua, Uruguay et Venezuela.

Groupe interaméricain d'études internationales, Fondation Carnegie pour la paix internationale – droit de la mer et droit économique international. Coordonnateur : M. Ralph Zacklin. Sessions à la Trinité-et-Tobago, à Bariloche (Argentine) et à Caracas, 1971-1973.

Réunion de professeurs de droit international d'Europe et d'Amérique latine, Institut latino-américain (ILA), Rome, 1973.

Conférence sur le nouveau droit de la mer, Université Simon Bolivar, Caracas, 1973.

Voyage d'étude sur le développement régional dans la Communauté économique européenne – le Mezzogiorno italien, 1973.

Séminaire sur la structure juridique et les mécanismes de contrôle juridique de la Communauté économique européenne, INTAL-CEE, Bruxelles, 1974.

Conférences, Université de Louvain-La Neuve, programme conjoint avec l'Institut pour l'intégration de l'Amérique latine, Louvain (Belgique), 1978.

Institut des relations internationales, Université du Chili, Séminaire sur les pays d'Amérique latine en tant que pays intermédiaires, Puerto Varas (Chili), 1979.

The Wilson Center Conference : "The Crisis in Central America", Washington, D. C., 1980.

Université de Georgetown, Washington, D. C., conférencier à l'École d'administration publique, 1980 et 1981.

Université de San Carlos (Guatemala), chercheur externe, 1987-1990.

Conférences et cours sur le droit international, Comité juridique interaméricain de l'Organisation des États américains, Rio de Janeiro (Brésil) :

Internationalisation de la crise d'Amérique centrale, 1989;

Aspects juridiques de la dette extérieure de l'Amérique latine, 1990;

Violations des droits de l'homme, 1991.

Conférences et séminaires de la Commission du droit international, Genève (Suisse) :

Protection contre les violations des droits de l'homme, 1992;

Mala Captus Bene Detentus, l'affaire Alvarez Machain, 1993;

Immunité de juridiction des États étrangers en matière civile, commerciale et de relations de travail, 1994;

Actes unilatéraux – études de cas, 1995.

Activités professionnelles

Exercice privé de la profession d'avocat (différentes périodes).

Consultations juridiques

Secrétariat général du Traité d'intégration économique de l'Amérique centrale, Guatemala (différentes périodes).

Conseil monétaire centraméricain, San José (Costa Rica), 1968-1970, et Association des banquiers du Guatemala, 1970-1972.

Banque centraméricaine d'intégration économique, Tegucigalpa (Honduras), 1968, et Association nationale des banquiers du Guatemala, 1970-1972.

Conseil andin de l'Accord de Carthagène (Pacto Andino), création du Tribunal andin, Lima (Pérou), 1972-1973.

Organisation des Nations Unies et Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA), restructuration du Marché commun centraméricain, questions institutionnelles et juridiques, Guatemala, 1972.

Programme de consultations INTAL-SIECA, adhésion des pays d'Amérique centrale au GATT, Amérique centrale, 1988-1989.

Consultant international, depuis 1990.

Carrière politique

Député au Congrès, 1958-1962.

Président du Conseil d'État, 1978-1980.

Vice-Président de la République du Guatemala, 1978-1980.

Député au Congrès, septembre 1994-janvier 1996.

Président du Comité des droits de l'homme du Congrès, 1995.

Relations internationales

Membre du Directoire international de l'Instituto de Relaciones Europeo Latinoamericano (IRELA), Madrid (Espagne).

Participant à des réunions et conférences relatives à des problèmes bilatéraux et multilatéraux : Munich, 1982; Bruxelles, 1982 et 1987; Mexico, 1984 et 1988; Buenos Aires, 1985; Strasbourg, 1986; Londres, 1986 et 1992; Santiago, 1990.

Publications

L'asile diplomatique d'après la pratique des États latinoaméricains, Bruxelles, Amibel, 1958. Thèse de doctorat.

El Caso Nottebohm ante la Corte Internacional de Justicia. - Liechtenstein vs Guatemala. Revista de la Facultad de Ciencias Jurídicas y Sociales, Universidad de San Carlos, Guatemala, 1954.

Arreglo Pacifico de Conflictos Internacionales por el Consejo de Seguridad, dans Revista de la Asociacion Guatemalteca de Derecho Internacional, Guatemala, 1955.

Aprovechamiento comun de las aguas del Lago de Guija, Guatemala-El Salvador, Revista de la Asociacion Guatemalteca de Derecho Internacional, Guatemala, 1958.

Principales reglas de conexión y de conflicto del Derecho Internacional Privado Guatemalteco. Revista Guatemalteca de Derecho Internacional Guatemala, 1958.

Casos y Documentos de Derecho Internacional (Guatemala, 1960) (Case Book).

El Regimen de Legalidad (Guatemala, Circulo de Estudios Constitucionales, 1963).

Integracion Economica Centroamericana (Guatemala, Universidad de San Carlos, 1967).

Teoría General del Derecho de la Integración (Costa Rica, Editorial Universitaria Centroamericana, 1969; El Salvador, 1972).

"El Mar Patrimonial", dans Revista Uruguay de Derecho Internacional, No 4 (Montevideo, 1973).

Los conflictos comerciales en el Mercado Comun Centroamericano, dans Conflictos Comerciales en la Integracion Latinoamericana (INTAL, Buenos Aires, 1973).

Estructura Jurídica del Acuerdo del Cartagena, Dimensión Jurídica de la Integración en América Latina (INTAL, Buenos Aires, 1974).

"La Cláusula de la Nación más favorecida en la Integración Económica Centroamericana", dans Derecho Económico Internacional. F. Orrego Vicuña, éd. (Mexico, Fondo de la Cultura Económica, 1974).

Examen Comparativo de los Acuerdos Internacionales sobre Productos Básicos, dans Derecho Económico Internacional, F. Orrego Vicuña, éd. (Mexico, Fondo de Cultura Económica, 1974); et Mecanismos de Regulación Internacional de Productos Básicos in Revista Guatemalteca de Derecho Internacional, No 2, 1976.

Central America and the Caribbean in The Changing Law of the Sea - Western hemisphere perspectives, R. Zacklin, éd. (Carnegie Endowment for International Peace, Sijthoff, Leiden, 1974).

Regimen del Mar en Centroamérica e Islas del Caribe, en El Derecho del Mar. Evolución en los países Latinoamericanos, Ralph Zacklin compilador (Mexico, Fondo de Cultura Económica, 1975).

Excepciones a la Regla Locus Regit Actum en materia de disposiciones mortis causa. Sucesión y transmisión de bienes inmuebles. Congreso de la Unión de Notariado Latino. Atenas, Grecia, 1971 (Guatemala, 1972).

"La Carta de Derechos y Deberes Económicos de los Estados y los Esquemas de Integración en América Latina", dans Derecho Internacional Económico (Mexico, Centro de Estudios del Tercer Mundo, Fondo de Cultura Económica, 1975).

Empresas Transnacionales y Multinacionales, Unión de Universidades de América Latina, Meeting of Faculties of Law (Bogotá, 1975; Guatemala, 1978).

"Del Mar Epicontinental al Mar Patrimonial", dans Revista Guatemalteca de Derecho Internacional (Guatemala, 1976).

Nulidad y Anulabilidad de Actos y Negocios Jurídicos, systematization essay (Guatemala, 1984).

Regímenes Legales sobre Hidrocarburos en América Latina, Estudios de Derechos Económicos Universidad Nacional Autónoma de México (Mexico, Instituto de Investigaciones Jurídicas, 1986).

"Understanding the crisis in Central America", dans Conflict in Central America, éd. Jack Child (London, 1986).

"A Comment on the Crisis in Central America", dans Conflict in Nicaragua - A multidimensional perspective, Jiri Valenta and Esperanza Duran, éd. (Boston, Allen and Unwin, 1987).

La deuda Externa de Guatemala (Universidad de San Carlos, Cuadernos de Investigación. Guatemala, 1988).

Los Conflictos regionales y la Carta de la ONU - 40 Aniversario de la ONU (Montevideo, 1985; Revista de la Universidad de San Carlos, Guatemala, 1989).

"La Protección Procesal de los Derechos Intelectuales", IV Congress for the Protection of Intellectual Rights (WOIP, Guatemala, 1989).

"Aspectos Legales de la Deuda Externa Latinoamericana", report to the Interamerican Juridical Committee (Guatemala, 1991).

"Los Derechos Humanos y el Principio de No Intervencion", report to the Interamerican Juridical Committee, dans Revista del Instituto Interamericano de Derechos Humanos, No 13 (Costa Rica, 1991).

"Superpower Rivalry in Central America", dans Beyond Superpower Rivalry-Latin America and the Third World - John Weeks, éd. (New York University Press, 1991) (Spanish version: IRELA, Madrid, 1990).

"El Dilema de Belice. Pais caribeño o centroamericano?", Estudios Internacionales, Revista del IRIPAZ (Instituto de Relaciones Internacionales y de Investigaciones para la Paz, No 4, Guatemala, 1991)

"Legitimidad en el Sistema Interamericano", avec Dr Seymour J Rubin. Report to the Interamerican Juridical Committee, 1992, dans Estudios Internacionales-Revista de IRIPAZ, No 3 (Guatemala, 1992).

"El Caso Alvarez Machain a la luz del Derecho Internacional, México vs Estados Unidos", Revista Juridica del Organismo Judicial, No 23 (Guatemala, 1992).

"Los tratados internacionales y los actos unilaterales", dans Revista del Colegio de Abogados de Guatemala, No 36, 1992.

La Integración la Justicia, in Integracion Latinoamericana (Buenos Aires, 1993; Guatemala, 1993; Justicia y Desarrollo Interamerican Development Bank, Washington, D. C. 1993).

"Joint ventures. Régimen Legal de las empresas conjuntas en Estados Unidos y en América Latina". Report to the interamerican Juridical Committee (Washington, D. C., 1992; Guatemala, 1993).

Delimitación de los Espacios Marítimos de Guatemala y Belice (Guatemala, 1993).

Defensa de la Democracia y de los Derechos Humanos en su plano Regional y Sub-regional (Coleccion Cuadernos de Derechos Humanos, Procuraduria de los Derechos Humanos, Guatemala, 1993).

"Actos Convencionales y No Convencionales. Ratificación acquiescencia y Estoppel", dans Liber Amicorum Judge Eduardo Jimenez de Arechaga (Montevideo, 1994).

"Inmunidad de Jurisdicción de los Estados Extranjeros-excepcionales civiles y comerciales and Expcepcion laboral a la inmunidad de jurisdiccion de los Estados Extranjeros. Tendencias en el plano internacional en materia de

relaciones y contratos laborales", Revista del Colegio de Abogados de Guatemala, No 39, 1994.

"Responsabilidad internacional del Estado por denegacion y desafio de justicia y violaciones de garantias judiciales, dans La Corte y el Sistema Interamericano de Derechos Humanos (San Jose, Costa Rica, November 1994).

Sanciones Internacionales por violaciones a los Derechos Humanos - La responsabilidad internacional del Estado ensayo de sistemalización (Guatemala, Ministerio de Cultura, 1995).

"Les actes unilatéraux dans le cadre de la jurisprudence internationale" (Commission de droit international, 1995), sous presse.

Distinctions

Prix national de la culture, El Salvador, 1968, pour "Teoria General de la Integracion Economica Regional".

Conseil supérieur des universités d'Amérique centrale, édition de "Teoria General de la Integracion Economica Regional", San José (Costa Rica), 1969.

Colegio de Abogados de Guatemala, Président du Comité d'éthique.

Motion de félicitations, deuxième Conférence interaméricaine spécialisée sur le droit international privé, Montevideo, 1979.

Motion de félicitations, Comité juridique interaméricain, 1992.

Associations

Association du barreau du Guatemala.

Association du droit international du Guatemala.

Association internationale de droit pénal.

YAMADA, Chusei

(Japon)

[Original : anglais]

Né le 12 avril 1931 à Osaka (Japon).

Marié, deux enfants.

Titres universitaires

Diplômé de la faculté de droit de l'Université de Tokyo, licence de droit, 1954.

Études à Swarthmore College, Pennsylvanie (États-Unis d'Amérique), 1954-1955.

Études à l'University of Wisconsin (États-Unis d'Amérique), 1955.

Diplômé de la Fletcher School of Law and Diplomacy, Massachusetts (États-Unis d'Amérique), maîtrise, 1956.

Membre de l'Association de droit international du Japon.

Membre de l'Académie de droit international du Japon.

Carrière professionnelle

Fonctions actuelles

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Japon en Inde.

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Japon au Bhoutan.

Fonctions diplomatiques

Entré au Ministère japonais des affaires étrangères en 1954.

A occupé les postes suivants :

Consulat général du Japon à Seattle (États-Unis d'Amérique), 1956-1958.

Division de l'Amérique du Nord, Bureau des affaires des Amériques,
Ministère des affaires étrangères, Tokyo, 1958-1963.

Ambassade du Japon à New Delhi (Inde), 1963-1966.

Mission permanente du Japon à Genève (Suisse), 1966-1968.

Division des affaires économiques, Bureau chargé des organismes des
Nations Unies, Ministère des affaires étrangères, Tokyo, 1968-1969.

/...

Directeur de la Division des conventions internationales, Bureau des traités, Ministère des affaires étrangères, Tokyo, 1969-1972.

Mission permanente du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York (États-Unis d'Amérique), 1972-1977.

Directeur général adjoint pour la planification de la politique, Ministère des affaires étrangères, Tokyo (1977-1978).

Directeur général adjoint du Bureau des traités, Ministère des affaires étrangères, Tokyo, 1978-1981.

Consul général du Japon, Hong-kong et Macao, 1981-1989.

Directeur général, Bureau chargé des organismes des Nations Unies, Ministère des affaires étrangères, Tokyo, 1983-1985.

Inspecteur général, Ministère des affaires étrangères, Tokyo, 1985-1986.

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Japon à la Conférence sur le désarmement, Genève, 1986-1989.

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Japon en Égypte au Caire, 1989-1992.

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire itinérant, Tokyo, 1992-1993.

Membre de la Commission du droit international de l'ONU, depuis 1992.

Représentant personnel du Japon au Comité consultatif juridique afro-asiatique, depuis 1993.

Membre d'un jury pour les examens d'entrée au Service diplomatique portant sur le droit international (1969-1972) et le droit constitutionnel (1978-1980).

Participation aux conférences internationales

A représenté le Gouvernement japonais dans les organes et organismes internationaux suivants :

Assemblée générale des Nations Unies (26 sessions, dont 3 sessions extraordinaires, depuis 1957).

Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies.

Conférence du désarmement.

Commission du désarmement.

Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies.

/...

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

Commission économique et sociale de l'Organisation des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP).

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Réunion des parties consultatives relatives au Traité sur l'Antarctique.

Comité consultatif juridique afro-asiatique.

Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

Commission internationale des pêches du Pacifique Nord.

Commission du phoque à fourrure du Pacifique Nord.

A représenté le Gouvernement japonais aux conférences pour l'élaboration de traités et conférences internationales spéciales suivantes :

Conférence des Nations Unies sur le cacao, Genève, 1967-1968.

Conférence des Nations Unies sur le sucre, Genève, 1968.

Conférence internationale de droit aérien, La Haye, 1970.

Conférence de plénipotentiaires relative à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, Washington, 1973.

Conférence mondiale de la population, Bucarest, 1974.

Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, Genève, 1978.

Conférence sur l'interdiction des armes chimiques, Paris, 1989.

A présidé la première session du Comité préparatoire (mai 1989) de la quatrième Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, ainsi que le troisième Comité de cette Conférence, août-septembre 1990.

Membre du Groupe d'experts chargé d'étudier le rôle des Nations Unies dans le domaine de la vérification (1989-1990)

Ancien Président du Comité consultatif juridique afro-asiatique (janvier 1994-avril 1995).

Premier Vice-Président de la quarante-sixième session de la Commission du droit international (mai 1994-mai 1995).

Publications et conférences

"North Pacific Fur Seal Convention", Research Journal of the Ministry of Foreign Affairs, vol. II, No 12 (décembre 1962).

"Legal Status of Russian Warship Admiral Nahimov", Kyoto University International Law Seminar (8 novembre 1980).

"Return of Hong Kong", Kyoto University International Law Seminar (23 juin 1984).

"Antarctic Treaty and the United Nations", Annual Meeting of International Law Academy of Japan (13 octobre 1985).

"Forty-fourth Session of the International Law Commission", Journal of International Law Academy of Japan (octobre 1992).

"Forty-fifth session of the International Law Commission", Journal of the International Law Academy of Japan (octobre 1993).

"The legal aspects of nuclear weapons proliferation concerning the former Soviet Union" Avoidance and Settlement of Arms Control Disputes: vol. II - Arms Control and Disarmament Law (United Nations, 1994).

"Conditions for South Asian Regional Talks", Disarmament: Topical Papers 20; Transparency in Armament, Regional Dialogue and Disarmament, United Nations Publication, numéro de vente : E.94 IX.12, 1994.

"The United Nations at its Turning point - A Japanese Perception"; The United Nations at Age Fifty (German United Nations Association, 1995).

"Consolidation and Improvement of Existing Multilateral Disarmament Agreements", Disarmament: Topical Papers; Disarmament in the Past Half Century and Its Future Prospect (United Nations Publication, 1995).
